

Tensions entre Jacques Chirac et François Bayrou sur la réforme de l'école

JACQUES CHIRAC et François Bayrou ont eu un entretien, jeudi 21 mars, afin de mettre au point le lancement des « états généraux de l'université ». Cette rencontre est intervenue au lendemain du conseil des ministres, au cours duquel le chef de l'Etat a pressé M. Bayrou d'accélérer la réforme de l'éducation nationale. Intervenant longuement après le ministre, qui venait de présenter son plan de lutte contre la violence à l'école, M. Chirac a notamment souligné qu'il « ne s'agit pas de s'adapter à la violence, mais de la combattre ».

Ces propos ont été rendus publics par le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure. Depuis son voyage dans le Doubs, le 7 mars, M. Chirac multiplie les rappels à l'ordre à destination de M. Bayrou. Il a été relayé, le 17 mars, par Alain Juppé.

Lire page 8

Un nouveau directeur pour l'Odéon



GEORGES LAVAUDANT

C'EST LA MISE EN SCÈNE du Roi Lear, de William Shakespeare, qui marque l'arrivée à la tête du Théâtre national de l'Odéon du metteur en scène d'origine grenobloise Georges Lavaudant. Cet artiste frondeur dirige donc aujourd'hui l'une des deux salles les plus prestigieuses de la capitale. C'est un metteur en scène de quarante-neuf ans qui dit souvent son goût du cinéma et du jazz, revenant dans ses créations l'œuvre de Jean-Luc Godard ou celle de Miles Davis tout autant que celle des auteurs classiques et contemporains qu'il sert depuis trente ans.

Lavaudant s'installe à l'Odéon pour cinq ans avec un noyau d'acteurs fidèles qui l'ont accompagné depuis la création, en 1968, à Grenoble, du Théâtre parisien. Avec eux, il disposera bientôt d'une seconde grande salle dont les travaux devraient commencer en 1997 sous la place de l'Odéon, ainsi que d'un théâtre ambulant, cabane de bois destinée à voyager sur les routes de France à la rencontre d'un public nouveau, éloigné de la capitale.

Lire page 26

Abonnement : 3 DM ; Autriche : 3,90 ; Belgique : 4,50 ; Canada : 2,25 ; Danemark : 2,50 ; Espagne : 2,20 ; France : 2,20 ; Grèce : 2,20 ; Italie : 2,20 ; Japon : 2,20 ; Pays-Bas : 2,20 ; Portugal : 2,20 ; Royaume-Uni : 2,20 ; Suède : 2,20 ; Suisse : 2,20 ; Tunisie : 2,20 ; USA (NY) : 2,20 ; USA (autres) : 2,20.

M 0147 - 0322 - 7 00 F

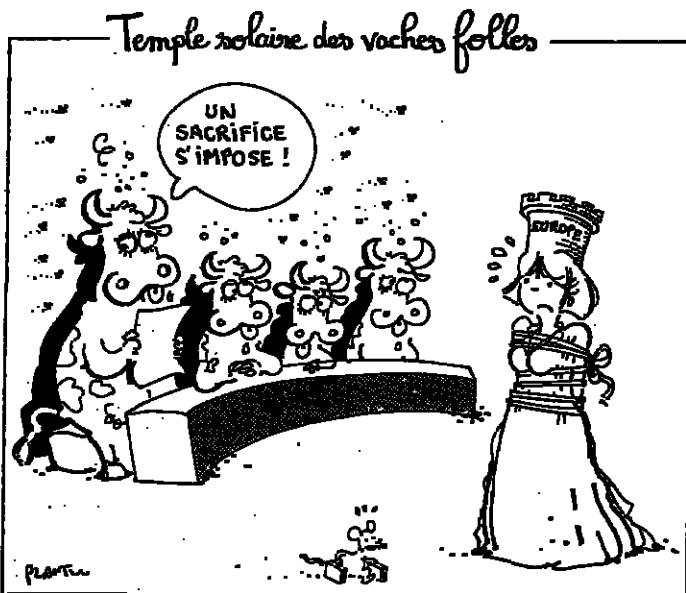


Londres affirme que la maladie de la « vache folle » pourrait se transmettre à l'homme

La France suspend les importations de viande bovine en provenance de Grande-Bretagne

LE MINISTRE de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a décidé, jeudi 21 mars, de suspendre « jusqu'à nouvel ordre » toute importation de viande bovine et de bovins vivants en provenance de Grande-Bretagne. Cette décision intervient après que le gouvernement britannique a admis pour la première fois, mercredi 20 mars, l'hypothèse d'un lien entre la gravissime maladie neurodégénérative de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) et celle, voisine, dite « de la vache folle », ou encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Dans le même temps, il a annoncé le déblocage immédiat de 4,5 millions de livres (35 millions de francs) pour un programme approfondi de recherche sur ce thème dont les enjeux sanitaires et économiques apparaissent considérables. La MCJ est une maladie mortelle du système nerveux, propre à l'homme. Caractérisée, comme l'ESB, par une dégradation du cerveau, elle peut mettre des années à se développer. Aucun traitement n'existe encore.

Stephen Dorrell, ministre britannique de la santé, a indiqué qu'un comité d'experts a conclu que dix personnes victimes de la maladie de



Creutzfeldt-Jakob avaient vraisemblablement été contaminées par de la viande infectée avant que le gouvernement ne prenne des mesures de contrôle sur l'abattage de la viande de

boeuf en 1989. « Il n'existe pas, à ce jour, de preuve scientifique que l'ESB peut être transmise à l'homme par le boeuf mais les experts ont conclu que l'explication la plus probable au

jour d'hui est que ces cas sont liés au contact de l'ESB avant 1989 », a ajouté le ministre, précisant que ces cas correspondaient à « une forme jusqu'alors non reconnue de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ». Cette information soulève de graves questions puisque l'ensemble des données scientifiques et médicales dont on disposait jusqu'à présent laissait penser que l'agent infectieux responsable de la maladie de la vache folle ne pouvait pas se transmettre à l'homme par voie alimentaire.

En France, où trois cas de « vache folle » ont été décelés en Bretagne depuis le début de l'année, la Fédération nationale bovine a demandé, jeudi, la suspension immédiate des importations de viande bovine en provenance du Royaume-Uni. Les informations britanniques provoquent une grande inquiétude parmi les éleveurs européens de bovins, qui redoutent une chute catastrophique de la consommation. Une réunion extraordinaire des responsables communautaires et des scientifiques britanniques devait avoir lieu, vendredi, à Bruxelles.

Lire page 32

« Elle » se lance à la conquête des femmes russes

MOSCOU

Il y est une époque où la confection d'un magazine féminin était, en Russie, d'une simplicité biblique. Il suffisait d'y couvrir les tribulations du Comité des femmes soviétiques et de recommander aux valeureux parents de placer leurs enfants dévoués dans un camp d'été de jeunes pionniers. La formule, agrémentée de photos d'ouvrières méritantes, valait à quelques hebdomadaires de glorieux tirages. Des millions d'exemplaires...

Mais l'ouragan qui s'est abattu sur la société russe a laissé désarmées les rédactrices en chef entrées en journalisme sous Brejnev : « Il n'y a plus de Comité des femmes soviétiques et le foulard rouge est chassé de la mode enfant », note le quotidien *Moscow Times*. Dans le même temps, l'Etat a supprimé ses aides, obligeant les publications à réajuster leur prix de vente... et nombre de lectrices à se désabonner. Certaines publications ont rendu l'âme. D'autres se cramponnent.

La *Travailleuse* (*Rabotnitsa*), par exemple, s'efforce de traiter de sujets auparavant ta-

bous : avortement, viol, harcèlement sexuel. *Femme soviétique* est devenu *Le Monde de la Femme*. La section tricot s'est enrichie de judicieux conseils sur la façon de convertir en dollars la « production-maison ». C'est l'ancêtre, *Poysonne* (*Krestyanka*), qui s'est le mieux adaptée. Il est devenu luxueux. Désormais édité en Finlande, il a bouleversé maquette et formule, s'attache aux sujets de société et multiplie les conseils en matière de consommation. Un triomphe. *Poysonne* est passé de 400 000 exemplaires, en 1994, à 600 000 l'année suivante.

Il y a bien eu d'autres tentatives et quelques périlleux lancements de revues plus intellectuelles. Mais c'est de l'Occident qu'ont surgi les projets les plus lourds : *Good Housekeeping* et *Cosmopolitan* sont venus d'Amérique, *Burda* a déboulé d'Allemagne. De France, *Elle* prépare son débarquement.

« La Russie s'ouvre au monde, à la mode, aux plaisirs, à la consommation ! », clame Georges Nikides, le directeur canadien de la future édition russe en évoquant la fondatrice du titre, Hélène Lazareff, surnommée « la Tsarine », née en 1909 à Rostov-sur-le-Don et immigrée

en France avec sa famille pendant la révolution d'Octobre. Hélène, dont le joli visage orne les brochures de promotion du magazine-phare du groupe Hachette-Filipacchi. « Nous marchons sur ses pas », affirme Elena Youdina, la jeune rédactrice en chef qu'un bureau friséquet donnait sur la Moskova et une mini-jupe fureusement. Elle sont en passe d'enrhummer.

Pourtant, si tout va bien, *Elle* Moscou, imprimée à Cracovie à 100 000 exemplaires, sera début avril dans les kiosques des plus grandes villes. « Léger » sera le ton. « Positif », le regard sur la vie. « Pragmatique », le conseil.

La rédactrice en chef, qui s'entoure de pigistes russes mais suivra la charte régissant les 26 éditions internationales, est persuadée que « le meilleur service à rendre à la femme russe est de la sortir de la sinistrose des dernières années et de lui faire rêver de mode, de jolis intérieurs et de voyages ». Les annonceurs font le même pari. Entre cosmétiques et couturiers, les prévisions publicitaires ont doublé. *Poysonne* peut trembler.

Annick Cojean

Les artistes français dans la guerre des cultures

EXISTE-T-IL encore une culture française ? Depuis le début de l'année, la question préoccupe la presse américaine, qui y répond par la négative. Selon le *New York Times* du 14 janvier, « la créativité française a perdu son élan (...), peu d'artistes, de musiciens ou d'écrivains français vivants sont considérés comme de véritables maîtres dans leurs disciplines ». L'hebdomadaire *Newsweek* poursuit, le 26 février, avec ce titre à la « une » : « En France, le seul art qui compte, c'est la culture de rue ».

Un argument ne cesse de transparaître : si la situation est si grave, ce ne peut être que la faute de l'Etat, de son interventionnisme, du ministère de la culture et de ses mauvaises habitudes. Le raisonnement tient en peu de mots. La culture étant devenue en France une affaire de fonctionnaires, ceux-ci l'ont confisquée à leur profit et se sont organisés en baronnies qui, toutes, défendent des théories et des pratiques esthétiques élitistes, sinon hermétiques, inaccessibles au plus grand nombre. Il y aurait un « Etat culturel », Etat dans l'Etat, fort des prérogatives de ce dernier et indifférent aux goûts du public.

Qui affirme cela ? Les journalistes américains, mais surtout des intellectuels français, dont certains sont cités en qualité de témoins par le *New York Times*. Ainsi de Jean-Marie Domenach, ancien directeur de la revue *Esprit* : « Un chiasme sépare

la création artistique de la majorité du public parce qu'un groupe restreint d'intellectuels décide du bien et du mal ».

Marc Fumaroli, professeur au Collège de France et membre de l'Académie française, a fait paraître en 1991 un essai dénommé *L'Etat culturel, essai sur une religion*, où il

développe ardemment la critique de la Rue de Valois, d'André Malraux à Jack Lang. Ce ne sont pas là des cas isolés, mais les chefs de file d'un courant qui recrute dans les rangs de la droite conservatrice, tout en disposant de renforts venus de la gauche. Parmi leurs cibles : l'Arcam de Pierre Boulez, le Centre

Georges-Pompidou et tout ce qui a trait à l'art contemporain, les centres dramatiques nationaux, l'avance sur recettes au cinéma.

Philippe Dagen et Emmanuel de Roux

Lire la suite page 17

FRANÇOIS DE CLOSETS

Bouillon de culture le 22 mars

François de Closets

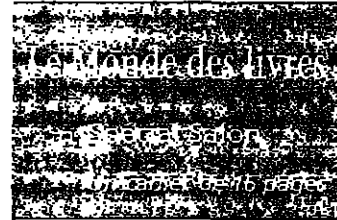
LE BONHEUR D'APPRENDRE ET COMMENT ON L'ASSASSINE

SEUIL

COMMENT ON GASPILLE L'INTELLIGENCE DE NOS ENFANTS

SEUIL

Editions du Seuil



L'Amérique et ses écrivains

Le 16^e Salon du livre de Paris, qui ouvre vendredi 22 mars, accueille une trentaine d'écrivains américains. « Le Monde des livres » a lu leurs nouveaux livres, et, dans un cahier « spécial Salon du livre », donne la parole à plusieurs d'entre eux, déjà connus en France — comme Richard Ford — ou encore à découvrir, comme ceux de la « génération survie », témoignant d'une jeunesse violente et désespérée.

La dérobade du patronat allemand

Le pacte pour l'emploi dans la métallurgie, qui devait créer 300 000 emplois en Allemagne, semble mort-né. Le patronat vient de rejeter le dispositif signé le 23 janvier.

p. 2

Création d'une Fondation Lejeune

Le *Journal officiel* annonce la création d'une Fondation Jérôme Lejeune destinée à lutter pour le droit à la vie et contre l'avortement. Le secrétaire d'Etat à la santé est l'une des personnalités à l'origine de ce projet.

p. 12

Une nouvelle donne pour la SNCF

Une nouvelle doctrine pour la SNCF est en voie d'élaboration : l'Etat financera les infrastructures ferroviaires et la direction des chemins de fer se cantonnera à un rôle de gestion.

p. 18

La mort de Claude Bourdet

Résistant éminent, cofondateur du mouvement Combat, déporté à Buchenwald, journaliste engagé, éditeur, homme politique, Claude Bourdet est décédé le 20 mars.

p. 14

Immigrés maltraités en Guyane

Sept associations dénoncent la politique anti-immigration en Guyane et à Saint-Martin en soulignant de graves entorses à la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers.

p. 13

La vie d'artiste

La bohème est devenue plus dure et plus réglementée que par le passé. Enquête.

p. 15

Un arpenteur pour la galaxie

Le satellite d'astrométrie européen Hipparcos a pu dresser une carte du ciel avec une précision inégalée.

p. 22

International	2	Agenda	25
France	8	Abonnements	25
Société	12	Météorologie	25
Carnet	14	Mots croisés	25
Horizons	15	Culture	26
Entreprises	18	Culte culturel	29
Finances/marchés	19	Communication	30
Aujourd'hui	22	Radio-télévision	31

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996

SOCIAL Werner Stumpf, le président désigné de Gesamtmetall, le syndicat patronal allemand de la métallurgie, a annoncé, le 20 mars à Bonn, que, à ses yeux, le Pacte pour

l'emploi conclu en janvier entre le gouvernement et les partenaires sociaux était « mort ». Cet accord historique comportait la promesse de modérer les revendications des salariés

en échange de l'engagement du patronat de la métallurgie de maintenir ou de créer des emplois dans cette branche. Cet épisode intervient à quelques jours d'élections régionales

qui doivent se dérouler le 24 mars dans trois Länder et qui mettront à l'épreuve la solidité de la coalition gouvernementale. LA COMMISSION européenne a, de son côté, proposé

de favoriser la croissance et l'emploi en relançant les projets de grands travaux européens, notamment grâce aux économies tirées de la réforme de la politique agricole commune.

Le patronat allemand remet en cause le Pacte pour l'emploi

Le président du syndicat patronal de la métallurgie considère que l'accord historique conclu le 23 janvier entre le gouvernement et les partenaires sociaux et visant à réduire le chômage est « mort »

BONN
de notre correspondant
« Le pacte pour l'emploi, dans la forme où l'a proposé le syndicat IG Metall, est mort » : en prononçant ces mots mercredi 20 mars à Bonn, le dirigeant du patronat de la métallurgie, Werner Stumpf, a provoqué la stupeur dans tout le pays. Certes, ce n'est pas la première fois qu'un patron s'exprime avec pessimisme à propos du « pacte pour l'emploi », dont l'idée

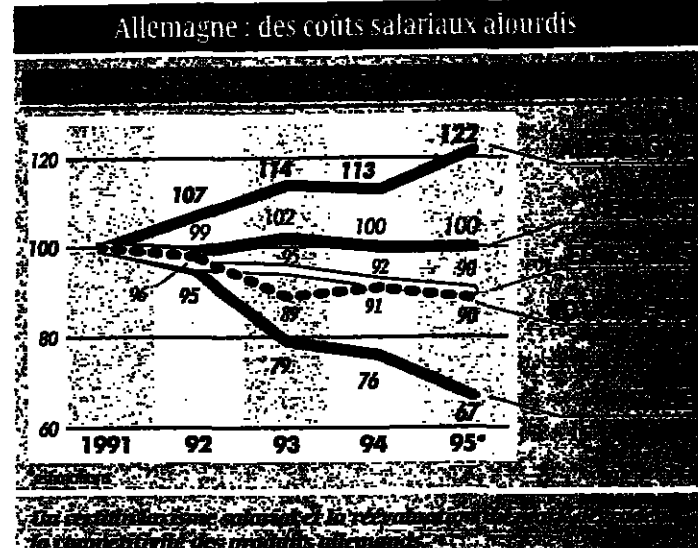
meurs officiellement enregistrés atteignent désormais 4,3 millions de personnes, les discussions en vue du « pacte pour l'emploi » représentaient pour beaucoup d'Allemands le seul espoir de sortir de l'impasse. Renforcement de la flexibilité des horaires de travail, « conversion » en emplois des heures supplémentaires effectuées par les salariés, hausses de salaires inférieures à l'inflation, etc. Telles étaient les principales déclarations

dirigeants annonçant qu'ils vont se donner les moyens de négocier leurs engagements en termes de hausses de salaires. En brandissant la menace de « nouvelles organisations patronales » dégagees des obligations fixées dans les conventions collectives, les patrons remettent en cause le principe d'unité tarifaire qui est à la base de la paix sociale en Allemagne.

CAVALIER SEUL

A l'heure actuelle, 50 % des 16 000 entreprises de la métallurgie allemande sont membres d'une seule organisation patronale (Gesamtmetall), qui représente leurs intérêts à l'échelle nationale et négocie pour elles chaque année les hausses de salaires avec le syndicat. Depuis quelques années, et notamment dans les régions de l'Est, de plus en plus d'entreprises décident de faire cavalier seul et s'entendent localement sur des « tarifs maison » avec leurs salariés. Ce système, qui ne cesse de s'étendre, fait que l'Allemagne

pourra de moins en moins être qualifiée d'espace social unifié. De multiples pactes, du reste, ont été ou sont en train d'être adoptés au niveau d'entreprises individuelles ou de secteurs bien délimités. On a appris, mercredi 20 mars, que le secteur du textile a adopté un pacte pour l'emploi prévoyant des hausses de salaires de 1,5 % à partir du 1^{er} mai contre la garantie de l'emploi. Des clauses spécifiques permettent aux entre-



prises en difficulté de sortir par le bas du tarif prévu. Les partenaires sociaux du textile se sont aussi entendus sur une grande flexibilité des horaires. Il n'y a donc pas de raison d'être absolument pessimiste sur la qualité du dialogue social allemand, qui, s'il ne paraît plus fonctionner au sommet, n'en adopte pas moins à la base des formes plus ouvertes et flexibles que par le passé.

Selon le patronat allemand, la philosophie du pacte doit désormais faire place à une autre approche, qui consisterait à réduire radicalement les coûts du travail

en Allemagne. D'autres responsables patronaux du secteur ont immédiatement relayé les propos de Werner Stumpf, mercredi, en soulignant unanimement que la priorité était de « baisser de 20 % le coût du travail en Allemagne » afin « d'améliorer la compétitivité, donc l'emploi », selon Dieter Humdt, le nouveau patron de la Fédération du patronat allemand (BDA). Les dirigeants du patronat estiment qu'une bonne part de ces économies peuvent être obtenues en réduisant les coûts salariaux annexes, comme les diverses primes versées aux salariés au titre des va-

cances, ou en introduisant une ou plusieurs journées de « carence » en cas de maladie.

L'approche syndicale du pacte est très différente : selon l'IG Metall, 100 000 emplois auraient pu être créés dès 1996 grâce à la conversion en emplois des millions d'heures supplémentaires effectuées chaque année par les salariés du secteur. Le patronat de la métallurgie venait radicalement en cause ce calcul, et s'il retient le chiffre de 100 000 emplois, c'est pour évaluer le nombre d'emplois qui seront vraisemblablement supprimés cette année dans la métallurgie. Ce dialogue de sourds résume bien l'impasse actuelle des discussions.

S'approche-t-on d'un conflit social en Allemagne ? Il y a à quelques jours, un dirigeant de l'IG Metall a annoncé que le syndicat se réservait la possibilité d'« organiser un mouvement social dans toute l'Allemagne pour faire taire tous ceux qui veulent restaurer le capitalisme dans ses formes les plus répugnantes ». Tout indique que la balle est désormais dans le camp du gouvernement. Le chancelier Kohl, qui a choisi lui-même de prendre la tête du « pacte pour l'emploi », adresse depuis quelques temps des reproches à peine voilés au patronat, et ne cesse de lui rappeler ses engagements. Pour lui aussi, la réussite du « pacte pour l'emploi » est une nécessité politique de premier plan.

Lucas Delattre

Un objectif ambitieux

« Réduire de moitié le nombre de chômeurs en Allemagne d'ici à l'an 2000 » : tel est l'objectif ambitieux du Pacte pour l'emploi dont les grandes lignes avaient été adoptées lors d'un sommet social tenu le 23 janvier. Ce texte a été conçu comme un « cadre » devant être concrétisé par chacun des signataires. La réduction du coût du travail (baisse des charges sociales, nouveaux efforts de réforme de la santé et des retraites, modulation salariale) figure parmi les priorités de ce texte aujourd'hui rejeté par une partie du patronat allemand qui refuse de s'engager à créer des emplois et réclame une baisse de 20 % du coût du travail pour rendre à l'Allemagne sa compétitivité perdue.

avait été lancée pour la première fois, en novembre 1995, par le président du syndicat IG Metall, Klaus Zwickel. Mais jamais un dirigeant patronal n'avait souligné de manière aussi brutale que les objectifs du pacte - réduire de moitié le chômage en Allemagne d'ici à l'an 2000 - ne pourraient être obtenus au niveau national grâce aux méthodes éprouvées du consensus.

Alors que le nombre de chô-

d'intention des partenaires sociaux, signataires, le 23 janvier, d'un document de travail auquel s'est associé le gouvernement allemand. Pour la première fois, le syndicat admettait que le haut niveau des salaires avait un effet néfaste sur l'emploi.

Avec ses quatre millions de salariés, la métallurgie représente traditionnellement le principal laboratoire social du pays. Ce qu'il y a de nouveau, surtout, c'est que ses

Le sort du gouvernement Kohl dépend du résultat des libéraux dans trois élections régionales

BONN
de notre correspondant
Le moment ne pouvait pas plus mal tomber pour Helmut Kohl : l'annonce, mercredi 20 mars, que le Pacte pour l'emploi a été donné pour « mort » par un haut dirigeant de la métallurgie allemande, intervient à quelques jours seulement de trois élections régionales très importantes pour le maintien de la cohésion de la coalition. Douze millions d'électeurs sont appelés à renouveler leur gouvernement régional, dimanche 24 mars, dans le Bade-Wurtemberg, le Schleswig-Holstein et la Rhénanie-Palatinat.

En s'exprimant de manière extrêmement pessimiste sur l'avenir du Pacte pour l'emploi, un projet social dont le chancelier Kohl répute à l'envi qu'il s'agit d'« une initiative sans exemple en Europe », une partie du patronat souhaiterait-elle provoquer la fin de l'alliance entre les démocrates-chrétiens et les libéraux au profit d'une « grande coalition » entre la CDU et le SPD ? Cette hypothèse ne peut pas être exclue ; de plus en plus de représentants du monde patronal et économique se plaignent ouvertement de l'inaction et de la paralysie du gouvernement en place depuis novembre 1994.

Il y a quelques mois, l'ancien dirigeant de la Fédération de l'industrie allemande (BDI), Tyl Necker, considérait que le chancelier n'avait « jamais eu de sens économique très développés ». Depuis, les relations entre M. Kohl et le patronat n'ont pas cessé de se détériorer. Récemment, un représentant des PME de l'artisanat (7 millions d'emplois en Allemagne) reprochait au gouvernement de « poursuivre de manière incorrigible une ligne économique étatique », et qualifiait le Pacte pour l'emploi de « pacte d'inaction ».

Le patronat réclame de manière urgente une baisse des prélèvements obligatoires (43,7 % du PIB), une réduction significative des charges sociales (actuellement à 41 % du salaire brut), et de la part des dépenses de l'Etat par rapport au PIB (son niveau est actuelle-

ment de 50,5 %). « Nous souhaitons le maintien de l'actuelle coalition, mais il faut reconnaître qu'elle ne dispose pas d'une majorité suffisante pour réaliser les gigantesques réformes qui sont nécessaires pour redresser notre économie », indique de son côté Ludolf von Warttemberg, secrétaire général du BDI.

Certains grands patrons souhaiteraient une « grande coalition » entre la CDU et le SPD

Le gouvernement ne dispose que d'une majorité de dix sièges au Bundestag et voit une bonne part de ses initiatives bloquées par les sociaux-démocrates qui contrôlent le Bundestag, la Chambre des Länder. Certains dirigeants de grandes entreprises ne verraient pas d'un mauvais œil une « grande coalition » pour sortir de l'impasse politique. Or l'avenir de la coalition de Bonn dépend plus que jamais de la baisse du chômage, et donc de la réussite du Pacte pour l'emploi. Alors que l'amélioration de la conjoncture se fait attendre, ce dossier est absolument prioritaire. Le chancelier entend le traiter selon les recettes classiques du consensus, sans porter atteinte au « fondement de l'Etat social », comme il l'a répété lors d'une conférence de presse tenue mardi à Bonn.

Dans l'esprit du chancelier, le Pacte pour l'emploi aurait dû permettre d'accompagner en douceur les réformes nécessaires de l'économie allemande, qui souffre d'une hyper-réglementation, du manque de souplesse et du montant trop élevé des budgets sociaux (au total un tiers du PIB). C'est ainsi qu'il était prévu, selon le texte du Pacte adopté le 23 janvier à la chancellerie, que les partenaires sociaux s'entendraient sur des me-

sures de flexibilité accrues des salaires et des horaires de travail permettant de garantir l'emploi, tandis que le gouvernement concentrerait son action sur la réduction des charges sociales, une meilleure adéquation des recettes et des dépenses des caisses de retraite et l'amélioration de la fiscalité des entreprises.

C'est tout cet équilibre qui est remis en cause. Les partenaires sociaux ne s'entendent pas sur les tâches qui leur reviennent dans le cadre du Pacte. Quant au gouvernement, il met du temps à faire avancer les réformes, non seulement à cause du blocage du Bundestag, mais aussi parce que le contexte pré-électoral tend à empêcher toutes décisions impopulaires.

Une intense période d'activité politique devrait donc s'ouvrir après les élections régionales de dimanche, à condition que la coalition ne soit pas déstabilisée par une nouvelle défaite historique - peu probable il est vrai - du Parti libéral. M. Kohl a promis qu'il accélérerait les réformes avant l'adoption du budget 1997, au début du mois de juillet. Toutes les mesures envisagées sont déjà connues. Elles ont été consignées dans le « programme d'action » en cinquante points présenté en janvier : suppression de la taxe professionnelle et de l'impôt sur le patrimoine, baisse de l'impôt sur les successions d'entreprises et poursuite du réajustement des caisses de retraite.

Il s'agit aussi, et peut-être surtout, de poursuivre la consolidation des finances publiques, une tâche qu'il aurait été plus facile de réaliser si les partenaires sociaux s'étaient entendus plus rapidement sur les contours d'un Pacte pour l'emploi. Le maintien d'un chômage élevé pèse sur les finances publiques et il n'est pas certain que le gel budgétaire décidé il y a quelques jours par le ministre des finances, Theo Waigel, suffise à contenir les déficits. Le chancelier a démenti les rumeurs persistantes d'augmentation de la TVA.

L. D.

La Commission européenne veut relancer les grands travaux pour combattre le chômage dans l'UE

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
« La Commission propose de traduire d'une manière concrète la volonté politique, maintes fois exprimée, de favoriser la croissance et l'emploi ». En proposant mercredi 20 mars de financer la relance des grands travaux européens avec l'argent économisé par la réforme de la politique agricole commune et une évolution favorable des marchés, Jacques Santer prend le risque d'engager un bras de fer avec les ministres des finances des pays de l'Union européenne.

« Il ne suffit pas d'adopter des

transport (1 milliard), la recherche et le développement (700 millions) et le soutien aux PME (40 millions).

Mercredi, M. Santer a fait valoir que ses propositions, notamment celles concernant le financement des réseaux, s'inscrivaient dans la logique des orientations adoptées depuis décembre 1993 par les chefs d'Etat et de gouvernement. Le 11 mars, avant même que les propositions de la Commission soient approuvées, six ministres des finances de l'UE, dont Jean Arthuis, avaient fait savoir qu'ils étaient hostiles à un tel redéploiement (Le Monde du 13 mars). Ils demandaient que l'argent inscrit dans le budget, et non dépensé, soit rendu

destinés aux réseaux transeuropéens dont 1,35 milliard pour les quatorze projets sélectionnés comme prioritaires. Les services de Neil Kinnock, le commissaire (britannique) aux transports, ont étudié attentivement chacun de ces projets et sont arrivés à la conclusion que pour « boucler » l'ensemble des plans de financement, il faudrait que l'UE leur affecte 1,74 milliard d'euros supplémentaires. C'est pour répondre à cette demande que la Commission propose 1 milliard d'euros.

Officiellement, la thèse française est d'expliquer que les quatorze projets sont dans un état de maturité différent et que la sagesse consisterait à utiliser 1,35 milliard d'euros du budget européen immédiatement disponible pour compléter les plans de financement des quatre ou cinq d'entre eux les plus avancés, parmi lesquels le TGV-Est.

M. Santer a rappelé que les conseils européens d'Essen et de Madrid (décembre 1995) avaient explicitement demandé au conseil « éconfin » de compléter les financements disponibles, sur proposition de la Commission. Cette proposition existe désormais.

En 1994, lors de l'adoption du programme-cadre de recherche-développement doté de 13 milliards d'euros de crédit pour la période 1995-1999, le conseil et le Parlement européen avaient prévu qu'un financement complémentaire de 700 millions pourrait être décidé en 1996. « Notre proposition d'aujourd'hui correspond à cette intention », a expliqué M. Santer, avant de souligner que ces actions (réseaux, recherche) n'ont de sens que si elles s'inscrivent dans une approche d'ensemble, une mobilisation collective contre le chômage : « C'est pour cela que j'ai proposé la conclusion d'un pacte de confiance entre tous les acteurs, partenaires sociaux et gouvernements. C'est dans le même esprit que, dans son avis pour la Conférence intergouvernementale, la Commission propose de prévoir une place appropriée pour l'emploi dans le nouveau traité. »

Philippe Lemaitre

Pour une harmonisation fiscale

L'insuffisance de l'harmonisation fiscale dans l'UE nuit au fonctionnement du marché unique et interdit une politique dynamique de l'emploi. La Commission invite donc les Quinze à réagir et leur soumettra des propositions d'ici à l'automne. Celles-ci porteront sur le régime définitif de la TVA, sur la fiscalité de l'épargne, sur la taxe applicable aux émissions de CO₂. Chaque conseil européen insiste sur la nécessité de réduire les coûts du travail. En vain : entre 1980 et 1993, la charge fiscale pesant sur l'emploi a augmenté en moyenne de 20 % dans la CEE, celle frappant le capital ou le travail indépendant a diminué de plus de 10 %. Soucieux de limiter leurs déficits budgétaires, les gouvernements ne peuvent alléger les prélèvements sur le travail que s'ils compensent ces baisses : relèvement de la TVA ou des droits d'accise, instauration d'écotaxes, imposition des biens mobiliers ou immobiliers... Mais la fiscalité ne pourra être radicalement aménagée sans l'établissement de règles du jeu au niveau européen.

Livres blancs, il faut les exécuter. Il ne suffit pas de dire que l'emploi est une priorité, il faut passer aux actes », a encore déclaré le président de la Commission au cours d'une conférence de presse. Comme les dépenses nécessaires pour soutenir le revenu paysan sont moins élevées que prévu et que la Commission européenne table sur une économie de l'ordre de 4 milliards d'euros (l'équivalent de 26 milliards de francs) pour la période 1997-1999, Jacques Santer vient de proposer aux Quinze d'en affecter presque la moitié à la relance de l'emploi. L'essentiel de l'économie réalisée (1,74 milliard sur 2 milliards) sera destiné à des secteurs porteurs d'emplois, à savoir les réseaux européens de

aux Etats membres. Cette mise en demeure n'ayant pas impressionné la Commission, les chefs d'Etat et de gouvernement devront trancher.

Au Conseil européen d'Essen, en décembre 1994, ceux-ci avaient approuvé une liste de quatorze projets de transports prioritaires, dont il était entendu que le coût, 38 milliards d'euros (247 milliards de francs) d'ici à 1999, serait pris en charge, partie par les pouvoirs publics nationaux et communautaires, partie par des investisseurs privés. Mais ces derniers ne se précipitent pas sur des infrastructures peu rentables à court terme.

Le budget européen dispose pour la période 1995-1999 d'une ligne de crédit de 1,8 milliard d'euros

Le CNPF se prononce pour la monnaie unique

« sans états d'âme »

FINIS les débats et les déchirements au sein du patronat à propos de l'Europe : c'est unanimement et « sans états d'âme » que le CNPF a pris position, le 20 mars, en faveur de la monnaie unique. Jean Gandois, son président, Denis Kessler, son vice-président chargé des affaires économiques générales, et Guy de Panafieu, qui préside la commission de politique européenne, ont rendu public un document intitulé « pour une union économique et monétaire durable » qui résume les « convictions fortes » auxquelles adhère l'organisation patronale.

Si les chefs d'entreprise français se rallient aujourd'hui à la monnaie unique, c'est qu'ils ont fait les frais des dévaluations compétitives de la livre, de la lire et de la peseta qui ont coûté à la France, en termes d'exportations, 1,8 point de produit intérieur brut en trois ans. « Nous ne croyons pas au maintien durable d'un marché unique sans système monétaire stable », a déclaré M. Gandois.

La mondialisation de l'économie fait apparaître deux zones monétaires, la zone dollar et la zone yen. « Si l'Europe veut jouer un rôle, a souligné M. Kessler, il faut que sa monnaie devienne l'une des grandes monnaies d'échange. Nous sommes partisans d'un monde tripolaire. »

Le CNPF met deux conditions à la création de cette monnaie qu'il appelle de ses vœux. La première est que s'applique le programme d'assainissement des économies européennes dont les critères de convergence balisent le déroulement. Le CNPF juge que la réduction des déficits publics passe par une baisse des dépenses et refuse le débat sur l'alternance. « respect du calendrier ou respect des critères », estimant que, pour sa part, la France doit tout faire pour remplir en 1999 les conditions requises pour participer à l'Union monétaire.

La deuxième condition posée par le CNPF concerne la composition de celle-ci. « Nous ne voulons pas d'une Europe scindée en deux par sa monnaie », a affirmé M. Gandois. « Certains pensent qu'une Europe monétaire à cinq ou six pays aura un pouvoir d'attraction tellement fort que les autres se précipiteront pour en faire partie. Je ne le crois pas. Au contraire, les exclus prendront des dispositions pour vivre leur vie ! » Le CNPF comprend que l'Espagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne aient besoin d'un peu de temps pour rejoindre le peloton conduit par l'Allemagne et la France, mais il souhaite que soient pris « des mesures d'urgence pour garantir la stabilité des engagements pris de calendrier et de convergence pour les pays n'entrant pas en phase III ».

Guy de Panafieu a rappelé qu'une surveillance s'imposait ainsi que des sanctions qui pourraient prendre la forme d'une suspension « des crédits européens pour les pays qui n'auraient pas respecté leurs engagements ».

La monnaie unique « n'est pas une fin, mais un moyen », a souligné Denis Kessler, c'est-à-dire qu'elle poussera l'Europe à réaliser une plus grande intégration de ses politiques budgétaires, sauf à conduire à une crise rapide. Afin de parvenir à un gouvernement économique commun, le CNPF souhaite que le fonctionnement institutionnel de l'Union soit amélioré par « une réforme de l'organisation de la Commission et des présidences du Conseil et une généralisation des votes à la majorité qualifiée tenant compte du poids économique de chacun des États ».

Mais l'Union monétaire ne règlera pas à elle seule les difficultés actuelles de l'Europe. Aussi l'organisation patronale demande-t-elle des initiatives « fortes » en matière de politique étrangère et de défense, sans oublier un vaste programme de grands travaux qui « contribuerait utilement à une plus grande visibilité de l'action européenne ».

Alain Faujas

Les troupes russes intensifient le bombardement et le pilonnage de plusieurs villages tchéchènes

600 civils auraient été tués à Samachki, déjà victime d'exactions en 1995

Les avions russes ont bombardé, jeudi matin 21 mars, plusieurs localités dans le sud-ouest de la Tchétchénie, a annoncé un porte-parole des

troupes de Moscou. Les frappes aériennes ont été portées contre Alkhazourov et Komsomolskaïa, deux petits villages proches de Samachki,

qui subit depuis plusieurs jours, comme d'autres localités de la région, les tirs intensifs de l'artillerie russe. Selon les témoignages d'habitants res-

capés de Samachki, qui avait déjà été attaqué en 1995, les derniers bombardements auraient fait près de six cents morts.

MOSCOU

Pour le septième jour consécutif, l'artillerie russe poursuivait, jeudi 21 mars, son incessant pilonnage contre plusieurs villages tchéchènes du sud-ouest, et notamment Samachki, déjà tristement célèbre pour avoir été le théâtre, il y a un an, d'exactions commises par les troupes de Moscou contre les civils parmi lesquels on avait dénombré une centaine de morts. Au même moment, les avions russes bombardaient deux petits villages de la région, Alkhazourov et Komsomolskaïa, selon un porte-parole officiel russe.

A Samachki, village martyr, qui comptait quinze mille habitants avant l'offensive russe de 1995, le « nettoyage » a repris à grande échelle. Pour l'instant, les soldats russes n'ont peut-être pas encore jeté, comme il y a un an, de grenades dans les caves où se tenaient les civils. Les forces de Moscou attaquent à l'arme lourde, lance-roquette multiples. Cette opération aurait déjà fait près de six cents morts civils, ont affirmé, mercredi, des responsables du village. Ce chiffre était bien sûr invérifiable : les organisations humanitaires et la presse sont bloquées par les Russes, selon un scénario bien ro-

dé. Les Russes affirment avoir établi des « couloirs humanitaires » pour l'évacuation des civils, mais des milliers d'entre eux seraient toujours bloqués sous les bombes.

« Les Russes bombardent en permanence. Encore ce matin, quand nous sommes partis, on pouvait entendre les avions et les hélicoptères qui bombardaient », a déclaré à l'AFP Sadoula Ioussoufov, membre d'une délégation de vingt membres du « Conseil des anciens » de Samachki que les forces russes ont accepté de laisser arriver, mercredi, jusqu'à Grozny. « Plus de six cents civils ont été tués les premiers jours, les 15 et 16 mars. Nous en avons enterré beaucoup, comme nous avons pu, dans les cours des maisons, mais il reste encore beaucoup de cadavres dans les rues », a dit M. Ioussoufov. Le groupe est sorti le 16 mars vers l'est avec quelques milliers d'habitants. Mais ces derniers ont été arrêtés par des troupes russes sur la route, où ils ont dû passer les nuits suivantes, par une température descendue en dessous de zéro, avec leurs nombreux malades, « surtout parmi les vieillards et les enfants », raconte un délégué.

Quelques milliers d'habitants de Samachki auraient aussi fui le village vers l'ouest, en direction de

l'Ingouchie voisine. Mais ce « couloir humanitaire » aurait aussi permis aux forces russes d'arrêter, comme cela fut officiellement annoncé lundi, « une centaine d'hommes détenus dans un centre de filtration pour déterminer s'ils sont des combattants ».

« Il n'y a pas de perspective de paix à court terme », selon le chef de mission de l'OSCE

Un groupe de soixante-quatorze femmes de Samachki réfugiées en Ingouchie a tenté de retourner dans le village, mercredi, « pour chercher des enfants », avec l'assurance d'un couloir humanitaire ouvert jusqu'à 17 heures, a rapporté Andreï Mironov, un membre du groupe russe de défense des droits de l'homme « Mémoire », présent en Ingouchie. Portant des

drapeaux blancs, le groupe fut arrêté par des troupes du poste numéro treize de l'armée russe sur la route vers Samachki.

Dix femmes ont été blessées, selon Andreï Mironov, qui les a vues dans un hôpital d'Ingouchie. L'une des blessées a affirmé qu'une vingtaine d'enfants, le plus jeune âgé de moins d'un an, attendaient toujours dans une cave de Samachki.

Les indépendantistes tchéchènes embusqués à Samachki continuent à résister. Ces combattants - ou d'autres - avaient quitté la localité voisine de Sernovodsk dès les premiers bombardements russes qui l'avaient déjà visée au début du mois. Entrant dans cette petite ville, les troupes russes en avaient profité pour commettre massacres et pillages, selon les témoignages (Le Monde du 19 mars). A Samachki, les combattants semblent décidés à faire payer durement aux Russes leur nouvelle attaque. Mercredi soir, la télévision privée NTV diffusait un reportage d'Ekaterinbourg, la grande ville de l'Oural, sur des soldats hospitalisés racontant comment ils furent blessés en tentant d'entrer dans Samachki. Ils parlaient de leurs camarades tués dans des chars en feu, de l'incompétence de leurs chefs « qui

envoient des appels se faire tuer comme de la chair à canon ». Selon NTV, plus de cent trente soldats blessés dans les combats de Samachki sont arrivés à bord d'un premier avion, mercredi, à Ekaterinbourg, qui en attendait un second. Des sources militaires russes, citées mercredi par des agences, parlaient, elles, d'un « soldat russe tué et de cinq blessés ».

Le chef de la très prudente mission de l'Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe (OSCE) présente à Grozny, Tim Guldinmann, a déclaré, mardi à Vienne, que « les combats en Tchétchénie se sont durcis et ont pris la forme d'une guerre contre la population civile ». Affirmant qu'il « n'y a pas de perspective de paix à court terme », il a souligné la « contradiction entre l'initiative de paix annoncée par Boris Eltsine et la guerre sur le terrain ». Mais à Moscou, l'heure est aux ballets diplomatiques, avec une succession de visites cette semaine (Commission européenne, OTAN, chefs de la diplomatie japonaise et américaine) au cours desquelles la guerre en Tchétchénie n'est pas publiquement évoquée.

Sophie Shihab

En visite à Prague, M. Christopher assure que « l'élargissement de l'OTAN se réalisera »

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT américain Warren Christopher a réaffirmé, mercredi 20 mars à Prague, que « les États-Unis sont déterminés à avancer » dans le sens de l'élargissement de l'OTAN à l'Est. M. Christopher, qui entame jeudi une visite à Moscou, a rejeté tout compromis avec la Russie, fermement opposée à cet élargissement, lors d'un discours devant douze ministres de pays d'Europe centrale et orientale, candidats à l'adhésion à l'Alliance atlantique.

« L'OTAN ne doit pas laisser et ne laissera pas les nouvelles démocraties dans une salle d'attente. L'élargissement de l'OTAN est en cours et se réalisera », a déclaré M. Christopher. « Aucune nation en Europe ne

devrait plus jamais être confinée dans une zone tampon entre grandes puissances ou être reléguée dans la sphère d'influence d'une autre nation », a-t-il ajouté.

« SOMBRE VISION »

Répondant ensuite à quelques questions, le Secrétaire d'État américain a affirmé que « ce n'était pas le moment de marchander [avec la Russie sur l'OTAN], de tracer de nouvelles lignes de partage » en Europe. Dans son discours, M. Christopher s'est à nouveau élevé contre le récent vote de la Douma, qui avait dénoncé la dissolution de l'URSS. Il a estimé que cette prise de position des députés russes donnait une « sombre vi-

sion » de l'avenir de la Russie. « Nulle part plus qu'en Russie, il est important que la démocratie s'enracine. Les efforts pour mener des réformes sont sous pression, et le succès est loin d'être garanti. »

Abordant les inquiétudes des pays candidats qui redoutent que l'OTAN accorde, de facto, un droit de veto à Moscou sur l'élargissement, M. Christopher a déclaré : « L'intégration de l'Europe centrale ne saurait être déterminée, ni être déterminée, par les événements en Russie. » Il a estimé que Boris Eltsine et « la plupart des Russes comprennent que l'intérêt de la Russie est de traiter tous ses voisins en égaux et en partenaires souve-

raux ». Warren Christopher s'est toutefois gardé de proposer un calendrier pour l'adhésion ou une liste des nouveaux membres à l'OTAN. Pour l'instant, l'Alliance atlantique a défini des critères d'adhésion et a entamé des consultations avec les candidats. « Nous déciderons de la suite en décembre », à la réunion ministérielle semestrielle de l'OTAN à Bruxelles, a expliqué M. Christopher.

« APPROCHES DIFFÉRENTES »

Recevant Warren Christopher au château de Prague, Vaclav Havel s'est déclaré satisfait des assurances données par les États-Unis sur la poursuite du processus d'élargissement. « J'accueille avec

beaucoup de satisfaction le fait que les États-Unis maintiennent la continuité de leur politique sur ce sujet », a souligné le président tchèque.

A Moscou, le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev, a déclaré, mercredi, à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, que la Russie et l'OTAN continuaient à avoir « pour l'instant des approches différentes » sur la question de l'élargissement. M. Solana devait rencontrer, jeudi, le président Boris Eltsine. - (AFP Reuters)

Allusion à un report du scrutin présidentiel

La présidence russe a fait discrètement allusion, mercredi 20 mars, à une possible annulation de l'élection présidentielle prévue le 16 juin en raison du récent vote de la Douma jugeant « caduc » le texte de 1991 désignant FURSS. Au cours de la rencontre, mercredi, avec des politologues russes, « il a été noté que le vote de la Douma mettait en doute la tenue de l'élection présidentielle en juin », indique la présidence dans un communiqué qui ne précise pas qui « a noté ». Mardi, certains députés avaient déjà lancé l'idée d'un report de l'élection présidentielle, mais le Kremlin a, jusqu'à présent, toujours affirmé que le scrutin aurait lieu. - (AFP)

Sylvie Kauffmann

Ross Perot menace de se présenter de nouveau à la présidentielle américaine

WASHINGTON

Ross Perot est de retour. Après avoir laissé planer le doute pendant des mois, le milliardaire texan joue à nouveau les trouble-fête en choisissant le moment où le sénateur Bob Dole est assis d'emporter l'investiture républicaine pour rappeler son existence et menacer de se lancer, lui aussi, dans la course présidentielle cette année.

« Je ne peux pas rester là les bras croisés à regarder la situation se détériorer sans faire tout ce qui est en mon pouvoir pour remettre de l'ordre dans notre maison », a déclaré M. Perot, mardi 19 mars, à une radio de San Antonio, au Texas, qui l'interrogeait sur son éventuelle candidature. Ross Perot, qui remporta 19 % des voix comme candidat indépendant à l'élection présidentielle de 1992, devait en dire plus ce vendredi soir sur CNN, où il est l'invité d'une célèbre émission, celle de son ami Larry King, qu'il avait choisie pour annoncer sa candidature en avril 1992.

A peine savourait-il une nouvelle victoire décisive dans les primaires du Midwest, mardi soir, que le sénateur Dole devait affronter l'idée d'une élection triangulaire Clinton-Perot-Dole le 5 novembre : cette perspective « m'inquiète », a-t-il reconnu sur ABC. C'est bon pour Bill Clinton. La défaite de George Bush en 1992 fut en effet largement favorisée par la présence de Ross Perot, qui prit beaucoup plus de voix au candidat républicain qu'au démocrate Bill Clinton. Le président du Parti démocrate, le sénateur Chris Dodd, confiait récemment que Ross Perot l'appelaient régulièrement au téléphone et « se tait » :

« Je l'encourage fortement à se présenter », poursuivait le sénateur avec un sourire réjou.

Un porte-parole de Ross Perot a cependant souligné mercredi que le milliardaire populiste n'avait encore rien décidé, et qu'il appartenait aux militants de son nouveau parti, le Parti de la réforme (Reform Party), de sélectionner un candidat lors de leur convention nationale, probablement à la fin de l'été. Mais M. Perot, qui a déjà dépensé des millions de dollars pour financer l'inscription de sa formation (par des collectes de signatures) sur les registres électo-

raux, serait évidemment le mieux placé : aucune personnalité d'envergure ne s'est encore détachée au sein du parti et, aux termes de la loi, il ne pourra de nouveau déboursé les millions de dollars nécessaires à une candidature que s'il est lui-même le candidat.

Rien ne garantit que M. Perot ait le même succès qu'il y a quatre ans, lorsqu'il avait réussi à profondément brouiller la donne. Les sondages confirment, certes, un désenchantement croissant de l'électorat américain à l'égard de leur système politique et des deux grands partis, ce qui crée un

contexte favorable pour l'émergence d'une troisième force, mais la cote de popularité de Ross Perot est plutôt en baisse. Reste aussi à savoir ce que fera l'ultra-conservateur Pat Buchanan, qui, malgré des scores décevants lors des dernières primaires républicaines, se maintient dans la course : les électeurs auxquels il s'adresse sont souvent les mêmes que ceux de Ross Perot, qui lui avaient fait une longue ovation lors de leur convention annuelle, en août dernier à Dallas.

Sylvie Kauffmann

Par l'auteur de
**LE MONDE
DE SOPHIE**



Editions du Seuil

Israël menace de riposter massivement au Liban sud

Un raid d'hélicoptères a été lancé mercredi après une attaque du Hezbollah

Le premier ministre israélien, Shimon Pérès, a affirmé, mercredi 20 mars, que l'armée frapperait « le moment venu et de manière adéquate » le Hezbollah libanais.

Auparavant, des hélicoptères avaient fait un raid au Liban sud, après la mort d'un officier israélien dans une embuscade qui a blessé neuf soldats.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'armée israélienne a essuyé, mercredi 20 mars, dans le sud du Liban, une attaque qui a tué un officier et blessé neuf soldats. Menée par un kamikaze du Hezbollah (Parti de Dieu) libanais, qui attendait le passage d'une patrouille militaire avec des explosifs, cette attaque, qui porte à six le nombre de soldats tués depuis le début de l'année dans la « zone de sécurité » occupée par Israël – vingt morts dans le même temps, côté Hezbollah –, a provoqué un dangereux regain de tension. Un raid d'hélicoptères d'attaque a été mené, dans la soirée, mais beaucoup pensent que la riposte de Tsahal ne s'arrêtera pas là. « Nous étudions de nouveaux moyens d'action », a déclaré le général Amram Lévine, commandant en chef de la région nord, qui comprend le Liban sud.

Invité, depuis une semaine, par tous les correspondants militaires des médias locaux à répliquer massivement – « Le Hezbollah se moque de nous, Israël ne peut pas rester bras croisés face à de telles provocations ! », « conseillaient » l'envoyé spécial au Liban sud de la chaîne publique de télévision –, le premier ministre, Shimon Pérès, menacé de perdre les élections législatives du 29 mai, a convoqué, mercredi, une réunion d'urgence des chefs de l'armée.

L'ambassadeur des États-Unis à Tel-Aviv, Martin Indyk, est tenu informé heure par heure des développements de la situation. « Il n'y a pas de pression américaine pour nous empêcher d'agir au Liban sud si cela est nécessaire », a répliqué M. Pérès à un journaliste israélien.

Selon plusieurs sources militaires, ce serait cependant à la demande de Washington qu'une « opération de grande envergure dans les profondeurs du Liban », décidée, lundi, par le cabinet de sécurité israélien, aurait été reportée in extremis.

« Nous avons fait savoir aux Syriens, par l'intermédiaire de nos amis américains, a indiqué M. Pérès, que si le Hezbollah ne faisait pas preuve de retenue, nous n'en ferions pas preuve non plus. » Damas, qui entretient plus de trente mille soldats au pays du Cèdre, pourrait, selon Tel-Aviv et Washington, empêcher les combattants chiites du Parti de Dieu d'attaquer les positions tenues par Tsahal et ses trois mille supplétifs libanais dans la zone occupée. A quoi Damas répond régulièrement qu'Israël occupant, depuis quinze ans, environ 11 % du territoire national libanais, et plus d'un quart de million de citoyens libanais, il est « logique » qu'une résistance armée se soit organisée.

CONDITIONS « INACCEPTABLES »

Convaincu que le conflit israélo-libanais « ne peut être réglé, selon Ouri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban, que politiquement », l'État juif, qui avait envahi le pays du Cèdre en 1982 pour mettre fin aux attaques palestiniennes contre son territoire – plus de 350 000 réfugiés palestiniens de 1948 vivent dans des camps de réfugiés au Liban –, pose à son retrait des conditions jugées « inacceptables » à Beyrouth. Parmi celles-ci, Israël réclame, en cas d'accord, qu'aucune poursuite ne soit engagée contre ses supplétifs de l'Armée du Liban sud (ALS) et

que les intéressés soient intégrés dans l'armée nationale ou dans la police.

« Israël, averti, dimanche, au Caire, le premier ministre, Rafic Hariri, doit choisir s'il veut vivre en paix avec nous – et dans ce cas il est le bienvenu – ou s'il veut dominer le monde arabe. Cela, aucun de nos États ne l'acceptera jamais. » Soutenus et partiellement financés par le régime iranien, la Syrie se contentant, selon Israël, de « fermer les yeux », voire « d'activer ou de désactiver les combats selon son désir », les chiites libanais du Hezbollah sont en quelque sorte les inventeurs de l'attentat-suicide au Proche-Orient.

« Si l'armée sioniste tente de pénétrer au nord de la zone qu'elle occupe, prévenait récemment le secrétaire général du Parti de Dieu, nous placerons un futur martyr (kamikaze) à toutes les intersections. » Selon les services israéliens, 110 attaques et tentatives d'attaques ont été lancées contre les positions de Tsahal, depuis le début de 1996, par le Hezbollah. Après des bombardements aériens massifs israéliens dans le sud et le centre du Liban qui avaient tué plusieurs centaines de civils libanais, un « arrangement » non écrit avait été négocié par les Américains il y a plus de deux ans, entre Israël et la Syrie : le Hezbollah s'abstenait de s'en prendre aux localités civiles du nord d'Israël. En échange, Tsahal ne tirait plus sur les villages situés au nord de la zone qu'elle occupe. Depuis plus d'un an, les violations de cet accord ne se comptent plus.

Patrice Claude

L'OLP craint une explosion sociale dans les territoires

Fayçal Hussein prévient que l'État juif « ne réussira pas à entraîner les Palestiniens dans une guerre civile » sous prétexte de lutter contre les extrémistes musulmans

« SOYONS clairs : nous voulons une séparation totale, politique, économique et [sur les questions] de sécurité avec Israël, mais seulement s'ils [les Israéliens] nous ouvrent la frontière avec l'Égypte, avec le large, avec les gens, avec le monde. » Fayçal Hussein, principal représentant à Jérusalem-Est de l'OLP, dont il avait présidé, à Washington, la délégation aux négociations de paix avec Israël, pèse ses mots. En revanche, que l'État juif « nous impose un blocus et nous enferme dans une cage après avoir bouclé nos frontières ne peut aboutir qu'à des explosions sociales et humaines dans nos régions, dont nul ne peut garantir qu'elles ne s'étendront pas à l'intérieur d'Israël ».

Venu participer, à Paris, à un colloque sur Jérusalem, organisé, à la fin de la semaine dernière, par le Forum des citoyens de la Méditerranée, M. Hussein prévient aussi, dans un entretien au Monde, qu'Israël « ne réussira pas à entraîner les Palestiniens dans une guerre civile », sous prétexte de lutter contre les extrémistes musulmans. « Nous prenons, a-t-il déclaré, toutes les mesures nécessaires pour protéger notre société et notre projet national palestinien et nous le faisons de manière efficace et sérieuse. Mais, dans le même temps, nous ne permettrons à aucune force extérieure, ni intérieure, de saboter notre projet national. Oui, il y aura des arrestations, des réquisitions d'armes, des procès, mais ils viseront tous à protéger ce projet, et non à faire plaisir à telle ou telle partie. »

M. Hussein expose la direction politique du Mouvement de la ré-

sistance islamique (Hamas) – au nom duquel a été revendiquée une partie des récents attentats-suicides en Israël – et sa branche militaire, « les brigades Ezzedine El Kassam », de toute responsabilité. A côté de ces deux instances, affirme-t-il, il existe, « depuis peu », une troisième formation, dénommée « l'organisation spéciale ou secrète », qui s'est « rebellée » contre ces deux instances, qui « a des liens avec l'étranger », et dont les Palestiniens, comme les services de renseignements israéliens, ignorent l'existence.

L'apparition de ces commandos de l'ombre, selon M. Hussein, « a été découverte à l'occasion des derniers événements. Leurs buts sont clairs : saboter le processus politique [de paix] et l'Autorité palestinienne ». Des listes des membres de cette Autorité que les intéressés entendaient « frapper » ont été découvertes. Aussi, souligne-t-il, « le corps politique du Hamas n'est, en aucune manière, un rival, ou un ennemi [de l'Autorité palestinienne]. Il voulait et veut toujours sortir du cadre de la violence et de l'illégalité ».

L'ISOLEMENT DE JÉRUSALEM

Sur quoi se fondent les accusations portées par le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, contre l'Iran ? « Lors des dernières perquisitions, répond M. Hussein, des documents ont été découverts révélant des sources de financement et des instructions politiques. Je n'en connais pas les détails, mais il est certain que les affirmations de l'Autorité palestinienne et de M. Arafat sont fondées sur des faits récemment découverts ».

C'est surtout lorsqu'il s'agit de Jérusalem que ce nationaliste inséparable d'Annie. Il souhaite que la France pèse de tout son poids pour mettre fin à l'isolement par Israël de la Ville sainte. « Jérusalem [Est], plaide-t-il, a été conçue pour être la capitale palestinienne » et non pas comme une petite ville de 160 000 habitants, isolée du reste des territoires palestiniens, depuis mars 1993, la partie orientale de la ville – pourtant occupée comme le reste, de la Cisjordanie en 1967 – se retrouve

privée non seulement du droit de lever des impôts ou des taxes, mais aussi de toute aide ou investissement de l'Autorité palestinienne et de la Banque mondiale, qui gère les fonds des pays donateurs. Les institutions palestiniennes peuvent seulement obtenir des aides bilatérales et celles-ci sont à l'état de promesses.

« L'isolement de Jérusalem a un effet très négatif, explique-t-il inlassablement. Lorsqu'Israël a pris cette décision, il a tenté d'éviter les régions très peuplées pour inclure dans le périmètre isolé des terrains non peuplés. Avant l'occupation de 1967, quiconque voulait venir à Jérusalem, de n'importe quelle ville de Cisjordanie, pouvait s'y rendre. » Aujourd'hui, c'est devenu très difficile. Les exemples, souligne-t-il, ne manquent pas : « Pour rendre visite à sa fille mariée à un habitant de Jérusalem, une mère a besoin d'une autorisation spéciale des Israéliens. Pour se faire soigner dans un hôpital de Jérusalem, un malade a lui aussi besoin d'un permis. Une partie des employés des hôpitaux et des écoles est originaire de villes de Cisjordanie. Certains établissements scolaires se sont ainsi retrouvés avec un effectif enseignant amputé de moitié. Bref, insiste-t-il, cet isolement frappe tous les détails de notre vie, sans oublier l'accès aux lieux saints, sur lesquels quelque arrive en Israël muni d'un visa, peut s'y rendre, alors qu'un habitant de Ramallah ou d'un lieu distant de moins de 10 kilomètres de la mosquée d'Aqsa ne le peut pas. »

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et l'association France-Israël ont tenté en vain d'empêcher l'annulation du colloque sur Jérusalem, intitulé « Jérusalem, capitale de la paix ? » – « un scandale », pour France-Israël, « une vision unilatérale partielle et tronquée » des choses, selon le CRIF – auquel participaient pourtant des Israéliens. Pour M. Hussein, ce genre de colloque, de rencontres, de débats, brise un tabou, la « sacralité » de la question de Jérusalem. Ils ne sauraient remplacer les négociations proprement dites, mais ils sont d'une très grande utilité.

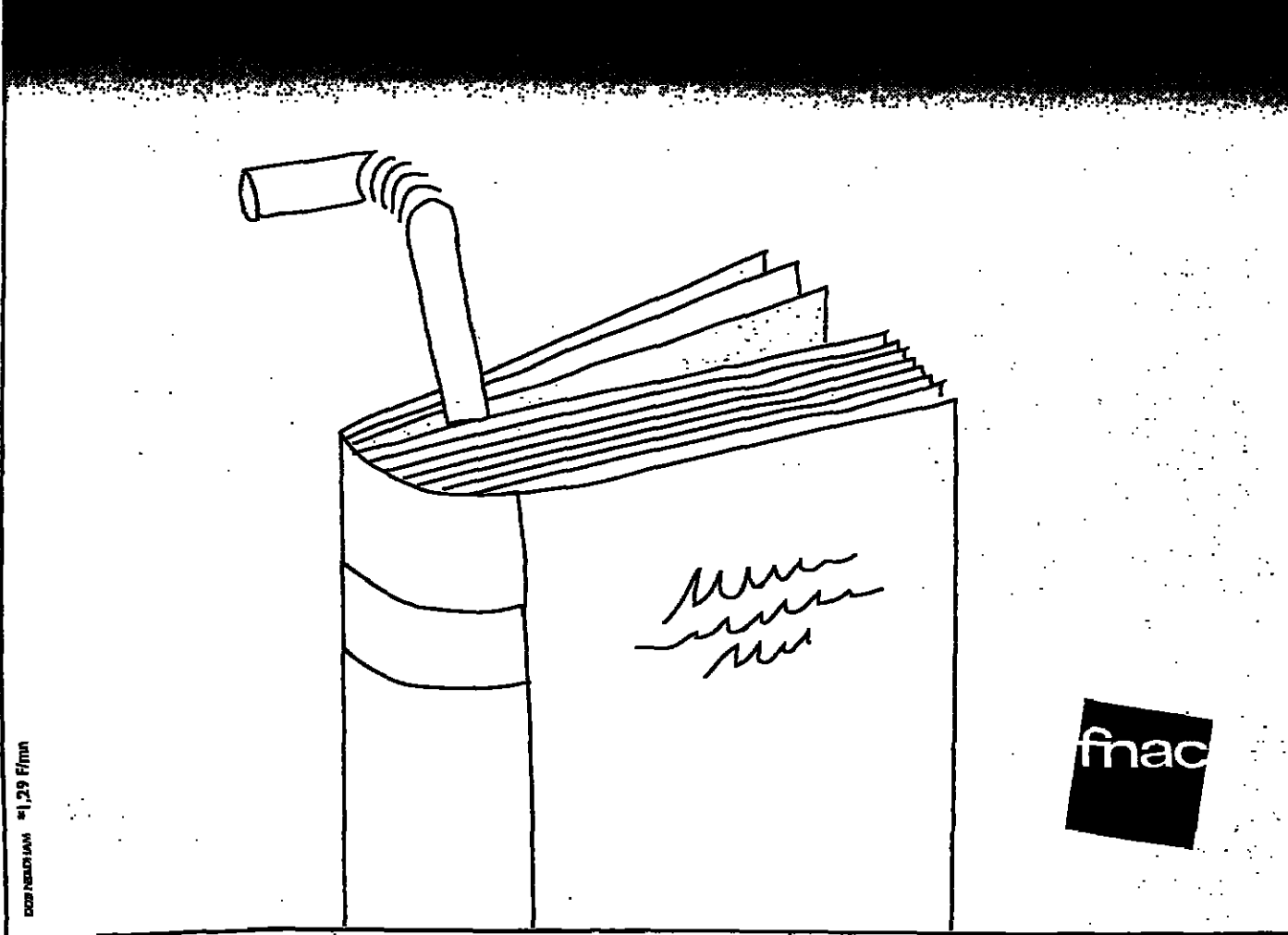
Mouna Naim

Le café littéraire au salon du livre



Rencontrez 100 écrivains et buvez leurs paroles.

L'agenda des rencontres sur 3615 Fnac®



Au Bénin, les résultats de l'élection présidentielle tournent à la confusion

TROIS JOURS après le second tour de l'élection présidentielle au Bénin, les opérations de dépouillement et de vérification du scrutin, plus difficiles que prévu, ont tourné à la confusion. Dans l'attente d'une annonce officielle des résultats, de nombreuses rumeurs contradictoires circulaient, jeudi 21 mars, à Cotonou, et l'incertitude, voire le doute, jetait une ombre sur un processus de « renouveau démocratique » qui, depuis six ans, fait référence en Afrique.

Le général Mathieu Kérékou, ancien dictateur converti à la démocratie, a-t-il gagné ? Mercredi matin, le quotidien indépendant *Le Matin*, reprenant des données de l'Institut national de la statistique (INSEA), chargé de la saisie des résultats pour le compte de la Commission électorale nationale autonome (CENA), affirmait que les chiffres complets sur l'ensemble du pays, donnaient 54 % des voix à M. Kérékou et 46 % à Nicéphore Soglo, le président sortant.

Selon ces données, M. Kérékou est en tête dans quatre des six départements du Bénin. Il recueille 93 % des voix dans son département natal de l'Atacora (Nord), 85,5 % dans le Borgou (Nord), 68,8 % dans l'Ouémé (Sud-Est), et 56,3 % dans le Mono (Sud-Ouest). M. Soglo est quant à lui majoritaire dans son fief du Zou (centre) avec 80,1 % des voix et dans l'Atlantique (Sud), le département de Cotonou, où il recueille 70,3 % des suffrages.

La participation des électeurs s'est élevée à 78,1 % le 18 mars ; elle avait été de 86,88 % au premier tour, le 3 mars.

Mais, à la mi-journée, le président de la CENA, Léopold Dossou, proche de M. Soglo, a déclaré n'avoir en sa possession que les résultats de trois départements sur six et vouloir attendre la « confirmation écrite » des chiffres transmis par téléphone depuis les six départements. Dans la soirée, Edgar-Yves Monnou, porte-parole de M. Soglo et ministre des affaires étrangères, a dans une déclaration à la radio nationale, « démenti » la victoire de M. Kérékou, affirmant que selon les « résultats officiels, en tout cas les résultats officiels, et selon les chiffres parvenus [...] au comité de campagne du candidat Nicéphore Soglo, celui-ci a vraisemblablement gagné les élections ; d'une courte tête, mais il les a certainement gagnées ».

La réaction des partisans de M. Soglo a été d'autant plus vive que, mardi, la radio nationale avait indiqué qu'une extrapolation, faite à partir de résultats partiels, accordait 59 % des voix au général Kérékou. On se souvenait qu'au premier tour la Cour constitutionnelle avait annulé près d'un quart des suffrages exprimés (22,8 %). Les résultats de l'élection doivent être proclamés par la cour. Les candidats ont ensuite cinq jours pour déposer des recours.

R.C.

Le gouvernement vénézuélien tente de sortir de la crise économique

L'activité reste faible, l'inflation dépasse 70 %. La hausse du chômage et la baisse des revenus contraignent une grande partie de la population au travail « informel ». Le déficit public a été creusé par la prise en charge des banques en faillite

Le gouvernement vénézuélien vient de reprendre les contacts avec le Fonds monétaire international (FMI), dont une délégation devait se rendre à Caracas il souhaite obtenir du FMI un prêt d'au moins 3,5 mil-

liards de dollars. Un remaniement ministériel est intervenu le 14 mars. Le nouveau ministre du plan a annoncé la préparation d'un nouveau programme d'ajustement pour réduire drastiquement le déficit pu-

blic. Confié démesurément par la prise en charge par l'Etat depuis 1994, de quinze banques en faillite, celui-ci pèse sur l'économie du pays et contribue à alimen-

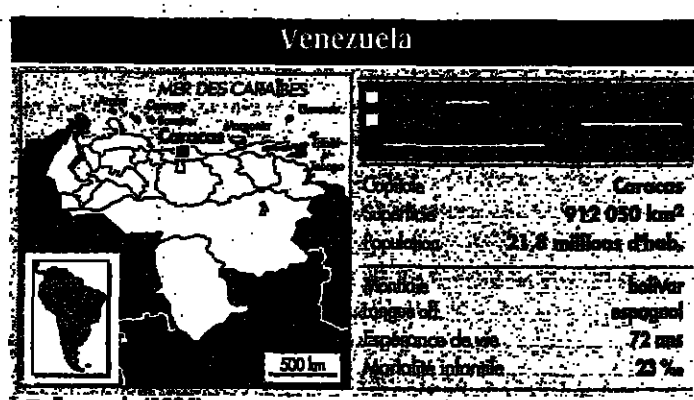
ter l'inflation. La monnaie nationale, le bolivar, qui avait été dévaluée en décembre dernier, continue à perdre du terrain sur le marché parallèle où se négocient les bons de la dette extérieure : elle a atteint un nouveau record, lundi 18 mars, en tombant

à 534,54 bolivars pour un dollar, alors que le cours officiel est de 290. Depuis plusieurs semaines des manifestations se sont multipliées dans plusieurs villes du pays pour obtenir des hausses de salaire.

MALGRÉ les apparences, « l'homme malade » de l'Amérique latine n'est pas la Mexique, mais le Venezuela, plongé dans une crise économique et sociale profonde. Le pays, qui avait le revenu par tête le plus élevé d'Amérique latine au début des années 80, est depuis rentré dans le rang. Après une quasi-stagnation en 1993 et un recul de plus de 3,5 % en 1994, l'activité économique n'a que faiblement récupéré en 1995, malgré une politique de crédit moins stricte. L'inflation, supérieure à 30 % par an depuis 1988, a dépassé 70 % les deux dernières années. Le chômage, qui touche officiellement 10 % de la population active, selon les chiffres officiels, en atteindrait 25 % selon d'autres sources, et une grande partie des ménages ne survivent que grâce au travail « informel ».

Manifestations et grèves se multiplient depuis un mois, motivées par le décalage entre la hausse des prix et celle des salaires, notamment dans le secteur public. Mais celui-ci est plongé dans un déficit abyssal, évalué à 14 % du PIB en 1994 et peut-être 10 % en 1995, en dépit d'une hausse tardive des impôts sur les ventes et du blocage des investissements. Le bolivar, monnaie nationale, a vu sa valeur divisée par quatre depuis le début de 1993, tombant à 290 pour 1 dollar depuis la dernière dévaluation de décembre ; mais, sur le marché parallèle des titres de la dette vénézuélienne, il en fait plus de 500. Enfin, malgré le rééchelonnement de 1990, le service de la dette absorbe un tiers du budget de l'Etat.

Le remaniement ministériel du



14 mars, qui a fait entrer au gouvernement l'ancien président des chambres de commerce Freddy Rojas Parra, nommé ministre de l'Industrie, et Teodoro Petkoff, leader du parti de gauche MAS (*Movimiento al socialismo*), chargé, avec le Plan, de la coordination de la politique économique, ressemble à une tentative désespérée pour élargir la « base » politique et sociale du pouvoir en faveur de nouvelles réformes. Le nouveau ministre du Plan, naguère partisan d'un « nationalisme réaliste », a annoncé la préparation d'un nouveau programme d'ajustement pour réduire drastiquement le déficit budgétaire et parvenir à un accord avec le Fonds monétaire international, avec qui les contacts ont repris.

Depuis près de dix ans, les gouvernements ont manqué de constance, de cohérence et peut-être de lucidité sur la situation du

pays et l'environnement extérieur. Nécessité faisant loi, Carlos Andres Perez, revenu au pouvoir à la fin de 1988, avait conclu un accord avec le Fonds monétaire international pour faire face à la crise des paiements provoquée par l'endettement du pays et avait adopté une politique économique libérale : abaissement des barrières douanières et suppression du contrôle des changes, libération des prix et privatisations ; il s'était aussi engagé sur un programme d'équilibre budgétaire, de réforme fiscale et de réajustement des tarifs publics.

Mais l'ouverture des frontières n'avait été suivie d'aucune mesure incitative à l'égard d'une industrie habituée à vivre protégée, sinon subventionnée. La réduction du taux de l'impôt sur le revenu ne s'était accompagnée ni de ressources nouvelles ni d'une amélioration de la collecte, tolérant au

contraire la multiplication d'exemptions. Le « réajustement » des tarifs s'était arrêté en chemin, le prix de vente du carburant, inchangé, restant inférieur au coût de production. Faute de plan global et de cadre réglementaire, les privatisations, entamées en fanfare avec la vente des télécommunications et de la compagnie aérienne, s'étaient enlisées.

Carlos Andres Perez ayant été suspendu sous l'accusation de corruption, Rafael Caldera, élu après un intergène de huit mois, ne s'est pas contenté de « réajuster l'équation », comme le réclamait en 1993 Teodoro Petkoff. Il est revenu aux politiques traditionnelles - celles-là mêmes qui venaient d'échouer en Argentine et au Brésil et ont découragé les investisseurs étrangers venus au début de la décennie.

Le contrôle des changes n'a pu empêcher les nouvelles fuites de capitaux : les sorties nettes se sont élevées à près de 5 milliards de dollars en 1994, 3,6 milliards en 1995. C'est des prix, faute d'agir sur leur formation, n'a pu ralentir l'inflation : lorsqu'il a voulu en étendre le champ, le gouvernement, confronté à une pénurie organisée par les producteurs, a dû renoncer en fait à l'appliquer. La Banque centrale a par ailleurs oscillé entre une politique de restriction monétaire et de taux élevés pour lutter contre l'inflation, et un relâchement des liquidités pour tenter de faire repartir l'activité : après avoir tenté de soutenir la monnaie, elle a dû se résoudre à sa dépréciation.

Des faillites bancaires en série, obligeant l'Etat, par l'intermédiaire de la Banque centrale, à re-

prendre en charge quinze établissements en 1994 et 1995, ont éloigné tout espoir de rétablir l'équilibre des comptes publics. Mais le retard apporté à la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation bancaire a contribué à la propagation de la crise.

Deux éléments expliquent cette succession d'échecs : une crise politique ancienne - et le pétrole, richesse et malédiction. Parlement et gouvernement se sont longtemps renvoyé la balle sur les réformes, notamment celle de la fiscalité. Elus hors des partis, sur des

tôt rassurantes : organisées, restées pacifiques, elles s'inscrivent dans une stratégie normale de pression sur le gouvernement.

Mais le pays est resté dépendant du brut, dont les revenus forment encore une bonne part des ressources budgétaires, apportant des bouffées d'oxygène à chaque remontée des prix, en 1995 comme en 1991. « Saddam Hussein nous a sauvé la vie pendant un an », nous disait un banquier en 1993. La tentative de « sémer le pétrole », n'a abouti qu'à créer des mammoth d'industrie lourde, sidérurgie ou aluminium, mais a découragé le reste. D'un côté, l'industrie, subventionnée de fait par un bas prix de l'énergie, n'était pas incitée à la productivité : « Tout le monde avait sa facture payée par quelqu'un d'autre », expliquait Antonio Juan Sosa, vice-ministre du Plan sous Carlos Andres Perez. De l'autre, toute activité non pétrolière devenait moins profitable. L'or noir, qui avait apporté la prospérité, a fait croire que celle-ci durerait toujours, alors que ses revenus étaient tombés de 2 000 dollars par habitant au début des années 80 à 600 dollars au début des années 90.

L'ouverture récente du secteur pétrolier aux compagnies étrangères - paradoxale compte tenu de la valeur symbolique de la nationalisation - n'échappe pas à la règle : en permettant un accroissement de la production à moyen terme, elle apportera un supplément de ressources, mais elle risque de pérenniser la dépendance.

Guy Herzlich

Ils viennent par milliers pour être émerveillés.
Heureusement ils ne viennent pas tous en même temps.

Imaginez un palais magnifique perché au sommet d'un rocher à 200 mètres de hauteur et les vestiges prestigieux de villes anciennes. Contemplez les plages merveilleuses, les lieux verdoyants de retraite en montagne, les exubérantes processions et festivités traditionnelles. Depuis des siècles, d'innombrables visiteurs sont enchantés et séduits par cette petite merveille appelée Sri Lanka. Plus surprenante encore est la tranquillité et la paix que l'on y trouve toujours. Seule Air Lanka peut prétendre se sentir chez elle dans cette île de Paradis. Vos vacances commencent à bord, vous connaîtrez un accueil chaleureux et attentionné, essence même de la tradition sri lankaise. Pour plus de détails, contactez votre agent de voyages ou Air Lanka.

AIR LANKA
Un avant-goût de Paradis

Pékin juge « irresponsable » la décision américaine de vendre des armes à Taïwan

Les manœuvres chinoises à proximité de l'île ont baissé d'intensité

Alors que le porte-avion américain *Nimitz* est en train de rejoindre l'Indonésie au large de Taïwan, l'administration Clinton vient d'autori-

ser la vente à Taïpeh d'armes défensives, dont des missiles sol-air. Pékin a très vivement réagi à cette annonce à un moment où la tension sem-

blait baisser dans la zone. Les manœuvres chinoises continuent dans le nord mais ont cessé dans le sud du détroit de Formose.

TAÏPEH

de notre envoyé spécial
Tandis que l'armée chinoise continuait ses manœuvres dans le nord du détroit de Formose – les opérations dans le sud, autour de Shantou, se sont achevées le 20 mars –, le deuxième des porte-avions américains envoyés à proximité de Taïwan, le *Nimitz*, a pénétré, jeudi 21 mars, en mer de Chine méridionale après avoir franchi, la veille, le détroit de Malacca, en Malaisie, venant du Golfe. Pékin avait multiplié, ces derniers jours, les déclarations indiquant un extrême déplaisir à ce sujet. La presse procontinentale de Hong-kong est allée jusqu'à tourner en dérision la « technologie militaire vieille d'un demi-siècle » que représenteraient l'Indonésie et le *Nimitz* face aux capacités acquises par l'armée chinoise.

Le quotidien *Wen Wei Po*, proche de Pékin, affirme même, dans son édition de jeudi, que la Chine a les moyens de noyer un éventuel envahisseur sous « un déluge de feu ». Le secrétaire américain à la défense, William Perry, a pour sa part déclaré que Pékin devait comprendre que les États-Unis demeurent « la puissance prédominante du Pacifique occidental ». Alors que la crise des relations entre Pékin et Washington sem-

blait baisser d'intensité après l'annonce d'une rencontre, le 21 avril, à La Haye, entre le secrétaire d'État américain Warren Christopher et son homologue chinois Qian Qichen, la tension est de nouveau remontée avec la décision de l'administration Clinton d'autoriser la vente à Taïpeh d'un certain nombre d'armements « défensifs ».

Ces derniers comprennent le missile portable sol-air Stinger et des systèmes électroniques modernes de détection et de guidage pour avions de chasse. Pékin a aussitôt qualifié cette initiative d'« inacceptable » et de « très irresponsable ». Les États-Unis « doivent porter l'entière responsabilité de la recrudescence de la tension » dans le détroit, a affirmé, jeudi, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

Quoi qu'il en soit, le déploiement en cours à proximité de Taïwan des deux porte-avions américains *Nimitz* et *Independence* a été accueilli dans l'île avec un mélange de soulagement et d'inquiétude. Soulagement de constater que les États-Unis, après avoir tergiversé pendant près de neuf mois, s'étaient décidés à une action symbolique dont la signification n'a pas échappé à Pékin, inquiétude quant au positionnement de l'île

face au continent. Taïwan ne souhaitant en rien apparaître comme le boutefeu d'une rivalité sino-américaine, le mettant en situation de « république bananière » entièrement dépendante de Washington.

INTIMIDATION

L'opinion publique de Taïwan fait, en effet, preuve d'une certaine ambivalence vis-à-vis de Washington. L'influence américaine, prédominante, est contrebalancée par la même affirmation identitaire qui a amené l'île à adopter un profil plus haut face au continent. « Les États-Unis sont là pour leurs propres intérêts stratégiques, qui ne se confondent pas avec ceux spécifiques de Taïwan », entend-on fréquemment dans les conversations. Cette remarque exprime le sentiment que les 21 millions d'habitants de l'île ne doivent pas leur prospérité à la seule assistance américaine, qui a pris fin il y a longtemps, mais aussi à leur la-

bour. Le chef de l'état-major Interarmes de Taïpeh, le général Lo Pen-li, a, pour la première fois, apporté sa voix au débat sur les menaces de Pékin. S'adressant à tous les commandants des forces armées, il a mis l'accent sur le fait, occulté dans les récents évé-

nements, qu'il est « inutile de spéculer quant à savoir si la Chine envahira Taïwan au cours de manœuvres, puisque ces menaces existeront tant que Pékin est persuadé d'en être capable ».

Alors que la campagne électorale entre dans ses dernières heures avant le scrutin présidentiel du 23 mars, une soixantaine de présidents et directeurs d'université et d'institut de recherches ont rendu publique une pétition appelant le continent à mettre fin à cette intimidation militaire. De son côté, le chef de l'Etat, Lee Teng-hui, favori des sondages, a laissé entendre que Pékin avait échoué dans sa tentative d'intimidation de l'île, déclarant que les manœuvres continentales « n'ont pas généré l'esprit de notre peuple ».

Signe que le plus chaud de la crise est peut-être maintenant passé, une partie des quelque trois cents habitants d'îlots proches de Matsu – bastion que contrôle Taïpeh face au continent et à proximité desquels ont lieu les manœuvres en cours – sont retournés, jeudi, chez eux. Ils avaient été évacués vers l'île principale de Taïwan par mesure de précaution, au début de la semaine.

Francis Deron

Washington lie son soutien à Alger aux progrès de la démocratisation

ALGER. Les États-Unis apporteront leur « soutien » à l'Algérie, « au fur et à mesure des progrès enregistrés dans le processus démocratique », a déclaré, mercredi 20 mars, le secrétaire d'État adjoint américain, Robert Pelletreau, à l'issue d'une visite officielle de deux jours à Alger. Tout en condamnant les « actes horribles de violence » qui endeuillent le pays, il a estimé que la « réconciliation » en Algérie « doit passer par un dialogue entre tous les partis qui rejettent la violence ». De son côté, le président du Front des forces socialistes (FFS), Hocine Ait Ahmed, a fait savoir, lundi, à Alger, qu'il resterait peut-être en Algérie « si les conditions d'ouverture politique et médiatique » le permettent. Le FFS, dont le congrès s'est achevé samedi, a « formellement démenti », mardi, les « allégations » faisant état d'un fort taux d'absentéisme parmi ses délégués. Selon le décompte du FFS, 766 des 852 congressistes attendus étaient présents. Ce congrès, dont une bonne partie des travaux a été suivie par la presse, aura permis aux militants de « laver le linge sale en public », a précisé M. Ait Ahmed.

L'Irak cacheraït des missiles Scud

BAGDAD. La Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak soupçonne Bagdad d'avoir caché entre 6 et 16 missiles balistiques Scud, qui peuvent être tirés contre Israël, le Koweït ou l'Arabie saoudite, chargés de têtes contenant des armes chimiques, a rapporté, jeudi 21 mars le *Washington Post*. Ces missiles sont probablement montés sur des camions pour échapper aux inspecteurs de l'ONU, a déclaré à une commission du Sénat américain, le chef de cette Commission, Rolf Ekeus, selon lequel l'existence de ces missiles cachés explique sans doute la récente tension entre les experts de l'ONU et les responsables irakiens. Le diplomate a souligné que l'Irak a déjà perdu quelque 75 milliards de dollars en revenus que la vente de pétrole aurait pu générer si l'embargo imposé par les Nations unies avait été levé. Cette levée est tributaire du désarmement total de l'Irak.

EUROPE

■ **UNION EUROPÉENNE** : Le maire socialiste de Barcelone, Pasqual Maragall, 55 ans, a été élu, mercredi 20 mars, président du Comité des régions de l'Union européenne, en remplacement du président de la région Languedoc-Roussillon (France) Jacques Blanc. Le comité des régions de l'UE a été installé en 1994 pour représenter les collectivités régionales et locales. Ses 222 membres sont nommés pour quatre ans. – (AFP)

■ **ESPAGNE** : Les présidences du Congrès des députés et du Sénat reviennent au Parti populaire (PP, droite), vainqueur, de justesse, des législatives du 3 mars. Sénat selon les termes d'un accord conclu mercredi 20 mars avec les nationalistes catalans, basques et canariens. Le président du Congrès pourrait être l'un des plus hauts responsables du PP, Federico Trillo. – (AFP)

■ **BOSNIE** : le nouvel administrateur européen de Mostar sera l'espagnol Ricardo Perez Casado, 50 ans, ancien maire socialiste de Valence. Il succédera à l'Allemand Hans Koschinski. La décision devrait être annoncée par les ministres des affaires étrangères des Quinze lors de leur prochain conseil, lundi à Bruxelles. Mostar est placée sous administration de l'Union européenne depuis juillet 1994. – (AFP)

■ Trois millions de mines antipersonnel et de munitions non explosées sont dispersées sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le CICR a lancé une campagne de sensibilisation en distribuant 100 000 brochures et 10 000 affiches. – (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

■ **DIPLOMATIE** : la première visite officielle de Jacques Chirac au Proche-Orient aura lieu en avril. Cette tournée mènera le président français au Liban du 4 au 6 avril et en Égypte, du 6 au 8 avril, à l'invitation des présidents Elias Hraoui et Hosni Moubarak.

AFRIQUE

■ **NIGER** : l'élection présidentielle aura lieu le 1^{er} septembre, a annoncé, mercredi 20 mars, la junte au pouvoir à Niamey. Un éventuel second tour sera organisé le 15 et les législatives le 22. L'interdiction des partis politiques sera levée le 1^{er} juin, et le référendum constitutionnel aura lieu le 16 du même mois. – (AFP)

■ **UGANDA** : trente-quatre civils ont été tués par l'armée révolutionnaire du seigneur (URA), d'inspiration fondamentaliste chrétienne, mardi 19 mars, selon l'armée gouvernementale. Les rebelles ont attaqué plusieurs villages dans le nord du pays avant de se retirer vers leurs bases au Soudan. Le même jour, le président ougandais Yoweri Museveni affirmait qu'il fallait « tuer ces gens et les écraser » tout en admettant que cette tâche pourrait prendre plusieurs mois. – (AFP, Reuters)

■ **TUNISIE** : le président Zine El Abidine Ben Ali est attendu en France « à l'automne », a indiqué le président français Jacques Chirac, dans un message adressé à son homologue, mercredi 20 mars, à l'occasion du 40^e anniversaire de l'indépendance de la Tunisie. Ce sera la deuxième visite d'État en France de M. Ben Ali, depuis septembre 1988. Par ailleurs, l'ancien président de la Ligue des droits de l'homme, Moncef Marzouki, a fait savoir, mardi, que les autorités lui avaient rendu son passeport, dont il était privé depuis plusieurs mois.

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : le président Bill Clinton a rencontré dans la plus grande discrétion à la Maison Blanche, mercredi 20 mars, son rival républicain Bob Dole. Les discussions d'environ une heure n'ont pas permis de trouver un compromis sur le budget de l'année fiscale ayant débuté le 1^{er} octobre 1995. – (AFP)

■ **Le projet de budget de la NASA pour l'année fiscale 1997**, d'un montant de 13,80 milliards de dollars a été présenté, mardi 19 mars, par l'administrateur de l'agence spatiale américaine, Daniel Goldin. Pratiquement stable par rapport à celui de l'année précédente (13,82 milliards) ce budget poursuit la politique de restructurations et d'économies tout en permettant sept missions de navettes entre octobre 1996 et octobre 1997 ainsi que le maintien du calendrier de construction de la station spatiale internationale. – (AFP)

■ **GUATEMALA** : le président Alvaro Arzu a ordonné aux forces armées de cesser leurs opérations contre la guérilla, en réponse à une « trêve temporaire » décrétée mercredi 20 mars par les rebelles. Ces décisions interviennent à une semaine de la reprise à Mexico des pourparlers de paix entre les deux parties, visant à mettre fin à un conflit vieux de trente-cinq ans qui a fait plus de cent mille morts. – (Reuters, AFP)

■ **ÉQUATEUR** : le ministre de la présidence (équivalent de premier ministre), Raul Gangotena, a démissionné, mercredi 20 mars, pour protester contre la « faiblesse » du gouvernement contre les grévistes des transports en commun. Cette grève paralyse Quito depuis le 15 mars. – (AFP)

ÉCONOMIE

■ **PORTUGAL** : le gouvernement a présenté, mercredi 20 mars, un « Programme d'action immédiat pour l'emploi » d'un coût de 40 milliards d'escudos (1,35 milliard de francs). Les premiers bénéficiaires seront 80 000 chômeurs et demandeurs d'emploi (sur un total de 471 000). – (AFP)

■ **ARGENTINE** : le ministre de l'économie, Domingo Cavallo, a annoncé mercredi 20 mars une réduction de moitié (de 21 % à 10,5 %) de la TVA sur la construction de logements et une baisse de 2,5 points des taux d'intérêt sur le crédit à la consommation, pour relancer l'économie. Il espère, pour le 29 mars, le déblocage par le FMI de 240 millions de dollars, dernière tranche de l'accord de facilités élargies. – (AFP)



Aux longues thèses sur l'Économie, nous avons préféré une bonne synthèse.

10 000 F TTC
D'ÉCONOMIE SUR C15, AX ENTREPRISE ET ZX ENTREPRISE

14 000 F TTC
D'ÉCONOMIE SUR JUMPER
SANS COMPTER L'AIDE DE L'ÉTAT



Soit C15 à partir de 47 109 F HT (56 813 F TTC).



Soit AX Entreprise à partir de 58 009 F HT (69 958 F TTC).



Soit ZX Entreprise à partir de 41 109 F HT (49 577 F TTC).



Soit Jumper à partir de 83 992 F HT (101 294 F TTC).



Et toujours Jumpy à partir de 77 200 F HT (93 104 F TTC).

Offre non cumulable (sauf avec l'aide de l'État si vous en bénéficiez) sur véhicules neufs dans les points de vente participants. Tarif conseillé du 15/02/96. 3615 CITROËN 1,29 F/mn.

CITROËN

LES JOURNÉES UTILITAIRES

مكتبة المصطفى

Publicité

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996 / 7

11



*La santé est votre patrimoine,
la protéger est notre métier,
parlons-en.*

XV^{ES} ASSISES NATIONALES DE LA SANTÉ
L'avenir de la médecine et la santé

II^{ES} ASSISES NATIONALES DU SECTEUR SOCIAL
ET MÉDICO SOCIAL : GERONT' 96

**« Qualité - Solidarité - Dignité :
contrat pour la vieillesse »**

GER⁹⁶ONT

HOPITAL EXPO

25-29 MARS 1996

Parc des Expositions Paris-Nord Villepinte (RER B)

Le premier Salon hospitalier français,
5 hectares d'équipements, 600 exposants.
La seconde manifestation européenne
dans le domaine de la santé

Sous l'égide de la Fédération Hospitalière de France

33 avenue d'Italie - 75013 Paris - Tél 16 1 44 06 84 44 - Fax 16 1 44 06 84 45

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996

RÉFORMES La volonté de Jacques Chirac de procéder à des réformes pour démontrer son souci de résoudre les difficultés de la « vie quotidienne » a été illustrée, mercre-

di 20 mars, par son intervention devant le conseil des ministres sur la lutte contre les violences à l'école. Les propos de M. Chirac sonnent comme un rappel à l'ordre au mi-

nistre de l'éducation nationale, François Bayrou. ● LA NOUVELLE POLITIQUE de défense a fait l'objet d'un premier débat, mercredi, à l'Assemblée nationale, tandis que la consul-

tation sur l'avenir du service national démarre avec l'envoi d'un questionnaire aux maires, aux préfets et aux associations. ● LA FISCALITÉ du patrimoine pourrait être modifiée sur

la base des propositions visant à réduire les droits sur les donations qu'a présentées, mercredi au Sénat, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances (lire page 9).

Jacques Chirac presse François Bayrou de rénover l'école

Le chef de l'Etat a pris la parole, mercredi 20 mars, au conseil des ministres, pour souligner que les mesures contre les violences scolaires ne doivent pas être « un énième plan non suivi d'effet » et qu'il ne s'agit pas de « s'adapter » à la situation, mais de la « combattre »

DE MÉMOIRE DE MINISTRE on avait rarement vu cela. Surtout François Bayrou, en charge d'un dossier explosif. Ce mercredi 20 mars, il présentait en conseil



des ministres les mesures contre la violence à l'école, qui lui avaient été demandées par Alain Juppé, lors d'une

table ronde réunie à Matignon un mois auparavant.

En une dizaine de minutes à peine, le ministre de l'éducation nationale avait présenté ses mesures. Sans doute ne s'attendait-il pas à la suite : une intervention d'un quart d'heure du président de la République, mûrement réfléchi, argumenté, martelé. Un véritable contrepoint avec ce leit-motiv : « Il ne faut pas s'adapter, mais combattre » ; « Il faut vraiment aller de l'avant et que toutes les mesures deviennent efficaces ». Il ne veut pas « d'un énième plan non suivi d'effet » et il assure qu'il y sera « personnellement attentif ». Le chef de l'Etat ne se contente pas d'insister sur la méthode, il indique, sur le fond, les orientations qu'il souhaiterait voir appliquer par le ministre de l'éducation nationale : il faut aller « plus loin, pour avoir dans les établissements difficiles des équipes pédagogiques stables ». M. Chirac attend « des

propositions sur des avantages en termes de carrière » dont bénéficieraient « les enseignants qui tentent l'expérience sur plusieurs années ». Sur ce dossier très interministériel, le chef de l'Etat insiste sur le partenariat entre les différentes administrations et encourage même les chefs d'établissement à « travailler avec le commissaire et le juge pour enfants du lieu », en soulignant que « la police, dans certains cas, doit pouvoir rentrer à l'école ».

Pour terminer cette envolée, le président de la République revient sur un thème qui lui est cher : « Ma religion est faite en matière de rythmes scolaires », insiste-t-il. Il

demande à François Bayrou, qui n'a jamais caché qu'il trouvait « chère » l'expérience menée par Philippe Séguin à Epinal, « une montée en puissance sur les dix prochaines années en commençant les premières expériences dans les zones à risques ». M. Chirac souhaite en effet que « l'unité » du rythme scolaire soit « la journée, et non plus la semaine ». Le chef de l'Etat donne son papier à Alain Lamassoure, le porte-parole du gouvernement.

LA « RÉSISTANCE » DE BERCY François Bayrou ne peut que souligner l'importance de la collaboration entre l'éducation nationale,

la jeunesse et les sports et la culture, le ministre de son ami Philippe Douste-Blazy, dans les zones à risques. Peine perdue, de nombreux ministres ont ressenti les propos présidentiels comme une sévère algarade. Alain Lamassoure livre à la presse, à la sortie du conseil, l'essentiel du message du président, assorti de citations qui ne laissent rien ignorer de la position du chef de l'Etat, même si celui-ci « approuve les grandes orientations de ce programme contre la violence à l'école ».

Ce rappel à l'ordre présidentiel survient après deux rudes semaines pour le ministre de l'éducation nationale. Inquiet des mes-

sième ministre dans l'ordre protocolaire à une contrepartie, la discipline politique, ne peut que gêner M. Léotard, qui fait de sa liberté vis-à-vis de l'exécutif un argument de campagne contre M. Madelin, accusé d'une trop grande proximité avec le chef de l'Etat.

Mettre en cause l'efficacité de l'action ministérielle de M. Bayrou est une mauvaise manière, tant ce dernier table sur sa réussite rue de Grenelle pour asseoir ses ambitions futures. Cette passe d'armes ne peut que réjouir M. Madelin.

Cécile Chambraud

COMMENTAIRE

DOUBLE DÉTENTE

Un coup de semonce peut en cacher un autre. L'admonestation de Jacques Chirac à François Bayrou, mercredi 20 mars, en plein conseil des ministres, est à double détente. Elle s'adresse certes, d'abord, au ministre de l'éducation nationale, que le chef de l'Etat somme d'insérer son action dans le cadre des priorités définies par l'Elysée, mais elle vise également le chef de parti.

Président de Force démocrate, l'une des deux principales composantes de l'UDF, M. Bayrou est

pleinement engagé au côté de François Léotard dans la conquête de la présidence de l'UDF. Depuis plusieurs mois, il n'épargne ni son temps ni son énergie pour mobiliser ses troupes en faveur du président du PR.

Aux prises avec Alain Madelin, M. Léotard a besoin de M. Bayrou pour accéder à la tête de la confédération. En faisant de ce rappel à l'ordre une affaire publique à dix jours du conseil national de l'UDF qui, le 31 mars, élira le successeur de Valéry Giscard d'Estaing, M. Chirac compulse la position des deux François. Signifier à M. Bayrou son rang de troi-

sième ministre dans l'ordre protocolaire à une contrepartie, la discipline politique, ne peut que gêner M. Léotard, qui fait de sa liberté vis-à-vis de l'exécutif un argument de campagne contre M. Madelin, accusé d'une trop grande proximité avec le chef de l'Etat.

Mettre en cause l'efficacité de l'action ministérielle de M. Bayrou est une mauvaise manière, tant ce dernier table sur sa réussite rue de Grenelle pour asseoir ses ambitions futures. Cette passe d'armes ne peut que réjouir M. Madelin.

Cécile Chambraud

Les syndicats d'enseignants jugent « insuffisants »

les moyens prévus contre la violence

LES DIX-NEUF MESURES de prévention de la violence à l'école présentées, mercredi 20 mars, reprennent, pour l'essentiel, les dispositions déjà annoncées précédemment (Le Monde du 19 mars). Certaines d'entre elles figuraient dans le programme adopté en mai 1995 sans avoir été suivies d'effet. L'encadrement sera renforcé par l'affectation de 2 200 appelés du contingent et - seule incidence financière de ce plan - la création de cent cinquante postes de surveillants, cinquante postes de conseillers principaux d'éducation, dix de conseillers sociaux et autant d'assistants sociaux. Une formation spécifique à l'enseignement dans les quartiers difficiles sera dispensée dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), tandis qu'un accompagnement de tutorat par des professeurs expérimentés sera proposé aux débutants volontaires.

Une cellule d'audit et de soutien sera mise en place dans chaque rectorat pour conseiller les personnels en difficultés. A la demande du chef de l'Etat, M. Bayrou doit encourager la stabilité des équipes éducatives. Toutefois, il offre aux enseignants la possibilité de rejoindre leur affectation précédente et s'engage, par ailleurs, à régler rapidement les dommages d'actes de vandalisme.

Bien que l'appellation de classes « sas » n'ait pas été retenue, des structures pédagogiques nouvelles seront prévues pour les élèves en situation de « rejet » ou de « surdité totale » à l'égard de l'institution. Pour l'heure, ce projet de « collège hors les murs » est encore très vague. A l'égard des élèves et des parents, le plan mise sur un effort de « responsabilisation ». A chaque rentrée, une journée sera réservée à l'étude du règlement intérieur.

Soucieux de lutter contre l'absentéisme, le ministre entend aussi rétablir le contrat conditionnel de réinsertion pour des élèves exclus par le conseil de discipline. L'expérience de nouveaux ryth-

mes scolaires sera, par ailleurs, lancée dans les zones sensibles comme l'avait annoncé le premier ministre Alain Juppé dans son plan de relance de la ville.

La dernière série de mesures concerne les établissements. Un bilan des zones d'éducation prioritaire sera établi pour en modifier la carte. A l'encontre des intrusions, une contravention est créée qui prévoit des peines d'intérêt général. Les collectivités locales seront sollicitées pour étudier la réduction des grands établissements. Enfin, des intervenants pour élèves en difficulté seront construits dans dix zones urbaines expérimentales, tandis que la collaboration avec la justice, la police et la gendarmerie sera encouragée.

« RÉPONSE PARTIELLE »

Sur ce point, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, dans un entretien publié jeudi 21 mars par France-Soir, évoque « le renforcement de la présence de la police sur la voie publique aux alentours des lycées et collèges », mais, ajoute-t-il, « il n'est pas question pour la police d'intervenir dans les enceintes scolaires en dehors de toute règle légale ».

Ce plan du gouvernement a suscité des réactions négatives ou mitigées des organisations syndicales. Pour le SNES-FSU, « il ne prend pas la mesure de la situation » et « reste en dessous des besoins urgents ». La FSU évoque une « réponse partielle et étiolée » qui n'inclut pas l'accompagnement éducatif des jeunes, une politique d'aide sociale et de la famille. La FEN reconnaît quelques réponses positives, mais estime également « insuffisants » les moyens en personnels. C'est aussi l'avis du SCEN-CFDT qui parle de « mesures éparpillées et timides ». Enfin, Jack Lang, ancien ministre (PS) de l'éducation nationale, considère que ce plan « se contente de traiter les symptômes sans attaquer aux racines sociales de la violence ».

Michel Delberghe

Même les députés de la majorité hésitent sur la suppression de toute forme de service national

« DANS AUCUNE FORMATION politique - sauf peut-être au Parti communiste - la question de la conscription ou de l'armée professionnelle n'est totalement tranchée. » Confrontant ces propos tenus dans l'hémicycle par l'ancien ministre de la défense François Léotard, le débat sur la politique de défense organisé mercredi 20 mars à l'Assemblée nationale a vu se confronter les multiples points de vue des députés quant à l'avenir du service national.

Ayant appris le matin même, lors de l'intervention du premier ministre, qu'ils seraient invités à examiner « à l'automne » un projet de loi sur ce sujet (Le Monde du 21 mars), la quasi-totalité des trente-quatre orateurs qui sont intervenus ont en effet abordé cette question.

Principal orateur du groupe RPR et premier député à intervenir, Philippe Briand (RPR, Indre-et-Loire) a laissé ouvert le débat en rappelant le poids historique de la conscription, et en soulignant que « la vérité d'hier peut devenir l'erreur de demain ». « Que le service national soit obligatoire ou volontaire, il y a lieu de conserver à la France un esprit républicain de défense dont il demeure l'un des piliers », a-t-il ajouté. Tout en se disant « partisan d'une plus

grande professionnalisation de nos armées », Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), s'est refusé à céder « au mythe technologique, à l'idée que les machines rendraient les hommes inutiles ». Favorable au maintien de la conscription Michel Grandpierre (PC, Seine-Maritime) a refusé « une armée calquée sur la Légion et composée de Bob Denard, même encadrés ».

« CHIMÈRE »

Soucieux de « refuser l'opposition artificielle entre une armée totalement faite de conscrits et une armée totalement professionnelle », François Léotard (UDF-PR, Var), qui a dénoncé le fait que la décision de professionnaliser les armées et de supprimer la conscription ait été prise avant même que le débat ait lieu, a réitéré plusieurs griefs établis à l'encontre d'un service national dont il prône le maintien dans sa forme actuelle.

Sans trancher entre différentes options qu'il a jugées « très délicates », M. Léotard, dont l'intervention a été saluée par M. Boucheron, a invité son successeur au ministère de la défense à « abandonner la sympathique chimère du service civil obligatoire » : « Soit il est obligatoire mais il est impossible, soit il est volontaire mais il faudra le rémunérer, et il cessera

alors d'être volontaire », a-t-il expliqué. Allant à l'encontre des positions affichées par M. Léotard, Arthur Paecht, lui aussi élu PR du Var, a jugé « inéluctable » le passage à une armée de métier, estimant toutefois souhaitable que l'on « suspende l'application de la conscription plutôt que de la supprimer définitivement, de façon à pouvoir la rétablir si le contexte géostratégique évoluait à nouveau de façon préoccupante ».

SOLUTIONS INTERMÉDIAIRES

Au rayon des solutions mixtes ou transitoires, figure également la proposition d'Emile Zuccarelli (RL, Haute-Corse), président délégué de Radical, favorable au remplacement du service militaire obligatoire par des formes de service militaire ou civil volontaire et par un service civique obligatoire, d'une durée de trois à six mois. Didier Bariani (UDF, Paris) et Michel Meylan (UDF, Haute-Savoie) ont aussi plaidé dans un sens comparable, comme Julien Dray (PS, Essonne), favorable à un « service civil » et Paul Quilès (PS, Tarn) à une « formation militaire de base de l'ordre de deux mois ». Pierre Lequiller (UDF, Yvelines) penche lui pour un service national « exclusivement volontaire ».

Si les opinions divergent quant

à l'avenir du service national, l'inquiétude à la perspective des reconversions industrielles et des dissolutions de régiments est un sentiment largement partagé dans l'hémicycle. Sur ce sujet, l'opposition n'est évidemment pas restée muette : « Nous savons qu'au total près de 70 000 emplois sont en cause. Ils seront, par conséquent, reconvertis. Toutes ces promesses doivent donner le vertige aux responsables gouvernementaux », a ainsi affirmé M. Boucheron.

Les députés de la majorité ont, en d'autres termes, exprimé des inquiétudes voisines. « L'accompagnement social [de la reconstruction] doit être sans précédent et conjuguer une batterie de mesures », a prévenu Patrice Martin-Lalande (RPR, Loir-et-Cher). « Je souhaite ardemment que le coût total de cette vaste restructuration, qui sera probablement très élevé, ne conduise pas à remettre en cause l'engagement pris de maintenir le budget de la défense à 185 milliards en francs constants », a renchéri Jacques Baumeil (RPR, Hauts-de-Seine). Pierre Favre (UDF, Gironde) a souligné que « de nouveaux licenciements ne devront en aucun cas faire partie de la panoplie des mesures prises ».

Jean-Baptiste de Montvalon

50 000 questionnaires pour un débat avec « les forces vives »

DANS UN DOSSIER comprenant plusieurs documents officiels, qu'il a commencé de diffuser, jeudi 21 mars, à 50 000 exemplaires, le ministre de la défense invite « les forces vives du pays » à prévoir des tables rondes et des réunions publiques, pour « définir un nouveau service national » qui constituerait « un lieu privilégié d'expression du pacte républicain ».

Ce dossier comprend deux guides d'animation, une série de fiches argumentaires et des questionnaires pour organiser le débat, « dans les communes de France, autour des élus et avec le concours des préfets ». Il porte « sur la définition des domaines du nouveau

service national » et « sur son caractère volontaire ou obligatoire ». C'est dans ces deux guides que l'on découvre les axes de réflexion du gouvernement.

D'abord, « un service de sécurité intérieure et de défense » pour des recrues servant dans les armées (« mêmes professionnalisées »), dans la gendarmerie et la police, dans les douanes (aux aéroports et dans le tunnel sous la Manche), chez les sapeurs-pompiers de la sécurité civile et au titre de l'environnement (et pas seulement les eaux et forêts).

Ensuite, « un service de cohésion nationale et de solidarité », pour tout ce qui touche aux organismes d'accueil, d'insertion et d'urgence

sociale (le dossier évoque la possibilité de créer des « Rotiers sociaux » pour la prévention et l'intervention au contact de populations défavorisées) et à l'insertion des jeunes en difficultés. Enfin « un service de coopération internationale et d'action humanitaire », censé affirmer la présence culturelle, économique et humanitaire de la France auprès des pays en voie de développement.

Dans le cas d'un service obligatoire, la durée serait, en général, de six mois, seize mois hors du territoire métropolitain ou vingt-quatre mois si la prolongation était volontaire. Les conscrits devraient avoir dix-huit ou dix-neuf ans, s'ils sont incorporés immédia-

tement après la fin de leur scolarité obligatoire, ou ils pourraient être plus âgés, après des études supérieures ou une formation professionnelle. Recevant une rémunération de base identique, ils seraient à la charge de leur employeur (les armées ou les organismes civils d'accueil), par le biais d'une indemnité, pour tout ce qu'il est de leur hébergement, de l'alimentation ou du transport. Dans le cas d'un service volontaire, la durée pourrait être de six à douze mois, avec la possibilité de prolonger jusqu'à vingt-quatre mois. L'acte de candidature se situerait entre dix-huit et vingt-sept ans, sous réserve de remplir l'aptitude physique.

Le gouvernement propose d'abaisser les droits de transmission sur les donations

Les dons aux petits-enfants et les transmissions d'entreprises sont encouragés

Après la censure du Conseil constitutionnel, le gouvernement a décidé de revoir son projet visant à réduire les droits de transmission des en-

treprises. Présenté mercredi 20 mars, devant le Sénat, par le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, la nouvelle réforme vise à

alléger la fiscalité sur les donations. Les transmissions aux petits-enfants et celles des entreprises devraient être les plus favorisées.

LA RÉFORME, politiquement sensible, des droits de succession semblait définitivement enterrée. Le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, vient pourtant d'annoncer qu'il n'en est rien. A l'occasion de l'examen par le Sénat du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), mercredi 20 mars, il a indiqué que le gouvernement souhaite procéder à de forts allègements dans ce domaine, et plus particulièrement pour les donations.

Jacques Chirac, durant la campagne présidentielle, avait fait de ce projet l'un de ses chevaux de bataille. Il avait alors défendu l'idée d'une baisse de la fiscalité pesant sur la transmission des entreprises. Malgré d'importantes controverses, un dispositif avait rapidement vu le jour : le projet de loi de finances pour 1996 prévoyait un abatement de 50 % sur la valeur imposable des entreprises transmises.

Cependant, dans une décision du 28 décembre 1995, le Conseil constitutionnel avait annulé cette mesure qui risquait d'entraîner « une rupture caractérisée de l'égalité entre les contribuables ». Les députés étaient revenus à la charge, lors de l'examen des DDOEF, en s'efforçant de tenir compte des critiques du juge constitutionnel (Le Monde du 8 mars), mais le gouvernement avait préféré renvoyer le débat à la discussion, à l'automne, du projet de budget 1997.

Jouant de ses bonnes relations avec le Sénat, M. Arthuis a décidé de trancher dès maintenant. Puisqu'il n'était plus possible d'abaisser les droits de transmission sur

les seules entreprises, il a annoncé une baisse générale des droits sur les donations. D'abord, les réductions d'impôt consenties pour ces donations vont être majorées de 10 points. Actuellement, pour une donation en ligne directe (de parent à enfant), le bénéficiaire d'une donation ne paie pas d'impôt sur les premiers 300 000 francs qui lui sont transmis (la franchise est la même pour les droits de succession).

Au-delà de ce seuil, l'Etat prélève un impôt progressif, dont le taux supérieur est de 40 %. Il culmine même à 55 % pour les cotéaux et 60 % pour les tiers (sans application de la franchise). Sur cet impôt, la loi actuelle prévoit une réduction de 25 % quand celui qui fait la donation a moins de cinquante ans et de 15 % entre cinquante-cinq et soixante-cinq ans.

Élargir la franchise

Ce sont donc ces deux réductions d'impôt (supprimées par les socialistes en 1981, puis rétablies par la droite en décembre 1986) que M. Arthuis se propose de majorer. Elles passeraient, respectivement, de 25 % à 35 % et de 15 % à 25 %. Une période transitoire est toutefois envisagée : pendant deux ans, la réduction d'impôt la plus favorable, celle de 35 %, s'appliquera aussi aux personnes âgées de cinquante-cinq à soixante-cinq ans qui effectuent une donation. Le ministre suggère, en outre, que les nouvelles réductions pour- raient s'appliquer « quel que soit le donateur ». En clair, si des conditions sont fixées pour l'âge du « donateur » (celui qui fait la do-

nation), l'identité du « donataire » (celui qui la reçoit) sera indifférente : ce pourra donc même être un tiers.

Il est prévu aussi d'élargir le système de la franchise, qui ne joue pour l'instant que de parent à enfant ou entre conjoints. M. Arthuis souhaite instituer un abatement de 100 000 francs au profit des petits-enfants lorsqu'ils reçoivent une donation de leurs grands-parents. Le ministre a aussi donné son accord pour que le régime fiscal de la donation-partage soit étendu aux donations effectuées par des parents à leur enfant unique.

Enfin, le ministre de l'économie et des finances a révisé des dispositions complémentaires qui se- ront, elles, prises par décret. Elles concernent le paiement des droits, qui peut être différé puis fractionné sur une durée maximale de quinze ans. Pour ces cas-là, M. Arthuis souhaite que le taux de crédit applicable, qui est actuellement de 7,20 %, soit ramené à 6,65 %. Pour les transmissions d'entreprises, le taux sera abaissé non plus de moitié mais des deux tiers, à 2,2 %.

Le gouvernement a donc spectaculairement changé son fusil d'épaule. Alors que la première ébauche du projet tendait à avantager exclusivement les transmissions d'entreprises - et donc, au gré de l'opposition, les plus grosses fortunes -, les nouvelles dispositions s'inscrivent dans une autre logique : compte tenu de l'espérance de vie qui s'accroît, et qui tend à concentrer entre des mains toujours plus vieilles une grande partie des patrimoines, l'objectif recherché est d'accroître

la rapidité des transmissions. « C'est le moyen de favoriser une gestion plus jeune et plus dynamique des patrimoines », a plaidé M. Arthuis.

La philosophie de cette réforme est donc beaucoup moins conflictuelle que celle du précédent projet. Les experts du gouvernement se font d'ailleurs un malin plaisir de rappeler qu'en 1990 François Hollande, aujourd'hui porte-parole du Parti socialiste, avait réalisé un rapport sur la fiscalité du patrimoine préconisant de porter jusqu'à 50 % les réductions d'impôt pour les donations en ligne directe.

Habile, mais oblique

Partisan de longue date de la donation, l'intéressé n'en disconvient pas, mais observe que, dans le cas présent, le gouvernement présente un projet qui multiplie les avantages fiscaux sans prévoir de véritable système de plafonnement ni de garde-fous, puisqu'il bénéficie même à des tiers.

Alain Richard (PS, Val-d'Oise) a observé que ces allègements ne bénéficieront qu'à « des patrimoines élevés », et il s'est inquiété d'un dispositif « habile, mais assez oblique », dont le but « n'est pas du tout redistributif ».

Comme la moitié des défunts laissent moins de 131 000 francs à leurs héritiers, soit très en deçà de la franchise des 300 000 francs, il était prévisible que les socialistes accueilleraient toute mesure améliorant le régime fiscal au-dessus de ce seuil comme un cadeau aux contribuables les plus fortunés.

Gérard Courtois et Laurent Mauduit

Cadeau fiscal du Sénat aux professions libérales

Les sénateurs ont apporté une série de modifications au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre financier

HORMIS L'ALLÈGEMENT de la fiscalité sur les donations - proposé par le gouvernement et que les sénateurs de la majorité ont approuvé, dans la nuit du mercredi 20 mars au jeudi 21 mars -, le Sénat a apporté plusieurs modifications au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre financier, déjà adopté par l'Assemblée nationale.

● **Sociétés civiles professionnelles.** La majorité sénatoriale a approuvé, avec l'accord du gouvernement, un amendement visant à autoriser les sociétés civiles professionnelles (permettant à des personnes physiques exerçant une profession libérale réglementée d'exercer en commun leur activité) à se placer sous le régime fiscal - plus avantageux - des sociétés de capitaux.

Alain Lambert (Union centriste), rapporteur général du budget, a précisé qu'il s'agissait notamment de se doter des moyens de « faire face à la concurrence anglo-saxonne ». Alain Richard (PS, Val-d'Oise) a noté avec ironie que « l'effeuillage se poursuit : l'écrêtement de la pression fiscale sur les hauts revenus professionnels n'a aucun motif de compétitivité économique ».

● **Stock options.** En adoptant, avec l'accord de Jean Arthuis, un amendement de Philippe Marini (RPR, Oise), le Sénat a précisé la législation sur les options de souscription d'actions, afin, selon les termes du ministre, d'« améliorer l'information des actionnaires et de prévenir les délits d'inités ».

L'amendement prévoit que les stocks-options « ne peuvent être consentis durant une période, fixée par décret, qui précède et qui suit

l'arrêté et la publication des comptes sociaux ainsi que tout événement de nature à affecter significativement la situation et les perspectives de la société ». Il améliore la transparence dans le cas des entreprises filiales d'un groupe.

● **Démarchage sur les placements à risques.** Contre l'avis du gouvernement, le Sénat a interdit le démarchage pour les fonds communs à risques destinés à mobiliser l'épargne publique en faveur des PME.

Jean Arthuis a eu beau plaider qu'il préparait un projet de loi pour encadrer le démarchage de ces placements risqués mais indispensables au financement des PME, les sénateurs de la majorité, soutenus par le groupe socialiste, ont estimé qu'il était « prématuré » d'ouvrir les fonds communs à risque à la commercialisation. « Nous préférons attendre le projet de loi envisagé à l'automne par le gouvernement pour assurer une garantie au public », a-t-il dit.

● **Versement transports.** A l'unanimité et avec l'aval du gouvernement, les sénateurs ont supprimé le remboursement du versement transports aux employeurs qui effectuent, à titre onéreux, le transport collectif de leurs salariés résidant hors du périmètre des transports urbains.

Cette disposition avait été adoptée par les députés, en première lecture, mais - tout en reconnaissant que le problème était sérieux - les sénateurs ont exprimé la crainte que cette mesure ne pèse trop lourdement sur les budgets des collectivités locales.

G. C.

Les Engagements de France Télécom.



“C'est une histoire vraiment très courte.

Elle commence un lundi soir, par un dérangement téléphonique qui dérange toute une entreprise. France Télécom

est appelé. Mardi matin, nous sommes là pour réparer. Si cette histoire vous arrive, elle sera courte aussi : car nous interviendrons dans la demi-journée ouvrable qui suit votre appel. France Télécom s'y engage.”

Nous sommes faits pour vous entendre.



France Telecom

Lionel Jospin affirme que le Parti socialiste « ne conteste pas la justice »

La condamnation en appel de l'ancien trésorier du PS, Henri Emmanuelli, à deux ans de privation des droits civiques, qui entraînerait son inéligibilité, continue de mobiliser les socialistes contre le gouvernement

La condamnation en appel d'Henri Emmanuelli, ancien trésorier du Parti socialiste, à deux ans de privation des droits civiques, continue à provoquer les charges du PS contre le gouvernement. Mercredi 20 mars, à

l'Assemblée nationale, les députés socialistes ont posé de nouvelles questions auxquelles n'a répondu que le ministre de la justice, Jacques Toubon. Celui-ci, en dépit des propos qu'il avait tenus dans un entretien

publié le même jour par *Le Parisien*, s'est refusé de préparer une loi d'amnistie, jugée d'ailleurs inopportune par la plupart des parlementaires de la majorité. M. Jospin a pré-

conduit qu'il entendait voir suivre par son parti et qui consiste à mobiliser l'opinion avant que la Cour de cassation ne se prononce sur le pourvoi formé par M. Emmanuelli. Pour le premier secrétaire du PS, il

doit être clair que celui-ci « ne conteste pas la justice », mais reproche aux magistrats de Rennes d'avoir ajouté une sanction pénale - l'inéligibilité - à la condamnation pénale prononcée en première instance.

SI LES REBONDISSEMENTS de l'affaire Urba-Sages placent le Parti socialiste dans une position extrêmement délicate, ils tombent encore plus mal pour Lionel Jospin. La condamnation en appel d'Henri Emmanuelli, le 13 mars, rétablit le fil avec un mauvais chapitre du passé du PS à un moment où son premier secrétaire veut tourner la page et ouvrir une ère nouvelle. Elle brouille surtout le message de ce parti au moment où son image se redresse dans l'opinion, où il engrange des succès aux élections partielles et où il tente, en prenant son temps, de rénover ses idées.

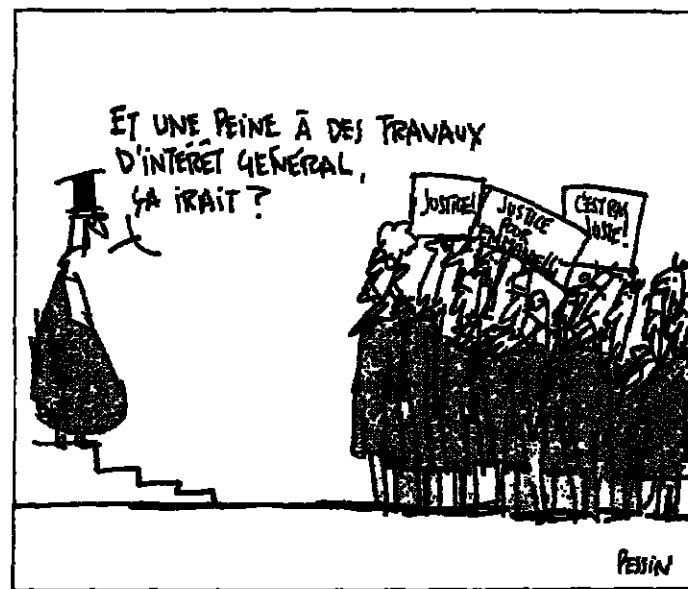
Si la cour d'appel de Rennes s'était bornée à alourdir la peine principale infligée par le tribunal de Saint-Brieuc - en portant l'emprisonnement avec sursis de un an à dix-huit mois -, le PS aurait protesté, mais ne se serait pas engagé dans une bataille politique. M. Jospin l'a reconnu implicitement, en affirmant, dans une déclaration à la presse, mercredi 20 mars, que « Henri Emmanuelli et le Parti socialiste auraient pris acte sans plaisir, parce qu'il peut être discuté d'un tel verdict. Une position qui ne fait pas vraiment l'unanimité au PS. La privation des droits civiques a obligé le premier secrétaire du PS, solidaire de son prédécesseur, à monter en première ligne dès le

13 mars. « Nous ne l'acceptons pas [la peine complémentaire] parce qu'elle est injuste », a affirmé M. Jospin mercredi. (...) Nous ne l'acceptons pas, car en voulant priver de ses mandats d'élus le président du conseil général et député des Landes Henri Emmanuelli - mandats qui n'ont rien à voir avec la procédure en cours -, elle ajoute une sanction politique à la sanction pénale. »

TRIPLE SOUCI

En agissant ainsi, M. Jospin, selon son entourage, est animé d'un triple souci. Il veut « servir la cause » de M. Emmanuelli, en l'assurant de sa solidarité. Avec sa campagne nationale - la première sur Urba, selon le trésorier, Alain Claeys -, il veut louer l'opinion afin de la convaincre que la situation du PS, seul à payer pour un système de financement antérieur à la loi de 1990 qui avait provoqué une amnistie si contestée, ne peut être assimilée à celle des autres partis (PP, CDS, RPR) qui ont eu aussi maille à partir avec la justice. La troisième préoccupation vise à « demander justice » tout en proclamant que le PS ne veut pas partir en guerre contre les juges. Un équilibre subtil que d'autres socialistes qualifient de « piège infernal ».

Incriminant de nouveau Jacques Toubon, M. Jospin a ainsi affirmé,



en associant son prédécesseur : « Le Parti socialiste - je le dis solennellement - n'a pas de conflit avec l'institution judiciaire. Il ne conteste pas la justice, il demande la justice. Pour ce faire, Henri Emmanuelli et nous-mêmes ne demandons pas une grâce présidentielle : nous refusons également la démarche d'amnistie générale que propose cyniquement le garde des sceaux (...) pour régler les

problèmes de son propre parti. » Le pourvoi en cassation de M. Emmanuelli étant le seul recours, il faudra qu'il déplore des trésors d'imagination pour ne pas accroître l'impression de vouloir peser sur les magistrats.

M. Emmanuelli a nié, le 19 mars, devant la presse, chercher « à ne pas se soumettre à la justice ». « Je souhaite être jugé comme les

autres », a-t-il affirmé, en ajoutant : « Je pense que l'image qu'a donnée M. Toubon ne le qualifie pas beaucoup à représenter la sérénité de l'institution dans les semaines et les mois à venir. » En même temps, les parlementaires, qui n'acceptent pas qu'un des leurs paie pour un système dont beaucoup ont bénéficié, sont globalement un cran au-dessus de M. Jospin. Laurent Fabius a dénoncé une décision « qui apparaît comme une décision politique ».

Plus batailleurs, des sénateurs et des députés ont plaidé, jusqu'au bureau national, pour des actions plus radicales, comme la grève du travail parlementaire, une petite minorité évoquant même une démission collective ou une demande collective de mise en examen. M. Jospin, qui, selon un de ses proches, « ne veut pas laisser croire qu'il s'agit d'un complot politique dont le centre serait la chancellerie et la périphérie la cour d'appel de Rennes », a opposé une fin de non-recevoir à de tels débordements, mais, pour convaincre qu'on peut appeler l'opinion à dire qu'elle trouve « injuste » la privation des droits civiques de M. Emmanuelli sans pour autant défer à la justice, M. Jospin va devoir déployer une pédagogie extrêmement savante.

Michel Noblecourt

Objectif : un million de signatures

Le Parti socialiste a rendu publiques, mercredi 20 mars, les modalités de sa campagne nationale en faveur d'Henri Emmanuelli, adoptées par son bureau national. Reprenant, pour l'essentiel, la déclaration de Lionel Jospin, le PS « ne conteste pas la justice », il demande la justice - une pétition nationale va être diffusée à quarante mille exemplaires. L'objectif est de recueillir un million de signatures. Un comité national de soutien va être constitué avec la participation de personnalités des arts et des spectacles.

A l'Assemblée nationale et au Sénat, les groupes parlementaires vont « harceler » le gouvernement lors des séances de questions. Dans les conseils municipaux, généraux et régionaux, les élus socialistes déposeront des motions. Les parlementaires socialistes ont aussi décidé de ne pas se rendre à l'invitation de Jacques Chirac à l'Elysée. Alain Claeys, trésorier du PS, a annoncé la publication d'un document sur le financement des partis de droite.

A Rennes, le PS mis en cause par un industriel

Une perquisition a été effectuée par le juge Pascal Lemoine, mardi 19 mars, dans le bureau d'Yves Préault, adjoint au maire socialiste de Rennes. Edmond Hervé, et trésorier du PS d'Ille-et-Vilaine. Mis en examen pour « abus de biens sociaux et trafic d'influence », Jean Balan, ex-PDG de la société Balan-Industries de Dinan, aurait expliqué qu'il avait dû verser un pot-de-vin au PS pour obtenir un marché de 2,15 millions de francs en 1992 à l'occasion d'un contrat entre la ville et la société suédoise Flakt pour une usine de traitement des ordures ménagères. Mercredi, M. Hervé a fait savoir que le marché « avait fait l'objet d'une mise en concurrence sous forme de deux appels d'offres successifs avec concours ». L'« entreprise Balan n'a pas été choisie par nous », a indiqué M. Hervé. (Corresp.)

Jacques Toubon se défend de préparer une amnistie

C'EST PEU DIRE que les socialistes font corps autour d'Henri Emmanuelli. Mercredi 20 mars, ils se sont levés comme un seul homme pour quitter l'hémicycle du Palais-Bourbon, après une nouvelle passe d'armes avec le ministre de la justice, lors de la séance des questions au gouvernement. Comme la veille, mais, cette fois, en présence du premier ministre, le président du groupe socialiste, Laurent Fabius, a redit son indignation devant la condamnation dont est victime M. Emmanuelli.

« Le garde des sceaux a laissé entendre que nous demandions une justice de faveur, alors que nous ne faisons que demander la justice. Or, où est la justice lorsque, agissant d'une période où la législation sur le financement des partis politiques était inexistante, un seul responsable de parti, en l'occurrence l'ancien trésorier du Parti socialiste, est aujourd'hui sanctionné ? », a lancé M. Fabius.

Plus directement encore, Martin Malvy (PS, Lot) a interpellé le premier ministre : « Vous êtes aussi président du RPR, après en avoir été, comme le garde des sceaux, le secrétaire général. (...) Eclairciez-nous ! Dites-nous comment le RPR, dont le budget dépassait, avant 1990, les 100 millions de francs, dont le dixième seulement (...) était constitué par les cotisations des militants, se procurait les 90 autres millions. Et dites-nous, dès lors, s'il y a lieu de réserver un traitement différent au trésorier du RPR et au trésorier du Parti socialiste ! »

La question a donné l'occasion à Jacques Toubon de

réitérer les propos qu'il avait tenus, mercredi, dans un entretien au *Parisien* (Le Monde du 21 mars). « Les relations entre l'argent et la politique, le financement des partis et des campagnes ne peuvent rester en l'état. C'est pour quoi j'ai appelé l'ensemble de la classe politique à envisager avec maturité et sans passion ce qu'il convient de faire pour corriger cette situation nuisible à notre démocratie », a-t-il assuré. Le ministre de la justice s'est vivement défendu de songer à une amnistie.

En quittant l'hémicycle avec l'ensemble de ses collègues, Henri Emmanuelli s'est approché de M. Toubon. « Ce que vous avez dit est scandaleux. Nous n'avons jamais parlé d'amnistie », lui a-t-il affirmé, avant d'ajouter, tandis que Alain Juppé affichait sa désapprobation : « Je tiens à vous dire de la manière la plus solennelle qu'en aucun cas je ne vous servirai d'alibi pour amnistier vos amis. »

Nombre de députés de la majorité s'inquiètent de cette controverse. « Ce n'est ni le bon moment, ni le bon combat », observait François Guillaume (RPR, Meurthe-et-Moselle). Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois, était sans pitié pour le garde des sceaux : « Je me permets de lui rappeler que la jurisprudence est une source de droit. Si l'on n'a pas le droit de critiquer les juges, on peut très bien critiquer les décisions de justice. »

Gérard Courtois

L'étonnant itinéraire du PDG de Gigastorage

Y A-T-IL un « mystère Bissier » ? Depuis l'incarcération du PDG de la firme informatique Gigastorage, le 11 février, à Besançon, chaque piste de cette affaire complexe mène à la personnalité controversée de Bissier Dimitrov. La divulgation du rapport de la cellule Tracfin, dépendant du ministère des finances, soulève plus d'interrogations qu'elle n'apporte de réponses (*Le Monde* du 21 mars).

Né en Bulgarie en 1948, l'homme a eu maille à partir avec l'ancien régime communiste de Todor Jivkov, qui l'avait expédié cent vingt jours en prison après l'avoir exclu du PC. D'après le quotidien bulgare *Douma*, M. Dimitrov était accusé d'avoir reçu des pots-de-vin lors de l'importation d'un matériel informatique qui s'avéra défectueux.

Libéré sans avoir été condamné, M. Dimitrov quitte son pays pour les Etats-Unis, où il reçoit le statut de « résident privilégié ». Il en naît une autre rumeur : cet investisseur venu du froid serait un agent de la CIA. En Bulgarie, on le soupçonnait d'être le fils - ou le gendre - d'un général des services secrets, ou bien encore un espion du KGB. Ingénieur en informatique, il n'a de cesse de prouver ses compétences. « C'était un grand pari pour lui, explique un journaliste bulgare, Zorja Dimitrova, de l'hebdomadaire 168 heures. Il travaillait jour et nuit pour Gigastorage en Californie, entouré d'ingénieurs chinois, japonais et américains. »

Quelques jours après la mise en détention de l'homme d'affaire américano-bulgare, accusé d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, le conseil général du Territoire de Belfort avait tenu à montrer « l'autre visage de Bissier Dimitrov » dans sa

revue *Vivre le territoire*. On y voit l'homme très brun aux cheveux ras, le front large, l'air déterminé. A propos des accusations graves portées contre lui « et dont il n'avait pas caché l'existence aux promoteurs belfortains », le journal du département soulignait : « Les charges pesant contre lui ont été abandonnées les uns après les autres. »

Aux Etats-Unis, on le retrouve en 1990-1991 vice-président de la firme Valley Machine & Tool, installée en Californie. Selon des spécialistes du secteur, sa pratique des pays de l'Est lui permet de conclure des contrats importants, notamment en Tchecoslovaquie. Dans le capital initial de Gigastorage, on trouve filia Pavlov et Ivan Mironov, deux Bulgares qui quitteront le navire après l'échec du rachat d'une licence de disque dur auprès de l'américain Maxtor. M. Pavlov passe aussi pour être le gendre du chef du contre-espionnage bulgare.

DE LA SILICON VALLEY A BELFORT Le départ de ces deux actionnaires en septembre 1994 provoque une réduction du capital de Gigastorage de 5,5 à 3,3 millions de francs. Un an plus tard, avec l'aide de Michel Vionch, un conseiller de Boris Eltsine, M. Dimitrov réussit à convaincre deux banques d'entrer dans la partie : HFT, une filiale de la première banque de Hongrie ; la Credit Wechsels Bank (CW), une institution dont la création remonte au temps de l'empire austro-hongrois. Le capital s'élève désormais à 21,5 millions de francs.

Gigastorage peut commencer à travailler à travers sa filiale de recherche BMI, à Los Gatos, dans la Silicon Valley. Les transferts de fonds publics, mais aussi privés, entre Belfort et la Californie sont au cœur du rapport Tracfin et de l'instruction du juge, malgré leur approbation par les actionnaires.

Eric Fottorino

L'enquête continue sur la région Ile-de-France

A la demande du juge parisien Edith Boizette, un policier s'est fait remettre, mercredi 20 mars, dans l'après-midi, par Fouad Awada, adjoint au directeur de cabinet de Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, des documents relatifs à un marché de 63 millions de francs attribué en 1990 à la société Beaudin-Chateaufort pour la construction du lycée Clemenceau à Ville-montble. M. Boizette enquête sur l'affaire Pacary, du nom d'un homme d'affaires mis en examen pour trafic d'influence et corruption, pour avoir servi d'intermédiaire entre des entreprises et de nombreuses municipalités de la région parisienne. Le 18 mars, le juge Eric Halphen, qui enquête sur les HLM parisiens, s'était fait remettre les enregistrements des dernières réunions de la commission des marchés de la région.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

91 Vente au Palais de Justice d'EVRY, le Mercredi 10 Avril 1996 à 14h
PROPRIETE à GUIGNEVILLE (91)
comportant un chalet à usage d'habitation.
d'une cuisine, séjour double, chambre, salle de bains, wc
sur un terrain de 4 ha 37 a 6 ca
MISE A PRIX : 200.000 Frs
S'adresser à la SCP CHEVALIER BARADEZ et Associés, Avts au Barreau de l'Essonne, 48, Cours Blaise Pascal - BP 119 (91004) EVRY
Tel : 60.91.31.31 - Sur les lieux pour visiter ou une visite sera organisée.

94 Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL
Jeudi 28 Mars 1996 à 9h30 - En un lot -
APARTEMENT à L'HAY-LES-ROSES (94)
2 à 28, Rue Bergère - 66 à 74, Avenue du Général Leclerc
au 2ème et 3ème étages. Entrée, séjour, chambre, cuisine
salle de bains avec wc, dégagement, 2 balcons et UN PARKING
MISE A PRIX : 500.000 Frs
S'adresser à Me Patrick VARINOT, Avocat à Nogent-sur-Marne (94)
106 Bis, Grande Rue - Tel : 48.71.03.78 - Me B.C. LEFEBVRE,
Avocat à PARIS (1er) 20, Quai de la Mégisserie
Tel : 40.39.07.39 - Sur les lieux pour visiter, le 26/3/96 de 15 à 16h.

77 Vente sur surenchère au T.G.1 de Fontainebleau
Mercredi 3 Avril 1996 à 14h30 - En un lot -
MAISON d'habitation à LARCHANT (77)
4, Place Pasteur
comp. au rez-de-cha. : bureau, cuis., s.d.e.bns., grand salon, l'étage : palier
coulour, 2 chambres, cab. de toil., en retour : 3 P., chauff. central, Jardin
MISE A PRIX : 1.056.000 Frs
(consignation 50.000 Frs)
Rens. Me F. GLATTAUER, Avocat à MONTEREAU (77) 30, L. Rue des
Changées - Tel : 60.96.33.33. - Pr visiter s'adr. à Me Christophe HAYE
Huissier de Justice 17, R. Paul Sermy (77) Fontainebleau - Tel : 64.69.50.90

Jean Tiberi annonce la mise en place de 50 kilomètres de pistes cyclables à Paris

Ces « voies réservées » devront être respectées par les automobilistes

Le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), a annoncé, mercredi 20 mars, que 50 kilomètres de pistes cyclables vont être aménagés d'ici à la fin de

l'année à Paris. Ces « voies réservées » devront être respectées par les automobilistes, comme les actuelles voies destinées aux transports en

commun, sous peine d'amendes allant de 230 à 900 francs. Les socialistes parisiens estiment ces mesures insuffisantes pour limiter la pollution.

CINQUANTE KILOMÈTRES de pistes cyclables à Paris d'ici la fin de l'année, pour 30 millions de francs : c'est ce qu'a annoncé, mercredi 20 mars, Jean Tiberi, maire (RPR), en présentant les premiers résultats de la commission extra-municipale ad hoc mise en place il y a deux mois (Le Monde daté 21-22 janvier).

« Nous nous sommes efforcés de faire la synthèse entre les propositions des associations, la faisabilité technique et les délais de mise en œuvre », précise Bernard Plaisant (UDF-PR), adjoint au maire chargé de la voirie, des transports et de la circulation. Les associations étaient censées faire des propositions dans deux domaines : les itinéraires et les systèmes d'aménagement de la voirie permettant la circulation des cyclistes, dans de bonnes conditions de confort et de sécurité.

TROIS AXES

A partir de ces propositions, les services de la ville ont élaboré un plan avec trois axes, prévoyant des liaisons avec la banlieue. L'un relie le nord de la capitale au sud, du bassin de la Villette à Montparnasse, le second, est-ouest, va du bois de Vincennes au bois de Boulogne : enfin un troisième circuit nord-est permettra de relier le parc de la Villette au bois de Vincennes. Toutefois, ce plan n'est pas définitivement bouclé. Les choix ne sont pas définitivement arrêtés sur l'utilisation de certaines artères comme le boulevard de Sébastopol, l'avenue des Champs-Élysées ou les berges de la Seine.

Pour ce qui concerne les aménagements, pour lesquels les associa-



tions ont repoussé l'installation de séparateurs sur la chaussée, trois systèmes ont été retenus : partout où cela sera possible, des bandes réservées aux cyclistes, larges de 1,20 à 1,50 mètre, seront installées, de manière différente suivant que le stationnement des automobiles sera ou non maintenu ; réalisation d'aménagements le long des couloirs d'autobus ; lorsque la chaussée est trop étroite, les cyclistes auront la possibilité d'utiliser les couloirs d'autobus.

Les carrefours seront aménagés de manière à créer des « sas » de protection pour les deux roues. Les responsables de la Ville in-

sistent sur le fait que ces aménagements n'ont rien à voir avec les « couloirs de courtoisie », qui avaient fait le désespoir des cyclistes il y a quelques années. Cette fois, il s'agit de « voies réservées », telles que les prévoit le code de la route, et les automobilistes qui s'y aventureront seront passibles d'amendes allant de 230 à 900 francs.

CONSULTATIONS

Les associations disposent encore de quinze jours pour faire part de leurs observations sur les parties d'itinéraires qu'il reste à déterminer. Ensuite, les maires

d'arrondissement seront consultés pour donner leur avis sur les types d'aménagements souhaitables sur le parcours qui traverse leur arrondissement. Ils devront aussi transmettre à la ville les études de maillage élaborées à l'intérieur de leurs arrondissements respectifs.

Outre leurs propositions sur les itinéraires et les outils d'aménagement, les associations ont, pour la plupart, souhaité que soient levées les interdictions de passage sur certaines artères. Elles réclament aussi des mesures pour permettre le stationnement des vélos.

LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Selon M. Tiberi, qui a réplacé le plan « vélo » dans le cadre de la lutte contre la pollution de l'air, sa mise en place devrait entraîner une diminution de près de mille places de stationnement dans les rues et une baisse de 2 % de la circulation automobile.

Ces prévisions ne suffisent pas à satisfaire l'opposition au maire de Paris.

« M. Tiberi s'obstine à envisager des aménagements autour de l'automobile, alors que seule une réduction significative de l'espace physique qui lui est consacré pourrait inverser la tendance », affirme Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe socialiste du Conseil de Paris, qui réclame que 50 millions de francs soient consacrés chaque année au vélo. Les Verts reconnaissent que « la mobilisation commence à payer », mais ils estiment que ce plan « ne peut suffire à faire du vélo un véritable mode de transport alternatif pour les actuels automobilistes ».

Françoise Chirot

L'Etat négocie la résorption des emplois précaires dans la fonction publique

LES NÉGOCIATIONS sur la résorption de la précarité dans la fonction publique, qui se sont poursuivies lors d'une troisième séance mardi 19 mars, avancent à pas comptés. Pourtant, on pouvait penser que ce dossier ouvert au lendemain du conflit sur les retraites ne poserait pas de problème majeur : la transformation d'emplois précaires en emplois stables n'induit, en effet, que des coûts marginaux pour les finances de l'Etat.

C'était oublier l'affichage politique : alors qu'il prétend réduire les déficits publics, le gouvernement peut-il laisser croire qu'il augmente substantiellement les effectifs des fonctionnaires ? Actuellement, quantité d'agents travaillent pour le compte de l'Etat sans que cela se sache, car ils sont payés sur toutes sortes de crédits (vacation, fonctionnement, subventions), et non sur des emplois budgétés dans le cadre des lois de finances. La transformation de ces crédits sera du

plus mauvais effet : elle montrera que les effectifs réels sont bien supérieurs aux effectifs budgétaires.

QUESTION TABOUE

Le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a donc commencé par proposer un plan de titularisation très limité ne concernant que 27 000 personnes sur un total de 217 000 non-titulaires dans la fonction publique d'Etat (Le Monde du 22 décembre 1995). Les syndicats l'ont rejeté en jugeant qu'il fallait examiner les conditions nécessaires à la titularisation avant de discuter des effectifs titularisables. Le ministre ayant accepté, c'est cette question qui a, pour l'essentiel, occupé la troisième séance de négociation.

M. Perben a soumis aux syndicats un « premier projet de protocole » visant la résorption, sur trois ans, des emplois précaires. Ce plan ne concerne-

rait, pour l'essentiel, que les agents de catégorie C et les maîtres auxiliaires. Ne pourraient être titularisés que les vacataires ayant été employés au moins dix mois par an, à raison d'au moins un mi-temps, pendant une durée au moins égale à quatre ans, au cours des huit dernières années. « Pourquoi ne pas jouer qu'il faut être né un 29 février ? », a ironisé Jean-Paul Roux (UFT-UNSA).

Les syndicats ont jugé que ce plan était trop restrictif. Mais après une série de discussions bilatérales, les syndicats devraient retrouver M. Perben le 24 ou le 25 avril. La question du nombre d'agents concernés par le plan de titularisation est devenue taboue, de part et d'autre. On considère, toutefois, que le gouvernement pourrait accepter, au bout du compte, de titulariser 37 000 personnes, dont 21 000 maîtres auxiliaires.

Rafaële Rivais

Les cadres CGT s'inquiètent de la faiblesse des rémunérations à l'embauche

NANTES

de notre envoyé spécial

« Donner un avenir à l'emploi qualifié » et « quel syndicalisme pour quelle efficacité ? » : tels sont les deux thèmes retenus par l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) de la CGT, dont le douzième congrès se réunit à Nantes du mercredi 20 au dimanche 24 mars. C'est sous le signe de deux événements, l'un prévu – le congrès de la CGT –, l'autre imprévu – le mouvement social de novembre et décembre – que s'inscrit ce congrès. Il devrait permettre à Gérard Delahaye, actuel secrétaire général de l'UGICT, qui a succédé en cours de mandat à Malté Demons, décédé prématurément, d'être confirmé à son poste.

Alors que le gouvernement a mené une politique en direction du chômage de longue durée, cette catégorie a continué de croître pour les cadres en 1995. La situation des femmes et des jeunes diplômés constitue l'autre point préoccupant. L'insertion professionnelle des jeunes est trop longue et s'accompagne souvent d'une absence de droits. « Il n'est pas rare de voir des jeunes ingénieurs embauchés à 7 000 francs », constate M. Delahaye. Ce tassement des rémunérations a des répercussions sur l'ensemble des situations salariales. La fragilisation de la situation des

cadres aux deux bouts de la chaîne, non seulement les jeunes, mais aussi les cadres âgés, chassés de l'entreprise avant cinquante-cinq ans, pose d'énormes problèmes aux systèmes de protection sociale. Cela entrave notamment l'équilibre du régime de retraites de l'AGIRC. M. Delahaye n'estime pas normal que 20 % des jeunes cadres soient

gories. Cela a permis des initiatives propres aux cadres, mais aussi la participation à des assemblées avec l'ensemble des salariés. En décembre, des cadres se sont impliqués dans le mouvement social. Il y a plusieurs mois chez Renault à Ruell, des cols blancs ont occupé leurs locaux. La conception catégorielle du cadre s'est estompée de-

M. Blondel veut une loi sur le temps de travail

Secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel a proposé, mercredi 20 mars, à Alain Juppé, qui le recevait à l'hôtel Matignon, de « légiférer sur le temps de travail » afin de faciliter les négociations entre les partenaires sociaux. M. Blondel ne se fait guère d'illusions sur l'efficacité de ce texte, mais « cela peut convaincre le patronat à plus de souplesse dans nos discussions (...), tout en sachant que, sur la réduction du temps de travail, une loi générale serait difficilement applicable ».

Au cours de cet entretien, M. Blondel a évoqué aussi la réforme de la Sécurité sociale, dont il estime que la démarche régionalisatrice pourrait avoir un effet « catastrophique » sur la péréquation et sur la solidarité au niveau national. M. Juppé a assuré à son interlocuteur que tel n'est pas son objectif. M. Blondel, qui doit rencontrer Jacques Chirac, a l'intention de revenir discuter avec le premier ministre des différents dossiers techniques abordés mercredi.

embauchés au-dessous du plafond de la Sécurité sociale.

La dégradation de la situation économique des cadres a entraîné de nouveaux comportements. Jamais la SNCF n'avait connu un conflit où les cadres se sont autant mobilisés aux côtés des autres caté-

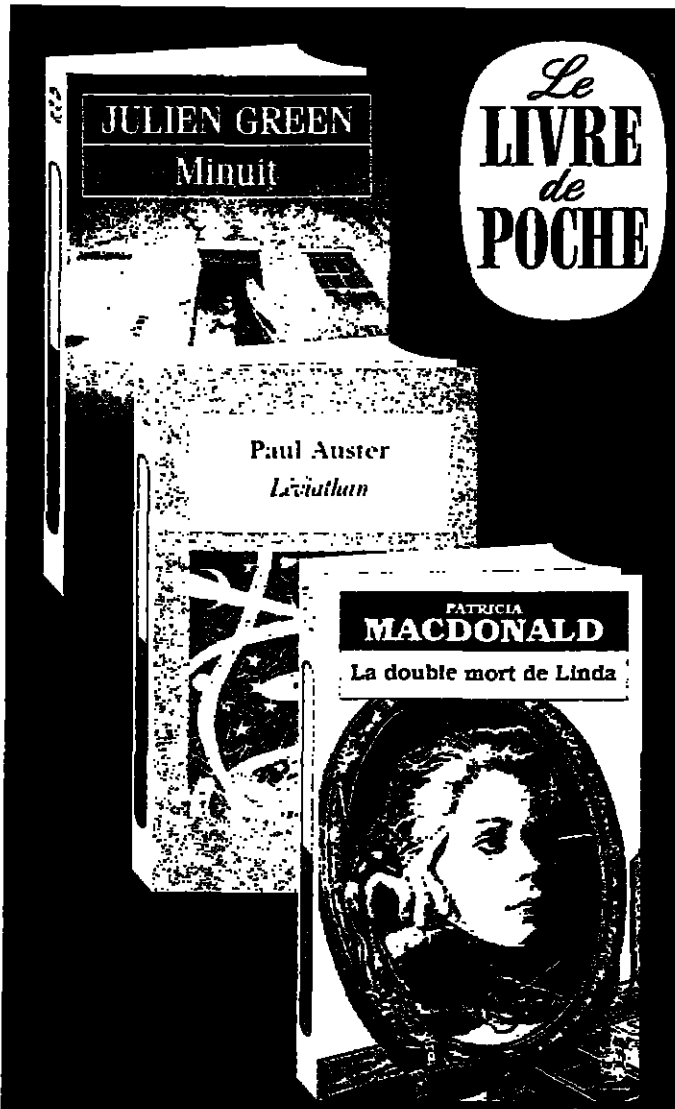
gant le besoin d'agir aux côtés des autres salariés.

Les aspirations des cadres ont évolué. Ils demandent que la réduction du temps de travail s'inscrive dans une démarche de diminution de la charge de travail. La réorganisation du travail doit aussi per-

mettre au cadre de bénéficier de temps libre et de créer de nouveaux emplois. L'UGICT a inscrit à son programme la semaine de quatre jours et de trente-deux heures. Elle refuse un aménagement sans réduction du temps de travail et estime que la diminution du temps de travail ne doit pas automatiquement s'accompagner d'une baisse des salaires. A côté des revendications nouvelles, M. Delahaye constate un très fort retour de la question salariale. Les mesures générales d'augmentation des salaires sont préférées aux politiques d'individualisation. La question de l'emploi et celle des salaires ne s'opposent pas.

L'UGICT revendique 57 500 adhérents en 1995 et observe depuis 1991 une hausse de ses effectifs. Selon une enquête réalisée au cours du congrès de la CGT, elle ne regroupe que la moitié des effectifs cadres de la CGT, l'affiliation à l'UGICT n'étant pas obligatoire. Dans une population active salariée où les cadres ingénieurs et techniciens forment le plus gros tiers (37 %), contre 33 % aux employés et 30 % aux ouvriers, ce segment constitue un enjeu vital pour la CGT. Louis Viaton devait d'ailleurs être présent pendant les quatre jours du congrès.

Alain Beuve-Méry



LITTÉRATURE GÉNÉRALE

Paul AUSTER	Léviathan
Yann QUEFFÉLEC	Disparue dans la nuit
Ken FOLLETT	La Marque de Windfield
Gilles PERRAULT	Le Secret du roi - Tome 1
Gilles PERRAULT	Le Secret du roi - Tome 2
	L'Ombre de la Bastille
Julien GREEN	Minuit
Doris LESSING	Mémoires d'une survivante
Régine PERNOUD	Hildegarde de Bingen
Gilbert SCHLOEGL	Docteur Hellen
Alvaro MUTIS	Abdül Bashur, le rêveur de navires
Unity HALL	L'Esclave des Caraïbes
Jean-Marc ROBERTS	Les Seins de Blanche-Neige
Marc PETIT	Le Nain géant
Suzanne BERNARD	La Grande Errance
Patrick CARRÉ	Un rêve tibétain
Philippe MEYER	Balivernes pour la levée du corps

THRILLERS - POLICIERS

Robin Cook	Vengeance aveugle
Patricia MACDONALD	La Double Mort de Linda
Mary HIGGINS CLARK présente :	Au commencement était le crime
Serge BRUSSOLO	Conan Lord

LETTRES GOTHiques

LOUIS XI	Lettres choisies
----------	------------------

CLASSIQUES

VOLTAIRE	L'Ingénu
----------	----------

CLASSIQUES DE LA PHILOSOPHIE

Jean-Jacques ROUSSEAU	Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes
-----------------------	--

BIBLIO/ROMANS

Shūsaku ENDŌ	Docteurs exquises
Knut HAMSTUN	La Ville de Segelfoss

BIBLIO/ESSAIS

Michel MAFFESOLI	La Contemplation du monde
------------------	---------------------------

RÉFÉRENCES/INÉDIT

Paul DELMONT et Anne LEBEAU	Introduction au théâtre grec antique
-----------------------------	--------------------------------------

RÉFÉRENCES

Jean-François SOLNON	La Cour de France
----------------------	-------------------

LANGUES MODERNES

GRAMMAIRE ACTIVE DE L'ARABE	
-----------------------------	--

SCIENCE-FICTION

Lucius SHEPARD	La Vie en temps de guerre
----------------	---------------------------

PRATIQUES

Paul-Loup SULITZER	Laissez-nous réussir !
--------------------	------------------------

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996

STATUT Le Journal officiel publie, jeudi 21 mars, un décret portant création d'une fondation reconnue d'utilité publique, la fondation Jérôme Lejeune. Chercheur de renom-

mée internationale - il faisait partie de l'équipe qui a découvert la cause du mongolisme (trisomie 21) -, le professeur Lejeune était aussi un farouche opposant à la loi dépenali-

sant l'avortement. ● **MEMBRE DE L'ASSOCIATION** « Les amis du professeur Lejeune » qui est à l'origine de la Fondation, et dont l'un des objets est « la défense de la vie hu-

maine de son premier instant à son terme », Hervé Gaymard est par ailleurs l'actuel secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale. ● **A LYON**, dans le procès en appel d'une

quarantaine de membres de commandos anti-IVG, l'avocat général a requis des peines de prison avec sursis. (Lire aussi notre éditorial, page 17).

Les opposants à l'avortement créent une fondation Jérôme Lejeune

Reconnue d'utilité publique, cette institution a été créée par l'association « Les amis du professeur Jérôme Lejeune » dont fait partie l'actuel secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard, et dont l'un des objets est la « défense de la vie humaine de son premier instant à son terme »

IL AURA SUFFI d'une année à la famille du professeur Lejeune pour obtenir le statut recherché de « fondation » et le label prestigieux d'« utilité publique », un record de célérité pour une procédure lourde et complexe. Le 25 mars 1995, la demande de création d'une fondation dont l'objectif est de « poursuivre l'œuvre à laquelle le professeur Jérôme Lejeune a consacré sa vie » est déposée. Dans les mois qui suivent, le ministère de la santé et celui de la recherche donnent leur accord. Le 13 février, le Conseil d'Etat rend un avis favorable. Cinq semaines plus tard, jeudi 21 mars, la parution au Journal officiel d'un décret portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique entérine la création de la Fondation Jérôme Lejeune. Avantage non négligeable, les donateurs bénéficient désormais de réduction fiscale.

Deux questions se posent toutefois. Tout d'abord, celle de la finalité de cette fondation. La personnalité de Jérôme Lejeune est en effet controversée. Le professeur Lejeune, décédé le 3 avril 1994, était tout à la fois un médecin généticien de renommée internationale - il faisait partie de l'équipe qui a découvert la cause du mongolisme (trisomie 21) - et un militant acharné de la lutte contre le droit à l'in-



T. ANCIANO

terruption volontaire de grossesse.

Le second problème concerne la nature des liens entre les membres de l'association Les amis du professeur Jérôme Lejeune, qui ont orchestré la création de la Fondation, et l'actuel secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard. Ce dernier est en effet membre fondateur de cette association, tout comme son épouse, Clara Lejeune-Gaymard, fille du professeur Lejeune et ancienne directrice de cabinet de Colette Codaccioni, lorsque cette dernière était ministre de la solidarité entre les générations, dans le premier gouvernement d'Alain Juppé. Clara Lejeune-Gaymard est, elle, membre fondatrice de la Fondation, alors que son époux n'en fait pas partie.

7 MILLIONS DE FRANCS DE DONS

Réfutant toute collusion entre le gouvernement et la famille Lejeune, Jean-Marie Le Méné, membre fondateur de la Fondation, conseiller référendaire à la Cour des comptes et beau-frère de M^{me} Lejeune-Gaymard, précise qu'« il y a certes un membre de la famille au gouvernement, pas un membre de la Fondation ». Le siège de la Fondation est situé au domicile de la veuve du professeur Lejeune, M^{me} Birthe Brincksted. Cette dernière fait partie de la Fondation et est secondée, dans l'association Les amis du professeur Jérôme Lejeune, par deux membres de l'Institut connus pour leur hostilité à la loi Veil, Jean Foyer et Pierre Chauvin. L'association Les amis du professeur Jérôme Lejeune, qui s'est occupée de collecter les dons nécessaires à la création de la Fondation, a déjà réuni, selon M. Le Méné, près de 7 millions de francs, une somme

supérieure aux 5 millions de francs nécessaires.

Les statuts de la Fondation précisent qu'elle a pour but de « poursuivre l'œuvre à laquelle le professeur Lejeune a consacré sa vie : la recherche médicale sur les maladies génétiques et sur les maladies génétiques, l'accueil et les soins des personnes, notamment celles atteintes de la trisomie 21 ou d'autres anomalies ».

Les membres de l'association Les amis du professeur Jérôme Lejeune démentent tout lien avec les mouvements extrémistes hostiles à l'avortement. Clara Lejeune-Gaymard, interrogée à plusieurs re-

prises par Le Monde, notamment lorsqu'elle dirigeait le cabinet ministériel de Colette Codaccioni, assure que l'objectif de cette fondation n'est que scientifique, visant à « favoriser la recherche sur les maladies de l'intelligence ». Elle balaye les doutes sur les objectifs de la Fondation en expliquant que, « si elle » avait voulu financer des actions comme celles des commandos anti-avortement, elle ne prendrait pas la peine d'effectuer toutes ces démarches. (Mais elle) se sent, ainsi que les autres membres fondateurs, investie d'un devoir moral envers [son] père et les malades qu'il a soignés ».

C'est ce dernier point qui inquiète les partisans du droit à l'avortement. « La défense de la vie humaine depuis son premier instant à son terme » fait partie de la rhétorique des opposants à la loi de 1975 légalisant l'interruption volontaire de grossesse. « Il ne faut pas se focaliser sur les mots », se défend Jean-Marie Le Méné. Le professeur Lejeune, mon beau-père, pensait par exemple que l'on peut guérir la trisomie 21, surtout si l'on agit le plus tôt possible, c'est-à-dire avant la naissance. Il n'a pas eu le temps d'y parvenir. L'objectif de cette fondation est de donner à des chercheurs les moyens de cette ambition ».

Les membres de l'association Les amis du professeur Jérôme Lejeune démentent tout lien avec les mouvements extrémistes hostiles à l'avortement. Clara Lejeune-Gaymard, interrogée à plusieurs re-

prises par Le Monde, notamment lorsqu'elle dirigeait le cabinet ministériel de Colette Codaccioni, assure que l'objectif de cette fondation n'est que scientifique, visant à « favoriser la recherche sur les maladies de l'intelligence ». Elle balaye les doutes sur les objectifs de la Fondation en expliquant que, « si elle » avait voulu financer des actions comme celles des commandos anti-avortement, elle ne prendrait pas la peine d'effectuer toutes ces démarches. (Mais elle) se sent, ainsi que les autres membres fondateurs, investie d'un devoir moral envers [son] père et les malades qu'il a soignés ».

LE SOUTIEN DE L'UNAPEI

Clara Lejeune-Gaymard avait remis, en juillet 1995, à son ministre Colette Codaccioni un texte d'explication. Cette note précise que le professeur Jérôme Lejeune « n'a jamais été président de Laissez-les vivre » [une association qui soutient aujourd'hui les commandos anti-avortement]. Il en a été le conseiller scientifique jusqu'en 1985, date à laquelle il a démissionné de la suite de profonds désaccords. En revanche, il a été fondateur et président d'une association Secours aux futures mères destinée à venir en aide aux mères en détresse (...). La Fondation Jérôme Lejeune n'a strictement aucun autre

but que de poursuivre l'œuvre à laquelle le professeur Lejeune a consacré sa vie (...). Dès lors, toute allégation visant à imaginer des collusions d'intérêts avec des associations ou des mouvements ne poursuivant pas les mêmes buts scientifiques que la Fondation est dépourvue de pertinence (...).

Pour entamer les démarches nécessaires à la constitution de la Fondation, Les amis du professeur Jérôme Lejeune ont bénéficié du soutien de plusieurs institutions comme, par exemple, l'Unapei, l'Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales. Son directeur général, Patrick Gobet, déclarait qu'« il ne [fallait] pas faire de procès d'intention à cette fondation. Les initiatives en matière de recherche dans ce domaine sont très rares, et les travaux du professeur Lejeune doivent pouvoir être complétés. Pour notre part, nous avons toujours établi une distinction entre l'œuvre scientifique du professeur Lejeune et ses opinions personnelles, nous soutenons donc ces démarches ». Sollicité par Le Monde, Hervé Gaymard nous a fait savoir qu'il ne souhaitait pas s'exprimer sur son rôle dans la création de la Fondation Jérôme Lejeune.

Michèle Aulagnon

Une procédure lourde et contrôlée

Contrairement au statut d'association, qui jouit en France d'une grande souplesse, l'octroi de celui de fondation d'utilité publique est très contrôlé. Outre l'information préalable des ministères concernés, il nécessite un avis consultatif du Conseil d'Etat. En dernier ressort, c'est le pouvoir réglementaire qui décide de la création d'une fondation par un décret paraissant au Journal officiel. Le code civil précise que « lorsque l'acte de fondation a pour but la création d'une personne morale la fondation ne jouit de la capacité juridique qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat accordant la reconnaissance d'utilité publique. Elle acquiert alors le statut de fondation reconnue d'utilité publique. La reconnaissance d'utilité publique peut être retirée dans les mêmes formes ».

La lourdeur de la procédure explique qu'il n'y a qu'un nombre limité de fondations en France, environ 400, et que l'obtention du label d'utilité publique constitue une reconnaissance officielle et même un gage de respectabilité. Avantage non négligeable, les donateurs bénéficient de réduction fiscale.

Les commandos anti-IVG de Lyon défendent le droit à la désobéissance civique

LYON

de notre bureau régional

Au nom d'une conscience, d'une morale individuelle peut-on enfreindre le droit qui, par définition, s'impose à tous ? La question était au centre des débats de la cour d'appel de Lyon, devant laquelle comparaissaient quarante-quatre personnes impliquées dans six actions menées, en 1994 et 1995, contre des centres d'orthogénie de Bourg-en-Bresse, Roanne et Lyon. Dès les premières heures d'audience, mardi 19 mars, chacun des prévenus y était allé de son explication : « l'embryon est une personne », ont-ils dit en substance, et, « l'IVG est un acte criminel, qui bafoue le plus élémentaire des droits, celui de vivre ». Ecclésiastiques, militaires, étudiants, jeunes mères de famille ou malade du sida et ancienne top-modèle, tous ont fait valoir le choc que représentait l'avortement pour leurs consciences.

Curieux procès, où l'on se serait parfois cru sur le plateau de l'une de ces émissions de seconde partie de soirée vouées aux débats de société. Curieux procès où l'excès verbal n'était pas seulement dans la rue. Quand adversaires et partisans de l'IVG se lançaient des slogans vengeurs sur les marches de l'ancien palais de justice - siège de la cour d'appel -, dans la salle d'audience certains avocats de la défense n'ont pas évité quelques comparaisons douteuses, en tout cas provocatrices. Celui, par exemple, qui évoquait cette « barbarie » que représente « l'assassinat de nos petits d'hommes dans le silence et la fu-

mée des fous de nos hôpitaux ».

Procès exemplaire pourtant, voulu comme tel par toutes les parties, comme si l'arrêt qui rendra la cour d'appel de Lyon devait faire jurisprudence. Une cour que les avocats de la défense ont tenté de convaincre. « Ces hommes et ces femmes sont là pour avoir posé un acte moral », dira M^{me} Jean-Marc Varaut. Il y a chez eux une dimension sacrificielle. Ils revendiquent le droit de la vie contre l'échec de la mort ».

LA NOTION D'« ETAT DE DETRESSE »

Au cœur des attaques : la loi Veil de 1975. Le législateur avait limité le recours à l'IVG « aux femmes en état de détresse ». Devant la cour d'appel de Lyon, les avocats de la défense ont contesté que cette notion d'« état de détresse » a été dévoyée. Les contrôles ne seraient pas suffisamment efficaces, les procédures d'information peu respectées. Les actions des commandos anti-IVG qui, à plusieurs reprises ont paralysé les centres d'orthogénie, étaient donc, à en croire leurs défenseurs, légitimes. M^{me} Frédéric Pariente n'hésitera d'ailleurs pas à évoquer un « droit de désobéissance civique ».

Curieux procès, toujours, où il faudra attendre le réquisitoire de Jean-Olivier Viout, avocat général, pour que soit posée la question essentielle de l'infraction à la loi pour raison de conscience. S'il reconnaît que « les convictions à l'origine des agissements des prévenus exigent notre infini respect parce qu'elles sont nobles », le représentant

du ministère public s'est appliqué à démontrer, dans une intervention de près d'une heure, les arguments de la défense. La notion d'« état de détresse » n'est pas véritable car « notre société civile ne saurait aller aux tréfonds des consciences » des femmes qui l'invoquent, a-t-il expliqué. Dénonçant le procès fait à la loi de 1975 qui « fonde un véritable droit de désobéissance civique », l'avocat général a rappelé que « le premier devoir du citoyen est l'acceptation de la primauté de la loi ». « Votre combat serait plus noble et plus persuasif s'il était dépourvu des scories du sectarisme et de l'intolérance », a-t-il conclu.

A l'issue de sa démonstration, le représentant du ministère public a requis des peines de prison avec sursis, dont il n'a pas précisé le quantum, ainsi que des peines d'amendes. Il n'a pas souhaité suivre les juges de Roanne qui, en première instance, avaient condamné quatre prévenus à des peines de dix-huit mois de prison dont trois ferme. « Il faut se délier de donner à ces personnes le statut de victimes immolatoires », a précisé l'avocat général, qui a, en outre, suggéré à la cour d'appel de condamner les prévenus à des peines « plus originales, plus modernes et plus pédagogiques » : une dizaine d'heures de travail d'intérêt général aux urgences médicales d'un hôpital. « Ils découvriront alors que les hôpitaux ne sont pas des lieux de fous et de fumées crématrices ».

La cour d'appel rendra son arrêt le 15 mai.

Acacio Pereira

La Cour des comptes critique des décisions de l'Association française contre les myopathies

EN DÉCIDANT de rendre publics, mercredi 20 mars, deux rapports très attendus consacrés aux deux « poids lourds » nationaux du monde associatif vivant de la charité publique, Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, voulait faire œuvre de transparence autant que de pédagogie républicaine. Contrairement à certaines lectures trop schématisées, la Cour n'a pas cherché à vanter les vertus de l'Association française contre les myopathies (AFM) à la lumière du large scandale de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). Le rapport final et le document de synthèse concernant l'AFM sont en effet, à certains égards, très critiques.

« L'AFM a consacré, en 1993, 45,2 % de ses dépenses à la recherche fondamentale. Les frais de gestion ont atteint 9,5 % et les frais de collecte 9,4 % des dépenses de l'année. Le reste des sommes engagées a été réparti entre les autres missions sociales, souligne la Cour des comptes. On observe, depuis 1991, un accroissement de la part des provisions disponibles à la fin de

l'année suivante sur le total des fonds collectés lors du Téléthon d'origine : elle atteint 14 % pour le Téléthon 1991, 26,8 % pour le Téléthon 1992 et 31,9 % pour le Téléthon 1993 ».

MANQUE DE TRANSPARENCE

La Cour note d'autre part que « le conseil scientifique de l'AFM, dont le rôle a été progressivement réduit, n'a pas été en mesure de remplir, en 1993, les missions dont la communication de l'AFM souligne l'importance dans le cadre des campagnes Téléthon. Ce conseil scientifique n'est pas réellement associé à la définition des stratégies de recherche de l'association ; 62 % du montant du budget affecté à la recherche fondamentale en 1993 correspondent à des projets qui n'ont pas fait l'objet d'un examen spécifique par le conseil scientifique ». La direction de l'AFM agit ainsi très souvent sans avis explicite de son conseil scientifique. « La pratique actuelle ne garantit pas toujours la transparence et l'impartialité des décisions. L'association n'a pas mis en place les dispositifs de suivi qui lui permettraient de s'assurer de

l'exacte utilisation des fonds alloués », note la Cour.

En conclusion, la Cour reconnaît toutefois que le compte d'emploi de l'AFM pour 1993 « correspondait bien à la réalité des dépenses engagées ». Elle considère cependant qu'« en raison de sa taille, de l'importance du budget qu'elle gère et de son implication dans la mise au point de thérapies géniques en partenariat avec des entreprises, l'association ne peut se satisfaire de procédures insuffisamment formalisées. A cet égard, elle regrette que les procédures de décision décrites dans les documents de communication publiés par l'AFM ne correspondent pas toujours aux pratiques qu'elle a observées ». Les responsables de l'AFM ont, en retour, exprimé leur intention d'actualiser et de formaliser l'ensemble de ces procédures afin de garantir avec plus d'efficacité le bon usage des fonds que la générosité publique lui confie.

La publication, début janvier, par voie de presse, du rapport de la Cour concernant l'ARC avait ramené l'effet d'annonce qu'aurait eu la révélation, sous les ors de la Rue

Cambon, d'un document à ce point accablant. M. Joxe a toutefois tenu, dans le cadre d'une conférence de presse organisée le 20 mars, à fournir quelques données complémentaires. Il a d'abord rappelé que la loi du 7 août 1991, qui donne compétence à la Cour pour contrôler le compte d'emploi des organismes faisant appel à la générosité publique, était une « loi de circonstance » qui faisait suite à la décision du tribunal administratif d'interdire à l'IGAS d'enquêter sur la gestion de l'ARC. Ce texte est aussi, selon M. Joxe, une « loi fondatrice », dans la mesure où il autorise un contrôle public des fonds obtenus par des appels à la générosité publique pour des missions d'intérêt de caractère public.

MEMENES

« C'est moi qui, au hasard des circonstances, ai été amené en 1993, lorsque j'ai été nommé premier président de la Cour des comptes, à mettre la loi de 1991 en application, a déclaré M. Joxe. Je me suis alors bien naturellement rappelé ce qui s'était passé dans l'affaire de l'ARC et j'ai inscrit au programme de la

Cour une mission concernant cette association. Je peux indiquer aujourd'hui que le travail de la Cour vis-à-vis de cette association a été long et difficile, les magistrats instructeurs concernés [Georges Capdebosc et Michel Prat] ayant notamment fait l'objet de menaces ».

M. Joxe a par ailleurs ajouté que les responsables de l'une des sociétés du groupe International Development, principal sous-traitant de l'ARC, avaient pris contact avec lui pour réclamer, en septembre dernier, 15 millions de francs de dommages et intérêts en arguant que l'enquête de la Cour leur portait tort. « J'ai répondu poliment aux lettres menaçantes qui nous étaient adressées, a indiqué M. Joxe. Les mois ont passé et nous avons été, hélas, amenés à constater que l'essentiel des craintes et des alarmes exprimées par l'IGAS en 1990 étaient assez largement fondées. C'est si vrai que la nouvelle présidence de l'ARC a pris acte de nos observations et que nous avons été amenés à transmettre un certain nombre de nos conclusions à la justice pénale ».

Jean-Yves Nau

ADMISSIONS PARALLÈLES dans les GRANDES ÉCOLES de GESTION

Bac+2
Passerelle Profils Tremplin ESC Lyon

Bac+3
HEC-ESSEC-ESC Sciences-Po

Bac+4
ESSEC

Toutes informations **IPESUP**
18, rue du Cloître Notre-Dame 75004
43.25.63.30 3615 IPESUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LA PRIVE (120 ANS)

Sept associations dénoncent la politique anti-immigration en Guyane et à Saint-Martin

L'administration ne respecte pas la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers

Sept syndicats et associations ont effectué en décembre 1995 une mission d'observation à Saint-Martin et en Guyane. Leur rapport, rendu

public jeudi 21 mars, dénonce les nombreuses entorses à la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers. Destruction de domiciles, vio-

lences, reconduites expéditives, mesures discriminatoires : la mission estime que « l'arbitraire tient lieu de loi » en outre-mer.

« **MAIS OÙ EST donc passé l'état de droit à Saint-Martin et en Guyane en ce qui concerne les étrangers ?** » Cette question accusatoire, sept syndicats et associations viennent de la poser dans un rapport rédigé à la suite d'une mission d'observation menée sur place en décembre. Rendu public jeudi 21 mars, ce document détaille les nombreuses entorses faites dans les départements d'outre-mer à la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers. Contrôles d'identité au faciès, procédures de reconduite à la frontière expéditives, destructions illégales de domicile : « *Le respect du droit (...)* est digne des pays où l'arbitraire tient lieu de loi, dénonce le rapport, la mission revient avec la certitude que la France saint-martinienne et la France guyanaise se comportent en républiques bananières à l'égard des étrangers ».

Certes, ces organisations ne parlent pas bien optimistes. Lorsque, il y a trois mois, le Syndicat des avocats de France (SAF), la Cimade, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), l'Association Solidarité Karité (Assoka) et Magistrats européens pour la démocratie et la liberté (Medel) envoyaient des représentants passer dix jours aux Antilles et en Guyane, leurs soupçons étaient nombreux. Les visites et entretiens réalisés du 2 au 12 décembre ont révélé une situation d'une ampleur imprévue.

« **A Saint-Martin, la violence a d'abord été naturelle** », rapporte la mission. Tout a, en effet, commencé, les 5 et 6 septembre 1995, avec le passage du cyclone Luis sur cette petite île des Antilles guyanaise, rasant Français et Hollandais. Les routes sont évanouies, les toits des bidonvilles soufflés, les cases partiellement détruites. Les autorités y déclarent vite une « opportunité » pour régler le « problème des étrangers ».

(Le Monde du 29 septembre). Employés au noir dans le bâtiment et dans les services, les 16 000 étrangers – sur un total de 28 500 habitants – sont perçus comme un poids dans cette île frappée par la récession. Dès le 9 septembre, la mairie interdit toute reconstruction d'habitat précaire. Le 22 septembre, les bulldozers rasant le bidonville de Concordia. La mairie avertit ensuite des habitants de Saint-James et de Saint-Pierre de quitter leur tour va suivre. « *Seuls les logements des étrangers et, dans la foulée, des Français d'origine étrangère ont été incendiés, puis rasés* », note le rapport.

A en croire les sept organisations, la discrimination ne se cantonne pas au logement. Pêle-mêle, leur rapport accuse le système éducatif d'évacuer les élèves étrangers en les inscrivant sur des listes d'attente, le système de santé de refuser de so-

lon Jonas Toussaint, le vice-président de l'Association des Haïtiens de Saint-Martin, à avoir « *deux patrons* » : l'un – réel – qui les paye et les emploie clandestinement, l'autre – fictif – qu'ils payent pour qu'il les déclare.

« **A FAIRE FRÉMIR** »

Aujourd'hui, pour les étrangers, « *le seul droit encore en vigueur est celui du séjour, avec des adaptations locales à faire frémir le premier juriste venu* », estime le rapport. La loi prévoit en effet que le recours suspensif devant le tribunal administratif en cas d'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer. C'est donc hors de toute possibilité de contestation que s'opèrent les reconduites : un chèque est programmé, une opération de contrôle est organisée, et dans les quarante-

Cette dernière situation frappe la Guyane plus fortement encore. Selon la mission, les autorités s'y livrent à « *une guerre de basse intensité* » contre les étrangers. Les discriminations sociales, scolaires et sanitaires reproduisent le modèle saint-martinien. Mais, ici, ce sont l'infanterie de marine et la légion étrangère qui assurent la surveillance des frontières fluviales avec le Brésil et le Surinam. Police et gendarmerie peuvent donc se concentrer sur les éloignements : 15 000 reconduites exécutées, soit plus que dans tout le reste de la France. Le rapport décrit une violence « *omniprésente* ».

Pour les observateurs, les enfants sont les premières victimes de ces pratiques. Certains sont volontairement abandonnés, d'autres le sont par accident après l'expulsion trop rapide de leurs parents, d'autres encore vivent seuls, les parents se cachant à la campagne. Charters, contrôles systématiques, procédures expéditives... « *Nous sommes contraints d'être efficaces* », explique le directeur de cabinet du Préfet. Si les DOM rentraient dans le droit commun, le fonctionnaire est catégorique : toute la politique de lutte contre l'immigration s'effondrerait.

La mission entrevoit quelques lueurs d'espoir. La France a ainsi financé la construction d'un hôpital au Surinam afin d'éviter une immigration sanitaire. Des élus proposent maintenant de construire des écoles de l'autre côté du Maroni. Toutefois, pour les sept organisations, l'inquiétude domine. Tant qu'il ne sera pas mis fin au travail clandestin, la politique de répression restera vaine, assurent-elles. Au risque de servir d'exemple, comme avec les charters, au reste du territoire français.

Nathaniel Herzberg

★ « Des étrangers dans une France bananière », Gisti, 142 p., 50 F.

Un nombre record de reconduites à la frontière

En matière de reconduites à la frontière, la Guyane est une terre à part. La mission annonce 12 000 éloignements pour l'année 1994 et 15 000 pour 1995, soit 10 % de la population du département. A titre de comparaison, environ 11 000 personnes ont été reconduites à la frontière, en 1995, dans l'ensemble de la France métropolitaine.

Les chiffres du ministère de l'Intérieur sont légèrement inférieurs. Selon la place Beauvau, 11 901 mesures d'éloignement ont été prononcées en Guyane l'année dernière. Sans compter près de 5 000 étrangers « non admis » à l'entrée sur le territoire, faute de titre de séjour. Le rythme ne cessera-t-il s'accroître. « *On ne fait plus que ça* », reconnaît un responsable policier.

Saint-Martin n'échappe pas ces résultats. Pourtant, avec de 600 à 800 reconduites exécutées chaque année, auxmilles se sont ajoutées, en 1995, plus de 500 « *retours volontaires* » organisés après le passage du cyclone, l'île vient juste derrière la Guyane au palmarès français.

gner les personnes démunies de papiers, et surtout les employeurs de l'île, de privilégier le travail au noir. Entre 1985 et 1991, alors que la production agricole explosait, les 2 685 entreprises de Saint-Martin déclaraient seulement 400 emplois nouveaux. Les irréguliers ont longtemps représenté une manne. Quant aux réguliers, ils continuent souvent, se-

huit heures – avant que les autorités judiciaires aient pu effectuer leur contrôle. L'ivraison décline. Dans des conditions de sécurité sur lesquelles le rapport s'interroge : le 7 décembre, un de ces appareils s'est écrasé à proximité de Port-au-Prince, faisant vingt morts, les deux pilotes, deux gendarmes et seize Haïtiens sans papiers.

Le prix Albert-Londres est confirmé pour le reportage « Voleurs d'yeux »

LE JURY du prix Albert-Londres, réuni en séance extraordinaire le mercredi 20 mars, a décidé de maintenir son prix audiovisuel 1995 qui avait été attribué à Marie-Monique Robin pour son reportage « *Voleurs d'yeux* », traitant de la question très controversée de l'existence de trafics d'organes entre les pays du tiers-monde et les pays industrialisés.

Ce film, d'une durée de 52 minutes, était marqué par le cas de Jaison, un enfant aveugle de douze ans dont les médecins colombiens auraient, selon M^{me} Robin, « *volé* » les yeux à l'âge de cinq mois afin de récupérer les cornées. Plusieurs éléments médicaux laissent au contraire penser que la perte des yeux de cet enfant est la conséquence d'une grave infec-

tion ophtalmologique (Le Monde du 17 août et du 19 septembre). Une commission composée de six membres du jury s'est réunie à treize reprises et a entendu plus de vingt personnalités pour ce prix qui avait donné lieu à une vive polémique. Au terme de son travail, la commission explique qu'elle « *n'a décelé aucune intention frauduleuse chez la réalisatrice, même si son reportage n'apporte pas les preuves irréfutables de ce qu'elle avance dans le cas précis de l'enfant Jaison Cruz Vargas* ». Le jury du prix Albert-Londres met en garde les futurs candidats au prix « *contre certaines tendances fréquemment rencontrées dans les médias aujourd'hui, tendances auxquelles le film de Marie-Monique Robin n'échappe pas* ». Au pre-

mier rang de celles-ci, un recours parfois forcé à l'émotion et des commentaires parfois excessifs ». Cette position a été adoptée par quatre voix pour et une abstention. Quatre membres du jury n'étaient pas représentés.

« *Mes confrères me restituent aujourd'hui une distinction dont la valeur est encore renforcée, à pour sa part déclaré Marie-Monique Robin. Ce faisant, ils me rendent également mon honneur professionnel, et confirment la pertinence de l'enquête qui mène sur les pistes des trafiquants en Argentine, au Mexique, en Colombie, aux Etats-Unis, et en France même, s'agissant des bénéficiaires du trafic* ».

J.-Y. N.

Bernard Tapie et les acrobaties financières de l'affaire Testut

BETHUNE

de notre envoyé spécial

L'affaire Testut vaut bien l'épais brouillard qui hante au petit matin le beffroi et la grande place de Bethune. Devant le tribunal correctionnel, qui a abordé, mercredi 20 mars, l'essentiel du dossier d'abus et de recel d'abus de biens sociaux visant Bernard Tapie, les chiffres s'annoncent et embrouillent souvent plus qu'ils n'explicitent. L'accusation reproche au député des Bouches-du-Rhône deux délits, impliquant deux sociétés de pesage appartenant à la galaxie des sociétés Tapie, Testut et Trayvou. D'une part, le rachat, en 1991, pour un franc symbolique, par Testut, de la société Trayvou – fortement endettée –, ce qui aurait permis à Bernard Tapie d'éloigner « *un foyer de dettes* » de l'une des sociétés en nom collectif chargées de gérer son patrimoine personnel. D'autre part, de Trayvou, deux ans plus tard, de Trayvou, toujours pour le franc symbolique, à une autre société « *patrimoniale* » de Bernard Tapie, la SNC

GBT, après, selon l'accusation, que Trayvou a été presque dépouillée de ses dettes, moyennant un montage financier jugé suspect.

Lorsque Bernard Tapie rachète, en 1983, les deux sociétés en dépôt de bilan, Trayvou est déjà une filiale de Testut. Les activités des deux entreprises sont complémentaires : Testut vend du petit matériel de pesage, Trayvou occupe une place prépondérante sur le marché industriel. En outre, Trayvou fabrique 40 % de sa production chez Testut. L'imbrication des deux structures est donc manifeste. Ce n'est qu'en 1988 que Trayvou, dont la santé financière se détériore, est rachetée par la Fondrière immobilière Bernard Tapie (FIBT) « *pour ne pas gêner l'introduction en Bourse de la holding financière* », la SA Bernard Tapie finance (BTFF), qui contrôle l'ensemble des sociétés industrielles de la galaxie Tapie.

Pour la défense, le rachat de Trayvou par Testut n'est qu'un retour à la normale « *répondant à une restructuration nécessaire, afin de créer un groupe de pesage de taille européenne* ». Elle conteste d'ailleurs, chiffres à l'appui, la gravité de la situation financière de Trayvou en 1990. Les avocats de la SDBO, alors filiale du Crédit lyon-

naïs, qui chuchotent plus d'une fois à l'oreille du député européen, violent même à son secours, ce qui ne manque pas de sel au regard du contentieux qui oppose, en d'autres encensements, les deux clans.

Face aux arguments du procureur Bernard Henne, la technicité des débats fait la part belle aux prévenus. Il n'est pas une marque économique ou financière du représentant du ministère public qui ne déclenche un concert de protestations dans ce prétoire qui accueille tant d'avocats spécialisés. « *N'importe quoi !* », « *effarant !* ».

« **LOGIQUE FINANCIÈRE** »

Bernard Tapie, lui, bouillonne mais se contient. Et ne se permet aucune facétie, si ce n'est celle de chausser par intermittence une paire de lunettes dont la branche droite est manquante.

Concernant le rachat en 1992 de Trayvou par GBT, Elie Fellous avance une « *logique financière* » destinée à redresser Testut en vue de la revendre, une fois débarrassée du boulet Trayvou : les pertes de la société, chiffrées à 78 millions de francs, s'étaient aggravées en 1991 et 1992. Il passe rapidement sur le faux procès-verbal de conseil d'administration qui a en-

tinué les conditions de la cession, signe, selon lui, d'une grosse négligence. Et il explique sur le fond comment il a été amené à mettre sur pied un système de location-gérance du fonds de commerce de Trayvou à Testut afin d'étaier le remboursement des dettes de Trayvou.

Cette architecture financière, que l'ancien bras droit de Bernard Tapie revendique totalement, « *signifierait* », selon l'accusation, un abus de bien sociaux au préjudice de Testut, contraint chaque année, pendant quinze ans, de verser à la SNC GBT une très forte somme : 8 millions de francs, l'équivalent du remboursement des échéances du prêt consenti par la SDBO pour couvrir l'endettement de Trayvou.

Un peu plus tôt, Bernard Tapie avait tenté de faire valoir sa bonne foi : « *Vous avez devant vous un homme dont les sociétés personnelles sont en faillite, alors que ces sociétés industrielles continuent de vivre aujourd'hui. D'habitude, reconnaissez que vous voyez en correctionnelle plutôt le contraire : des sociétés qui ont fermé et des patrons...* » Sous-entendu : « *en bonne santé* ».

Jean-Michel Dumay

Durcissement du projet de loi sur la délinquance des mineurs

LA COMMISSION des lois de l'Assemblée nationale a durci, mercredi 20 mars, le projet de loi de garde des sceaux, Jacques Toubon, sur la délinquance des mineurs. Contre l'avis du rapporteur, elle a introduit deux amendements proposés par le député (RPR) Raoul Bételle autorisant le procureur de la République à saisir directement le tribunal pour enfants, par la voie de la citation directe, si le mineur a déjà commis une infraction au cours de l'année.

Dans un communiqué demandant le retrait du projet, la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, l'Observatoire international des prisons, ainsi que les écrivains Daniel Pennac et Gilles Perrault et le réalisateur Mathieu Kassovitz regrettent que l'accélération des procédures prévue par le texte de M. Toubon puisse se faire « *au détriment des droits de la défense, de l'écoute du mineur et de la prise en compte de sa personnalité* ».

DÉPÊCHES

■ **SEINE-MARITIME** : le procureur de la République de Rouen, Martin Lardou, a requis, mercredi 20 mars, des peines de cinq ans de prison, dont deux ans ferme, 300 000 francs d'amende et cinq ans de privation de droits civiques à l'encontre de Denis Notéris, chef du service informatique du conseil général, et Emmanuel Liminiana, chef du service intérieur, les deux principaux prévenus dans l'affaire de corruption au sein du conseil général de Seine-Maritime examinée depuis le 18 mars par le tribunal correctionnel de Rouen (Le Monde du 19 mars). Au total, six agents du conseil général et huit dirigeants d'entreprise, entre qui s'était établie une « *collusion frauduleuse* », sont mis en cause. – (Corresp.)

■ **IMMIGRATION** : M. Lustiger a rencontré, mercredi 20 mars, les Africains sans papiers qui occupent depuis lundi l'église Saint-Ambroise, à Paris, dans le 11^e arrondissement (Le Monde du 20 mars). L'archevêque de Paris, qui était notamment accompagné de Fodé Sylla, président de SOS Racisme, et de Mgr Claude Frikart, évêque auxiliaire, s'est entretenu avec chacune des mères de jeunes enfants et a déclaré qu'il ferait part de la « *détresse* » de ces personnes au premier ministre. « *Votre détresse me touche profondément* », a-t-il déclaré, tout en soulignant que les occupants ne pourraient pas rester « *indéfiniment* » dans cette situation précaire.

■ **CAISSE DES DÉPÔTS** : un cadre de la Caisse des dépôts et consignations, Philippe Michot, quarante-trois ans, s'est donné la mort début mars après avoir demandé par testament que des cartons de documents soient transmis à la justice, a-t-on appris, mercredi 20 mars. Ces documents, qui sont étudiés par la section financière du parquet de Paris, comporteraient des extraits d'un rapport de la Cour des comptes et des « *accusations graves* », dont la nature n'a pas été précisée. Philippe Michot a été retrouvé pendu, le 7 mars, dans la forêt de Saint-Léger-en-Yvelines, peu après qu'une décision de justice l'eût privé de son autorité parentale.

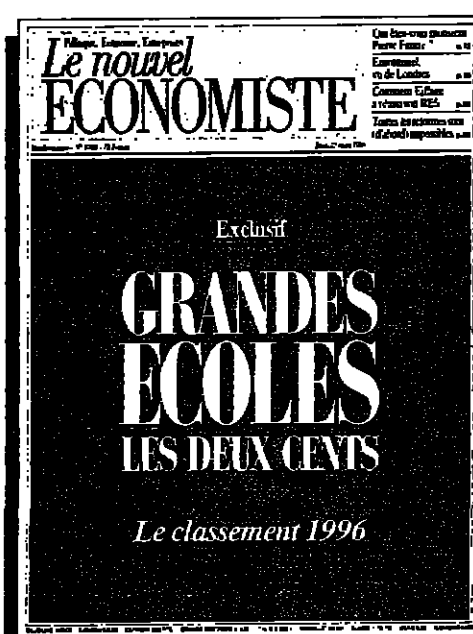
■ **MÉDECINE** : le docteur Albert Cohen a cessé, mercredi 20 mars, la grève de la faim qu'il avait entreprise pour protester contre l'interdiction de deux ans d'exercice de la médecine dont il avait fait l'objet. Condamné par le conseil de l'ordre des médecins de Paris pour avoir prescrit du Temgésic comme produit de substitution à des toxico-manes, le docteur Cohen a estimé que son jeûne de 21 jours avait permis d'« *amener le public et la profession à prendre conscience des irrégularités qui ont précédé ou accompagné ma condamnation* ».

■ **VIOLENCE** : quatre jeunes gens ont été mis en examen et écroués, mercredi 20 mars à Reims (Marne), suite à l'agression d'un chauffeur de bus, vendredi 15 mars (Le Monde du 19 mars). Un mineur de 15 ans, considéré comme l'instigateur, a reconnu avoir tiré sur le conducteur. Il est poursuivi pour tentative d'homicide volontaire. Un cinquième complice, déjà entendu dans le cadre d'une autre affaire, devait être mis en examen mercredi 21 mars.

■ **PRISON** : un surveillant de la maison centrale d'Aries a été mis en examen et écroué pour corruption à Avignon, vendredi 15 mars. Maxime Elbaz, cinquante-quatre ans, aux prises avec d'importantes difficultés financières, aurait fermé les yeux sur les paquets reçus par des détenus d'Aries, dont la plupart purgent de longues peines.

■ **PAUVRETÉ** : un sans-domicile-fixe est mort dans la nuit de mardi à mercredi à Pantin (Seine-Saint-Denis), asphyxié par un feu qui s'est déclaré au troisième sous-sol d'une tour. Habitué des lieux, l'homme, d'une quarantaine d'années, est décédé d'une intoxication au monoxyde de carbone.

Le classement de référence sur les grandes écoles



Les 200 meilleures grandes écoles.

Exclusif : l'évaluation et le classement des écoles de commerce et d'ingénieurs à partir du jugement des entreprises.

Enquête : pourquoi le label grandes écoles ne séduit plus autant étudiants et entreprises ?

Un numéro spécial du Nouvel Economiste.

En vente dès le jeudi 21 mars - 18 francs

Résistant, militant et journaliste

Un spécialiste de littérature médiévale

■ **GYULA KALLAI**, premier ministre du gouvernement communiste-hongrois de juin 1964, à avril 1967, a été enterré mardi 19 mars. Mort le 12 mars à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, son décès n'a été rendu public que le jour de ses obsèques. Fils d'un cordonnier, élevé dans une famille modeste de sept enfants dans l'est de la Hongrie, Gyula Kallai a rejoint le mouvement communiste clandestin dans les années 30, après avoir obtenu une bourse pour poursuivre des études de droit à Budapest et Vienne. Comme beaucoup de communistes « nationaux » de sa génération, par opposition aux « moscovites » exilés en URSS, il était, tout à tour, victime et pilier du régime. Après avoir soutenu les tentatives réformatrices du premier ministre Imre Nagy, Gyula Kallai a rallié János Kádár, lui aussi ancienne victime des purges staliniennes, ramené au pouvoir par les chars de l'Armée rouge qu'il avait écrasé l'insurrection hongroise de 1956. Successivement ministre de la culture, responsable du Front populaire patriotique, premier ministre et président de l'Assemblée nationale, Gyula Kallai a continué à occuper des fonctions dans l'appareil communiste jusqu'en 1982. Il avait ensuite disparu de la scène publique après le changement de régime de 1990.

(Né le 5 décembre 1948 à Mulhouse (Haut-Rhin), ancien élève de l'ENSA, Thierry Krumm a servi comme sous-préfet dans le Doubs, la Nièvre, les Côtes-d'Armor, avant d'être chef de cabinet de Jean-Pierre Sotson, ministre de la Jeunesse, des sports et des loisirs en 1978. En 1981, il est nommé secrétaire général adjoint au Centre national d'études spatiales, puis, en 1982, secrétaire général du Centre national pour l'exploitation des océans (Cneso), et, en 1986, directeur général délégué à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). En 1989, il est directeur des personnes et des affaires générales de l'armement à la délégation générale pour l'armement. Depuis 1993, il était président des Houillères du bassin de Lorraine.)

**Télécopieur
45-66-77-13**

Télécopieur
45-66-77-13

Elle n'est pas si fanée la chanson de Charles Aznavour sur la vie de bohème, les humbles garais, les artistes qui crient famine, même si les modèles ne posent pas toujours nues dans les derniers squats où ne pousse plus guère le lilas d'autrefois. La bohème est désormais beaucoup plus dure et réglementée. La crise du marché de l'art a poussé beaucoup d'artistes à quitter Paris; mais il en reste encore, il en restera toujours, y compris dans ces lieux de mémoire bafouée que sont devenues la plupart des salles de Montmartre.

Si Maurice Utrillo revenait ici, il ne pourrait pas ne pas mettre un car de touristes japonais dans chacune de ses toiles. Et pourtant, quand, à partir de la rue Caulaincourt, on prend la courbe de la belle avenue Junot avec ses maisons de bourgeois fantasistes et que l'on jette la rue de Norvins un peu plus raide (mais quelle artère ne le serait pas à l'approche de l'infamée place du Terre où sévit la crotte à l'état pur ?), on remarque sur le côté gauche que la vue s'est dégaie.

Les hauts murs monnus qui, jadis, dissimulaient des bâtiments indistincts et convoités derrière les feuillages d'un parc à l'abandon sans doute des biens immobiliers de religieuses qui, en général, à Paris, n'ont jamais fait vœu de mal loger — ne cachent plus des constructions anciennes et bien restaurées qui sont un des sites de la Cité internationale des arts, autrement dit la CIA. Fondation privée créée par l'architecte Félix Brunau, reconnue d'utilité publique en 1957, ouverte en 1965, la CIA dispose de trois cents ateliers dans Paris. Les saints lieux de la rue de Norvins qui appartenaient à la Ville de Paris, lui ont été prêtés, et la CIA les a transformés en ateliers d'artistes. Ils sont loués pour un an ou deux à de jeunes créateurs de tout poil et de toutes disciplines, pour un loyer défiant toute concurrence.

La nuit, dans un atelier décent à l'est, un jeune homme de vingt-huit ans, Nicolas Kennett, modèle dans l'argot des animaux fantastiques — un petit éléphant, gros comme trois anneaux, un têtard de 1,75 mètre de long — qui devient ensuite des bronzes. Fils d'un peintre d'origine écossaise (« Kennett signifie « petit chien », c'est peut-être bien pour faire de l'art animalier », il vit entouré d'animaux, un têtard bien vivant dans un pot de confiture, un autre en coïts de métamorphose dans un bocal un peu opaque, un lézard endormi dans un autre, rien de particulièrement affectueux ou lécheur. « Ce sont les animaux qui m'ont amené à la peinture. Il me faut les animaux autour de moi. Quand il n'y en a pas, je ne me sens pas bien. A mon âge, c'est une forme d'infantilisme un peu difficile à défendre. Alors, le travail me sert d'excuse. Quand j'étais petit, j'allais tout le temps dans les bois. J'avais besoin de me séparer d'un milieu qui ne me donnait pas ce que je souhaitais recevoir. Et j'ai rencontré les animaux. »

Après le bac, il fait une école de publicité pour gagner un peu d'argent, persuadé par exemple paternel qu'on ne peut vivre de ses toiles, et arrête au bout d'un trimestre; dans la vie, surtout l'avis d'artiste, il faut trancher: ou bien faire ce que l'on veut ou bien faire de l'argent. « J'ai rencontré un sculpteur américain qui m'a pris comme assistant. Pendant un an, j'ai travaillé sans être payé, pour apprendre. J'étais veilleur de nuit à l'école américaine pour avoir une petite chambre et je me suis débrouillé comme ça. La deuxième année, je suis rentré aux Beaux-Arts, pour six ans. Le jury m'a pris à contrecoeur. « On n'aime pas ce que vous faites, c'est très décoratif », mais il y avait de la place en sculpture. Après ça, j'ai fait du bronze et, très vite, ça a marché, j'ai vendu tout de suite; je ne peux pas dire que j'ai souffert. J'ai des dettes de 15 000 francs en fondrière, mais on arrive à faire tourner la machine. »

La nature première n'est pas chère: 37 francs le kilo. Ce qui est cher, c'est le travail en fondrière, les ciseler, les patiner. On peut acheter le bronze quand il sort du four, avec ses jets d'alimentation, ses fissures, ses piquants, 50 % moins cher. Une pièce que la fondrière fait payer 9 000 francs, Ken-



Gilles Marrey, peintre.

La vie d'artiste

nett il vend 18 000 francs. « Je prends la même chose que la fondrière et, en plus, j'ai une pièce d'or: 27 000 francs, entre un tiers de plus, je ne fais pas de tarif au rabais en atelier, parce que les galeries n'aiment pas ça. Il faut savoir ce que l'on attend de l'art: en vivre ou être reconnu? Quand on voit ce qui se passe à la FIAC [Foire internationale d'art contemporain], on se dit: moi aussi, je pourrais bien être là. » Quand il a présenté son diplôme aux Beaux-Arts, on lui a dit qu'il allait se faire lyncher. Le jury était archi-conceptualiste, et lui tout à fait figuratif; pis, animalier. On ne fait pas plus XIX^e siècle. Le jury a regardé, sceptique en effet: « C'est pas un peu dix-neuvième, vos chauves-souris? » Kennett a répondu: « C'est aussi un peu médiéval », et il a eu son diplôme. Pour un an, il vit dans le beau jardin de Montmartre, mais après? « Après, je peux aussi bien disparaître. Mais je ne crois pas. Le bronze, dans la tête des gens, c'est une valeur sûre. »

D'autres travaillent sur des matériaux beaucoup plus improbables. Dans un atelier de la maison-mère de la Cité internationale des artistes, rue de l'Hôtel-de-Ville, froid pensionnat conçu par le terrible Cacoub, architecte impitoyable, une jeune femme au maintien réservé entasse des morceaux de bois, des cailloux, des bouts de ficelle ou de fil de fer. Sophie Huth, trente et un ans, fait des assemblages hétéroclites et touchants, sur le thème du lien, qui deviennent parfois des marionnettes pour des spectacles qu'elle

monte. Son matériau n'est pas cher, ça tombe bien. Elle trouve le marché de l'art absurde. Elle ne souhaite pas vendre cher — entre 150 et 1 000 francs —, gagne sa vie par ailleurs, avec des illustrations dans la presse, en étant professeur d'arts plastiques, en faisant des jardins. « Je plante, j'adore avoir les mains dans la terre. » Elle vit avec 5 000 francs par mois, paie un loyer de 1 400 francs. « J'ai mis longtemps à vouloir être artiste. Les dessins dans la presse me faisaient horreur, trop répétitifs. Un jour, j'ai trouvé sur une plage des bois flottés. J'ai fait de grands bonshommes en papier mâché, des maquettes pour enfants. Je préfère ne pas savoir ce qui va m'arriver demain. Tout ce que je sais, c'est que je me dirige de plus en plus vers le spectacle, le théâtre. » Le dépouillement conçu comme l'un des beaux arts, une démarche spirituelle qui demande de la force d'âme. Et de l'humour.

A trente-deux ans, Emmanuelle Renard vit dans une HLM flamboyante, au-dessus des voies de chemins de fer, haut en aval de la gare de l'Est, derrière le minuscule quartier chinois des rues de Torcy et de l'Évangile. Un espace clair avec vue sur un paysage urbain de hangars et de grues. Elle peint des poissons, des taureaux, des fleurs, avec lyrisme, simplicité et une certaine désinvolture de bon aloi. Elle est fille de peintre et considère qu'elle a toujours été peintre. Elle a

fait les Arts déco à Nice. « Et, à la cinquième année, ils m'ont foutue dehors. Je n'étais pas assez présente. Je voulais peindre, et ils étaient contre. Je n'ai jamais su pourquoi. » En 1985, elle fait sa première exposition, monte à Paris, participe un temps à l'Usine éphémère, vaste squat d'artistes un peu chaotique. Deux peintres espagnols lui donnent un coup de main pour trouver un atelier. Elle vend très vite ses premières toiles, expose en Suède, en Allemagne, en Autriche. « Et tout s'arrête avec la guerre du Golfe. Plus d'argent, plus de confiance. »

Mais elle garde confiance en elle-même, ce qui est le principal. « J'ai peint une chaise rose et un profil négroïde, on ne sait pas si l'homme va se lever ou s'asseoir. Ce sont ces moments indécis que j'ai envie de peindre. » Elle travaille à un ambitieux hommage à Michel-Ange, un projet pour la Villa Médicis, consistant à s'inscrire dans les creux, les interstices entre les panneaux de la Sixtine. Depuis deux ans, elle expose dans la galerie de Suzanne Tarsieva, à Barbizon (Seine-et-Marne), et ne se soucie plus jamais de comprendre pourquoi ses pro-

La bohème est devenue plus dure et plus réglementée que par le passé.

La crise du marché de l'art a notamment poussé beaucoup d'artistes à quitter Paris.

Mais il en reste encore, il en restera toujours.

Rencontres...

fesseurs voulaient l'empêcher de sauter le pas. « Être artiste, c'était tellement évident, tellement facile, ce n'était même pas une décision... »

Pas évident pour tout le monde. Ainsi, Gilles Marrey est aujourd'hui, à trente-deux ans, un peintre reconnu de sa génération. Mais il repense à ses débuts avec circonspection. Il peignait mal, il se trouvait mauvais. La peinture n'a vraiment commencé qu'il y a dix ans. Aujourd'hui, quand une toile ne lui plaît pas, il repeint dessus un petit jardin, une verdure. Au départ, il voulait être architecte; la peinture lui semblait trop inaccessible et il était bon en dessin, ce qui est peut-être un obstacle. « Tout le XX^e siècle a passé son temps à essayer de comprendre ce qu'est la peinture. On a pris chaque élément pour le décorer: la couleur, le châssis, jusqu'au clou sur le mur... » Gilles Marrey est né après la vogue abstraite et conceptuelle. Pour lui, toute peinture est figurative, même un carré blanc représente un signe. Mais quand il était aux Beaux-Arts, dans les années 80, régnait une grande violence, des combats dont on n'a plus idée aujourd'hui. « A l'époque, il y avait une vraie répression de la part de l'abstraction, du conceptuel, des gens au pouvoir qui « allaient dans le sens de l'histoire », tout ce qui était véhiculé par l'ARC [expositions d'art contemporain du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, NDLR] ou une revue comme Art-Press, ces gens qui font maintenant des grands écarts obscènes... »

Il trouve navrant que tant de jeunes artistes soient sans atelier, alors que l'argent public sert à commander au gotha de l'art des étiquettes pour des bouteilles de champagne « d'artiste », que l'on boira dans les consuls français à l'étranger. Lui-même ne se plaint pas. Il jouit de bien mieux qu'un atelier, un immeuble entier, à Saint-Germain-des-Près, rue Saint-Benoît, mis à sa disposition par un puissant mécène privé, Jean Hamon. Sur quatre étages, il peut déployer ses toiles de grand format, des scènes urbaines ou intimes, des intérieurs, dans des couleurs très chaudes, d'une séduction qui se revendique du classicisme. Et qui est efficace. « J'ai vendu tout de

suite, dès ma première exposition en 1988. Je dois beaucoup au regard de gens comme Garouste et aux livres de Jean Clair; ils m'ont permis de faire un travail de fond. » Après avoir connu plusieurs marchands, il expose chez Olivier Robert, dans la galerie Art et Patrimoine, qui appartient au Crédit municipal. La galerie est-elle le meilleur moyen de peindre? Pas sûr, mais quoi d'autre? Les galeries, qui ont fait leurs choux gras pendant les années fastes du marché de l'art, plongent à leur tour. Et certaines, placées dans les beaux quartiers de la profession, font carrément payer les peintres pour les exposer... Mais le problème est plus large et plus grave: aujourd'hui, en dehors du vernissage — champagne oblige —, les gens n'entrent plus dans les galeries.

Le pis, c'est l'hôtel des ventes. Les commissaires-priseurs ont sabré le marché. Les entreprises qui, dans les années 80, faisaient du mécénat, des petites collections, donnent aujourd'hui dans l'humanitaire; quand elles ont besoin de liquidités, elles vendent, sans se demander si mettre sur le marché dix toiles d'un artiste d'un coup ne va pas briser sa cote pour longtemps. Gilles Marrey, comme beaucoup de ses contemporains, estime qu'il est arrivé à la fin d'un cycle, dans une époque où, à force de vendre n'importe quoi à n'importe quel prix, on ne pouvait manquer de se casser la figure. Qu'il a en quelque sorte bénéficié d'une période de moule complète. Mais que c'est une raison de plus pour travailler encore et encore. On devient un grand peintre avec beaucoup de travail et d'années, entre cinquante et quatre-vingts ans.

« Il y a dans la modernité une confrontation avec le père qui se passe mal. On ne regarde pas le passé, on le nie. On se place sur un terrain où il n'y a plus de combattants. Parce que je parlais de mémoire, de Bonnard, de Delacroix, parce que j'ai une galerie d'ancêtres que j'ai choisis, on m'a traité de réactionnaire... » Ce n'est pas grave, rien qu'un mot d'autrefois, comme celui qualifiant les journalistes de byènes dactylographes.

Michel Braudeau
Dessins: Noëlle Herrenschildt



Nicolas Kennett, sculpteur.

Service national : une obligation nécessaire

par Jean-Bernard Pinatel

PENSÉE unique : la décision de professionnaliser notre armée supprime la nécessité du service militaire. Les uns prônent un service national uniquement civil ; d'autres souhaitent le remplacement du service national par le volontariat. Mon expérience militaire me permet d'affirmer tout le contraire. Je suis pour la professionnalisation, mais pas n'importe laquelle. Professionnaliser l'armée conduira à recruter 40 000 hommes par an au lieu des 15 000 actuels.

Sans l'obligation de faire un service militaire, même réduit à quatre mois, nous serons face à une alternative dramatique : ou bien ne pas augmenter les soldes et accepter que le niveau de recrues diminue considérablement, ou bien maintenir la qualité actuelle du recrutement, mais au prix d'un accroissement très important de la masse salariale, probablement plus de 10 milliards par an.

En effet, toutes les études montrent qu'il n'y a qu'un petit nombre d'hommes de qualité qui ont chaque année la vocation militaire. Si l'on veut attirer des personnels de bon niveau, acceptant les contraintes de la vie militaire,

il faudra les payer au prix fort. Sinon, il faudra se résigner à ne recruter que dans les couches les plus défavorisées de la nation. Nous aurons certes une armée professionnalisée, mais avec quelle compétence et animée de quel esprit de défense ?

Souhaitons que le grand débat demandé par le chef de l'Etat ne soit pas dominé par l'esprit de démagogie

Sait-on que l'armée des Etats-Unis comporte 53 % de gens de couleur, alors qu'ils ne représentent que 13 % de la population ? N'oublions pas non plus que la presque totalité des volontaires « service long » le deviennent durant leur service militaire. Seule une infime minorité, moins de 5 %, se décide avant l'incorporation.

De même, si on trouve aujourd'hui des volontaires pour un service civil, dans les banlieues ou ailleurs, c'est parce que le service militaire sert, pour eux, de repoussoir. Supprimons l'obligation, et on trouvera moins de 5 000 volontaires, comme c'est le

cas aujourd'hui pour les jeunes filles, qui, si elles le veulent, peuvent faire le service national.

Enfin, un grand nombre d'officiers et de sous-officiers d'active sont recrutés à partir des officiers et des sous-officiers de réserve. Ce n'est que durant leur service

qu'ils découvrent l'intérêt du métier militaire.

Sur un plan stratégique, n'oublions pas que nous pouvons avoir à gérer deux crises simultanément : une à l'extérieur de nos frontières, où seront engagés nos forces professionnalisées de projection ; une autre mettant en cause notre sécurité interne par une vague d'attentats. Faire face à cette menace interne demandera l'immobilisation de forces très nombreuses pour assurer des gardes statiques ou pour épauler les forces de sécurité et d'intervention. Seul le service militaire obligatoire et ses réservistes nous

fourniront les effectifs en quantité nécessaire.

Enfin, n'oublions pas, à l'heure où il n'est question que de fracture sociale, le creuset d'intégration sociale que constitue le service national. J'entends ces temps-ci beaucoup de voix d'hommes politiques qui, pour demander sa suppression, insistent sur le caractère inégalitaire du service national, un jeune homme sur quatre en étant exempté ou dispensé et beaucoup disposant d'affectations privilégiées par « piston ». Messieurs, un peu de mémoire ! Combien de demandes de dispense ou d'affectation privilégiée avez-vous signées en 1995 ? Pour la majorité d'entre vous, vous critiquez une situation que vous avez contribué à créer.

Les grandes décisions prises par le président de la République vont dans le bon sens. Jacques Chirac a demandé un grand débat sur le service national ; souhaitons qu'il ne soit pas dominé par l'esprit de démagogie.

Le général (CR) Jean-Bernard Pinatel est ancien directeur du Sirpa et président de Communication Management Consulting (CMC).

L'adieu à la Nation ?

par Bernard Paquetteau

Le président de la République a annoncé, le 22 février, ce que le général de Gaulle, lui-même théoricien de l'armée de métier, n'avait pu faire : la fin de la conscription créée sous Bonaparte en 1798, et institutionnalisée en 1873. A-t-on vraiment, aujourd'hui, en France, pris conscience de ce que cet abandon révèle des mutations considérables intervenues au cours des précédentes décennies, tant dans l'ordre du lien politique qui unit la population à sa défense qu'au plan plus large de l'imaginaire social qui nourrit la relation entre l'Etat et ce que, hier encore, on hésitait à appeler la Nation ?

S'il est aisé à chacun de comprendre et de discuter les arguments techniques et politiques qui président au choix de professionnalisation de nos armées, il est en revanche difficile d'en mesurer toute la portée symbolique. Cette réforme touche de fait à l'identité collective des Français, telle du moins qu'elle s'est construite au cours du siècle précédent et d'une grande part de celui qui s'achève.

On aurait pu s'attendre, si cette identité avait été vigoureuse, à un débat passionné, à la mise en place d'un travail de deuil ou, au contraire, à l'expression d'une grande satisfaction. Mais cet aspect de la réforme n'est pas celui qui suscite les réactions les plus vives. Ces dernières portent essentiellement sur le principe et les modalités de la restructuration de notre industrie d'armement et sur le « redéploiement » de nos unités – des aspects au demeurant non négligeables.

Lorsqu'elles portent sur ce qui est profondément en jeu, soit le lien entre la Nation et l'Etat assuré par la conscription, ces réac-

tionnements techniques – s'est édifée en Occident pendant la seconde moitié du XX^e siècle, comme stratégie d'interdiction de la guerre. Lors même qu'elle n'est plus que « théoriquement envisagée » ou affaire de police internationale, la guerre cesse d'être l'affaire des nations tout entières mobilisées en cas de conflit et opposant leurs poitrines sur les champs de bataille. Elle est redevenue, comme l'a indiqué Raymond Aron dans son admirable commentaire de l'œuvre de Clausewitz, l'affaire de la volonté et de la lucidité des « princes ». La dissuasion a entraîné la ruine du système de la Nation armée, bien avant que Jacques Chirac n'en annonce le décès aux Français. Il n'a fait sur ce point que dissiper une équivoque née du système hybride dissuasion nucléaire-dissuasion populaire, mis en place dans les premiers temps de la V^e République, et qui apparaît aujourd'hui pour ce qu'il était : une solution de compromis transitoire.

Dans le même temps, le système « démobilisateur » de la dissuasion a accompagné, voire renforcé, des tendances profondes d'évolution des sociétés occidentales. Nous assistons au déclin des valeurs collectives traditionnelles qui lestaient d'un fort poids symbolique l'Etat conçu comme l'Etat de la Nation. Mais cet Etat, loin de s'étioler, évolue vers de nouvelles formes, se charge de nouvelles fonctions, se fait prestataire de services, y compris dans le domaine de la défense.

Dans ce double contexte d'évolutions techniques et sociales, l'Etat assume de plus en plus solitairement l'exercice de la défense. Les liens organiques et ins-

Il y a longtemps que le processus de professionnalisation de l'armée a été engagé. C'est toute une manière de se sentir français ou de dire la France qui est dorénavant clairement mise en cause

tions s'inscrivent dans une langue sans force et sans surprise émanant de partis ou de personnalités politiques installés sur des positions convenues.

La révolution en cours est d'ordre culturel beaucoup plus que technique. Ce qui change aujourd'hui, ce sont moins les faits (il y a longtemps que le processus de professionnalisation a été engagé et que le service militaire a tendance à se dissoudre dans les formes civiles du service national) que la manière de les présenter aux Français. C'est toute une manière de se sentir français ou de dire la France – telle qu'on nous la raconte encore – qui est dorénavant clairement mise en cause.

A la différence d'autres nations, la France contemporaine – c'est-à-dire républicaine – s'est construite dans un projet politique délibéré, celui de la Révolution française, comme association d'individus libres et éclairés, comme « communauté des citoyens » (Dominique Schnapper).

Le modèle français d'Etat-Nation s'est réalisé dans le système de relations réciproques qui s'est établi entre lui et la collectivité. Cela a travers des institutions mises en place par l'Etat démocratique pour configurer la Nation. Parmi elles, et avant tout : l'école et l'armée. Une armée conçue comme l'armée de la nation : formatrice de la citoyenneté et expression de la volonté collective des Français de se défendre.

Le système de l'appel aux armes – et l'imaginaire social qui l'accompagnait – a vécu. La doctrine moderne de dissuasion y a puissamment contribué. La dissuasion – nucléaire ou de toute autre forme organisée autour

titutionnels qui l'unissaient dans ce domaine au corps social se sont distendues cependant que son contrôle des moyens de défense – qui n'ont jamais été aussi puissants – s'est renforcé.

Il n'est plus question aujourd'hui de demander à la population de s'engager pour sa défense, comme c'était encore le cas hier, mais de susciter son adhésion à une politique de défense, avec, autant que possible, le concours des médias. C'est ainsi qu'un grand pas a été franchi et qu'une série d'équivalences et de mythes – que certains n'hésitent pas à qualifier de surannés – se dissipent, c'est ainsi qu'une certaine idée de la France, cessant bientôt d'être vivante, est en passe de faire son entrée au musée.

Le débat est ouvert aujourd'hui en France, mais ne nous trompons pas sur ses limites : celles fixées par le président de la République et celles dictées par l'évolution du monde, des techniques et des mentalités. Il est d'autant plus important, si l'on tient à l'idée républicaine, de s'interroger sur la nature et les formes du lien social en matière de défense, ainsi que dans les autres domaines où ce lien doit être mieux assuré, sans verser pour autant dans une rhétorique quine serait pas accordée aux temps présents. En redonnant sens à cette idée – au niveau de l'école notamment – et peut-être aussi en nous fixant l'horizon d'une citoyenneté européenne qu'il nous reste à construire.

Bernard Paquetteau est maître de conférences et sociologue à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Pour un vrai dialogue au Timor-Oriental

par Roger Etchegaray

RENTRANT du Timor-Oriental, où j'étais invité par son évêque Mgr Carlos Belo, j'ai saisi le besoin pressant qu'a cette pauvre et vaillante population d'être mieux respectée dans son identité. Jean Paul II ne cesse de le rappeler, comme il l'a fait encore le 13 janvier devant le corps diplomatique accrédité auprès du Vatican : « Les habitants du Timor-Oriental continuent à attendre des propositions susceptibles de permettre la réalisation de leurs légitimes aspirations à voir reconnaître leur spécificité culturelle et religieuse. » Le pape n'agit jamais un drapeau politique, mais il stimule et éclaire tous ceux qui ont à agir politiquement.

Il n'est confortable pour personne de se trouver, depuis vingt ans, en état d'apesanteur, tiraillé dans un entre-deux où la communauté internationale cherche à démêler subtilement le droit et le fait. Il est heureux que, ces derniers temps, sous l'égide des Nations unies, des conversations se soient nouées (jusqu'ici sept fois) entre ministres des affaires étrangères du Portugal et de l'Indonésie et, sur un autre plan, en juin

1995 en Autriche, entre Timorais de l'extérieur et ceux de l'intérieur (une seconde rencontre était prévue pour le 19 mars). De tels dialogues doivent être obstinément poursuivis avec l'espoir qu'ils parviennent sans trop tar-

d'intégration soulève parfois des problèmes qui risquent de se gonfler démesurément alors qu'un vrai dialogue permettrait d'aller jusqu'à leurs racines et donc de trouver une solution juste et durable.

Le grand défi lancé à tous est celui qui vient des jeunes : aucune matraque ne réussira à étouffer leur quête et requête fébriles d'une identité timoraise

der à des solutions concrètes ; car, dans l'île même, la situation devient explosive avec la montée d'une jeunesse de plus en plus « conscientisée », voire radicalisée dans ses options.

Le grand défi lancé à tous est précisément celui qui vient de ces jeunes avides de s'exprimer et d'être écoutés : aucune matraque ne réussira à étouffer leur quête et requête fébriles d'une identité timoraise.

Le Timor-Oriental bénéficie incontestablement du prodigieux développement économique de l'Indonésie, mais le processus

Un exemple récent est celui des émeutes violentes à Dili en septembre 1995, à la suite d'un simple incident provoqué par un musulman « transmigré ». Les évêques de la Conférence indonésienne ont réagi aussitôt en disant que « l'aspect religieux des émeutes n'est que le révélateur d'une frustration, d'une déception et d'une désespérance plus profondément ancrées dans le peuple ». L'évêque Belo est, au sens fort du mot, le pasteur des Timorais-Orientaux qui en ont fait leur confident, leur avocat, leur médiateur. Il poursuit inlassable-

ment un dialogue de plus en plus interculturel et interreligieux au sein d'une population de moins en moins homogène, mais encore en grande majorité catholique ; les journaux indonésiens relèvent avec sympathie la visite qu'il a faite à la communauté musulmane de Dili pour la fin du ramadan. La Commission nationale des droits de l'homme (fondée à Djakarta en 1994, et la seule peut-être existant en Asie) s'est déjà rendue à Dili et vient d'y établir, le 24 janvier, une section. Les critiques les plus vigilantes de la politique indonésienne reconnaissent que cette Commission a pu déjà faire preuve de l'indépendance nécessaire pour défendre les droits humains quels qu'en soient les transgresseurs.

Le chemin du dialogue est vraiment le chemin le plus responsable, le plus humain et aussi le plus efficace pour bâtir au Timor-Oriental une société juste et pacifique si ardemment espérée. Le temps presse... Les Timorais attendent fébrilement !

Le cardinal Roger Etchegaray est président du conseil pontifical Justice et paix.

TGV : l'autoflagellation française

par Pierre Sudreau

Il est notoire qu'avec le TGV, notre pays est parvenu, en une vingtaine d'années, au premier rang de la technologie ferroviaire mondiale.

Malheureusement, les problèmes financiers de la SNCF – qu'on a laissés s'aggraver depuis des années sans prendre les mesures adéquates – peuvent servir de prétexte à tout remettre en cause. Le rapport Martinand sur « l'avenir des transports ferroviaires » vient donc à point nommé énoncer et analyser les problèmes que sous-tend l'avenir du transport ferroviaire en France. Mais la présentation de ce document a donné suite à des interprétations annonçant la remise en cause de l'avenir du TGV... ou, plus exactement, du « tout TGV ».

Or de tels raccourcis peuvent se révéler particulièrement aberrants. D'une part, personne n'a

jamais affirmé que la France avait fait le choix du « tout TGV » et, d'autre part, rien ne permet de transformer les questions soulevées dans ce rapport en affirmation et, a fortiori, en « verdict ».

Les rumeurs perdureront aussi longtemps que n'aura pas été mise en œuvre la réforme de la SNCF

Malheureusement le mal médiatique est fait, et de là à croire désormais que la France renonce au TGV, il n'y a qu'un pas !

Procéder par de telles affirmations, c'est ignorer l'importance de la compétition économique qui s'instaure en Europe et dans le monde en faveur du ferroviaire, en particulier dans le domaine de la très grande vitesse.

Dans l'Union européenne, où

se dessine déjà la carte de l'Europe des transports au-delà de l'an 2000, on assiste à la fois à une restructuration et à une remise en ordre considérables des réseaux ferroviaires ainsi qu'à la mise en

œuvre de projets très grande vitesse qui vont innover les réseaux de nos voisins.

La longueur de ces réseaux devrait ainsi augmenter, à terme, de 50 %. De plus, les nouvelles directives européennes sur l'interopérabilité et sur l'ouverture des marchés publics devraient susciter une concurrence accrue à la fois entre les réseaux et entre les firmes industrielles.

Ainsi même que le TGV bénéficie dans une telle perspective d'atouts majeurs (exemple, la Floride), la concurrence étrangère, aux aguets du moindre signe de défaillance de notre leadership technologique, ne peut donc que se réjouir de notre autoflagellation médiatique et de la rumeur qui pourrait annoncer que la France renonce à tous ses projets TGV, abandonnant ainsi l'un de ses plus beaux fleurons.

Il est vrai que de telles rumeurs perdureront aussi longtemps que n'aura pas été mise en œuvre la réforme de la SNCF, une réforme aussi difficile qu'essentielle et dont le rapport Martinand, à défaut d'apporter des solutions opérationnelles, souligne bien la nécessité.

Pierre Sudreau, ancien ministre, est président de la Fédération des industries ferroviaires.

البيان

Le Monde

EDITORIAL

Le cas de conscience de M. Gaymard

En dépit de quelques commandos qui, ici ou là, tentent d'empêcher des femmes de subir des interruptions volontaires de grossesse, il existe en France un relatif consensus en faveur de la loi Veil. Il y a quelques jours, à l'occasion de la discussion à l'Assemblée nationale d'un amendement présenté par Christine Boutin (UDF), visant à donner la possibilité à des associations de se porter partie civile contre les « provocations à l'avortement », on a pu mesurer à quel point ce débat entre « pro » et « anti-IVG » concerne peu, finalement, la représentation nationale : seuls trois députés ont voté en faveur de cet amendement.

Sur le banc du gouvernement, se trouvait non pas Hervé Gaymard, le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale, mais le garde des sceaux, Jacques Toubon. Ce dernier, après avoir rappelé qu'il « suppléait son collègue dans la mesure où il s'agit d'une disposition qui relève du code pénal et qui doit être traitée comme telle », a déclaré ensuite, pour justifier le refus du gouvernement d'approuver l'amendement de M^{me} Boutin, qu'« un certain nombre des associations qui défendent le droit à la vie sont les mêmes qui, étant accusées d'avoir commis un délit d'en-

trave à l'IVG, sont aujourd'hui poursuivies et parfois condamnées ». Sans vouloir faire de procès d'intention à M. Gaymard, il est aujourd'hui légitime – étant donné le rôle qu'il a joué, au sein de l'association Les amis de Jérôme Lejeune, dans la création de la Fondation Jérôme Lejeune – de s'interroger sur sa position au sein du gouvernement. En d'autres termes, comment le ministre en charge de la santé publique peut-il à la fois, officiellement, défendre la loi Veil, et, de manière privée, faire partie d'une association dont l'un des objectifs est de poursuivre et prolonger l'action du professeur Lejeune (qui fut le conseiller scientifique de l'association Laissez-les vivre) « pour la défense de la vie humaine de son premier instant

à son terme » ? Ce qui est admissible chez un monarque comme le défunt Baudouin I^{er}, roi des Belges, qui s'était mis « en congé de trône » pour des raisons similaires, ne l'est pas d'un ministre de la République.

Cette question est loin d'être anodine dans la mesure où le débat essentiel concernant l'IVG ne se situe pas entre ses partisans et ses adversaires. S'agissant d'un acte auquel ont recours officiellement chaque année 170 000 femmes (auxquelles il faut ajouter 55 000 interruptions de grossesses non déclarées et les 5 000 femmes qui se rendent à l'étranger pour avorter), beaucoup plus importants sont les problèmes liés aux insuffisances du secteur public. Mal payés, les médecins travaillant dans les centres d'IVG ne sont bien souvent que des vacataires. Et, du même coup, l'acte d'IVG se trouve dévalorisé, au point qu'il devient de plus en plus difficile de trouver des jeunes médecins prêts à prendre la relève de la génération qui, il y a vingt ans, a participé au combat pour la dépénalisation de l'avortement. Est-ce vraiment M. Gaymard qui, étant donné ses opinions personnelles, au demeurant parfaitement respectables, est le mieux placé pour résoudre ce type de problèmes ?

Les artistes français dans la guerre des cultures

Suite de la première page

Ici, il faut distinguer entre deux hypothèses : le rôle de l'Etat a-t-il été d'imposer des artistes officiels dans tous les champs de la création aux dépens d'authentiques artistes mal aimés ou a-t-il été de créer des conditions favorables à l'émergence des talents ? Jusqu'à nouvel ordre, il n'apparaît pas qu'un courant ait été privilégié plutôt qu'un autre. Que l'on examine la liste des expositions dans les centres d'art ou les musées d'art contemporains, les achats du FNAC et des FRAC, les programmes des orchestres subventionnés et des scènes nationales : on serait en peine de déterminer une logique étatique. Régne l'éclectisme et le dosage entre tendances.

Du reste, si l'Etat n'accomplissait pas cet effort, qui le ferait ? En 1931, Charles de Noailles payait de sa poche les premiers films de Cocteau et de Buñuel. Les Noailles d'aujourd'hui tardent à se faire connaître. L'initiative sur ce terrain est faite au premier film d'art. Il y a les rétroscènes du cinéma d'art.

A l'inverse, moindres diffuses, collectionner, aider, c'est permettre à chacun d'avoir accès aux œuvres de son choix. Et c'est aussi permettre que se constitue un « terreau » culturel indispensable à la naissance et à la croissance des « maîtres » à venir. Le système américain repose sur des données différentes, non moins contraignantes : des fondations privées dispensatrices de bourses et des donateurs, souvent membres des conseils d'administration des institutions qu'ils soutiennent. La différence des systèmes économiques et sociaux des deux pays détermine l'opposition de leurs systèmes culturels.

Une chose les rapproche, leur capacité d'accueil et d'intégration d'artistes venus du monde entier. Il est assez singulier de lire dans le *New York Times* que la faiblesse française se reconnaît à la présence à Paris aujourd'hui de James Conlon, à l'Opéra de Paris, du musicien William Christie, du dramaturge Bob Wilson ou de Peter Brook aux Bouffes du Nord. A quel *Newsweek* fait écho, en soutenant que les seuls vrais créateurs sont d'origine immigrée, maghrébine ou africaine.

Il serait facile d'ironiser en remarquant que les grands noms du cinéma américain, de Von Stroheim à Lubitsch, de Hitchcock à Pritz Lang, de Billy Wilder à Stanley Kubrick ne sont pas nés dans l'Idaho ou l'Iowa ; que les musiciens qui ont fait la gloire de Carnegie Hall, Rubinstein ou Horowitz, sont nés dans le Vieux Continent ; que, parmi les peintres, De Kooning vient de Rotterdam, Gorky d'Arménie et Rothko de Russie. C'est l'honneur des Etats-Unis de les avoir accueillis, comme c'est l'honneur de la France d'avoir reçu Diaghilev et Balanchine, Picasso et Chagall, aujourd'hui Kiefer, Semprun, Kundera et Bianciotti. La force d'une culture se mesure bien plus à ses capacités d'assimilation qu'à la très douteuse « pureté » de ses origines ethniques.

Ce qui est peut-être vraiment « français » cependant, c'est le machisme relevé par Pascal Bruckner (*Le Monde* du 15 mars) qui pousse nos compatriotes à ne jurer que par le roman latino-américain ou les nouvelles anglo-saxonnes, à admirer Pollock sans même accorder un regard à Bram Van Velde, à vénérer systématiquement Altman et Wenders sans prêter attention à Cavalieri ou Rivette. Cette obsession du dé-

nigrement mériterait à elle seule une analyse. Sans doute peut-on y voir l'une des conséquences les plus durables de l'effondrement de 1940 et du syndrome de l'Occupation, un temps occulté par la supériorité de la légende gaullienne et la poétique militante du PCF.

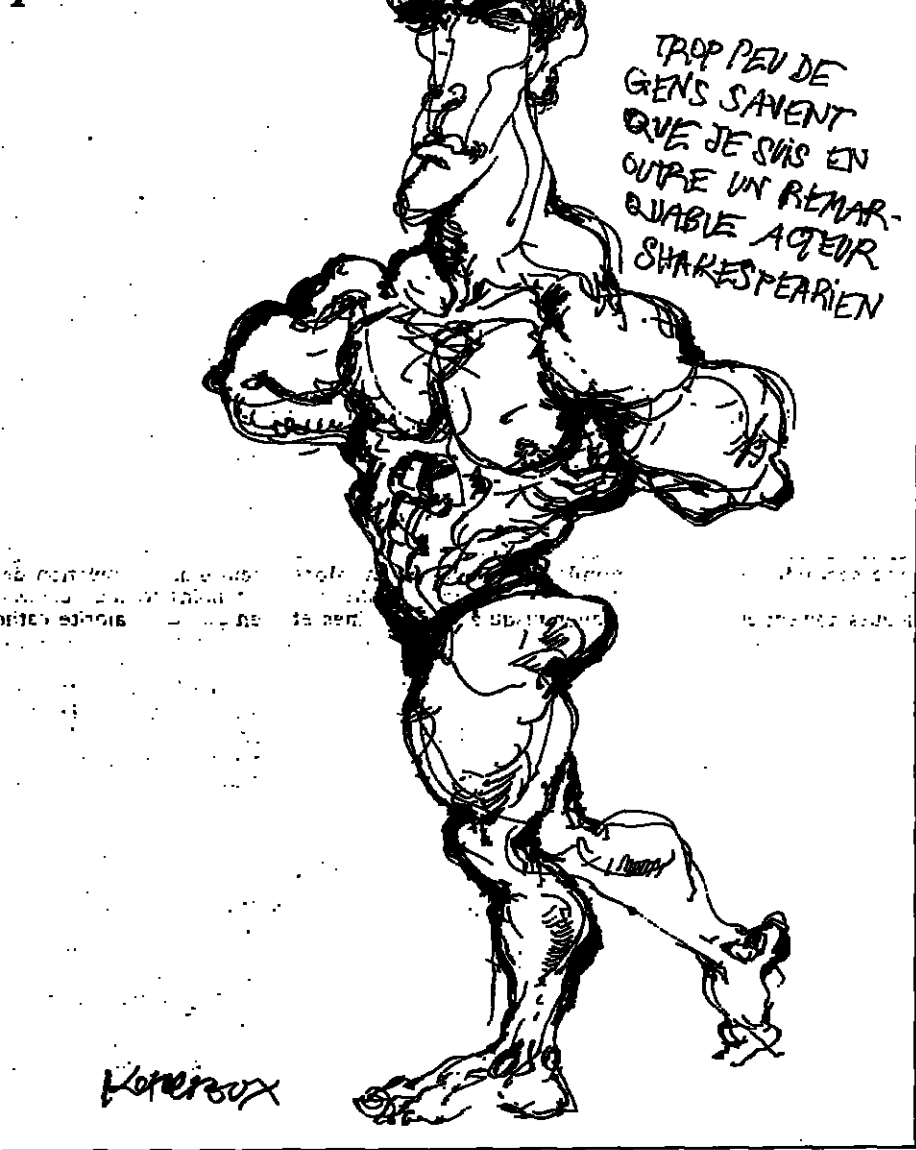
Peut-être pourrait-on se demander encore pourquoi la langue française, qui a longtemps nourri l'Occident cultivé, est si peu défendue hors de nos frontières. Des académiciens veillent sur son intégrité. Nous organisons des concours d'orthographe. Mais ce « trésor », moins parlé désormais que l'anglais, bien sûr, ou que l'espagnol, voire le portugais, pour rester dans les limites des langues européennes, risque de s'étioler à force de protections à contretemps. A quoi sert de traquer les « impuretés » qui corrompent notre langue, de multiplier les organismes et officines chargés de promouvoir la francophonie, quand les bases de l'enseignement du français à l'étranger – éléments essentiels à tout développement culturel – sont notoirement insuffisantes ?

Oh les critiques américaines n'ont que trop de fondements, c'est dans la mesure où elles témoignent de l'impuissance chronique de la France à faire connaître ses créations. Les Etats-Unis de la libre entreprise, mais aussi du Congrès et du State Department, excellent dans la promotion de leur culture. Mais les Etats-Unis ne le font pas depuis longtemps, depuis le plan Marshall, certes, mais depuis l'après-guerre, ils ont été constamment par le biais de ses majors, de ses fondations, de ses universités, de leurs bourses et leurs missions d'études. Le British Council, coté britannique, et le Goethe Institut, coté allemand, savent mieux organiser la promotion de leurs artistes, au bon endroit, au bon moment.

En France, la dilution des responsabilités entre plusieurs ministères et le médiocre intérêt manifesté par celui des affaires étrangères ont des effets dévastateurs. Une réorganisation serait urgente, afin que nul ne puisse plus longtemps se demander – ou feindre de se demander – s'il existe encore une culture française.

Philippe Dagen
et Emmanuel de Roux

Les gens par Kerleroux



L'œil du Pentagone sur l'Europe

LES ETATS-UNIS cherchent à conserver un droit de regard sur les actions militaires que les Européens pourraient conduire de leur propre chef dans le cadre d'un « pilier » européen – encore à édifier – de l'Alliance atlantique. En dépit des progrès récents dans les discussions entre les Américains et leurs alliés européens, dont la France, au sein de l'OTAN, la décision finale sur les Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM), que l'on croyait acquise (*Le Monde* du 4 mars), ne l'est pas encore. Les difficultés tiennent, en partie, à la volonté des Etats-Unis de ne pas laisser les Européens se débrouiller seuls, comme c'est l'honneur de la France d'avoir reçu Diaghilev et Balanchine, Picasso et Chagall, aujourd'hui Kiefer, Semprun, Kundera et Bianciotti. La force d'une culture se mesure bien plus à ses capacités d'assimilation qu'à la très douteuse « pureté » de ses origines ethniques.

Ce qui est peut-être vraiment « français » cependant, c'est le machisme relevé par Pascal Bruckner (*Le Monde* du 15 mars) qui pousse nos compatriotes à ne jurer que par le roman latino-américain ou les nouvelles anglo-saxonnes, à admirer Pollock sans même accorder un regard à Bram Van Velde, à vénérer systématiquement Altman et Wenders sans prêter attention à Cavalieri ou Rivette. Cette obsession du dé-

hors d'Europe : désormais, « notre politique de défense s'inscrit tout entière dans une perspective européenne », explique le ministre de la Défense. L'autre part, Alain Juppé a proposé que l'Union européenne (UE) – qu'il n'a pas formellement citée mais qui sont le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France – mobilise, au profit de l'UE, 50 000 à 60 000 soldats « pour agir de façon autonome ou en liaison avec les forces des Etats-Unis dans une mise en œuvre de l'OTAN » (*Le Monde* du 14 mars).

C'est précisément la nature exacte des liens militaires entre l'OTAN et l'UE qui est l'objet des négociations entre les Etats-Unis et ses alliés, dans la perspective de la réunion, en juin prochain, à Berlin, du conseil ministériel de l'Alliance atlantique.

A la fin de 1993, avant le « sommet » de l'OTAN de janvier 1994, qui en a entériné le principe, les Américains ont, dans un mémorandum de huit pages, proposé que des forces et des structures de commandement relevant de l'OTAN soient à « double usage », pour des missions de l'Alliance atlantique ou de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Dans le cadre d'une nouvelle identité européenne de sécurité, ces forces

(baptisées *combined joint tasks forces* par les Américains et groupes de forces interarmées multinationales par les Français) étaient dites, dans le jargon militaire, « séparables mais non séparées de l'OTAN ». Ce qui signifie qu'elles sont susceptibles d'être déployées par l'OTAN ou par l'UEO, au sein ou hors de l'espace géographique traditionnel de l'OTAN, pour des missions de paix, mais qu'elles dépendent toujours de l'OTAN.

DROIT DE VETO

Le concept des GFIM suppose que soient réglés, au préalable, sur le plan opérationnel, les processus techniques de coordination, voire de subordination. Des pourparlers ont commencé dès le printemps 1994. Ils ont été bloqués à plusieurs reprises, faute d'une entente entre les Etats-majors, notamment français et américains, dès lors qu'il s'agit pour les Européens d'obtenir des Etats-Unis la libre disposition de moyens de commandement américains (renseignement, communications, transport, logistique, etc.) dans une crise à laquelle Washington ne prendrait pas part.

Ces discussions ont ensuite conduit à des compromis, facilités par le très sensible rapprochement de la France avec l'OTAN depuis la fin de l'an dernier.

Mais les Etats-Unis exigent aujourd'hui que les moyens confiés aux GFIM par l'OTAN dépendent du seul Etat-major, à Bruxelles, du commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), qui est détenu par un officier général américain (actuellement le général George Joulwan). Le Saceur serait *supporting commander*, c'est-à-dire qu'il exercerait un droit de contrôle ou d'inspection sur l'opération – sur ses buts comme sur son exécution – par l'intermédiaire des apports militaires qu'il est censé fournir aux Européens. En d'autres termes, les GFIM seraient attribués aux Européens, mais sous contrôle américain.

Pour de nombreux observateurs, le support logistique de l'OTAN, dès lors qu'il serait accordé, donnerait ainsi aux Américains un droit de veto. Les plus malicieuses font remarquer que c'est la réponse du berger à la bergère. En 1781, Louis XVI donne au maréchal Rochambeau la consigne de ne recevoir d'ordre que de son roi, quand il vole au secours des Américains durant leur guerre d'indépendance. En 1917, le général Pershing, à la tête du corps expéditionnaire américain en France, est pré, par ses supérieurs, de garder ses distances d'avec le généralissime Foch. En 1966, le général de Gaulle explique, après le

retrait de l'armée française des commandements intégrés de l'OTAN, qu'elle participera aux côtés de ses alliés dans le seul cas d'une guerre qui serait la sienne. En 1996, le Pentagone veut se donner les moyens politiques et militaires de dire non à toute opération européenne qui n'aurait pas son aval.

Aujourd'hui, le débat n'est pas neutre. Il a même une actualité avec l'ex-Yougoslavie. Contrairement à ce qu'on a pu affirmer, l'IFOR, la force de paix de 60 000 hommes, dont 20 000 Américains, en Bosnie, n'est pas, telle qu'elle est actuellement constituée, une anticipation des GFIM puisque, d'emblée, elle a été placée sous commandement de l'OTAN. Mais elle pourrait le devenir à la fin de 1996 si, avec le retrait prévu des Américains, les Européens présents décidaient, sous le consentement des parties prenantes dans le pays, de demeurer momentanément en Bosnie. En effet, un après-IFOR suppose la possession de moyens de commandement, de renseignement et une logistique que le secrétariat général de l'UEO – et sa cellule de planification militaire, trop faible encore – n'est pas près de posséder et dont, seul, à ce jour, le Saceur dispose.

Jacques Isnard

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Les Français gardent une fibre européenne beaucoup plus vivace que ce que l'on en dit en général. Le très intéressant sondage CSA-La Croix va beaucoup décevoir les néonationalistes qui, jour après jour, mènent une campagne de dénigrement contre la construction européenne. Loin de les croire, les Français confirment leurs choix antérieurs. S'ils avaient à voter de nouveau, le référendum de Maastricht serait adopté aujourd'hui par 53 % des voix contre 47 %. S'agissant de l'euro, sujet de polémique et d'actualité, 64 % contre 30 % s'y disent favorables (...). Derrière cela, le plus intéressant, le plus encourageant aussi, est que l'attachement des Français à la construction européenne est non seulement résolu, mais lucide et exigeant. Les Français souhaitent que l'Union européenne défende énergiquement le modèle social européen face à l'ultralibéralisme anglo-saxon ; ils demandent aussi plus de contrôle démocratique et plus d'impulsion politique de la part des gouvernements.

FINANCIAL TIMES

■ La dernière péripétie dans la saga de la vache folle au Royaume-Uni risque de ruiner les producteurs, de provoquer la colère des consommateurs et d'embarrasser le gouvernement. Alors que les dommages causés aux producteurs de viande bovine seront considérables, le risque pour le consommateur demeure minime. Le gouvernement ne doit pas tomber dans l'autosatisfaction. Il ne doit pas seulement proposer de l'aide aux producteurs, mais également reconsidérer la manière dont sont transmises, dans le public, des informations scientifiques d'une telle portée politique.

THE INDEPENDENT

■ Le gouvernement britannique devrait commencer à agir comme un gouvernement moderne. Cela ne signifie pas ignorer les incertitudes de la science et négliger les intérêts de l'industrie alimentaire. Cela fait trop longtemps que le gouvernement, et en particulier le ministère de l'Agriculture, défend exclusivement l'intérêt des producteurs, alors que celui des consommateurs devrait être primordial. Ces derniers doivent être sûrs que les réglementations sanitaires leur garantissent une nourriture saine.

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996

INFRASTRUCTURES Le gouvernement a décidé d'une nouvelle répartition des rôles entre l'Etat et la SNCF. Bernard Pons, le ministre des transports, a annoncé, mercredi

20 mars, devant la Fédération nationale des travaux publics, que le financement des infrastructures ferroviaires devrait, à l'avenir, incomber à l'Etat. ● LA FRANCE se

met ainsi en conformité avec la réglementation européenne. La directive du Conseil européen du 29 juillet 1991 indique que « les Etats membres prennent les mesures né-

cessaires au développement de l'infrastructure ferroviaire nationale ». ● DEPUIS SA NOMINATION, Loïk Le Floch-Prigent, président de la SNCF, explique d'ailleurs aux syndicats

que le problème de l'endettement ne le concerne pas directement et qu'il souhaite avant tout se « consacrer au redressement de l'exploitation ».

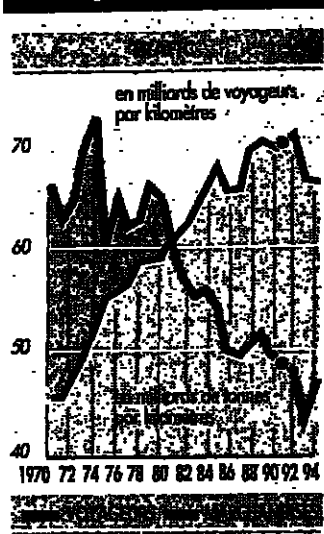
Prenant les rails en charge, l'Etat limite la SNCF à l'exploitation des trains

Bernard Pons, le ministre des transports, a expliqué, mercredi 20 mars, que les pouvoirs publics deviendront les responsables du réseau de la SNCF et de son financement. L'entreprise se limitera au rôle d'opérateur

TROIS MOIS APRÈS la fin du conflit social à la SNCF et l'arrivée de Loïk Le Floch-Prigent à la tête de l'entreprise ferroviaire, une nouvelle répartition des rôles entre l'Etat et la société nationale se dessine. Bernard Pons, le ministre des transports, a annoncé, mercredi 20 mars, devant la Fédération nationale des travaux publics, que le financement des infrastructures ferroviaires devrait, à l'avenir, incomber à l'Etat. Anne-Marie Idrac, le secrétaire d'Etat aux transports avait déjà montré la voie en déclarant au Monde, le 11 janvier, que « le système existant, qui faisait porter à la SNCF la responsabilité et le financement des infrastructures nouvelles, a montré ses limites ».

C'est toute la maîtrise des décisions sur le réseau ferroviaire qui bascule de la SNCF dans les mains de l'Etat. Décision qui tombe bien, au moment où l'entreprise, alourdie par une dette de près de 200 milliards de francs, ne peut plus assurer le financement de nouvelles lignes. La France, ce faisant, se met aussi en conformité de la réglementation européenne. La directive du Conseil européen du 29 juillet 1991 indique que « les Etats membres prennent les mesures nécessaires au développement de l'infrastructure ferroviaire nationale ». M. Pons en tire la conséquence que l'Etat doit « se conformer au principe selon lequel celui qui est responsable assume les conséquences financières de ses décisions ». La SNCF, qui était jusqu'ici une entreprise « intégrée », du rail aux locomotives, perd la

Une dégradation constante



Seul le TGV permet au trafic voyageurs de la SNCF de se maintenir.

responsabilité de son réseau pour se concentrer sur un rôle d'opérateur sur ce réseau. Une véritable révolution. Loïk Le Floch-Prigent l'appellait de ses vœux. « Je crois que le déficit, [provient] d'abord du fait que la SNCF a dû financer elle-même des investissements qui normalement doivent être financés par les collectivités », affirmait-il sur RTL le 18 mars. Depuis sa nomination, le président explique, d'ailleurs, aux syndicats que le problème de

l'endettement ne le concerne pas directement et qu'il souhaite, avant tout, se « consacrer au redressement de l'exploitation ». « Si l'Etat ou les collectivités locales veulent construire ou continuer d'exploiter des lignes non rentables, au nom d'une logique d'aménagement du territoire ou de service public, ils devront dédommager la SNCF », précise-t-on dans l'entourage du président.

La mission que le gouvernement semble avoir donc assigné à Loïk Le Floch-Prigent est le redressement de l'activité et la reconquête de la clientèle. « Malgré 20 milliards de francs d'investissements par an, la SNCF ne gagne pas de clients depuis cinq ans », déplore le président le 18 mars. Loïk Le Floch-Prigent veut remettre des clients dans les trains, ce qui passe par l'amélioration de l'offre : plus de trains, des fréquences plus nombreuses, davantage d'agents dans les gares et les trains.

Pour mener cette stratégie à bien, Loïk Le Floch-Prigent devra surmonter un paradoxe : la reconquête commerciale de la SNCF passe par une relance des investissements, dont l'Etat assumera désormais la maîtrise. Ainsi, pour le fret, où la SNCF est en perte de vitesse, seuls des investissements massifs dans le domaine des transports combinés (qui permet de transporter des conteneurs sur des wagons) semble en mesure d'inverser la tendance. Cela suppose des aménagements des voies, des mises à gabarit des tunnels et des ouvrages d'art. Le président de la SNCF devra convaincre les pou-

voirs publics, Etat et collectivités locales, de mettre la main à la poche : une tâche à coup sûr pesante.

RÉDUCTION D'EFFECTIF

L'enquête, lancée par la SNCF, auprès de ses clients, pour mieux cerner leurs besoins, donne un premier écho à cet objectif de sensibilisation des pouvoirs publics en leur soulignant, à gros traits, combien les Français sont attachés au transport par rail. « Nous avons plus de 100 000 réponses, ce qui est absolument extraordinaire et montre bien que les clients se sentent très très proches du train », affirmait Loïk Le Floch-Prigent sur Europe 1, lundi 18 mars.

Le président va devoir aussi

convaincre ses troupes. Il a choisi en premier lieu de redéployer les moyens humains de l'entreprise. « La SNCF supprime environ 5 000 emplois par an au détriment des emplois de proximité et d'accueil », explique-t-on dans son entourage. A l'inverse, l'effectif de l'encadrement aura continué de progresser. Conséquence, malgré les réductions d'effectif, la masse salariale est constante. « Elle est pratiquement égale à notre chiffre d'affaires commercial (environ 50 milliards de francs) », réplique le président à ses interlocuteurs. La direction de la SNCF devrait donc multiplier les symboles. De sources syndicales, elle préparerait une réorganisation profonde de son siège social, qui ramènerait

les effectifs de 13 000 à 3 600 personnes.

Au-delà des symboles, Loïk Le Floch-Prigent devra convaincre l'ensemble des salariés de la nécessité d'une profonde réorganisation du travail au sein de l'entreprise. Les syndicats, conscients de la gravité de la situation, semblent prêts à s'engager dans cette voie. L'aménagement des temps de travail, la polyvalence des agents sont de moins en moins des thèmes tabous. Mais les syndicats ne s'engageront davantage que s'ils sont sûrs que leur entreprise a les moyens de sa reconquête. L'Etat veut être responsable : il le devient vraiment.

Ch. J.

COMMENTAIRE A DOUBLE TRANCHANT

Bernard Pons, le ministre des transports, a franchi le pas. Le gouvernement assumera désormais l'entière responsabilité des investissements dans le domaine ferroviaire. Il définira les lignes à construire et à exploiter et il en financera le coût. Cette décision met fin à plusieurs décennies de confusion des rôles entre l'Etat et la SNCF. Qui de l'Etat ou de la SNCF avait pris l'initiative de lancer le programme de TGV ? Qui devait en assumer les conséquences financières ? Faute de réponses à ces

questions, l'entreprise nationale était entrée dans une spirale déficitaire. Son endettement a atteint 200 milliards de francs fin 1995, et les frais financiers expliquent, en grande partie, le déficit annuel de 17 milliards de francs.

La SNCF, recentrée, sera jugée sur ses capacités à redresser son exploitation, à reconquérir de nouveaux clients. Elle sera en mesure d'affronter plus équitablement les autres modes de transport. Les automobilistes et les transporteurs routiers ne financent pas directement leurs infrastructures. Ils paient des taxes diverses et des péages autoroutiers. La SNCF fera de même. L'avenir n'est pas assuré pour autant. D'abord, parce que selon le rapport de Claude Merland, le chemin de fer est un

mode de transport qui décline structurellement. Ensuite, parce que l'Etat, désormais responsable des infrastructures, a des moyens financiers d'autant plus limités. Or, pour développer son offre commerciale, la SNCF a besoin d'un réseau performant.

Enfin, simple opérateur d'un réseau ferroviaire, la SNCF ne pourra échapper à la concurrence sur le rail. La Commission européenne prépare déjà les textes qui ouvriront les lignes ferroviaires à des tiers.

Ainsi Virgin, qui vient d'obtenir en Angleterre la concession de la ligne à grande vitesse qui relie Londres au tunnel, pourra venir un jour jusqu'à Lyon.

Christophe Jakubyszyn

Deutsche Telekom lance sa campagne de privatisation

COLOGNE
correspondance

Une campagne de publicité peut en cacher une autre. Après avoir dépensé des millions de marks pour défendre ses nouveaux tarifs auprès d'abonnés ulcérés, Deutsche Telekom a lancé, mercredi 20 mars, un nouveau plan de communication destiné à séduire ses futurs actionnaires.

Depuis novembre 1996, le premier opérateur téléphonique européen

tentera de lever 15 milliards de marks (51 milliards de francs) sur les marchés boursiers de Francfort, de New York et peut-être de Tokyo. Une deuxième tranche devrait suivre en 1998, le groupe espérant placer 1 milliard de titres, dont la moitié cet automne. Cette privatisation partielle sera la plus importante de l'histoire allemande et Deutsche Telekom ne lésine pas sur les moyens pour la réussir. Le slogan « 1996 l'année

de l'action T » (T comme Telekom) sera largement décliné dans les jours qui viennent dans les journaux, à la télévision et à la radio.

SÉDUIRE LES PETITS PORTEURS Ron Sommer, le président du directoire, a affirmé, mercredi à Bonn, que son entreprise - 66 milliards de marks de chiffre d'affaires en 1995, 213 000 salariés, 108 milliards de dettes - a été « mise en forme ». Selon lui, sa clientèle d'environ 40 millions d'abonnés, son savoir-faire et ses alliances, avec l'américain Sprint et France Télécom notamment, sont trois bonnes raisons pour souscrire à l'opération. Le consortium responsable de la privatisation (autour de Deutsche Bank, de Dresdner Bank et de Goldman Sachs) veut limiter la part des investisseurs institutionnels à la moitié et séduire en priorité les petits porteurs. Une mission délicate, dans un pays où l'on préfère l'épargne à la spéculation.

Ron Sommer avait déjà indiqué que l'action cotée « autant qu'une séance de cinéma en famille ». Le prix définitif sera connu en novembre mais certains experts l'estiment à environ 30 marks. Le président du directoire n'a pas livré davantage d'informations, ni sur la date de l'émission, ni sur la part exacte de capital introduite sur le marché. L'Etat allemand ne pourra vendre ses parts qu'à partir de l'an 2000.

La campagne à venir devra atténuer le ressentiment des usagers allemands après la coûteuse réforme des tarifs de début 1996 et séduire les investisseurs étrangers, notamment américains, sceptiques sur l'indépendance de Deutsche Telekom à l'égard des pouvoirs publics. La loi sur les télécommunications, qui devrait être prête l'été prochain, pourrait entraîner des surcoûts pour le groupe. De quoi, selon Ron Sommer, « mettre en danger l'introduction en Bourse ».

Philippe Ricard

Les syndicats de France Télécom cherchent une date pour une « grève d'avertissement »

LES PRINCIPALES ORGANISATIONS syndicales de France Télécom (CGT, SUD, CFTC, FO, CFTC) devraient se rencontrer prochainement afin d'arrêter la date d'une journée de grève contre le projet du gouvernement de privatisation partielle de l'exploitant téléphonique public.

« Il faut arrêter les conversations téléphoniques bilatérales et se mettre autour d'une table » indique FO, qui se déclare « sur le principe » d'accord avec « une grève d'avertissement » comme le veulent CGT et SUD, mais pas pour le 29 mars comme le propose la CGT. « La grève, il faut la réussir, c'est-à-dire bien la préparer. Sinon nous risquons une faible mobilisation et alors il n'y aura plus de marges de manœuvre et cela pourrait inciter le gouvernement à aller vite ». Mercredi 20 mars, les élus CGT, SUD, FO et CFTC au conseil d'administration de France Télécom avaient fait une déclaration commune rejetant le projet de changement de statut.

Les organisations syndicales ont reçu, mercredi 20 mars, le soutien du Parti socialiste qui a confirmé, lors de la réunion de son bureau national, son hostilité totale au

changement de statut de France Télécom. Cette position, présentée par Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres, désormais chargée du dossier, Rue de Solferino, s'inscrit dans le droit-fil des déclarations de Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, à « La Marche du siècle », le 14 février. Les socialistes estiment « qu'il faut en rester au statut actuel qui n'empêche nullement de nouer des alliances internationales ».

LES ARGUMENTS DU PS La ligne d'opposition, que retiennent ainsi les socialistes, n'était pas acquise, il y a encore un an. Outre Jacques Delors qui, à plusieurs reprises, avait jugé « nécessaire » l'évolution du statut de France Télécom, d'anciens comme Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'Industrie, n'y étaient pas opposés dans le principe. « Certains restent favorables à une évolution », explique M^{me} Royal, « toutefois, ils considèrent que, dans l'esprit ultralibéral introduit par la directive européenne de 1993, sur laquelle se calque le gouvernement, c'est extrêmement dangereux ». Selon M^{me} Royal, les socialistes comptent « résister » à la mise sur le marché

d'une partie du capital de France Télécom, « en raison des risques que ce changement fait peser sur l'emploi, les usagers et le service public ».

« Une fois que le processus de mise en Bourse sera entamé, c'est le personnel qui en fera les frais, c'est la rentabilité qui sera déterminante, même si l'Etat conserve 51 % du capital », estime-t-elle. Le PS redoute « un processus de démantèlement » au profit de grands groupes industriels et « dénonce le double langage » du gouvernement sur le service public. « Derrière France Télécom, c'est un modèle de société qui est en cause. France Télécom est une réussite exceptionnelle. L'abandon en France est aujourd'hui l'un des moins chers d'Europe. Cela prouve que l'on peut concilier efficacité économique et mission d'intérêt général ».

Les élus socialistes ont l'intention de mener une bataille contre le projet de loi de nouvelle réglementation des télécommunications, qui doit être entériné en conseil des ministres le 3 avril, puis présenté au Parlement pour adoption d'ici à fin juin.

Ph. L. C. et C. M.

Michelin veut rajeunir ses effectifs

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

La direction de Michelin présentera, le 26 mars, aux élus du comité central d'entreprise, plusieurs initiatives pour réduire sa pyramide des âges qui conduiront à l'embauche de sept cents jeunes en 1996. Le numéro 1 mondial du pneumatique envisage d'actualiser certaines mesures de son dispositif d'adaptation permanent des effectifs.

En précisant bien qu'il sera tenu compte des aspirations des salariés, la direction souhaite négocier avec les pouvoirs publics une convention de préretraite progressive (PRP), qui « sera assortie d'embauches compensatrices de

jeunes ».

Dans ce contexte, 250 jeunes devraient être embauchés à durée indéterminée et 180 à durée déterminée, sous contrat d'apprentissage, de qualification ou en démarche tutorale. Ces 430 embauches compenseront le passage à temps partiel des salariés de plus de cinquante-cinq ans bénéficiant de la PRP. En outre, 30 à 50 embauches sous contrat à durée indéterminée devraient compenser le départ de salariés en préretraite totale.

Michelin souhaite encourager le développement du travail à temps partiel pour les salariés de plus de cinquante ans : « Toutes les possibilités seront explorées ». L'entre-

prise compte ainsi pour suivre « la mise en place d'horaires diversifiés pouvant conduire, dans certains cas, à un temps partiel annualisé ».

Sur les sites de Cholet, La Roche-sur-Yon et Poitiers, 230 agents de fabrication devraient être recrutés sous contrat à durée indéterminée, « grâce aux investissements industriels et aux différents aménagements du temps de travail réalisés et sur la base des prévisions actuelles des ventes ».

Enfin l'entreprise contribuera à la formation professionnelle d'environ 700 jeunes et en accueillera 600 autres en stage de découverte des métiers de l'entreprise.

Jean-Pierre Rouger

CRANS-MONTANA
JANUARY 1996
25-28 MARCH 1996
20-23 JUNE 1996
28 NOVEMBER 1996

FONDATION FORUM DU MONTAIN

BUSINESS FORUM OF THE BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION

BUCAREST - 25/28 AVRIL 1996

RENCONTREZ À BUCAREST LES IMPORTANTES DÉLÉGATIONS DE TOUS LES ETATS DE LA MER NOIRE, DES PAYS DE L'ANCIENNE YOUGOSLAVIE, DU PROCHE ORIENT ET DE LA MÉDITERRANÉE

UNE CONFÉRENCE ORGANISÉE PAR LE FORUM DE CRANS MONTANA, LE BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION COUNCIL, LA CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUMANIE ET LE WORLD TRADE CENTER BUCAREST

FORUM DE CRANS MONTANA OFFRE PRÉSENTATION, INTERVIEW, PAIN, VUE D'ART, SÉMINAIRE, CONFÉRENCE, LE TENDON

REPRÉSENTANTS ET INSCRIPTIONS

CRANS MONTANA (FRANCE) : C. CHAMBERLIN, R. CHAMBERLIN, C. CHAMBERLIN, C. CHAMBERLIN
PHONES : (04) 77 77 77 77 - (04) 77 77 77 77 - (04) 77 77 77 77
INTERNET : www.forumcrans.com

Les groupes Eridania Béghin-Say et Saint Louis veulent se partager le sucre détenu par la Mixte

Le ministère de l'agriculture encourage cette solution « nationale »

L'OPA lancée par Paribas sur la Compagnie de Navigation mixte devrait permettre à Saint Louis et Eridania Béghin-Say de racheter le troi-

sième sucrier français, la Compagnie française de sucrerie (CFS), filiale de la Mixte au prix auquel l'a valorisée le cabinet d'analyse Dérout.

Un refus de vente équivaldrait pour Paribas à avouer que la CFS est sous-évaluée et que le prix de l'OPA sur la Mixte est trop faible.

LA BATAILLE du sucre est relancée. L'offre publique d'achat (OPA) de la Compagnie financière de Paribas lancée sur la Compagnie de Navigation mixte devrait entraîner la vente rapide de la Compagnie française de sucrerie (CFS). Détachée à 100 % par la Mixte, la CFS est le troisième sucrier français avec 12 % de la production nationale et cinq usines. Depuis des années, elle fait l'objet de convoitises du groupe Saint Louis, numéro 2 français du secteur (20 % du marché).

En juin 1995, lorsque Paribas a pris le pouvoir à la Mixte, holding diversifiée dans l'industrie et les services, les spéculations sont reparties sur la cession de la CFS. La Mixte n'ayant pas vocation à conserver éternellement ce bijou du sucre, son nouveau patron, André Lannoy, a reçu des propositions de reprise informelles des grands du secteur, mais il faisait la fine bouche, espérant faire monter les enchères. Les sucriers étrangers, comme le britannique Tate and Lyle et l'allemand Südzucker, étaient de façon évidente eux aussi

intéressés par une prise de position en France. L'OPA lancée sur la Mixte et les difficultés financières de Paribas, qui veut céder 15 milliards de francs d'actifs, devraient permettre aux sucriers français de forcer Paribas à leur vendre la CFS à un prix raisonnable. Ils vont profiter du conflit qui oppose Paribas, qui ne propose que 800 francs pour chaque action de la Mixte, et les actionnaires minoritaires, qui trouvent ce prix beaucoup trop faible.

PARIBAS PRIS AU PIÈGE

Ce prix est déjà inférieur de 20 % à l'évaluation de la société d'analyse financière Dérout, qui a estimé la Mixte à 960 francs par action, soit 15,5 milliards de francs ; son plus bel actif est la CFS, évaluée à 3,1 milliards de francs. Un prix alléchant auquel les sucriers voudraient bien remporter la CFS.

Paribas et la Mixte se retrouvent ainsi pris à leur propre piège : si un industriel propose officiellement de racheter la CFS à un prix supérieur à 3,1 milliards de francs, ils ne pour-

ront pas refuser de vendre. Un rejet équivaldrait à reconnaître que la CFS - et donc la Mixte - est notablement sous-évaluée par Paribas. La vieille dame de la rue d'Antin serait alors obligée de relever le prix de son OPA.

Saint Louis, assis sur un tas d'or, peut obtenir immédiatement 2,6 milliards de francs en cédant à Damone sa participation dans Panzaim, société de plats cuisinés. Il devrait faire des propositions très prochainement, lorsque le délai d'appel contre la recevabilité de l'OPA de Navigation mixte sera écoulé, le 22 mars ou à l'échéance de l'OPA le 29 mars.

Eridania Béghin-Say (EBS) ne laissera pas Saint Louis faire cavalier seul. Filiale de Ferruzzi-Montedison, EBS a obtenu de la Mixte une option d'achat sur la CFS. EBS, qui a laissé, au cours des dernières années, Saint Louis prendre le contrôle des Sucreries de Chalou et des Sucreries du Nord-Est, interviendra sur le dossier CFS. La filiale de la Mixte est industriellement très complémentaire d'EBS. Dans le

sucré, l'objectif est de racheter des quotas de production sucrière (la production de betteraves étant contingentée pour soutenir les prix) et de réduire le nombre d'usines pour améliorer la productivité.

Aucune offre commune entre EBS et Saint Louis n'est pour l'instant envisagée. On se dirige vers une paix des braves, EBS s'arrogeant la majorité des quotas de la CFS, Saint Louis en récupérant une autre partie. Cette solution plairait au ministère de l'agriculture qui souhaite que ce partage ménage les coopératives sucrières : elles pourraient elles aussi récupérer quelques quotas de la CFS. L'objectif principal est atteint : les étrangers semblent hors-jeu grâce à l'émergence d'une entente franco-française qui permettrait de rationaliser la filière nationale. Même si EBS est sous contrôle italien et que Saint Louis est détenu à 25,9 % par l'IFIL, holding familiale de la famille Agnelli.

Arnaud Leparmentier

La Bundesbank pourrait encore baisser ses taux directeurs

LES ESPIRS d'une baisse des taux directeurs de la Bundesbank se sont-ils envolés, mercredi 20 mars, avec l'annonce d'une forte hausse de la masse monétaire en Allemagne au mois de février ? Mesurée par l'agrégat M3 - qui comprend les pièces de monnaie et les billets en circulation, les dépôts à vue, les comptes à terme et certains livrets d'épargne - elle a progressé de 12,6 %, après une hausse de 8,4 % au mois de janvier. Ce rythme est largement supérieur à l'objectif de croissance, compris entre 4 % et 7 %, que s'est fixé la banque centrale allemande pour l'année 1996.

L'évolution de l'agrégat M3, qui mesure la capacité de dépense immédiate des entreprises et des ménages allemands, représente officiellement, depuis 1974, le principal indicateur suivi

par la Bundesbank pour déterminer sa politique monétaire. Elle considère qu'il influe de manière directe et stable sur son objectif final qui constitue la stabilité des prix. Selon elle, une progression trop rapide de la quantité de monnaie en circulation fait inévitablement apparaître des tensions inflationnistes.

LES DÉFORMATIONS DE LA STATISTIQUE

En théorie, la forte hausse du M3 au mois de février devrait donc empêcher la Bundesbank d'assouplir sa politique monétaire. De nombreux économistes se montrent moins catégoriques. Ils notent que les statistiques de la masse monétaire, en raison de leur mode de calcul complexe, font l'objet d'importantes déformations en début d'année. A cet égard, ils rappellent qu'au mois

de janvier 1994, la progression du M3 s'était envolée à plus de 20 % sans pour autant empêcher la Bundesbank d'abaisser ses taux directeurs. Dans un entretien accordé, jeudi 21 mars, au *Wall Street Journal*, Oskar Issing, économiste de la Bundesbank, a d'ailleurs indiqué que « la banque centrale allemande n'a pas l'intention de relever ses taux dans un avenir proche. Si nous les modifions, ce sera à la baisse. Les chiffres du M3 en janvier et février n'ont pas modifié cette analyse ». La banque centrale allemande est également sensible à la conjoncture économique, laquelle continue à se dégrader outre-Rhin. Selon l'Institut Ifo, le climat des affaires s'est replié en Allemagne au mois de février, passant de 92,6 à 91,8 points.

P.-A. D.

AXA affiche de meilleurs résultats que les autres assureurs français

CLAUDE BÉBÉAR, le patron du groupe d'assurances AXA, semble traverser les tempêtes quasiment indemne. L'assureur a annoncé, jeudi 21 mars, un résultat total consolidé avant impôts de 5 762 milliards de francs, en hausse de 15,6 %. Le résultat

net part du groupe augmente de 20 % à 2,73 milliards de francs. L'année 1995 aura été riche en événements : rachat de National Mutual en Australie, acquisition de la société de réassurance Abellie Re, cession des relations avec l'assureur italien Generali, simpli-

fication de la structure des holdings, baisse de la participation des mutuelles filiales du groupe en-deçà de la majorité, gestion d'un fort endettement, application du nouveau plan comptable qui contraint les assureurs à déprécier durablement leurs actifs

ligne par ligne. L'immobilier et le portefeuille d'actions ont subi des dépréciations modestes. AXA a passé 1,459 milliard de francs de provisions, dévaluant notamment ses participations dans Suez qu'il ne voit pas se racheter à court terme et Scov, dont il souhaite se désengager. Les bons résultats sont tirés par l'international où Claude Bébéar a jusqu'à présent fait un parcours sans faute notamment aux Etats-Unis avec Equitable (assurance-vie) et Donald Lufkin Jeannette (gestion de fonds). Les activités domaniales se redressent avec un résultat part du groupe de 669 millions de francs (contre 259 en 1994), la réassurance continue à progresser.

Pour Gérard de la Martinière, directeur général d'AXA, les points gris proviennent essentiellement de l'augmentation de la pression fiscale en France (100 millions de francs), de l'impact négatif des taux de change, de la conjoncture immobilière difficile en France et de la moindre rentabilité de l'assurance-vie en France. L'événement le plus marquant a été sans conteste l'issue des négociations avec Generali. Confirmant les termes du protocole signé le 15 janvier, Generali et AXA ont réaménagé leurs relations (*Le Monde* du 15 janvier). L'assureur italien va devenir actionnaire direct à hauteur de 11 % du groupe d'assurances AXA et s'engage à ne pas dépasser le seuil de 15 % dans son capital. Les deux groupes mettent ainsi fin à leurs prises de participations respectives dans des sociétés mutuelles non cotées.

Sur le plan social, AXA continue à innover. Jacques Mèral, directeur des ressources humaines et ancien conseiller économique de Michel Rocard à Matignon, a signé mardi 19 mars avec quatre syndicats (CFDT, CGT, CFPC, CCO), un accord original sur les instances de dialogue social. AXA crée deux structures de groupe afin de porter à ce niveau les discussions sur les questions transversales à plusieurs entités. Une instance nationale AXA de concertation est créée afin d'informer les représentants du personnel sur la marche de l'entreprise.

Bobbette Stern

Nouveau Marché : forte demande pour Infonie

LA DEMANDE des titres Infonie, filiale de la société lyonnaise Infogrames, qui inaugure le Nouveau Marché, a été solbante fois supérieure à l'offre. Plus de 3 millions de titres ont été demandés pour 50 000 offerts au prix de 450 francs. La société a ajouté 3 916 actions supplémentaires aux 50 000 proposées dans le cadre de l'offre à prix ferme. L'action devait être cotée dès le 21 mars à 9 h 30. Mais la première cotation a dû être repoussée en raison de l'affluence des ordres. Une nouvelle tentative devait être effectuée dans la matinée entre 489 et 598 francs. Le Nouveau Marché, destiné aux valeurs à forte croissance, devrait bientôt accueillir une douzaine d'autres entreprises.

DÉPÊCHES

■ **IVM** : le numéro un mondial du luxe a enregistré en 1995 un résultat net de 4 milliards de francs, hors éléments exceptionnels, en hausse de 10,3 % pour un chiffre d'affaires de 29,8 milliards de francs en croissance de 6,5 %. Hors effet de change, le bénéfice aurait crû de 25 %. Le groupe, qui prévoit une croissance de ses bénéfices en 1996, souligne que la rentabilité des capitaux investis dans le luxe est de 40 % tandis que celle dans les vins et spiritueux n'est que de 10 %. Il est donc satisfait de son désengagement partiel de ce dernier secteur au profit de Guinness.

■ **CRÉDIT LOCAL DE FRANCE** : l'établissement spécialisé dans le financement des collectivités locales a annoncé jeudi 21 mars avoir enregistré en 1995 un bénéfice net de 1,48 milliard de francs en hausse de 2 % par rapport à celui de 1994. Le CLF a annoncé la semaine dernière (*Le Monde* du 15 mars) qu'il étudiait un rapprochement avec le Crédit communal de Belgique.

■ **AIR INTER EUROPE** : la compagnie aérienne va mettre en place une politique commerciale plus agressive, a dévoilé Christian Boireau, directeur général adjoint, mercredi 20 mars. Quelque 12 millions de sièges, sur les 25 millions commercialisés chaque année, vont être vendus à des tarifs plus avantageux.

■ **AIR LIQUIDE** : le groupe français, spécialisé dans les gaz industriels, a annoncé le 20 mars un bénéfice net part du groupe de 2,661 milliards de francs, en hausse de 8,5 % par rapport à 1994, pour un chiffre d'affaires de 32,189 milliards de francs.

■ **PAPIER** : l'industrie papetière française a réalisé en 1995 un bénéfice de 1,4 milliard de francs contre une perte de 1,8 milliard en 1994, grâce aux très fortes hausses du prix de la pâte et du papier. Depuis le début de l'année, les prix de la pâte ont diminué de moitié pour retomber à 500 dollars la tonne.

■ **SEITA** : le groupe industriel de tabacs et cigarettes a annoncé jeudi 21 mars un bénéfice net part du groupe de 684 millions de francs pour 1995, en hausse de 4 % sur celui de 1994. Le résultat d'exploitation a baissé de 9 % à 984,5 millions de francs. Le chiffre d'affaires net consolidé de la Seita s'est élevé à 16,4 milliards de francs, en hausse de 4,9 %.

■ **ESSILOR** : le fabricant d'optique français a enregistré pour 1995 un bénéfice net de 498 millions de francs, en progression de 29,3 % par rapport à 1994 pour un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de francs. Essilor se prépare à changer de président. Gérard Cottet, qui dirige le groupe depuis 1990, devrait partir à la retraite et être remplacé par Xavier Fontanet, le directeur général.

■ **ACCIDENTS DU TRAVAIL** : le nombre d'accidents du travail a augmenté de 1,2 % au premier semestre 1995 par rapport au premier semestre 1994, pour s'élever à 698 890, selon les premières estimations de la Caisse d'assurance-maladie (CNAM). Parmi ces accidents, 351 648 ont entraîné un arrêt de travail, soit une hausse de 1,9 %.

■ **ABB** : la Commission européenne confirme avoir ouvert une enquête au cours des derniers mois sur la constitution d'un cartel dans le chauffage urbain mené par ABB. Une information dévoilée par le *Financial Times* du 21 mars. Bruxelles soupçonne le groupe helvético-suisse de s'être entendu avec cinq autres sociétés danoises et allemandes, pour fixer les prix et se répartir les parts de marché dans plusieurs pays d'Europe du Nord.

■ **BELGACOM** : l'opérateur téléphonique public belge a annoncé mercredi 20 mars la cession de 49,9 % de son capital au consortium ADSB Telecommunications formé par Ameritech, Singapore Telecom et TeleDanmark. L'opération représente 73,3 milliards de francs belges (12,1 milliards de francs français).

■ **ROCKWELL INTERNATIONAL** : le groupe américain veut céder ses activités aérospatiales et de défense (3,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires) pour se recentrer sur l'électronique, selon le *Wall Street Journal* du 20 mars. Boeing et McDonnell Douglas seraient intéressés par la reprise de ces activités.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bail investissement

Le Conseil d'Administration de BAIL INVESTISSEMENT (ISM SA) s'est réuni le 19 mars sous la présidence de Michel Hémar pour arrêter les comptes de l'exercice 1995.

	1994	1995
Engagements nouveaux (MF)	311,6	719,2
Total des engagements bruts (MF)	5 675,3	6 265,4
Recettes locatives (MF)	741,1	710,3
Bénéfice net (MF)	226,3	218,3
Dividende par action (F)	74,-	74,-
dont avoir fiscal	3,85	2,48

Le bénéfice net, après provisionnement des créances douteuses à plus de 86 %, est en légère diminution par rapport à celui de l'an dernier en raison principalement du nombre de locaux vacants non encore recommercialisés.

Affirmant sa vocation de grande foncière européenne, BAIL INVESTISSEMENT a notamment engagé en 1995 trois opérations patrimoniales à bon rendement locatif, pour un total de F 540 millions : un immeuble de bureaux à Londres, la galerie marchande d'un grand centre commercial près de Barcelone et, au travers d'un fonds immobilier portugais, un ensemble de bureaux à Lisbonne.

■ ■ ■

PATRIMOINE-RETRAITE

Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite

Le Conseil d'Administration qui s'est réuni le 19 février 1996 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1995 et décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 19 avril 1996 à 15 heures 30 au siège social de la société.

Il sera proposé de capitaliser l'ensemble des revenus acquis par la Sicav et en conséquence de capitaliser le montant des revenus distribuables, soit 43 620 670,72 francs.

En outre, le Conseil d'Administration a décidé de convoquer les actionnaires de la Sicav en Assemblée Générale Extraordinaire le 9 avril 1996 à 15 heures sur première convocation et en cas de défaut de quorum le 19 avril 1996 à 15 heures, au siège social de la société. Il leur sera proposé la création de deux catégories d'actions C de capitalisation et D de distribution à compter du 10 juin 1996 et en conséquence de modifier les articles 6 et 27 des statuts de la Sicav.

Du 2 mai au 3 juin 1996 (délai d'option) les actionnaires pourront opter sans frais pour l'échange de tout ou partie de leurs actions actuelles de capitalisation contre un nombre identique d'actions de distribution. A défaut, ils conserveront leurs actions de capitalisation.

L'échange d'actions n'aura aucune conséquence fiscale pour l'actionnaire au regard de l'imposition des plus-values. Après cette date, l'échange restera possible à tout moment, mais il sera soumis à la fiscalité des opérations d'échange, c'est-à-dire assimilé à une cession à titre onéreux susceptible de dégager une plus-value imposable.

Par ailleurs, à compter du 22 mars 1996, la Sicav pourra faire des opérations de swaps en couverture des actifs détenus.

Pour tout renseignement, écrire au siège social : 7, Place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15 ou téléphoner au (1) 42 79 55 00

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en forte hausse jeudi 21 mars. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 284,93 points (+1,39 %), à 20 727,53 après un sommet à 20 745,76.

■ OTMAR ISSING, économiste de la Bundesbank, affirme dans le *Wall Street Journal* du 21 mars que si la Bundesbank touche à ses taux directeurs ce sera pour les faire baisser.

■ LE DOLLAR est resté stable jeudi sur le marché des changes de Tokyo, où il s'échangeait en fin de séance à 106,42 yens contre 106,40 à New York mercredi soir.

■ L'OR a ouvert en hausse jeudi 21 mars sur le marché de Hongkong, à 395,60-395,90 dollars l'once, contre 394,50-394,80 mercredi 20 mars en clôture.

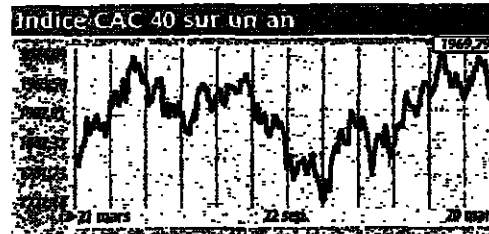
■ WALL STREET a terminé en baisse mercredi, déprimé par le recul du secteur de la haute technologie. L'indice Dow Jones a perdu 14,09 points (-0,25 %) à 5 655,42.

LES PLACES BOURSIÈRES

Bonne orientation à la Bourse de Paris

LA NOTE était soutenue jeudi à la Bourse de Paris qui, les anticipations de baisse des taux courts s'amenuisant, évoluait à présent au gré des résultats des sociétés ou des statistiques économiques. En hausse de 0,23 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,35 %. A la mi-journée, l'indice CAC 40 s'inscrivait en hausse de 0,34 % à 1976,41 points. Le marché est assez actif avec un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs.

Mercredi soir et jeudi matin, de nombreuses sociétés de premier plan ont publié leurs résultats pour 1995 et ont fait état de leurs perspectives pour 1996. Ainsi, après l'annonce d'une hausse de 29,3 % des résultats en 1995, Essilor progressait de 6,1 %. LVMH gagnait 4,2 % après une hausse de 10 %, des résultats conformes aux attentes. Sidel qui avait perdu 5 % la veille, remontait de 2 % après l'annonce d'une augmentation de 33,4 % des résultats. AXA montait de 2,1 %, après une hausse de



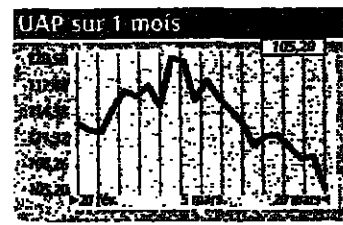
20,4 % du bénéfice l'an dernier, un résultat apprécié par les milieux financiers. Canal Plus, titre recommandé par plusieurs bureaux d'étude, gagnait 2,1 %. Du côté des

baisses, on relevait celle d'Esso (-3,5 %) qui a annoncé une perte de 28 millions de francs en 1995 contre un bénéfice de 184 millions de francs l'année précédente.

UAP, valeur du jour

L'ACTION UAP a nettement baissé, mercredi 20 mars, victime de ventes importantes après que le cours eut franchi à la baisse le seuil des 108 francs. Le titre a terminé en repli de 3,48 % à 105,20 francs dans un volume d'un million de titres. Depuis le début de l'année, l'action a perdu 17,75 %. Les 2 milliards de francs de pertes annoncées (provisionnement sur l'immobilier et actifs dépréciés) font penser aux analystes

que le groupe n'a franchi que la moitié du chemin en ce qui concerne le nettoyage de ses comptes.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

Cours au 21/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2108	31/12
US	160,10	+2,15
Colgate	205	+1,39
UCF DA (M)	297	+1,45
LVMH Most Vint	1181	+1,56
Dynatron	136,00	+1,52
Sidel	1280	+1,52
Carrefour	209	+1,52
Pollet	497,20	+1,51
Christian Dior	624	+1,48
Carat	1750	+1,47

Cours au 21/03	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	2108	31/12
Gr.Zimmer (Ly)	91,30	-1,49
Metaleurop	51,50	-1,53
Jean Lefebvre	312,50	-1,17
Sao	69	-1,10
Laposte	271,30	-1,10
Deu.ILN-PCAL	51	-1,09
BR	543	-1,09
Claris	395	-1,09
Groupe André S.A.	480,10	-1,09

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	échange	en RF
US	171052	20027380
LVMH Most Vint	36799	94907650
Gr.Zimmer	29953	83096120
Carat	26516	40679020
Carrefour	69156	79289005
Carrefour	20098	70286001
Ban. (de des)	131220	63333337
Lafarge	167941	643074530
Alcatel Alsthom	14272	615194520
Société Générale	10608	57622867

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 21/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2108	31/12
Securify	67,25	+1,33
GR Industries	665	+1,33
Emu-Leyland (Ly)	433,60	+1,33
CAC 40 (B)	433,60	+1,33
Info Realis	548	+1,33

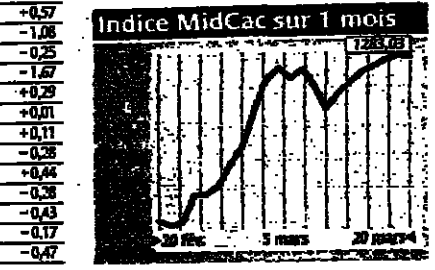
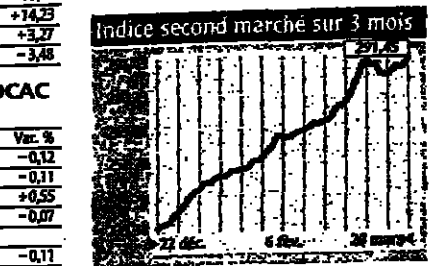
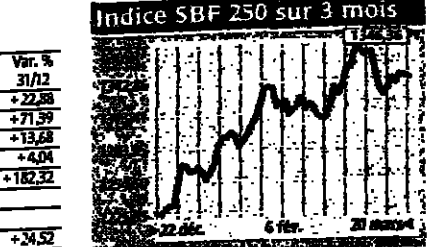
Cours au 21/03	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	2108	31/12
Michiel Thierly	721	-1,33
Allevard	351	-1,33
Capadoc	2570	-1,33
Dioris Sens-Rapide	60	-1,33
OCAM Tour-Peche	305	-1,33

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au 21/03	Var. %	Var. %
Ind. plus SBF 120	136,61	+0,11
Ind. plus SBF 250	136,61	+0,11
Ind. Second Marché	21,45	+0,11
Ind. Second Marché	128,05	+0,11

Valeurs index

Cours au 21/03	Var. %	Var. %
1 - Europe	143,12	+0,09
2 - Produits de base	150,08	+0,07
3 - Construction	158,72	+0,05
4 - Biens d'équip.	109,22	+0,05
5 - Automobile	104,57	+0,05
6 - Biens consom.	251,54	+0,05
7 - Indus. agro-alim.	149,30	+0,05
8 - Services	149,46	+0,05
9 - Autres services	101,34	+0,05
10 - Sociétés financières	105,52	+0,05
11 - Immobilier	60,20	+0,05
12 - Services financ.	95,56	+0,05
13 - Sociétés invest.	126,09	+0,05



Nouvelle avancée à Tokyo

LE KABUTO CHO de Tokyo a terminé en forte hausse, jeudi 21 mars, soutenue par une sensible demande sur les valeurs vedettes. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 284,93 points, soit 1,39 %, à 20 727,53 points. Les opérateurs estiment que le Nikkei devrait atteindre 21 500 points à la faveur du retour sur le marché des institutions financières au début de l'exercice fiscal. La veille, Wall Street a baissé, déprimée par le recul du secteur de la haute technologie après l'annonce par Digital Equipment que ses résultats seraient en dessous des attentes pour le trimestre en cours. L'indice Dow Jones a perdu 14,09 points, soit 0,25 %, à 5 655,42 points.

La Bourse de Londres a également baissé dans le sillage de Wall Street et de la remontée du marché

obligataire. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé sur un repli de 7,6 points (-0,2 %) à 3 685,4 points. Le recul du marché obligataire allemand surpris par la forte croissance de la masse monétaire M3 a pesé sur la Bourse de Francfort. L'indice DAX s'est néanmoins repris en cours de séance, pour s'établir en clôture en baisse de 0,3 % à 2 485,90 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 21/03	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	1976,41	+0,35
New-York/Dow Jones	5655,42	-0,25
Tokyo/Nikkei	20727,53	+1,39
Londres/FT100	2485,90	-0,30
Francfort/DAX	2485,90	-0,30
Bruxelles/Euro Stoxx	1957,33	+0,27
Bruxelles/C20	1682,02	+0,27
Milan/MIB 30	1011	+0,11
Amsterdam/AEX	350,70	+0,14
Madrid/IBEX 35	330,01	+0,54
Stockholm/Norindex	1317,27	+0,08
Londres/FTSE	2756,10	+0,08
Hong Kong/Hang S.	10336,50	+0,47
Singapour/SENSEX	2383,95	+0,06

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

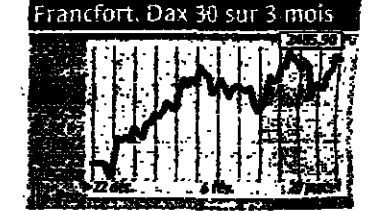
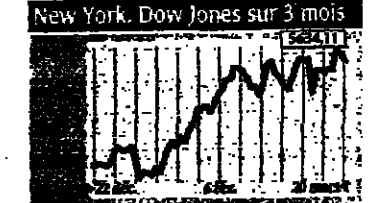
20/03	19/03
Alcoa	61,87 63,37
American Express	48,62 48,87
AT & T	36,25 36,12
British Aerospace	61,63 61,67
British Airways	13,50 13,62
Boeing Co.	87,25 88
Caterpillar Inc.	70,67 72,37
Chemical Bank	55,87 57
Coca-Cola Co.	84,25 85,50
Dynaco Corp.	45,25 45
Du Pont Nemours & Co.	83,50 84,25
Eastman Kodak Co.	73,37 74,25
Exxon Corp.	80,50 80,87
Gen. Motors Corp.	56,87 56,75
Gen. Electric Co.	77,57 77,12
Goldcorp T & Rubbe	82,25 82,50
IBM	117 121,75
Ind. Paper	39 39,87
J.P. Morgan Co.	84,37 85,37
Mc Don Douglas	95,12 94,37
Merck & Co. Inc.	63 62
Minnesota Mining & Mfg	65 65,12
Philip Morris	89,50 86,37
Procter & Gamble Co.	87 85,25
Sears Roebuck & Co.	51,50 51
Tesoro	84,62 85,87
Union Carb.	42 42,37
Unit Technol.	116,25 114,12
Westingh. Electric	79,57 79,12
Woolworth	15,37 15,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

20/03	19/03
Allied Lyons	4,97 4,90
Barclays Bank	7,22 7,23
B.T.T. Industries	4,68 4,68
British Aerospace	61,63 61,67
British Airways	13,50 13,62
British Gas	2,30 2,33
British Petroleum	5,65 5,75
British Telecom	3,44 3,51
B.T.R.	3,53 3,53
Canary Schweppes	5,13 5,11
Eurochem	0,76 0,77
Fortis	3,51 3,48
Glaxo	6,05 6,05
Grand Metropolitan	4,29 4,31
Grimsby	4,72 4,68
Hansen P.C.	1,89 1,89
Great L.	6,80 6,83
H.S.B.C.	9,74 9,85
Imperial Chemical	9,42 9,25
Legal	6,77 6,85
Marshall & Spencer	2,28 2,25
National Westminster	6,38 6,30
Peninsular Oriental	5,25 5,31
Reuters	6,58 6,57
Satchell and Saatchi	1,17 1,17
Shell Transport	6,57 6,59
Smithkline Beecham	4,62 4,62
Tate and Lyle	4,82 4,83
Unilever Ltd	12,49 12,46
Zeneca	13,43 13,44

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

20/03	19/03
Allianz Holding N	2745 2728
Baf AG	392,50 401
Bayer AG	494,50 500,30
Bay HypoWechselsk	36,01 36,30
Bayer Vereinsbank	43,40 43,30
BMW	810 818
Commerzbank	332,50 332,50
Continental AG	26,35 26,03
Daimler-Benz AG	819,70 822,30
Deutsche	549 549,50
Deutsche Babcock A	93,80 91,70
Deutsche Bank AG	75,13 75,95
Dresdner Bank AG FR	37,87 38,05
Haniel VZ	553 556
Hoechst AG	580,50 585
Karstadt AG	585 563,50
Kaufhof Holding	480 483
Linde AG	866 868,50
MT. Lufthansa AG	233,20 229,50
Man AG	414,50 417
Mannesmann AG	335 330
Metallgesellschaft	32,50 31,84
Preussag AG	431,50 429,75
Rohr	59,05 59,50
Schering AG	116 116,95
Siemens AG	828,10 835,80
Thyssen	280,30 280,30
Valeo AG	69,45 69,96
Vipac	656,50 658
Wella AG	718 720



LES TAUX

PARIS jour le jour

PARIS OAT 10 ans

NEW YORK jour le jour

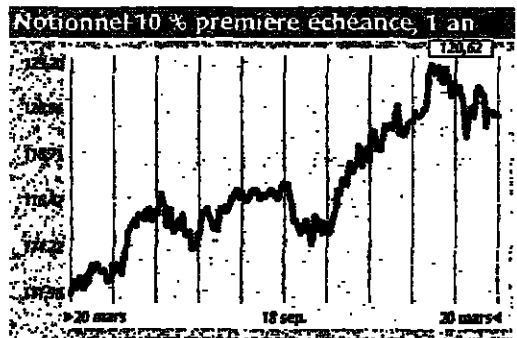
NEW YORK Bonds 10 ans

FRANCFORT jour le jour

FRANCFORT Bonds 10 ans

Progression du Matif

LE CONTRAT du Matif sur les emprunts d'Etat français a ouvert en hausse, jeudi 21 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait six centimes à 121,02 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,65 %, soit un écart de 0,19 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 2003	3,92	6,25	7,54
France	3,92	6,25	7,54
Allemagne	3,31	6,60	7,34
Grande-Bretagne	5,81	8,12	7,72
Italie	9,77	10,74	10,97
Japon	0,38	5,06	4,75
États-Unis	5,28	6,42	6,72

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	au 20/03	au 19/03
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,62	5,67
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,17	6,29
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,52	6,54
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,72	6,76
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,38	7,41
Obligations françaises	6,36	6,38
Fonds d'Etat à TME	-1,71	-1,75
Fonds d'Etat à TRE	-1,35	-1,35
Obligat. franc. à TME	-1,24	-1,27
Obligat. franc. à TRE	-0,17	-0,17

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
20/03	20/03	19/03	19/03
Jour le jour	4,12	4,12	4,12
1 mois	4,12	4,12	4,12
3 mois	4,18	4,25	4,18
6 mois	4,18	4,30	4,25
1 an	4,30	4,50	4,43
PIBOR FRANCS	4,1250	4,1250	4,1250
Pibor Francs 1 mois	4,2500	4,2500	4,2500
Pibor Francs 3 mois	4,3500	4,3500	4,3500
Pibor Francs 6 mois	4,4500	4,4500	4,4500
Pibor Francs 9 mois	4,5500	4,5500	4,5500
Pibor Francs 12 mois	4,6500	4,6500	4,6500
PIBOR EURO	4,6875	4,6875	4,6875
Pibor Ecu 3 mois	4,6875	4,6875	4,6875
Pibor Ecu 6 mois	4,6875	4,6875	4,6875
Pibor Ecu 12 mois	4,7885	4,7885	4,7885

MATIF

Échéances 2003	volume	dernier	plus	plus	premier
Notionnel 10 %	13042	130,62	130,98	130,28	130,96
Sept. 96	362	119,52	119,18	119,24	119,24
Déc. 96	239	118,26	118,26	118,02	118,58
Mars 97	—	—	—	—	—
PIBOR 3 MOIS	27194	95,62	95,63	95,57	95,61
Sept. 96	933	95,50	95,51	95,48	95,50
Déc. 96	4231	95,33	95,35	95,27	95,35
Mars 97	2773	—	95,13	95,05	95,12
ECU LONG TERME	1045	—	85,74	85,06	85,80
Sept. 96	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 2003	volume	dernier	plus	plus	premier
Mars 96	14162	—	1981	1963	1976
Avril 96	627	—	1980	1968	1979
Mai 96	1	—	1967	1967	1971
Juin 96	322	—	1956	1942	1953,50

LES MONNAIES

US/E 3,0440

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ASTRONOMIE Le monde selon Hipparcos est plein de surprises, comme le montrent les premiers résultats de ce satellite européen dont le catalogue devrait être publié dans

le courant du mois d'avril. ● LA PROCHE BANLIEUE du système solaire est plutôt vide et les étoiles les plus proches plus éloignées qu'on ne l'imaginait. Les coordonnées de plus

de 300 étoiles étalons ont ainsi été recalculées par Hipparcos avec une précision de l'ordre du pour-cent. ● CE MAILLAGE d'arpenteur devrait permettre d'en savoir plus sur des mil-

liers d'autres dont certains se sont déjà révélés être des systèmes d'étoiles multiples ou des étoiles à état variable. ● CES DONNÉES que l'on peut, au travers de formules

complexes, relier à d'autres paramètres devraient enfin aider à connaître à 20 % près l'âge des astres de notre galaxie et d'en savoir un peu plus sur celui de l'Univers.

Hipparcos a arpenté la galaxie pour les astronomes

Malgré une mise en orbite défectueuse, le satellite d'astrométrie européen a pu dresser une carte du ciel avec une précision inégalée. Quelques certitudes sur la banlieue de la Terre vont s'effondrer

DANS SON SOUCI de savoir où il se situe dans le ciel, l'homme joue les arpenteurs. Depuis longtemps, il sait le système solaire perdu aux confins d'une de ces galaxies, la Voie lactée, qui peuplent l'Univers. Isolé dans un des bras de cette immense structure spiralee riche de centaines de millions d'étoiles. Où exactement ? Dans une de ces banlieues où les distances ne se comptent plus en kilomètres, mais en années-lumière (9 500 milliards de kilomètres) et en parsecs (3,26 années-lumière). La première étoile, Alpha du Centaure, est à 4,2 années-lumière et l'étoile de Barnard à 5,9 années-lumière.

Cette faible « densité d'habitat stellaire » est un inconvénient pour les astronomes, qui, pour se doter d'un mètre étalon cosmique, ne disposent donc que d'un faible échantillon d'étoiles proches. Malgré cela, ils sont parvenus au fil des ans à « mailler » le ciel et à dresser de formidables catalogues d'objets dont les plus gros ont en mémoire les coordonnées de quelques millions d'étoiles. La base du Centre de données astronomiques de l'observatoire de Strasbourg (Simbad), répertoire, par exemple, environ un million d'astres, dont 665 000 étoiles, 74 000 galaxies et 250 000 objets non stellaires.

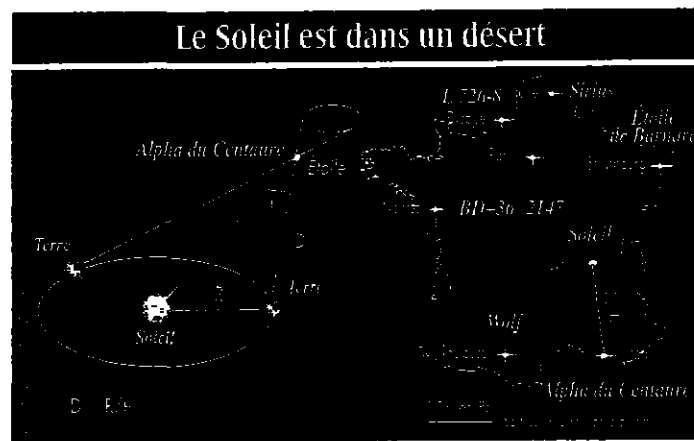
Ce travail de bénédictin qu'est la détermination des distances est essentiel, car c'est à partir de ces données, obtenues notamment en observant des étoiles variables - les Céphéides -, que les astronomes tentent de déterminer l'âge

de l'Univers. Avec des résultats parfois surprenants qui le donnent plus jeune que certaines étoiles très vieilles qu'il abrite... On conçoit qu'il ne soit guère facile de résoudre un tel paradoxe autrement qu'en réduisant les marges d'incertitudes de paramètres que l'on sait approximatives.

DÉBOÎRES

C'est pour pallier de tels à-peu-près que des astronomes européens, sous l'action de Jean Kovalevsky, du Centre d'études et de recherches en géodynamique et astrométrie (Cerga) de Grasse (Alpes-Maritimes), ont proposé, en 1976, à l'Agence spatiale européenne (ESA) de construire Hipparcos. Un satellite qui mesurerait avec précision les distances entre la Terre et les étoiles qui l'entourent, mais aussi leur position et leurs mouvements sur la sphère céleste.

Lancé le 8 août 1989 par la trente-troisième fusée Ariane, ce satellite de 2,5 milliards de francs réalisé sous la maîtrise d'œuvre de Matra a accompli la délicate mission qui lui avait été confiée malgré bien des déboires. « Ce fut l'été de tous les dangers », raconte Catherine Turon, responsable de l'établissement du programme d'observation du satellite. Le moral n'était pas au beau fixe et on se demandait si toutes ces années de travail n'allaient pas être balayées d'un coup. » Le moteur d'apogée destiné à circulariser l'orbite du satellite a en effet refusé tout ser-



Pour mesurer les distances, les astronomes utilisent une technique de triangulation qui consiste à mesurer les angles sous lesquels on observe une étoile depuis deux positions. Les plus précises possibles. De l'orbite terrestre, si nous sommes à la limite d'une bille, était placé à l'apogée, les positions de l'étoile sont comme un ballon de foot. L'étoile la plus proche Alpha du Centaure se voit à Marseille.

vice contraignant l'engin à passer deux fois par jour dans les dangereux flux de particules ionisées des ceintures de Van Allen qui enserreraient la Terre. Hipparcos a pourtant tenu. Jusqu'au 15 août 1993, où il a été « lâché » par ses deux ordinateurs de bord, vraisemblablement « tués » par les trop nombreux bombardements de particules lourdes qui les avaient frappés.

Tout cela n'a pas empêché le satellite de balayer plusieurs fois le ciel. Pendant ses quatre ans d'existence, l'« Arpenteur » a récolté avec l'expérience principale Hip-

parcos et l'expérience Tycho une formidable moisson de données représentant trente-sept mois d'observation. Ce trésor est toujours en cours d'expertise. Cent dix-huit mille étoiles, préalablement sélectionnées à partir d'une base de 210 000 astres, ont été passées en revue ainsi qu'un quasar (3C 273), quarante-huit astéroïdes et trois satellites de Jupiter (Europe) et de Saturne (Titan et Japet).

Les positions, distances et mouvements fins de ces objets ont été « mesurés » avec une précision vingt fois supérieure à celle obtenue

avec les instruments au sol. Hipparcos a aussi déterminé les positions, les distances et les mouvements d'un million d'étoiles, avec une précision voisine de celle obtenue depuis le sol pour seulement quelques dizaines de milliers d'objets.

Le catalogue très attendu de cette population cosmopolite de notre galaxie devrait être disponible courant avril. Mais on reproche déjà à ses promoteurs « de ne donner les premières informations qu'au compte-gouttes » et « de veiller trop jalousement » sur son contenu qui sera réservé pour un an à ceux qui ont été à l'origine du programme.

Au-delà, il tombera dans le domaine public et générera encore des années de recherche. Il n'empêche que, pour Catherine Turon, « les premiers résultats qui ont été publiés en décembre dans *Astronomy and Astrophysics* (vol 304) conduisent à penser que la communauté astronomique n'échappera pas à quelques révisions décevantes. »

SYSTÈME DOUBLE OU MULTIPLE

« L'Arpenteur » a montré qu'« environ quarante pour cent des étoiles proches situées à moins de 25 parsecs de la Terre par le meilleur des catalogues actuellement disponibles sont bien plus loin encore ! » D'autres résultats, moins voyants, sont tout aussi riches de conséquences. Ainsi, 6 000 étoiles que l'on considérait jusqu'à ce jour comme ayant un éclat constant se sont révélées,

avec Hipparcos, être des étoiles variables. Une dizaine de milliers d'autres, considérées comme des astres uniques, sont en fait des systèmes doubles ou multiples.

De quoi réviser quelques jugements d'autant que les mesures de distances donnent des informations sur la luminosité intrinsèque d'une étoile - les astronomes parlent alors de magnitude absolue - que l'on peut relier à d'autres paramètres comme la température de surface de l'astre, son type spectral, sa composition chimique et son degré d'évolution. Il n'est pas non plus exclu qu'Hipparcos

Des soleils trompeurs enfin localisés

Un nouveau monde va s'ouvrir aux astronomes. Avec Hipparcos, les distances de plus de trois cents étoiles vont être enfin connues à 1 % près, ce qu'aucun observatoire terrestre n'a pu réaliser pour une seule : le Soleil excepté, bien sûr. Les distances de vingt et un mille autres vont l'être à 10 %, alors que les observations au sol n'ont fourni des mesures aussi précises que pour quelques centaines d'entre elles. Des paramètres essentiels pour ceux qui scrutent l'Univers, dans la mesure où la distance et les mouvements fins d'un soleil peuvent être reliés à la masse, d'un compagnon proche qui gravite autour de lui. Nul doute sur ce point que les découvreurs des planètes en orbite autour de 51 Pegasi, 70 Virginis et 47 Ursae Majors ne cherchent à en savoir plus sur la valeur maximale de leur masse - de gros ou de très gros Jupiter - et sur la distance exacte de ces soleils très méditerranéens.

ne conduise à revoir certains modèles d'étoiles que l'on considère comme des étalons de distance sûrs, fort utiles dans la détermination de l'âge des étoiles, souvent déterminé à... trente pour cent près.

Hipparcos devrait ramener cette marge d'erreur à 20 %. Quant à son successeur Gaia, que l'Europe pourrait lancer, si elle le décide, en 2010, il devrait embrasser le ciel sur 30 000 parsecs - presque toute la Galaxie - et obliger les étoiles à avouer enfin leur grand âge. Mais à cinq pour cent près seulement. Histoire sans doute de ménager leur coquetterie !

Hervé Morin

Jean-François Augereau

Une oasis dans un océan de vide

Notre monde est un désert et le système solaire une oasis dans un océan de vide. Pourtant, il suffit de lever les yeux pour voir les centaines de milliers d'étoiles qui illuminent le ciel. Les anciens s'y étaient laissés prendre, qui pensaient que la Terre était entourée d'une myriade de mondes proches. Rien n'est plus faux. Copernic, le premier, le comprit sans toutefois le prouver. Ce n'est qu'en 1838 que Friedrich Bessel démontra enfin qu'une étoile comme 61-Cygni était distante de la Terre de 105 500 milliards de kilomètres. Réfaite en 1992, cette mesure a montré que l'astronome allemand ne s'était trompé que de 1 400 milliards de kilomètres. Un saut de puce à une telle échelle, mais de quoi égarer un hypothétique voyageur du cosmos.

Les astrophysiciens reprennent l'autopsie de la sonde-suicide Galileo

IMMOLÉE dans l'atmosphère de Jupiter le 7 décembre 1995, la sonde américaine Galileo n'en finit pas de livrer des détails post mortem sur le climat de la planète géante. Les informations recueillies pendant cinquante-sept minutes par ses divers capteurs, lors de sa plongée fatale, ont déjà donné lieu à plusieurs comptes rendus (*Le Monde* du 31 janvier). Mais, à mesure que s'affinent les analyses, les astrophysiciens sont amenés à rectifier quelques-uns de leurs premiers résultats. Ainsi le Dr Richard Young, de l'Ames Research Center de la Nasa (Mountain View, Californie), a-t-il présenté, lundi 18 mars, lors de la conférence « Lune et planètes » à Houston (Texas), quelques-uns des correctifs concernant le climat jovien.

Le ratio entre hélium et hydrogène, les deux éléments qui constituent 99 % de l'atmosphère de la planète géante, n'a cessé de varier. Il approcherait désormais de 25 %, alors qu'il y a encore un mois on l'estimait à 14 %. « Cela implique que le niveau d'hélium est proche de ce qu'il était lorsque Jupiter s'est formée à partir de la nébuleuse solaire dont sont issues les planètes », indique Richard Young. Ce qui suggère aussi que

le cœur de Jupiter est bien plus chaud que celui de son voisin Saturne, et qu'il faudra réviser l'estimation de la portion rocheuse qui pourrait exister au centre de Jupiter. »

GAZEUX ET TURBULENT

Il faudra aussi revoir à la hausse la proportion de méthane. Tout comme celle d'éléments plus lourds, comme le carbone, l'azote et le soufre, plus copieusement saupoudrés dans l'atmosphère jovienne que dans le Soleil. Ces composés proviennent probablement de météorites ou d'autres corps célestes comme les comètes, qui ont croisé la course de la planète géante au cours des âges. Les matières organiques restent cependant à l'état de traces, et il y a fort peu de chances pour qu'elles aient pu alimenter une activité biologique.

Côté météo, Jupiter, corps essentiellement gazeux, est aussi très turbulent. La sonde a croisé dans sa descente de fortes bourrasques. Estimées en janvier à 530 km/h, elles pourraient en fait souffler à 640 km/h. Ces vents seraient induits non par la chaleur du Soleil comme sur Terre, mais plutôt par des flux thermiques issus

des profondeurs de la planète. Autre surprise, la sonde n'a traversé qu'une seule couche nuageuse, constituée d'hyposulfure d'ammonium, là où l'on en attendait trois.

Tout n'est pourtant pas à revoir dans la copie des astronomes. Les analyses récentes confirment la faible quantité d'éclairs, même si la foudre est généralement dix fois plus puissante que sur Terre. Le climat est aussi plus « sec » que ne le laissent croire les données recueillies en 1979 par la sonde Voyager. Il y a en fait moins d'eau que dans le Soleil, si l'on se réfère à la proportion d'oxygène qu'on peut y déceler. Cette mise au point n'est sans doute que la première d'une longue série de communications, distillées à mesure que les données recueillies à grands frais (3 milliards de francs, prix 1989) par la sonde seront analysées. En attendant son heure de gloire, la partie « orbiteur » de Galileo, qui a poussé sa sonde-sœur au suicide et devrait frôler la lune jovienne Ganymède le 27 juin, poursuit tranquillement sa course céleste.

Hervé Morin

Jean-François Augereau

« Première » européenne en matière d'exploitation du colza, la bioélectricité est testée en Lorraine

LA CENTRALE de Millery illustre les vicissitudes de la promotion des bioénergies. Inaugurée le 23 février dernier, elle fonctionne avec un mélange à 80 % de fioul domestique et 20 % d'ester méthylique de colza, un carburant réalisé à partir de la graine du même nom. Destinée à fournir de l'électricité aux Lorrains - gros cultivateurs de colza - pendant les périodes de pointe, soit environ quatre cents heures par an, elle constitue une première européenne en matière d'exploitation du colza à des fins de production d'électricité. Mais le bilan de l'expérience se révèle étonnamment mince.

Les besoins en ester de colza de la centrale de Millery ne dépassent pas 140 000 litres par an, ce qui correspond à une surface de 307 000 hectares de colza cultivés sur jachère industrielle prévus pour 1996 par les agriculteurs (*Le Monde* du 9 février) ou du million d'hectares correspondant à l'incorporation de 5 % d'ester de colza dans le gazole des automobiles...

Sur le plan économique, l'expérience coûte environ 70 000 francs par an à l'Etat. Un manque à gagner correspondant au remplacement du fioul taxé à 0,49 francs le litre par de l'ester détaxé. Calculé autrement, ce coût représente une aide d'environ 500 francs par hectare de colza « électrique ». Les quatre moteurs de 2 000 kVA chacun de la centrale fourniront 2,57 millions de kilowattheures par an à EDF. L'investissement de 14 millions de francs correspond essentiellement au coût de ces moteurs.

UN ENJEU ASSEZ MINCE

« Grâce à sa défiscalisation, l'ester utilisé revient à peu près au même prix que le fioul domestique », précise Jean-Louis Espic, le directeur commercial pour la région Est de la Compagnie générale de chauffe, exploitant de la centrale. Le biocombustible n'a donc aucune incidence économique pour le producteur, à condition que sa proportion ne dépasse pas 22 % dans le mélange. Au-delà, l'ester ne bénéficie plus de défiscalisation et coûte deux

fois plus cher que le fioul. Techniquement, le projet conçu en 1994 voulait démontrer que la production d'électricité avec de l'ester de colza ne posait pas de problèmes. « Sur chaque type de moteur, il peut y avoir des événements imprévisibles qu'il faut tester. Or il n'y avait jamais eu d'essais avec de l'ester sur des moteurs

lents, tournant à 1 200 tours/minute », explique Etienne Poitrat, ingénieur à la direction de l'agriculture et des bioénergies de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Mais les molécules d'ester de colza et celles de gazole ou de fioul domestique étant très proches, l'enjeu apparaît assez mince. « On

peut alimenter un moteur Diesel avec n'importe quoi », précise André Douaud, directeur des recherches moteur de l'Institut français du pétrole (IFP). Les diesels industriels « avalent » d'ailleurs des produits beaucoup plus primaires que l'ester comme, par exemple, du fioul lourd ou des résidus de raffinage. »

Reste la fonction de site pilote de l'installation de Millery. Hélas ! le projet se trouve piégé par un changement de législation survenu au cours de sa réalisation. Financé en partie par l'Union européenne dans le cadre du programme Apas sur les énergies renouvelables, la centrale devait être la première d'une série d'autres unités de production d'électricité à partir d'ester de colza. Mais, en janvier 1995, une réglementation a modifié les contraintes imposées à EDF vis-à-vis des nouvelles installations construites par les producteurs autonomes. Depuis cette date, le distributeur français n'est plus tenu de racheter leur électricité que dans trois cas : lorsque l'électricité est issue d'un processus de cogé-

nération (production combinée d'électricité et de chaleur), lorsqu'elle provient d'une valorisation de déchets (incinération ou récupération de biogaz issu des déchets, par exemple) ou lorsque le combustible utilisé contient au moins 90 % d'énergies renouvelables. Mais l'ester de colza n'étant détaxé que s'il est employé dans une proportion inférieure à 22 %, cette dernière exigence ne peut être remplie de manière économiquement viable.

EDF ayant accepté le projet fin 1994, la centrale de Millery échappe de justesse à la nouvelle réglementation. « Elle pourra servir de pilote pour des installations déjà existantes et donc non soumises au texte de 1995 », explique Etienne Poitrat. Les moteurs à injection directe et à grande chambre de combustion utilisés dans ces dernières « pourraient fournir un débouché pour 5 000 à 10 000 tonnes d'ester de colza », estime Jean-Louis Espic. Mais pas de quoi couvrir la jachère de fleurs jaunes.

Emmanuelle Rivore

Nicolas Ouédéc conduit le FC Nantes en demi-finale de la Ligue des champions

Les Canaris rencontreront mercredi 3 avril la Juventus de Turin qui a éliminé le Real de Madrid

En obtenant le match nul à Moscou (2-2), le FC Nantes Atlantique, vainqueur 2-0 au match aller, s'est qualifié pour les demi-

finales de la Ligue des champions. Il affrontera les 3 et 17 avril la Juventus de Turin qui a éliminé le Real Madrid. Les champions d'Italie

seront privés pour le match aller de Didier Deschamps, suspendu. L'autre demi-finale opposera l'Ajax d'Amsterdam au Panathinaï-

kos d'Athènes. Les champions d'Europe en titre ont éliminé Dortmund tandis que les Grecs disposaient du Legia Varsovie.

IL NE RESTAIT plus que lui, Nicolas Ouédéc, le fidèle « Nico ». Il avait charge de faire oublier les autres, tous ceux qui avaient déserté le terrain de Moscou, avec des excuses plus ou moins valables. Le magicien devait créer, seul, l'illusion que Nantes était encore Nantes. Il lui fallait suggérer que cette équipe était la même qui avait emporté 2-0 le match aller, deux semaines auparavant. Il lui incombait de laisser accroire qu'elle était bien la championne de France qui avait ébloui au long d'une saison 1994/1995 époustouflante.

Patrice Loko et Christian Karembeu partis à l'intersaison, Reynald Pedros suspendu, Japhet N'Doram blessé, le jeune homme, aux allures d'ange trop frêle, était le dernier artiste en activité, mercredi 20 mars, dans ce quart de finale de la Ligue des champions. La mission était immense. Pendant une heure, on crut bien qu'elle serait démesurée. Puis, en deux coups de patte, le miracle se produisit. Nantes obtenait le match nul (2-2) et devenait le quatrième club français consécutif, le système en sept ans, à atteindre les demi-finales de la Coupe des clubs champions.

Qu'homage soit rendu à Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur du FC Nantes. Telle la pythie, il avait donné les clés de la qualification. Il avait livré

son oracle par voie de presse. Avant même que l'arbitre suisse, Serge Muhmenthaler, ne donne le coup d'envoi, tout était écrit. Le responsable technique avait ainsi fait savoir que son équipe devrait impérativement marquer un but pour espérer se qualifier. Nicolas Ouédéc le fit donc, plutôt deux fois qu'une. Ses deux pions-là, attendus sur l'échiquier de la rencontre par le stratège nantais, ont rétabli une situation qui semblait bien mal engagée avant la pause.

Jean-Claude Suaudeau avait également annoncé que Youri Nikiforov pourrait jeter le mauvais sort. Il le fit en effet, lançant par deux fois l'anathème, après une demi-heure de jeu. « Deux coups de fusil », selon l'expression de l'entraîneur nantais, ponctués de deux ostentatoires signes de croix, histoire de mettre Dieu de son côté dans cette partie indécise.

TROP D'OMBRES

Impressionnant Nikiforov. L'élégant joueur russe avait, mercredi, bien des points communs avec Nicolas Ouédéc. Il lui fallait pallier seul les abandons de poste. Trop d'ombres, et ce n'était pas à l'effet des projecteurs, rôdaient autour de lui. Celles de Viktor Onopko, de Sergueï Iouran, de Stanislav Tcherchessov, de Vassili Koulikov, autant de talents évaporés. Pendant la longue trêve hivernale, l'invincible Spartak Moscou a été décliné par les départs à l'Ouest. Au pays du rouble, c'est depuis longtemps monnaie courante.

Youri Nikiforov n'était pas loin de prendre, lui aussi, les chemins de l'exil. Son transfert ne s'est finalement pas concrétisé. Mais les valises sont prêtes. Au vu de sa prestation promotionnelle mercredi, le départ devrait être bientôt programmé. Nicolas Ouédéc avait également envisagé un temps de quitter les bords de l'Èdre sur un coup de cafard. Ses copains se sauvaient les uns après les autres. A quoi bon rester ? Finalement, sa fibre bretonne l'incita à prolonger son bail à Nantes et à tenter d'en préserver le standing. A des milliers de kilomètres de distance, deux hommes ont donc partagé le même blues avant de se retrouver face à face. Les buteurs de la soirée de mercredi, tous deux âgés de vingt-cinq ans, ressemblaient à des aristocrates dont la maison vacille, mais qui s'accrochent à leur devise, « *Maintenir* ».

Maintenir, préserver, ce fut précisément l'erreur de Georgui Yartsev dans cette demi-finale. En faisant redescendre en seconde mi-temps l'indispensable Youri Nikiforov du milieu de terrain au poste de libero, l'entraîneur russe a totalement désorganisé sa formation alors qu'elle menait 2-0. Sans doute redoutait-il, autant que son homologue nantais le désirait, ce but qui assurerait la qualification à l'équipe de Loire-Atlantique et qui avait pointé en quelques occasions au cours de la première mi-temps. En croyant s'en prémunir, il s'y

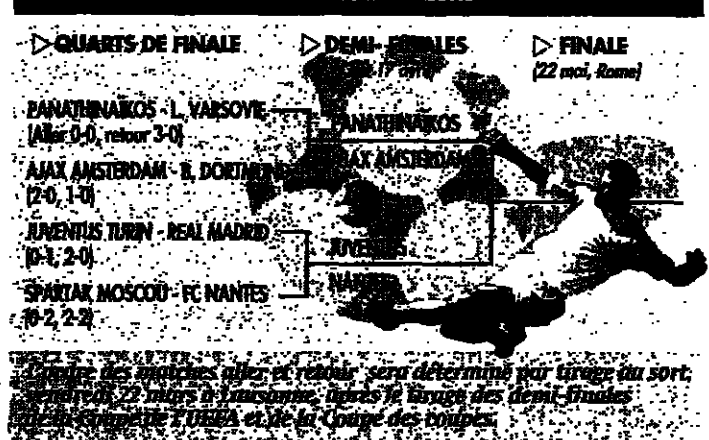
exposait davantage. Youri Nikiforov a irradié à ce point la partie, il a été un tel pôle pour la balle, qu'en replaçant son joueur à l'arrière Yartsev a attiré mécaniquement le jeu dans la moitié de terrain de son équipe. C'est là que gîtait justement Nicolas Ouédéc, l'âme en peine. Ce dernier, qui regardait, désemparé, la bataille faire rage devant les buts de Dominique Casagrande, s'est soudain retrouvé au cœur de l'action.

Au match aller, l'avant nantais avait également sévi aux environs de l'heure de jeu. C'était déjà, au stade de Beaujoire, le moment où une chape, une irrépressible torpeur, s'était abattue sur le jeu des Moscovites. La fatigue était inévitable pour ceux qui venaient de rester près de trois mois claquemurés, à regarder de leur fenêtre passer l'hiver. Quinze jours de préparation supplémentaire n'ont pas suffi à redonner aux joueurs russes la condition physique perdue au cours de l'interminable trêve. Youri Nikiforov, toujours lui, a été parmi les premiers à barboter, puis à perdre pied, tandis que Nicolas Ouédéc, par deux fois, faisait monter le niveau de l'eau et bûitait la noyade.

Décliné, Nantes s'offre, pour la première fois de son histoire, une demi-finale de la Coupe des clubs champions. Contre la Juventus Turin, à l'impressionnant pedigree, Nicolas Ouédéc aura bien besoin d'aide pour entretenir l'illusion.

Benoît Hopquin

Le tableau final



L'Américain Rudy Galindo a perdu ses complexes aux championnats du monde de patinage artistique

EDMONTON. de notre envoyée spéciale

L'œil humide, Laura Galindo murmure sa fièvre. Comme si elle craignait que l'exubérance ne la sorte brutalement du merveilleux songe dans lequel elle est plongée depuis quelques semaines.

Avant même que les médailles des championnats du monde masculins ne soient attribuées, jeudi 21 mars, l'énergie grande sœur est comblée : mercredi 20 mars, Rudy, son cadet qu'elle entraîne sans rémunération depuis un an, s'est classé 4^e du programme technique. Elle qui s'est toujours efforcée d'y croire n'ose plus. Tout va si vite depuis le titre de champion des États-Unis remporté fin janvier. Avec son bon vouloir et sa mesure, Rudy avait donné toute sa mesure chez lui, à San José, en Californie, pour sa mère et sa sœur : les deux femmes dont il partage l'existence dans une étroite caravane. Pour la première fois, il avait patiné sans se soucier des juges, qu'il a longtemps soupçonnés de sanctionner davantage son homosexualité

affichée que la pureté de sa glisse. En devenant à vingt-six ans le premier champion national d'origine mexicaino-américaine, Galindo se vengeait d'un méchant destin.

Champion des États-Unis en couple avec Kristi Yamaguchi en 1989 et 1990, Galindo rêvait de médaille olympique et d'un quotidien moins frugal. Il a dû patienter. Sans crier gare, sa partenaire l'a lâché pour poursuivre une carrière en solo couronnée par de l'or aux J.O. d'Albertville. « J'étais effondré », se souvient Rudy, « nous étions inséparables ». Il n'était pourtant pas au bout de ses peines. Après le traumatisme du décès de son père, qui économisait, son par son père, financer les leçons de patinage de sa progéniture, Galindo a accompagné dans les derniers mois de sa vie son frère cadet, George, atteint du sida.

Cette maladie lui avait aussi enlevé ses deux premiers entraîneurs. Heureusement et comme toujours, Laura veillait. Elle a pris la relève et « coaché » son jeune frère déchiré par le chagrin. Aujourd'hui, elle respire. Même s'il ne monte pas sur le podium à Edmonton, Rudy est revenu à la tête haute. Comme lorsqu'il dominait le patinage nord-américain en couple avec Kristi Yamaguchi. Elvis Stojko, le Canadien

champion du monde en titre, lui a rendu un bel hommage : « A mon arrivée, il est venu me saluer et me féliciter pour mon titre national, dit fièrement Rudy. Je suis sincèrement désolé qu'il soit tombé sur son triple axel et ne soit que 7^e. Il est si régulier qu'il n'avait pas raté un programme technique depuis au moins trois ans. La pression qu'il ressent à patiner dans son pays doit être insoutenable. »

AMUSE-TOI !

Cette tension, Rudy la connaît bien. Elle l'a accompagné durant des années à chaque compétition. « Jusqu'à ce qu'il cesse, cette saison, de considérer les autres comme responsables de ses malheurs », dit Laura. Il est devenu adulte. « J'ai décidé de prendre du plaisir à ce que je fais en tentant ma chance une dernière fois au national cette année, puisqu'il avait lieu dans ma ville natale », explique Rudy, qui avait délaissé la patinoire pendant huit mois en 1995 après une contre-performance aux championnats des États-Unis. La magie a opéré, malgré une foulure à la cheville, contractée en février, malgré les mauvaises langues qui prétendaient Rudy incapable de réitérer sa performance de San José. Mais, cette fois, il a serré les dents et relevé le défi : « Ces affirmations

m'ont vraiment mis en colère. » Lors des qualifications à Edmonton, dimanche 18 mars, il a cru défailir. « Je n'arrivais pas à croire que j'étais vraiment arrivé jusque-là. J'essayais de ne pas m'affoler. » Puis il a patiné avec sa grâce de danseur étoile dans une tenue vieillotte mais sobre qui colle parfaitement à son style académique. Et ce sourire qui s'éclaircissait à chaque saut réussi. Les juges ont apprécié sa performance artistique. C'était gagné. Mercredi, au moment de produire son programme technique, Laura lui a simplement soufflé : « Amuse-toi ! » Sagement, il a obéi. La veille, il avait passé la journée dans un parc d'attractions à s'enivrer de vitesse sur les « montagnes russes ». « J'adore tourner comme une toupie, plaisante-t-il, après tout je suis patineur. »

L'avenir lui réserve d'autres occa-

Patricia Jolly

Eltsova-Bushkov, un couple en or

Les Russes Marina Eltsova et Andrey Bushkov ont remporté, mercredi 20 mars, leur premier titre mondial de patinage artistique en couple après s'être adjugé le bronze en 1994 et l'argent en 1995. Les Allemands Mandy Woetzel et Ingo Stener, premiers du programme technique, ont vu le titre s'envoler après une chute de Woetzel sur un saut lancé. Ils terminent deuxième devant les Américains Jenni Meno et Todd Sand déjà troisièmes aux Championnats du monde l'an passé. Après leur médaille de bronze surprise à Sofia, les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadès espéraient bien s'approcher du podium mondial. Mais ils ont vécu dans leur programme libre un scénario aussi catastrophique que Philippe Candeloro dans son programme technique : chute sur des portés et un saut lancé, manque de synchronisation dans les pirouettes et transformation d'un double axel en simple. Ils se sont classés 11^e, devant Line Haddad et Sylvain Privé, 18^e.

Le fiasco de Philippe Candeloro

EDMONTON. de notre envoyée spéciale

Le regard vague, la voix lasse, Philippe Candeloro a tenté, mercredi 20 mars, d'expliquer l'exécution désastreuse de son programme technique qui le plaçait provisoirement à la 16^e place de la compétition masculine, derrière ses compatriotes Eric Millot (6^e) et Thierry Cerez (15^e). Tétanisé par le doute ou l'enjeu, le champion de France n'a pu réaliser le moindre saut impeccablement. « Je me suis planté et cette fois je n'ai pas d'excuse, a-t-il dit. Lorsque j'ai raté mon triple axel, j'ai simplement pensé que cela me vaudrait une déduction de 5 ou 6 dixièmes et qu'il ne fallait pas oublier le reste. Ensuite, j'ai tiré avec beaucoup de mal pour réussir le triple lutz et je suis arrivé sur mon deuxième axel perturbé par le souci de ne pas reproduire la même erreur que sur le premier. »

Décevant aux championnats d'Europe, à Sofia fin janvier, où il a terminé 9^e, Philippe Candeloro comptait sauver à Edmonton une saison bien sombre. Mais même un programme libre irréprochable, jeudi 21 mars, ne lui permettrait pas de gravir le podium. Le Français, respectivement médaillé d'argent et de bronze aux mondiaux 1994 et 1995, affichait pourtant une certaine ambition aux entraînements précédant la compétition. Partisan d'une promotion muséifiée du personnage de Lucky Luke - peu

apprécié des juges - qu'il incarne dans son programme libre, il avait distribué aux médias une plaquette explicative en anglais et en français. Une méthode dont usaient déjà les danseurs sur glace Isabelle et Paul Duchesnay, à la fin des années 80, pour décliner le sens de leurs programmes novateurs.

CONTRAT À LA BAISSE

Bien que tardive, l'initiative était adroite. Insuffisante toutefois à sauver Lucky Luke. L'enthousiasme modéré qu'ont suscité les glissades du cow-boy conduit Philippe Candeloro à ne pas prolonger l'expérience au-delà de cette saison. Avant même la fin des championnats du monde, il tire les enseignements de ses contre-performances répétées : « Aujourd'hui, il suffit de rater un triple axel pour gâcher la journée et la saison. Il faut oublier cette saison et se réjouir que cela ne me soit pas arrivé aux J.O. » L'avenir immédiat ? « Je vais pouvoir tester la valeur des gens qui m'entourent, voir s'ils continuent à me soutenir. M. Dossier m'avait affirmé qu'un mauvais résultat ne remettrait pas en question mon partenariat avec TF1, mais mon contrat sera revu à la baisse puisqu'il contient une clause stipulant que je devais rester sur le podium. »

P. Jo.

■ **RUGBY À XIII** : Les négociations ont repris en Australie, mercredi 20 mars, à la veille du coup d'envoi du championnat professionnel, entre les clubs de la Super League, compétition rebelle pour l'instant interdite par la justice, et les dirigeants de la fédération australienne (ARL). Plus tôt dans la journée, les huit clubs refusant toujours de rejoindre le championnat officiel, avaient annoncé la création d'une autre compétition, la Global League, sans lien avec Rupert Murdoch, initiateur de la Super League. Cela n'a pas empêché l'ARL de menacer de poursuivre la Global League en justice. Dans les négociations, le problème le plus épineux concernait l'avenir d'Adelaide et Hunter, les deux équipes créées de toutes pièces par News Ltd, branche australienne du groupe de presse de Rupert Murdoch, le responsable de la Super League. L'ARL refuse en effet de les intégrer aux vingt clubs composant actuellement le championnat officiel. - (AFP)

■ **RUGBY** : Un joueur de Carqueiranne a été condamné, lundi 18 mars à Bourgoins, à la suspension de son permis de conduire, à une interdiction bancaire pendant un an, et à 13 000 francs de dommages et intérêts, pour avoir mis K. O. l'arbitre au cours d'un match du championnat de division 3 contre l'équipe de Saint-Savin (Isère) le 17 décembre 1995. A l'issue d'une bagarre générale, Lionel Troglia, talonneur du club du Var, avait donné un violent coup de tête à l'arbitre qui, atteint à la tempe, avait perdu connaissance. Troglia a d'autre part été radié pour trois ans par la Fédération française de rugby.

■ **JUDO** : Un judoka de l'équipe olympique de la Corée du Sud est décédé d'un arrêt cardiaque provoqué par une perte de poids excessive, ont annoncé, mercredi 20 mars, les autorités sportives de ce pays. Le décès de Chung Se Hun, 22 ans, médaillé d'or aux Universiades, en 1995 au Japon, est intervenu au moment de son transport à l'hôpital, depuis un camp d'entraînement où il se trouvait. Chung, qui avait pris du poids depuis son intégration dans l'équipe nationale, dans la catégorie des 65 kilos, s'est effondré lors d'une séance de sauna qu'il effectuait pour éliminer huit kilos superflus avant des épreuves de sélection nationale. - (AFP, AR)

■ **CYCLISME** : L'Italien Francesco Casagrande a gagné, mercredi 20 mars, la course par étapes Tirreno-Adriatico, dernière épreuve avant Milan-San Remo, samedi 23 mars. Dans le même temps, Laurent Jalabert, dernier vainqueur et favori de Milan-San Remo, n'a pu s'entraîner normalement. Il souffre de son genou, blessé au cours d'une chute dans Paris-Nice.

RÉSULTATS

CYCLISME
Tirreno-Adriatico
Classement final : 1. F. Casagrande (Ita. Saseco), en 34 h 46 mn 18 s ; 2. G. Conchon (Ita.), à 23 s ; 3. P. Neroni (Ita.), à 29 s ; 4. C. Coppola (Ita.), à 32 s ; 5. Colombo (Ita.), à 51 s

FOOTBALL
Ligue des champions
Quarts de finale retour
Spartak Moscou (Russie)-FC Nantes (Fra) 2-2 (0-2)
Juventus Turin (Ita)-Real Madrid (Esp) 2-0 (0-1)
Panathinaïkos (Grèce)-Legia Varsovie (Polo) 3-0 (0-0)
Ajax Amsterdam (P-B)-Borussia Dortmund (All) 1-0 (2-0)
Les qualifications sont en gras

PATINAGE ARTISTIQUE
Championnats du monde
Couples
Classement final : 1. M. Eltsova-A. Bushkov (Russie), 2.0 pts ; 2. M. Woetzel-I. Stener (Alle), 2.5 ; 3. J. Meno-T. Sand (États-Unis), 5.5 ; 4. E. Shishikova-V. Nazarov (Russie), 5.5 ; 5. O. Kazakova-A. Dmitriev (Russie), 7.0 ; 11. S. Abitbol-S. Bernadès (Fra), 15.5

« TROIS VISAGES POUR BELFAST »

sur FRANCE CULTURE

Dans « L'Echappée belle », le magazine voyage de Marie-Hélène Fraïssé, Florence Evin poursuit

vendredi 22 mars de 15 h 30 à 17 heures

l'exploration de Belfast engagée dans ces « Terres d'Irlande ».

Comment vit-on dans cette cité suspendue à l'espoir d'une paix durable ?

L'Echappée belle

chaque vendredi
sur FRANCE CULTURE

Le Monde



Le cerf-volant entre dans la cité

Loisir de plage, art millénaire et véritable sport, la pratique du moins lourd que l'air se généralise dans les parcs suburbains

AU RENDEZ-VOUS des courants d'air, le cerf-volant attire de plus en plus les citadins. Si les « tireurs de ficelles » ont besoin d'espace et préfèrent s'exprimer en harmonie avec la nature sur les plages du littoral du Nord ou des Landes, ils investissent maintenant les parcs de banlieue où une brise « urbaine » remplace le vent côtier. D'humour sans doute plus capricieuse, celle-ci suffit pourtant à l'initiation ou à l'entraînement. Cette brise permet aux enfants et aux plus grands de tracer de belles images dans les airs.

En France, à la fois loisir populaire et sport encore marginal, les cerfs-volants se vendent annuellement par centaines de milliers. Ils émerveillent le public qui assiste chaque année aux Rencontres internationales de Berck (la dixième édition de cette manifestation a lieu du 30 mars au 10 avril sur cette plage du Pas-de-Calais). Mais il ne rassemble que 2 000 licenciés au sein de la fédération française de cerf-volant.

BANDES DE COPAINS

Les clubs ressemblent plus à des bandes de copains qu'à des écoles de compétition. Institutionnalisées mais peu structurées, le cerf-volant laisse une large part à l'improvisation et à la liberté de manœuvre. Les multiples déclinaisons de cette tradition asiatique, devenue une passion « à l'occidentale », et les diverses catégories de matériel (souple ou rigide, dirigeable ou non...) occupent des pages dans les manuels spécialisés.

Les enfants s'amusent en apprenant à construire, avec des maté-

riaux simples, et à faire voler, lorsqu'ils y arrivent, un modèle monofil en losange. Plus spécifiquement, le cerf-volant s'adresse surtout aux 15-35 ans, souvent à l'esprit un peu « fun ». La pratique est au départ ludique puis devient discipline « acrobatique » au terme d'une longue assiduité.

Le modèle le plus courant est une aile delta miniature en toile à voile de bateau, de 1,8 à 2,4 mètres d'envergure, tendue sur une armature en fibre de carbone. Elle est pilotée avec deux lignes de commande en nylon d'une longueur de 20 à 40 mètres. Le poids total de l'engin atteint 300 grammes, pour un prix qui varie de 200 à 800 francs. On le trouve aussi bien dans les magasins de jouets ou les grandes surfaces, chez les détaillants de sports et auprès des boutiques spécialisées où les vendeurs prodiguent des conseils avisés.

PRUDENCE ET CONVIVIALITÉ

En théorie, on réussit une figure classique (le « huit ») après une demi-journée d'apprentissage. Mais la maîtrise technique individuelle et la coordination d'ensemble des quatre pilotes du *team lung tu* (celui qui chevauche le vent, en tibétain) exige plusieurs années d'expérience à raison de deux journées d'exercices par semaine et en toute saison.

La meilleure « escadrille » française réalise ainsi une véritable chorégraphie tous les week-ends aux portes de Paris. Aux beaux jours, les champions partagent sans problème avec une quarantaine de cerf-volistes amateurs (comme eux) le pique-nique, leur passion, leur jargon et leur espace favori : le plateau au sud-est du parc de La Courneuve.

Les immeubles barrent l'horizon tout proche mais le vent y est à la fois régulier et puissant (tout commence à partir de force 2, soit 10 km/h). Ici, entre initiés et pro-



fanés, la convivialité est de rigueur. Mais la prudence aussi, car une trop forte promiscuité pourrait gêner les évolutions de chacun, voire provoquer l'incident (un cerf-volant peut piquer du nez à 40 km/h et faire involontairement très mal).

Une vingtaine de citadins en quête d'Eole se rencontrent habituellement le samedi sur les terrains de football à accès libre de Bagatelle (en lisière ouest du bois de Boulogne). L'ambiance est à la performance (voire parfois à l'effort), et l'aérodynamisme plus délicate à cause des arbres. Un ballet aérien bigarré s'anime également au-dessus de la vaste pelouse près de l'hippodrome de Vincennes.

L'atmosphère est plus familiale

Où s'adresser ?

- Association. - Fédération française de cerf-volant, 6, rue Gallée, 75008 Paris. Renseignements sur le Minitel : 3615 code Cerf-Volant.
- Quelques magasins spécialisés :
 - A Paris : La Maison du cerf-volant, 7, rue de Prague, 12^e, tél. : 44-68-00-75 ; Le Ciel est à tout le monde, 10, rue Gay-Lussac, 5^e, tél. : 46-33-21-50.
 - En province : Le Cri du kangourou, 22, rue Terme, Lyon 1^{er}, tél. : 72-00-99-10 ; Les Yeux du ciel, 8, cours Liautaud, Marseille 1^{er}, tél. : 91-55-71-06 ; Windy Morning, 24, rue Huguerie, Bordeaux, tél. : 56-01-24-10.

ESCAPADES

FAMILIALES

■ **PROMENADES DANS LE VERCORS.** Pour rêver ou pour préparer des balades, le magazine Alpes, daté mars-avril, propose six routes « entre ciel et terre » pour découvrir les falaises du Vercors. Des parcours qui permettent de voir chutes, vallées et villages accrochés à la roche. C'est le cas de Pont-en-Royans, dont les hautes bâtisses restaurées, construites au-dessus des eaux de la Bourne, abritent des industries de draperie et de travail du bois. Les photos en couleurs, une carte, un guide des sites et une liste des bonnes tables complètent la livraison.

★ Alpes Magazine, mars-avril, 38 francs.

■ **TOURISME A LA CARTE.** Le Salon mondial du tourisme se tient du 27 mars au 1^{er} avril, à Paris. L'occasion, pour les 90 000 visiteurs attendus de préparer des évènements, d'obtenir des informations pratiques, des idées et des conseils judicieux auprès des voyageurs, hôteliers, transporteurs et autres prestataires touristiques. Au programme, toutes les destinations (pays, régions, départements et villes) et tous les produits, en France comme à l'étranger dans une ambiance de fête.

★ Paris, porte de Versailles, de 10 heures à 19 heures ; le 29 mars, nocturne jusqu'à 22 heures. Entrée : 50 francs ; tarif réduit : 40 francs.

■ **VILLES D'EAU.** Des stations françaises de thermalisme tiennent salon à la porte de Versailles, à Paris, pour proposer les avantages d'une cure dans leurs établissements ou d'un séjour dans leurs hôtels. Chaque station est spécialisée dans le traitement d'une affection, et la qualité de l'eau qui jaillit de la source locale est censée être bénéfique. Cette année, des centres de thalassothérapie s'associent à la manifestation. Ils vantent les bienfaits de l'eau salée, mais aussi des algues et du climat marin, pour faire disparaître les fatigues de l'hiver.

★ Salon des thermalies, Paris, porte de Versailles, jusqu'au 24 mars de 9 h 30 à 19 h 30. Entrée : 35 francs.

■ **L'ART HIMALAYEN.** L'Association française des amis de l'Orient organise samedi 23 mars au Musée Guimet, à Paris, une journée d'étude intitulée : « Regards sur l'art himalayen ». Lionel Fournier doit présenter des documents sur l'art du royaume de Gange, tel qu'il apparaît au XI^e siècle sur les peintures murales des grottes de Dunbar et dans les temples de Tholing et de Tsaparang. Françoise Pommeret, du CNRS, doit évoquer un itinéraire allant du Yunnan à Lhassa, tandis que Gilles Béguin, conservateur du Musée Cernuschi, étudiera les influences népalaises dans la statuaire tibétaine.

★ Renseignements au 47-23-64-85.

SPORTIVES

■ **GRAND LARGE.** Pour la septième année consécutive, le Palais omnisports de Paris-Bercy (POPB) se transforme en lagon venté. Un bassin de 80 mètres de long et de 35 mètres de large, rempli de 2 millions de litres d'eau turquoise, sera balayé par les 25 noroeds de vent produit par 27 énormes ventilateurs. Le POPB va ainsi être le théâtre, samedi 23 au soir et dimanche 24 mars à 15 heures, de l'affrontement - bruyamment mis en scène - entre les meilleurs planchistes du monde. Les slaloms alternent avec les épreuves de saut pour désigner le meilleur « funboarder indoor ».

★ Renseignements et réservations au 44-68-44-68.

■ **LE CORPS ET LA FORME.** Les amoureux de leur corps ont rendez-vous au Salon mondial body-fitness, qui se tient du vendredi 22 au dimanche 24 mars, au parc des expositions du Bourget. Les marques d'un marché de la forme en expansion présenteront les nouveautés en matière de matériel, de diététique, de vêtements, et de services.

★ Parc des expositions Paris-Bourget, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, de 10 heures à 19 heures. Entrée : 48 francs.

ANTIQUITÉS

● **Gen (Ain),** Parc-expo, 50 expositions, entrée 35 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, de 9 heures à 20 heures.

● **Cognac (Charente),** Palais des congrès, 25 expositions, entrée 25 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, de 10 heures à 19 h 30.

● **Tours (Indre-et-Loire),** Parc-expo, 70 expositions, entrée 35 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, de 10 heures à 20 heures, nocturne vendredi jusqu'à 23 heures.

● **Châlons-sur-Marne (Marne),** Parc-expo, 45 expositions, entrée 20 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, vendredi de 12 heures à 21 heures, samedi de 10 heures à 20 heures, dimanche de 10 heures à 19 heures.

● **Thonon-les-Bains (Haute-Savoie),** château de Ripaille, 25 expositions, entrée 20 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, vendredi de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, lundi de 10 heures à 17 heures.

● **Montereau (Seine-et-Marne),** Salle des fêtes, 32 expositions, entrée 15 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, de 10 heures à 19 heures, samedi de 12 heures à 19 heures.

● **Le Chesnay (Yvelines),** Domaine Chèvreloup, entrée 25 francs, du vendredi 22 au dimanche 24 mars, de 10 heures à 19 heures.

BROCANTES

du vendredi 22 au dimanche 24 mars

● **Paris,** rues Lecourbe et Cambronne ; boulevard de la République ; Parc des Princes, 400 expositions ; avenue du Maine, 130 expositions (jusqu'au dimanche 31 mars).

● **Alençon (Orne),** Parc-expo, 150 expositions.

● **Périgueux (Dordogne),** Salle des sports, 50 expositions.

● **Valence, Parc-expo,** 50 expositions.

● **Vernon (Eure),** Salle du Virolet, 25 expositions.

● **Castellane-de-Médoc (Gironde),** Salle des fêtes, 25 expositions.

● **Gorron (Mayenne),** Salle omnisports, 30 expositions.

● **Bar-le-Duc (Meuse),** Halle des expos, 35 expositions.

● **Sorans-les-Breurey (Haute-Saône),** 30 expositions.

● **Péronne (Somme),** Salle des fêtes.



Le bruit des dés

C'est au 11 de la rue Saint-Jacques, à Paris, face à l'abbaye de Saint-Gervais, que vous attend le Polly Maggoo. Ce café de poche ne peut que ravir les misanthropes, les ennemis de la nouveauté, autrement dit. Car on se demande ce qui a pu changer depuis son ouverture, vers la fin des années 60. Tout de même, les 33 tours et leurs pochettes très fatiguées ont disparu au profit des cassettes et des CD. Derrière le bar en bois, Arielle peuple l'espace de

L'AIR DE PARIS

musiques pop ou irlandaises, fredonnant parfois l'air qui sort des petits baffles. Arielle est blonde, mais sa frange rappelle celle de la brune dont le visage s'étale en grand sur une affiche de film au noir et blanc très contrasté. Il s'agit de *Qui êtes-vous Polly Maggoo ?*, un film de 1967 sur la mode et les médias, tourné par le photographe William Klein. Sans doute là depuis toujours, l'affiche dit la pérennité du lieu, un lieu où le coin non-fumeurs ne doit pas dépasser 10 centimètres carrés. Arielle est blonde, comme l'une des trois bières à la pression qu'elle peut vous servir. Les deux autres sont l'Adelscoit et la blanche. C'est écrit sur une ardoise, qui propose aussi du thé au miel, du grog et du vin chaud, ainsi que cinq bières à la bouteille. « C'est tout », est-il inscrit en bas de l'ardoise, au-dessus d'un soleil, d'une fleur et d'un bateau. Les lampions blancs et ronds ont l'air d'aimer follement la poussière. Ils dispensent une lumière tamisée sur une petite faune portée sur la bière. Il y en a souvent deux ou trois vissés au zinc,

l'œil perdu dans une longue rêverie. Quelques autres, sur les banquettes, cheveux et barbiolés, réinventent les années 70. Mais le pôle d'attraction, ce sont les parties de backgammon qui se jouent près du bar. Campent là une brochette d'assistants, et Arielle n'est pas la dernière à secouer le cornet. C'est une affaire de chaque instant qui voit se relayer les joueurs et capte l'attention des fidèles. Rien ne presse, semble-t-il, en dehors du jeu sacro-saint. Le temps est en robe libre, qu'il pleuve ou fasse soleil. On dirait que la vie n'est qu'une partie de backgammon toujours recommencée, qu'il y a seulement à agiter les dés et à repousser ses pions. La Seine peut bien déborder, la terre trembler aux antipodes, rien ne saurait freiner l'ardeur des deux joueurs. Et peu à peu, d'ailleurs, vous vient le sentiment que la planète entière est suspendue au bruit des dés, à ce qui va sortir du fébrile cornet.

Daniel Percheron

VENTES

Manet, graveur et lithographe

PRÉCURSEUR de l'impressionnisme, Edouard Manet (1832-1883) fit longtemps partie des éternels refusés des Salons. Il a hérité les critiques de l'époque avec ses toiles aux airs d'esquisses et ses couleurs franches posées en aplat. Mais sa singularité a bouleversé la peinture, et ses toiles figurent aujourd'hui dans les musées et quelques collections privées. Elles passent rarement en vente publique, et leur apparition suscite des enchères telles que 34 millions de francs pour le premier jet du *Bar des Folies Bergère*, peint en 1881 (Londres, juin 1994). Mais son œuvre, variée, comprend aussi des estampes, où l'on retrouve sa verve spontanée, qui atteignent des sommes plus modestes.

Réuni par un amateur à la fin du

XIX^e siècle, un ensemble de 31 eaux-fortes et 7 lithographies originales de Manet vont être proposées à Drouot mardi 26 mars. Beaucoup de ses œuvres capitales sont là. La plupart ont été tirées après sa mort, à la demande de son épouse, sauf deux lithographies. *Le Gamin* (estimé entre 60 000 et 80 000 francs), éditée entre 1868 et 1874, met en avant son génie du portrait et *La Guerre civile* (même estimation), inspirée par la Commune de Paris en 1871, offre un rapport de masses qui, dessinées de manière elliptique, traduisent l'écrasement, la mort, l'humanité.

L'*Exécution de Maximilien* (entre 60 000 et 80 000 francs), également d'après un tableau célèbre, marque un des scandales du Second Empire. Choisi par Napoléon III comme empereur du Mexique, l'archiduc Maximilien d'Autriche (surnommé l'« Archiduc ») fut fusillé en 1867 par les troupes de Juárez après que la France l'eut abandonné. Cet événement politique conforte l'opposition de Ma-

net à Napoléon III et contribua à faire de lui un républicain convaincu.

Encore sur pierre lithographique, *Les Courses*, instantané et puissant, illustre sa recherche esthétique avec un désordre étudié dans les pattes des chevaux, évoquant leur vitesse, alors que des griffonnements indiquent l'agitation de la foule au passage des cavaliers. On attend entre 125 000 et 150 000 francs de cette œuvre révolutionnaire.

Événement moins rare que les lithographies, une trentaine d'eaux-fortes reprenant en majorité des thèmes de tableaux comme *Olympia*, *Le Guitarero*, *Berthe Morisot* ou *Baudelaire de profil en chapeau* sont accessibles entre 1 000 et 6 000 francs. Conservées depuis un siècle dans un grand portefeuille de cuir (qui sera aussi mis en vente), ces estampes portent de légers stigmates (rousses, taches, traces de plis). Elles se présentent « dans leur jus », et l'expert Arsène Bonafous-Murat, s'est contenté de « souffler sur la poussière d'époque,

non polluante (à la différence de celle d'aujourd'hui), qui les recouvre ».

Des gravures anciennes font aussi partie de cette vente, en particulier une quinzaine d'eaux-fortes de Claude Gellée, dit Le Lorrain : *La Danse au bord de l'eau* (de 3 000 à 4 000 francs), *La Danse sous les arbres* (de 8 000 à 10 000 francs), *Le Pont de bois*, *Le Troupeau en marche par temps orageux* (de 4 000 à 5 000 francs), des vues de Rome par Piranèse sont estimées entre 3 000 et 5 000 francs, *La Vierge au singe* d'Albrecht Dürer (de 35 000 à 40 000 francs), *Les Grandes Misères de la guerre* de Jacques Callot (de 15 000 à 20 000 francs).

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, mardi 26 mars, exposition la veille de 11 heures à 19 heures. Etude Picard, 5, rue Drouot, 75009 Paris, tél. : 47-70-77-22 ; expert Arsène Bonafous-Murat, 15, rue de l'Ecluse, 75006 Paris, tél. : 46-33-42-31.

ÉTVDDES

Retrouvez notre sommaire de mars sur :

Minitel : 3615 SJ*Etudes

En vente dans les grandes librairies.

ETUDES - 144 pages - 55 F (11 n° par an)
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ (1) 44 39 48 48

Parcs d'attractions
Expositions
Musées
Monuments

Sortez informés !
(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

Nuages et faibles pluies sauf au sud

LE BAROMÈTRE restera en dessous de la pression normale en cette fin de semaine. Cela permettra aux perturbations atlantiques de circuler au-dessus de notre pays; heureusement, leur activité ne sera pas trop importante, et elles épargneront l'extrême sud.

Vendredi matin, sur le Nord-Pas-de-Calais, on se réveillera sous un ciel gris et faiblement pluvieux suivi par de belles éclaircies. Sur les Ardennes, le nord de la Lorraine et

de l'Alsace, les nuages domineront malgré des éclaircies passagères, avec le risque d'une brève averse. Un peu plus au sud, de la Haute-Normandie et la Picardie jusqu'au sud de la Lorraine et à la Bourgogne, en passant par l'Île-de-France et la Champagne, le ciel, bien dégagé jusqu'à la mi-journée, se voilera ensuite par le sud-ouest. Sur le sud de l'Alsace, le ciel, nuageux au lever du soleil, laissera ensuite la part belle aux éclaircies. Sur la Basse-Normandie et le Centre, le voile de nuages au lever du jour s'épaissira pour donner un peu de brume à la mi-journée.

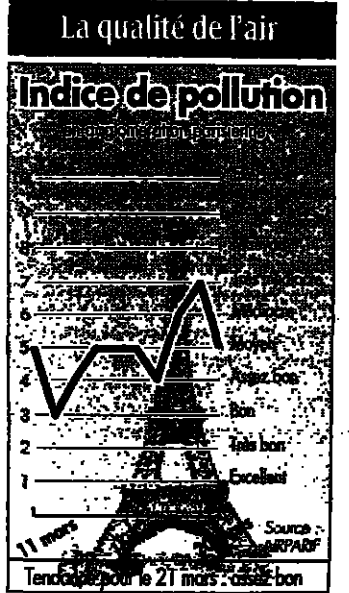
Sur les régions de l'ouest - Bretagne, Pays-de-Loire, Charentes, Poitou et Limousin - le ciel restera couvert et pluvieux du matin au soir; ces pluies seront en général faibles, mais localement, elles pourront se révéler un peu plus soutenues. Sur l'Auvergne et la région Rhône-Alpes, les nuages resteront abondants tout au long de la journée; seul le relief subira quelques faibles précipitations (de 200 m). Sur l'ensemble du Sud-Ouest et des régions méditerranéennes, ce sera une belle et douce journée; le nord de ces régions verra circuler quelques nuages inoffensifs. Sur les côtes variées et du nord-ouest de la Corse, le vent de sud-ouest soufflera assez fort, atteignant 70 à 80 km/h en rafales.

Les températures seront proches des normales sur la moitié nord, supérieures sur la moitié sud; les minimales seront comprises entre 2 et 5 degrés sur le Nord-Est et les Ardennes, entre 5 et 8 sur le reste du pays, jusqu'à 10 degrés sur les bords de la Méditerranée; quant aux maximales, elles atteindront 11 à 13 degrés du Nord au Nord-Est, 13 à 15 degrés sur le reste de la moitié nord, 17 à 20 sur la moitié sud, jusqu'à 22 ou 23 sur le sud de l'Aquitaine.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

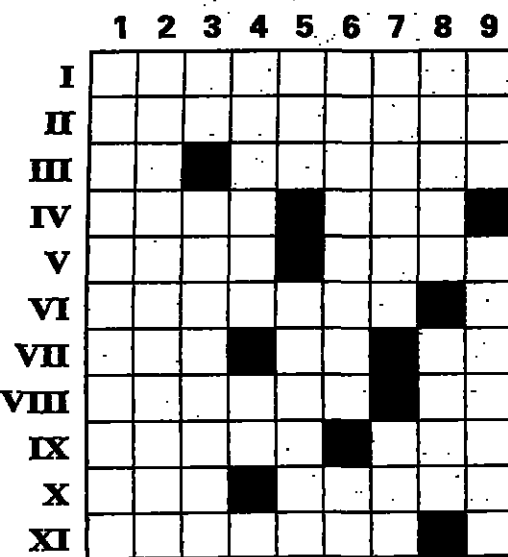


Prévisions pour le 22 mars vers 12h00



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6783



HORIZONTELEMENT

I. Sont vraiment des as. - II. Où l'on peut toujours taper. - III. Conjonction. Peut être parcourue en chantant. - IV. Un chef religieux. Baie du Japon. - V. Table de pressoir. Certains sont trouvés dans l'herbe. -

VI. Sans aucune tristesse. - VII. Mauvais fond. Terme musical. Dans le groupe des lanthanides. - VIII. Sur l'étang de Berre. Adverbe. - IX. En Algérie, avant l'indépendance. Plein quand il y en a jusque-là. - X. Utile pour le goiffeur. Parfois associés aux gestes. - XI. Supportent le poids du véhicule.

VERTICALEMENT

1. Un partisan du moindre effort. - 2. Devenues comme des bêtes. - 3. Négation. Stabilisent un empenage. - 4. Une vraie patate. Participe. - 5. Un homme qui est passé aux Actes. Endroit où l'on peut demander l'arrêt. - 6. Sont grattées par des greffiers. Article. - 7. Dans la banlieue de Sao Paulo. Ce que ça vaut quand c'est très bon. - 8. Le parent le plus connu de Rameau. Partie d'une addition. - 9. Coule dans le Bocage. Arme ancienne.

SOLUTION DU N° 6782

HORIZONTELEMENT

I. Vêtements. - II. Enurésie. - III. Nosologie. - IV. Tu. Sapient. - V. Rab. Serti. - VI. Ans. Us. - VII. Car. Emerl. - VIII. Uvée. Epée. - IX. Lambiner. - X. Elée. Ullis. - XI. Se. Rasées.

VERTICALEMENT

1. Ventricules. - 2. Enoua. Avalé. - 3. Tus. Barème. - 4. Eros. Aber. - 5. Mélasse. - 6. Esope. Menus. - 7. Niger. Epelé. - 8. Teinturerie. - 9. Etisie. SS.

Guy Brody

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements

24, avenue du G^e Luchaire - 93646 Chantilly Cedex - Tél. : 33 (0) 49-40-32-90.

Je choisis la durée suivante : France, Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, d'autres pays européens, d'autres pays non européens.

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

3 mois 536 F 572 F 790 F

LE MONDE (ISSN 0046-8982) is published daily for \$ 5.00 per year (LE MONDE - 1, place Saint-Sulpice - 75006 Paris - France) and additional mailing office.

POSTMASTER: Send address changes to LMS of P.O. Box 1358, Champlain N.Y. 12919-0135.

For the subscription service see: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1510 Taylor, Suite 404, Virginia Beach VA 23462-0905 USA Tel.: 800-426-3845

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays : 601 MC 001

Je joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse :

● par écrit 10 jours avant votre départ. PP Paris DTN

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (0) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Compuserve 36 63 81 27

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDCC

ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province :

36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 37-437.

Imprimerie du Monde :

12, rue M. Guesbroux,

94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE 1994

Président-directeur général :

Jean-Marie Colombani

Directeur général :

Gérard Morin

Membre du comité de direction :

Dominique Aloy, Cécile Peyou

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

ALLEMAGNE

Lufthansa est à la recherche d'un nouveau partenaire au Canada. La compagnie aérienne allemande est actuellement liée par un accord de partage des codes avec Canadian Airlines, qui arrive à échéance en juin et qui ne sera pas renouvelé. - (AFP)

ÉTATS-UNIS. Le trafic passagers de Southwest Airlines sur les vols à destination de la Floride a été plus élevé que prévu. La compagnie américaine, installée à Dallas, a commencé à desservir la Floride en janvier. - (Bloomberg)

GRANDE-BRETAGNE. Air UK ouvrira le 31 mars une nouvelle ligne Londres-Stansted-Rotterdam. Cette desserte sera assurée à raison de trois rotations par jour et une le week-end sur des appareils d'une capacité de cent dix passagers qui proposeront aux voyageurs d'affaires un haut niveau de confort et de services. La compagnie britannique a également décidé d'ajouter deux vols entre Londres-Stansted et Amsterdam, et un vol au départ de Londres et de Glasgow à destination de Francfort et de Milan.

JORDANIE. La Jordanie et Israël ont décidé d'ouvrir aux autobus et aux voitures de tourisme le point de passage Akaba-Eilat à partir du 1^{er} avril. - (AFP)

SCANDINAVIE. Les passagers de la compagnie scandinave SAS et de la compagnie américaine United Airlines peuvent, dès à présent, réserver leur place sur les vols transatlantiques ou intra-européens qui seront exploités en commun par les deux transporteurs à compter du 10 avril. Les destinations américaines concernées par l'accord conclu entre les deux compagnies sont Chicago, Dallas, Denver, Houston, Los Angeles, Minneapolis, Newark, New York, San Francisco, Seattle et Washington; les destinations intra-européennes sont Copenhague, Helsinki, Oslo et Stockholm via Amsterdam et Londres.

SÉNÉGAL. D'importants crédits vont être mis à la disposition des habitants de Saint-Louis, au nord du Sénégal, pour rénover des maisons qui seront destinées à accueillir des touristes. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 22 mars

MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : les objets d'art de la Renaissance, 11 h 30; les bronzes de la place des Victoires, 12 h 30 (Musées nationaux).

L'OPÉRA-GARNIER (37 F + prix d'entrée), 12 h 30, dans le vestibule au pied de la statue de Lully (Monuments historiques).

DE L'ANCIENNE-COMÉDIE au couvent des Cordeliers (50 F), 14 h 30, sortie du métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

L'ÉGLISE SAINT-ROCH (37 F), 14 h 30, sur les marches de l'église (Monuments historiques).

MUSÉE RODIN (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 77, rue de Varenne (Paris capitale historique).

LE QUARTIER BONNE-NOUVELLE (40 F), 14 h 30, devant le portail de l'église (Sauvegarde du Paris historique).

LE QUARTIER MOUFFETARD (45 F), 14 h 30, parvis de l'église Saint-Médard (Paris capitale historique).

L'ÉGLISE SAINT-CHRISTOPHE et son quartier (60 F), 15 heures, 14 h 30, devant les guichets du métro Javel (Vincent de Langlade).

L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).

Samedi 23 mars

LA COUR DES COMPTES (45 F), 11 heures, 13, rue Cambon (Le Passé simple).

LA SAINTE-CHAPELLE (50 F + prix d'entrée), 11 heures, sortie du métro Cité (Elisabeth Romann).

DU « COMMERCE » DE GRENELLE à Saint-Jean-Baptiste-de-la-Petite-Garenne (60 F), 11 heures, sortie du métro Emile-Zola (Vincent de Langlade).

GRAND PALAIS : exposition Corot (50 F + prix d'entrée), 13 h 45, hall d'entrée (M^{me} Cazes).

L'HÔTEL-DIEU (37 F), 14 h 30, parvis de Notre-Dame devant la statue de Charlemagne (Monuments historiques).

LE JARDIN ATLANTIQUE au-dessus de la gare Montparnasse (37 F), 14 h 30, sortie du métro Cail, côté rue Vercingétorix (Monuments historiques).

MUSÉE DU LOUVRE (33 F

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

Fin des cartes gratuites

LE CONSEIL général de la Seine, réuni hier après-midi en séance publique, a débattu une des questions auxquelles s'intéresse particulièrement le public, le bon public payant, qui supporte stoïquement toutes les augmentations de tarif qu'on lui impose sans bénéficier jamais d'aucune faveur. M. Thomasson (communiste) a proposé, au nom de la commission des transports, de supprimer toutes les cartes de circulation gratuites sur les transports parisiens.

Il faut observer que les bénéficiaires des titres de transport sont en général des ayants droit. Ils conserveront d'ailleurs leur carte, mais les diverses administrations auxquelles ils appartiennent assureront, sur leur budget particulier, les frais de circulation de leur personnel.

Notons succinctement quelques chiffres cités par M. Thomasson. Tour d'abord, la Compagnie du métropolitain transporte gratis ses 20 000 employés et techniciens de tous grades. La préfecture de police est ensuite la meilleure « cliente » de la STCRP, car elle dispose, sur les deux réseaux, de 11 366 cartes gratuites ou à tarif réduit, sans compter la libre circulation de ses agents en tenue, des gardes républicains et des pompiers. La préfecture de la Seine retient pour son compte 1 500 cartes attribuées à certains de ses fonctionnaires, aux conseillers municipaux et généraux, aux maires et adjoints de Paris et aux maires des communes suburbaines. Enfin, les ministères utilisent 1 181 cartes.

Le Métropolitain estime que ces quelque 15 000 cartes de circulation, gratuites ou à tarif réduit, ont privé son budget de 1945 d'une recette de 100 millions. Il était donc temps que cette pratique cessât. A partir du 30 avril, personne ne pourra se flatter de voyager aux frais de la Compagnie. Les administrations et l'Etat passeront, comme les particuliers, au guichet.

(22 mars 1946.)

JEUX

LE MONDE

12 23 28 43 44 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

2 4 11 26 32 46 48 50

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996

THÉÂTRE Le metteur en scène Georges Lavaudant a pris la direction, le 1^{er} mars 1996, du Théâtre national de l'Odéon, que le Catalan Lluís Pasqual animait depuis 1990.

C'est un artiste frondeur qui va présider pour cinq ans à la destinée de l'une des deux salles les plus prestigieuses du théâtre français, bâtie en 1782 pour abriter la Comédie-Française.

● **UNE SECONDE SALLE** de bois conviviale, destinée à rapprocher le théâtre national des publics éloignés de la capitale. ● **« LE ROI LEAR »**, de William Shakespeare, est

la première mise en scène que signe le nouveau directeur de l'Odéon, servi par un « noyau » d'acteurs qui lui sont fidèles depuis la fondation de sa première compagnie, en 1968.

Georges Lavaudant place l'Odéon sous le signe du nomadisme

Le nouveau directeur, sans renoncer à l'ouverture sur les pays voisins, veut rapprocher la prestigieuse enseigne des publics en régions et continuer à défendre le répertoire classique comme la création contemporaine

DANS une certaine discrétion et dans une parfaite entente entre deux hommes de tempéraments pourtant fort différents, l'un des principaux théâtres nationaux vient de changer de mains et, à n'en pas douter, de politique artistique. Le Grenoblois Georges Lavaudant, quarante-neuf ans, metteur en scène en pleine maturité, succède au bouillonnant Lluís Pasqual qui dirigeait, depuis 1990, l'Odéon devenu Théâtre de l'Europe sous le mandat inaugural de Giorgio Strehler.

Retrouver cet homme aux humeurs frondeuses, souvent voyageuses, dans le petit bureau de directeur de l'Odéon est, sinon une surprise, presque une curiosité. Une consécration pour celui qui créait, en 1968, son Théâtre parisien avant de codiriger, en 1976, le Centre dramatique des Alpes et, dix ans plus tard, le TNP de Villeurbanne ? « C'est peut-être une consécration mais, en même temps, c'est un moment de ma vie où je me sens libre comme jamais. J'ai envie de faire ce que j'aime, qu'il s'agisse de

Lui tellement habitué aux espaces modernes de la représentation devra désormais s'accommoder des rotundités d'une salle à l'italienne ; lui qui aime tant s'évader, s'échapper loin, et récemment au Mexique, où plus qu'ailleurs il a aimé poser son sac, devra aujourd'hui passer l'essentiel de son temps au cœur de Paris, sous le regard exigeant du public, de la critique et des professionnels pour lesquels l'Odéon n'est pas un théâtre comme les autres mais celui que l'on aime, que l'on convoite, que l'on investit aussi et quelquefois par la force, quand les groupes politiques ou sociaux sont en quête d'une tribune citoyenne.

Georges Lavaudant, dont les productions auraient pu naturellement s'installer au Théâtre national de la Colline, n'a pas choisi l'Odéon par hasard : « Plus que par le problème des formes, j'ai été obsédé par le désir du dialogue entre la politique et l'art. Je trouvais que c'était plus important d'être au cœur du dispositif symbolique que représente l'Odéon. C'est le lieu le plus évident, le plus typé, pour entamer ce dialogue politique, de force à force, avec des gens très différents comme Jacques Derrida, qui était là il y a quelques jours, à la faveur des débats qui auront lieu ici. Au-delà de nos égoïsmes esthétiques qui sont toujours premiers, l'irruption du débat d'idées, la recherche, la confrontation avec le politique me passionnent. C'est pourquoi j'ai choisi l'Odéon. »

Mais Georges Lavaudant ne se serait pas tout à fait lui-même s'il n'était aussi chef de troupe, un petit groupe de va-et-en-guerre du théâtre d'art qui ne s'est jamais défilé depuis 1968. Il y a là des acteurs comme Philippe Morier-Genoud, qui joue aujourd'hui le rôle-titre du Roi Lear, Marc Bettou, Gilles Arbona, Annie Perret, Marie-Paule Trystram, tous présents sur la scène de l'Odéon ; d'autres sont partis, d'autres encore sont venus à mesure que le temps passait comme la jeune garde emmenée désormais par Sylvie Orlicz. Depuis 1976, le décorateur Jean-Pierre Vergier signe toutes les scénographies de Georges Lavaudant, tandis que dans son entourage s'exercent les plumes philosophiques de Jean-Christophe Bailly et Michel Deutsch. Aujourd'hui ou demain, tous seront de l'Odéon nouvelle ère.

« Une troupe permanente d'ac-



teurs, ou plus justement un noyau d'acteurs fidèles, est au cœur de mon projet, dit fermement Georges Lavaudant. Ce noyau sera évidemment perméable, ouvert aux nouveaux venus, et d'autant plus que le second axe de ce projet est la création d'un théâtre ambulant qui devrait nous permettre de nous rapprocher de spectateurs tenus souvent éloignés des salles de théâtre. »

UNE SECONDE SALLE

C'est la grande surprise de cette nouvelle mandature : la fabrication d'une structure légère destinée à voyager dans toute la France, animée par la troupe de l'Odéon, quelque chose comme les itinéraires des Coplanx au début de ce siècle.

« Après des discussions avec Igor, de la Volière Dromesko et avec d'autres spécialistes, le Théâtre ambulant pourrait prendre la forme

d'une cabane, un espace en bois sommaire et chaleureux. En même temps, explique Georges Lavaudant, il pourrait se déplacer d'une petite ville à une autre petite ville, s'installer à la campagne quelques jours, voyager d'un quartier de Paris à une ville d'Ile-de-France. On est en train d'affiner un budget mais c'est un projet qui verra le jour très rapidement, soit avant la fin de cette année, soit au plus tard au printemps de 1997. Le premier investissement étant relativement coûteux, on essaie de trouver des partenaires qui profitent de cette cabane quand nous ne nous en servons pas. L'idéal serait qu'elle soit utilisée toute l'année. »

Pour conforter encore cette politique de création, l'Odéon devrait disposer bientôt d'une seconde grande salle qui pourrait être construite sous le parvis de la place de l'Odéon. Les études seront

achevées d'ici deux mois, comme l'avait annoncé Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, lors d'une conférence de presse en octobre 1995, et les travaux pourraient être lancés dès 1997.

Le directeur de l'Odéon, enfin, n'entend pas renoncer pas à son label de Théâtre de l'Europe. Mais cette fonction sera elle aussi revisitée : « L'Europe, je ne sais pas exactement ce que cela représente aujourd'hui. Sur le plan du théâtre, on voit très bien l'idée que Giorgio Strehler avançait : son Europe était claire, brillante, mozarrienne, le XVII^e siècle, les échanges, les maîtres. Cette vision est très belle mais elle ne peut exister qu'à travers la personne de Strehler. Si son modèle était Mozart, le mien serait Kafka, quelque chose de nettement plus nomade, quelque chose qui habite l'espace de l'Europe mais avec une inquiétude évidemment moins prestigieuse. Ça ne veut pas dire que demain la Royal Shakespeare Company, le Théâtre royal d'Espagne ou le Piccolo Teatro ne seront plus invités, on ne peut pas se priver d'eux ; mais j'imaginais quelque chose de plus transversal et, à nouveau, de moins programmatique. »

« Je ne suis pas entré dans ce bureau, le 1^{er} mars, en me demandant ce que je passais en Europe, en vue de faire mon marché. Si j'aime le spectacle d'un Chinois de Hongkong ou d'un Indien du Mexique, il faudra qu'ils soient là aussi, et tant mieux s'ils y a des Européens. Moi, je pense plutôt à l'Europe des auteurs frondeurs, celle de Heiner Müller, Gregory Motton, Edward Bond, Antonio Tabucchi, Didier-Georges Gabry, Bailly ou Deutsch. On pourrait résumer cela en disant un peu moins et un peu plus d'Europe, des saisons un peu moins institutionnelles et un peu plus aventureuses. »

Comme l'Europe de Georges Lavaudant, le Théâtre national de l'Odéon sera pour cinq ans, au moins, une mosaïque à laquelle le metteur en scène est décidé à « apporter tous les soins possibles, en considérant chacune des couleurs, des saveurs, des odeurs qui la composent ». Premiers invités déjà annoncés : l'italien Carmelo Bene, dans le cadre du prochain Festival d'automne, puis les Américains Robert Wilson et Lou Reed pour la création française, en janvier 1997, de *Time Machine*, d'après H.G. Wells.

Olivier Schmitt

« Le Roi Lear » ou le danger de jouer avec la folie

LE ROI LEAR, de Shakespeare. Mise en scène : Georges Lavaudant. Avec Philippe Morier-Genoud, Sylvie Orlicz, Annie Perret, Marie-Paule Trystram, Laurent Manzon, Pascal Elso, Louis Beyer, Marc Bettou, Philippe Demar, Vincent Winterhalter. ODÉON-THÉÂTRE DE L'EUROPE, 1, place Paul-Claudel, 6^e, 75006 Paris. Tél. : 44-41-36-36. Du mardi au samedi à 20 heures ; dimanche à 15 heures. 170 F à 30 F. Jusqu'au 12 mai.

Georges Lavaudant n'a jamais quitté la lande de Shakespeare. A l'âge de vingt-sept ans, en 1974, alors qu'il dirigeait le Théâtre parisien, il montait *Le Roi Lear* dans un ancien cinéma de Grenoble, le Rio. En 1976, il reprenait le spectacle à la Maison de la culture de la ville, où il avait été nommé à la tête du Centre dramatique national. Puis ce furent, au cours des saisons, à Avignon, Grenoble, ou Paris, *La Rose et la hache* (montage d'après Shakespeare, en 1980), *Richard III* (en 1984), *Hamlet* (en 1994). Et voici à nouveau *Le Roi Lear*, avec lequel Georges Lavaudant inaugure son mandat de directeur de l'Odéon.

Pourquoi *Lear* ? En 1974, Georges Lavaudant et sa bande

d'amis comédiens - Philippe Morier-Genoud, Annie Perret, Marc Bettou, Gilles Arbona, Marie-Paule Trystram - s'y étaient attaqués parce que, se souvient Georges Lavaudant, « on nous avait dit que c'était la pièce la plus mystérieuse de Shakespeare ». Le désir de remonter *Le Roi Lear* avec les mêmes comédiens s'accompagne d'une question : « Où est la liberté que nous avions à nos débuts ? Est-ce possible de la retrouver sans se faire piéger par le savoir-faire ? » La réponse repose sur le plateau de l'Odéon, un sol de dalles en pente abrupte, qui s'enfonce dans la salle. Au fond, de sombres cieux : la patte de Jean-Pierre Vergier, décorateur attitré de Georges Lavaudant, est immédiatement reconnaissable dans cet espace nocturne et flamboyant, où même les loges d'avant-scène sont maquillées de nuit.

Parce qu'il voudrait « ramper sans fard jusqu'à la mort », *Lear* décide de partager son royaume entre ses trois filles : Goneril, Regane et Cordélia, la préférée. La plus belle part reviendra à la plus aimante. A chacune de prouver par des mots l'affection qu'elle porte à son père. Goneril et Regane jouent le jeu, Cordélia refuse. Son père la déshérite et la renie. Est-ce dans ce dépit de père que naît la folie de *Lear* ? Shakespeare ne donne au-

cune piste, il laisse un homme avancer sur le chemin d'une solitude irrémédiable, jusqu'à errer sur la lande, tandis que son royaume se déchire. Si *Lear* n'était qu'un père, son attitude mènerait sa famille au désastre. Roi, il entraîne un carnage.

UNE PRÉSENCE MIROIR

Dans la mise en scène de Georges Lavaudant, tout se passe comme si *Lear* (Philippe Morier-Genoud) n'existait que dans le regard des autres. Non qu'il soit ébloui, au contraire : il brasse de l'air, roule des yeux, agite ses mains, envahit l'espace de son corps immense. Mais sa présence n'évoque pas celle d'un homme livré à la violence de son destin. C'est un miroir dans lequel les autres personnages mesurent leur solitude, une boussole qui n'indiquerait plus le Nord. Georges Lavaudant va plus loin. Il laisse croire qu'il y aurait de la sagesse à être fou. Son *Lear* cache un bouffon qui aurait compris la vanité du monde. Implicitement, cela signifie que la folie peut être un baume, ou un apprentissage nécessaire à la vie.

Ce point de vue a un avantage indubitable. Il permet à la troupe de jouer Shakespeare comme un livre ouvert où, selon les pages, les styles les plus divers se déploient :

tragique, réaliste, comique, poétique, dramatique. Le bouffon (Gilles Arbona) chante le blues ou le rap, Albany (Laurent Manzon) s'adonne aux mots croisés, Cornouailles (Pascal Elso) se travestit en danseuse de flamenco pour crever les yeux de Gloucester (Marc Bettou), Kent (Louis Beyer) emprunte sa dégaîne à Beckett, Edmond (Vincent Winterhalter) a des allures de frappe dandy tandis que son frère Edgar (Philippe Demar) regarde le ciel dans les yeux. Quant aux sœurs, Goneril (Sylvie Orlicz), Regane (Annie-Marie Perret) et Cordélia (Marie-Paule Trystram), elles sont princesses aux épaules dénudées, femmes éplorées de désespoir, ou, dans le cas de Cordélia, sage sacrifiée à l'amour du père.

S'il y a une liberté dans cette vision de *Le Roi Lear*, elle tient à la traduction de Daniel Loaysa, qui va droit au but, sans fioritures. La mise en scène de Georges Lavaudant s'accommode presque trop bien de ce langage. Elle coule, fluide, parfois drôle, incontestablement maîtrisée. Mais, parce qu'elle est privée de mystère, elle se déploie comme si la lande de Shakespeare était un terrain de jeux où la souffrance d'un roi mènerait à la rédemption. N'est-ce pas aller vite en besogne ?

Brigitte Salino

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 842 260
Informations téléphoniques au : 48-00-20-17
ou sur minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seuls indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 à 18 h. « Exposition le matin de la vente »
Régisseurs O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

DIMANCHE 24 MARS
S.6- 15H30- Tableaux modernes et contemporains.
Mes PESCHETEAU-BADIN, GODEAU, LEROY.
S.7- 15H- JUDALCA. Peintres juifs de l'Ecole de Paris. Mes LOUDMER.
S.13- Art de la Chine ancienne. Mes BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

LUNDI 25 MARS
S.2- Grands vins et alcools. Mes LOUDMER.

MARDI 26 MARS
S.3- 11H et 14H- Manuscrits et lettres autographes, musique, documents historiques. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.7- Tableaux anciens et modernes. Objets d'art et bel ameublement des XVIII^e et XIX^e siècles.
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

S.9- Succession de Mme N...
Mes PESCHETEAU-BADIN, GODEAU, LEROY.
S.15- Estampes anciennes et modernes. Me PICARD.
Expert : A. Bonafous-Murat.

MERCREDI 27 MARS
S.3- 11H et 14H- Suite de la vente du mardi 26 mars.
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

JEUDI 28 MARS
S.16- Livres. Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENREDI 29 MARS
S.8- Succession du sculpteur ETIENNE-MARTIN. Bibliothèque d'environ 4 000 ouvrages. Mes LOUDMER.
S.14- Tableaux, bibelots, meubles anciens et style.
Mes AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009) 47.70.67.68
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002) 42.60.87.87
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, 12, rue Drouot (75009) 42.46.61.16
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 44.79.50.50
PESCHETEAU-BADIN, GODEAU, LEROY, 16, rue Georges Baudrière (75009) 47.70.88.38
PICARD, 5, rue Drouot (75009) 47.70.77.22

LOUDMER
L'Antiquaire de Paris

HOTEL GEORGE-V Salon de la Paix
31, av. George V, 75008 Paris. T.47.23.54.00
SAMEDI 30 MARS à 10 H 30 et 14 H 30
Un libraire dans le siècle Alexandre Loewy
Livres illustrés modernes. Prestigieuses reliures. Manuscrits.
Expo. Hôtel George V le 29-03 de 11h/19h. Expert : M. Babinot.

ESCR
13h30-13h33
Patrick C
Alain ETC
Bertrand

هكذا من الاصل

Lyon met l'œuvre d'Edgard Varèse en perspective

La première intégrale française d'un compositeur mal-aimé

Edgard Varèse (1883-1965) est à l'honneur à Lyon, où le festival Musiques en scène et l'Orchestre national de la ville proposent la première intégrale française de l'œuvre du compositeur. Pascal Dusapin (compositeur né en 1954) est à l'initiative de cet hommage au

quel participe le compositeur chinois Chou Wen-Chung, élève et exécuteur testamentaire de Varèse.

NOCTURNAL, ECUATORIAL, OF-FRANDES. Et aussi « Nocturnes », de Debussy et « Coram » (création) d'Ivan Fedele. Avec Sharon Cooper (soprano), Kevin Deas (basse), les Chœurs de Lyon, l'Orchestre national de Lyon, Kazuichi Ono (direction). **LYON :** Auditorium, le 22 mars à 20 h 30. **MACON :** « Saônora », le 23, à 20 h 30. **HYPERPRISM, INTEGRALES, DESERTS.** Et aussi « Berceuse étiologique » de Busoni, « Une châtelaine en sa tour » de Fauré, « Gymnopédies » de Satie, « Le Festin de Paraïgnée » de Roussel. Orchestre national de Lyon, Mark Foster (direction). **LYON :** Auditorium, le 5 avril, à 20 h 30. **Tél :** 78-95-95-95.

LYON
de notre bureau régional
Depuis le début de l'année,

l'Orchestre national de Lyon propose une intégrale de l'œuvre d'Edgard Varèse, le compositeur franco-américain mort en 1965 (*Le Monde* du 31 janvier). L'initiative de cette première française revient à Pascal Dusapin, l'ancien compositeur en résidence de l'Orchestre, Alain Surans, conseiller artistique, et Emmanuel Krivine, le directeur, qui fait parfois profession de détester la musique « moderne », mais qui ne veut l'avouer. Pour preuve, *Amériques*, donné le jeudi 14 mars à l'Auditorium, dans lequel le bouillonnant chef a mené à l'incandescence un orchestre dont tous les pupitres, vents et percussions dominants, étincelaient en toute lumière, rappelant le conseil donné par Romain Rolland au jeune Varèse : « Ne craignez pas de vous extérioriser, vous n'y perdrez jamais votre

clarté française. » Les solistes de l'orchestre ont d'ailleurs mis la même fougue et la même finesse pour interpréter, quatre jours plus tard, un *Octandre* plein de brio.

L'intérêt de cette intégrale, à laquelle se sont associés le festival Musiques en scène, organisé par le Studio Gramme, ainsi que l'Université et les structures culturelles de Bourgogne (car les concerts de Lyon sont également programmés dans la région natale de Varèse), est aussi de mettre le compositeur en perspective. Donner en parallèle *Le Poème électronique* de 1958 et des pièces contemporaines de musiciens plus jeunes, comme Schaeffer, Stockhausen, Ligeti, s'est révélé passionnant. Situer Varèse dans sa filiation debussyste (*Les Nocturnes* avant *Nocturnal*) par rapport à la création d'aujourd'hui (*Coram* de Fedele donné en première mondiale),

comme le proposent les concerts du 22 et 23 mars, est également stimulant.

Ces rapprochements montrent comment le prodigieux agitateur sonore a ouvert des voies nouvelles et comment sa démarche solitaire a influencé tant de compositeurs. En témoignent les interviews de Boulez, Xenakis ou du Canadien Gilles Tremblay, recueillis dans un intéressant film-reportage réalisé par Mark Kidel, et projeté le vendredi 17 mars en avant-première mondiale. Longtemps hué, ridiculisé même, Varèse va peut-être devenir, plus de trente ans après sa mort, un musicien populaire. Lyon, qui possède au sein de son Conservatoire national supérieur de musique une salle qui porte son nom, indique la voie.

P. Mo.

« Galina » ou la vie d'une diva au pays des soviets

La création de l'opéra de Marcel Landowski

GALINA, de Marcel Landowski. Direction musicale : John Nelson. Mise en scène : Alexandre Tarta. Scénographie : Willy Holt. Avec Gwynne Geyer, Jean-Philippe Lafont, Jean-Marie Frémieu, Birgit Beckhörn, Hanna Schaer, Pomone Epoméo, Frédéric Caton, Stephen Guggenheim, Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon. **LYON-OPÉRA**, le 24 à 17 heures. **Tél :** 72-00-45-45.

LYON
de notre bureau régional
« Quand je suis entrée dans la salle pour la répétition et que j'ai vu mon double sur la scène en train de jouer mes adieux au Bolchoï, j'ai mis le poing devant ma bouche pour ne pas crier. » Cette confidence de Galina Vichnevskaïa éclaire l'originalité de l'opéra de Marcel Landowski, créé à Lyon le 17 mars : *Galina* raconte la vie d'un personnage réel et encore bien vivant, si bien que le public ne savait qui applaudir, de la « fausse » Galina qui sautait sur le plateau – la soprano Gwynne Geyer – ou de la vraie, qui trônait au balcon.

Née en 1926 dans une famille pauvre, Vichnevskaïa a tout connu : un père ivrogne, une mère absente, le siège de Leningrad, la perte d'un enfant, l'opérette, enfin l'entrée au Bolchoï. Elle en sera l'une des stars pendant vingt-deux ans. Son mari, Mstislav Rostropovitch, et elle forment le couple fétiche de la culture officielle. Mais le soutien qu'accorde le violoncelle à Soljenitsyne entraîne leur départ en 1974. Marcel Landowski a tiré de l'autobiographie de Vichnevskaïa une quinzaine de tableaux pour retracer le destin de l'artiste.

Le découpage du livret permet au compositeur de jouer à fond le jeu de l'opéra : alternance de séquences intimes et de scènes solennelles (les funérailles de Staline), entrecoupées d'interludes instrumentaux ou chantés et couronnés par une mort symbolique finale, lorsque Galina vient faire ses adieux. Il a puisé dans la tradition russe la représentation chorale du peuple et des personnages emblématiques comme « la Voix de la douleur », piquée sa partition de citations, d'*Aïda* et de Boris Godounov entre autres. Pour incarner Rostropovitch, il a choisi le violoncelle, ce qui lui permet quelques belles phrases méditatives, excellemment interprétées par Jean-Luc Bourré, soliste de l'Opéra de Lyon. Son écriture est soignée, élégante, mélodique, et sait ménager les effets dramatiques, sans éviter les effets tout court. Trop illustrative cependant pour toucher vraiment, malgré quelques moments spectaculaires.

Alexandre Tarta, réalisateur de télévision chevronné, a conçu la mise en scène comme une sorte de film, passant prestement d'un plan à l'autre. Il ajoute même des bandes d'actualité, projetées sur

un immense drapeau rouge. On a l'impression alors d'assister à une manifestation de ce réalisme soviétique contre lequel prétend s'élever l'œuvre. Celle-ci est au demeurant fort bien servie musicalement. La direction de John Nelson est efficace. Gwynne Geyer est une Galina très crédible et tout à fait sûre vocalement. Et la voix sombre de Jean-Philippe Lafont convient à la noirceur de Scarpiof, symbole du régime policier. Le clin d'œil à Tosca est ici évident. Mais, même si elle l'a si souvent chantée, Galina n'est pas l'héroïne de Puccini. Elle fut une diva comblée, qui, le moment venu, devint une femme courageuse. Est-ce suffisant pour l'ériger en symbole de l'art écrasé par la dictature ? Comme Floria Tosca, elle se dresse contre l'oppression par amour. La première se jette du haut du château Saint-Ange. La seconde prend l'avion pour l'Occident. Exil qui n'est heureusement pas sans retour : à Moscou s'ouvrira en 1997 l'Ecole d'art lyrique Galina Vichnevskaïa.

P. Mo.

■ **MUSIQUE :** 10 200 disques pirates d'Elvis Presley ont été saisis, le 12 mars, par les services douaniers de Saint-Dié (Vosges), a annoncé, mercredi 20 mars, le ministère du budget. Les douaniers sont intervenus à la demande de la Société civile pour l'exercice des droits des producteurs phonographiques (SCPP). Ils ont intercepté une cargaison de plus de 100 000 disques compacts, dont un « lot suspect » d'Elvis Presley, intitulé *The rock'n'roll generation*. Un expert a conclu qu'il s'agissait de copies d'enregistrements originaux d'Elvis Presley. L'affaire a été transmise au procureur de la République à Saint-Dié.

■ **Les Sex Pistols**, le plus célèbre groupe punk anglais, a proclamé sa reformation, mardi 19 mars, lors d'une conférence de presse à Londres. Johnny Rotten, Steve Jones, Paul Cook et Glen Matlock ont annoncé qu'ils ne comptaient pas écrire de nouvelles chansons. Le quatuor turbulent devrait donner des concerts, le 21 juin en Finlande dans le cadre du Messia Festival, le 23 juin en Angleterre et le 4 juillet au Zénith à Paris.

■ **CINÉMA :** Robert Wise, quatre-vingt-deux ans, le réalisateur américain de *West Side Story* et de *Star Trek*, sera présent, samedi 23 mars à Beauvais (Oise) pour la soirée d'ouverture, qui lui est consacrée, du festival Cinéma. Ce festival, qui a lieu jusqu'au 30 mars, est orienté sur la représentation de l'animal dans le cinéma et associe les collègues de la ville, auxquels des célébrités viennent expliquer leur métier. Une rétrospective sur cent ans de représentation de la jungle au cinéma encadrera le festival.

■ **PATRIMOINE :** un agent du FBI attaché auprès de l'ambassade des États-Unis à Paris, a restitué, mardi 19 mars, à Aubusson (Creuse), *La pêche miraculeuse*, une tapisserie monumentale du milieu du XVII^e siècle, volée en 1989 et retrouvée en 1994 à Chicago. L'œuvre, de près de cinq mètres sur trois, représente une scène du Nouveau Testament. Elle avait été volée, avec deux autres pièces de la même époque, dans l'église de la ville, où elle trônait derrière l'autel.

■ **THÉÂTRE :** les animateurs de la compagnie Le ballatum Théâtre, Guy Allouche et Eric Lacascade, ont été nommés le lundi 18 mars par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, co-directeurs du centre dramatique national La Comédie de Caen. Ils prendront leurs fonctions le 1^{er} janvier 1997, succédant au metteur en scène Michel Dubois nommé récemment au centre dramatique de Besançon.

■ **FESTIVALS :** la Fédération française des festivals internationaux de musique (FFFIM), a présenté, mercredi 20 mars à Paris, sa brochure 1996 publiée à 40 000 exemplaires et qui regroupe les programmes de 34 manifestations, membres « actifs » de cette institution et 27 autres membres « associés abonnés ».

Le compositeur Chou Wen-Chung se souvient de son maître

AGÉ de soixante-deux ans, le compositeur américain d'origine chinoise Chou Wen-Chung, secrétaire, ami et exécuteur testamentaire de Varèse, a fait le voyage de Lyon pour l'exécution de *Nocturnal*, une œuvre qu'il a complétée après la mort du compositeur. Le « patron », comme il l'appelle, lui a légué toutes ses archives musicales, qu'il conserve précieusement dans la maison du Village à New York où Varèse vécut pendant quarante ans, en attendant de trouver enfin le lieu adéquat et sûr où les déposer.

« Varèse adorait les voix. En faisant la cuisine, il écoutait de l'opéra. Puccini spécialement, dont il pouvait chanter tous les grands airs. Il aimait aussi Monteverdi et Pelléas et Mélisande. Dans sa musique instrumentale, il traite le son de façon très concrète, presque brute. Sa musique vocale est très différente : elle est marquée par le respect de la beauté de la voix et aussi par un sentiment très proche de la musique médiévale et de la Renaissance qu'il connaissait très bien. D'ailleurs quand il écoutait une voix, il devenait quelqu'un d'autre. »

« C'est Louise, la femme de Varèse, qui m'a prié, après sa mort,

de compléter *Nocturnal*. Je refusais toujours, jusqu'au moment où elle m'a dit : « Je vais demander à quelqu'un d'autre. » Alors j'ai accepté. Dans le studio de Varèse, il y avait beaucoup de petits papiers par terre, partout, avec parfois une seule note dessus. Et je me suis demandé : Qu'est-ce que Varèse aurait pensé ? Une nuit, même, alors que je travaillais seul dans la maison, j'ai eu l'impression d'une présence derrière moi. Et je suis sorti de la maison en criant ! Mon travail pour *Nocturnal* a consisté à corriger la partition de la première partie et à continuer la même idée à partir des nombreuses esquisses de Varèse. J'ai fait une œuvre de collage, de transposition. Chaque note est prise dans sa musique. »

Quand Varèse composait *Déserts* en 1952, je copiais la musique. Nous travaillions côte à côte dans le studio et Varèse me passait des morceaux de papier. Soudain, à la fin, j'entendis sa voix lancer : « Chou Wen ! » Je croyais que j'avais fait une erreur et qu'il me le faisait remarquer, mais non. Il s'est levé, il était debout, grand, avec son torse en avant, et il m'a dit : « Maintenant, je peux pisser dessus tout le monde ! »

Varèse avait deux humeurs. Quand il était dans un groupe, il était très convivial. Dès qu'il se retrouvait seul, il tombait dans la tristesse. Il avait beaucoup d'idées, mais pas les moyens techniques pour les réaliser. Quand il est venu travailler dans les studios de la radio à Paris chez Schaeffer, c'était trop tard. On l'a considéré comme dur, arrogant. Ce n'est pas vrai. C'était un être totalement honnête et sincère. »

Propos recueillis
par Pierre Moulinier

19.22 MARS 1996
**RUE DE
PALANKA**

LE CARGO
GALLOTTA
CENTRE CHOREOGRAPHIQUE NATIONAL GRENOBLE

13.14.16.20.21.23 MARS 1996
**DOCTEUR
LABUS**

RESERVATION : 76 24 49 56 / BILLETTERIES A GRENOBLE : LE CARGO ET MAISON DU TOURISME

Vendredi 22 mars

A L'OCCASION DU SALON DU LIVRE

LES ECRIVAINS PRENNENT LE MICRO SUR EUROPE 1

• 12h30-13h30 "Europe midi" réalisé par Michel GROSSIORD avec :

Patrick CAUVIN, Noëlle CHATELET, Dan FRANCK,
Alain ETCHEGOYEN, Louis NUCERA,
Bertrand POIROT-DELPECH et Anne WIAZEMSKY

EUROPE 1

Toutes les fréquences FM Europe 1 : tel 36 65 73 74 - 3,71F l'appel
ou monter 6015 Europe 1 - 2,23F la minute

Les coups de cravache de Thierry Mugler en réaction au banal

Le styliste impose sa différence

Sous un ciel gris avec éclaircies, le marathon des défilés s'achève. A Paris, certains font le vide, comme Li Edelkoort, qui, à l'occasion des dix ans de son bureau, a choisi de lancer son cri d'alarme : « La mode est en train de créer une image pour soi, de s'enfermer dans un monde sans issue. On confond design et stylisme. Tout finit par se ressembler... » Pour l'hiver 1998 « et au-delà », elle a proposé, dans ses bureaux entièrement vides, un audiovisuel où l'on a pu lire : « Etre différent, manifester son indépendance, être, tout simplement... » Au même moment, Chanel lance son parfum Allure, assorti d'un petit livre illustré, beige - nouveau noir de cette fin de décennie propre sur elle qui redoute le trop, la tâche, l'excès.

On a pu le voir chez certains jeunes créateurs, se protégeant derrière une appellation, pour justifier des défilés-fléves, avec tenues de groupes sans personnalités, où le banal triomphe en maître : cette avalanche de pantalons « minces », de petit pull et de blousons plats finit non seulement par gommer la silhouette, mais par effacer une présence. La voici réduite à l'ennui du monde (Richard Voinnet), de robes couleur prothèse, de motifs « cafards » et de teints gueule de bois pour Isabelle Ballu. En direct de la Bastille, elle évoque le spleen des enfants du siècle, qui cachent leur bobo sous un sparadrap avec goutte de sang en faux rubis... Dans ses locaux du 6^e arrondissement, là encore tout vides, Jean Toulton (APC), convoque son monde à assister à ce défilé de l'aboulie vestimentaire, avec pro-
cession de « pull, col rond moiré

space », avec « pantalon classique gabardine de laine beige ».

A ce monde qui s'enlise, Thierry Mugler en oppose un autre, l'horizon illimité de ses fantasmes et de ses rêves. Dans ses salons bleu glacier, il a présenté sa collection... trente-deux fois. Le silence qui enveloppe le lieu est comme chargé d'électricité, de vertiges. Loin des jockeys consensuels de l'hiver, tout claqué, comme par un coup de fouet magique, qui dès 6 heures transforme les « jeunes filles » de la cabine, en majorité russes, roumaines, en cut-women de BD initiées par l'Argentine Kouka à l'insu de l'apparition : « Je leur dis : marche, retourne-toi, joue, sois une queen. Mets-les tous dans ta poche. Il faut subjuguier avec les yeux... »

Les voici, fantômes de vinyl aux yeux mauves, escrimeuses crissantes. Cruelles de velours, écuylées en jodhpur « police », comme les oiseaux d'une nuit fantastique, où une cascade de rubis soulève une veste-bustier à faux cul. Un haut-de-forme devient loup, et le tailleur en version frac, la carapace d'une conquête impeccablement soumise à l'ordre de cette couture qui sépare, emboîte, redessine, étire une taille, étire un cou, répartit deux basques, cale un corset-flamme, sous le flot noir de ces capes d'amazones. Avec l'étonnement d'un enfant, Thierry Mugler impose sa différence comme un luxe, la parade magnétique de l'ailleurs. D'un col en colère à la pointe d'un escarpin, en passant par la mèche-sabre, tout se tient là dressé, haut-le-corps, tendu par l'exigence de l'œil qui refuse et donne.

Laurence Benaim



Défilé Thierry Mugler.

La soirée Jerome Robbins à l'Opéra de Paris

Ce spectacle, pour la réouverture du Palais Garnier, met en valeur les très jeunes danseurs comme Emmanuel Thibault, qui interprète le Faune de « L'Automne » des « Quatre saisons »

SOIRÉE JEROME ROBBINS, dansée par le Ballet de l'Opéra de Paris, dans le cadre de la réouverture de l'Opéra-Garnier. En Sol, A Suite of Dances, Moves, The Four Seasons. Opéra-Garnier, le 18 mars 1996. Prochains spectacles : les 20, 22, 23 (matinée à 14 h 30, soirée à 20 heures), 24, 26 et 29 mars. Les 2, 3, 4, 5 et 7 avril (matinée à 15 heures), 19 h 30. De 30 à 370 F. Tél. 44-73-43-00.

Emmanuel Thibault a tout bon. Il interprète le Faune de « L'Automne » dans Les Quatre Saisons de Jerome Robbins. Il a l'air étonné d'être là, danse comme un fou tout en conservant une netteté parfaite à ses sauts. Il a tout compris à l'esprit qui gouverne le ballet : en faire beaucoup, sans en faire trop. Le public l'ovationne. Emmanuel Thibault n'est ni étoile ni premier danseur. Robbins, comme tous les grands chorégraphes, possède un œil qui ne se soucie guère de la hiérarchie. Ces Quatre Saisons sont imaginées sur les musiques de quelques Inter-mèdes dansés d'opéras de Verdi. Le ballet, créé en 1979 par le New York City Ballet, est dansé pour la première fois par le Ballet de l'Opéra de Paris, avec inscription au répertoire.

L'œuvre est conçue comme une charge, élégante et désuète, contre le ballet d'opéra au milieu du XIX^e siècle, en France. En choisissant le thème éculé, mais toujours populaire, des saisons, Robbins s'amuse. Le décor donne le ton : une immense lyre sur laquelle est écrit en belles lettres le nom de Verdi. Difficile d'imaginer plus kitsch. Les danseuses de

« L'Hiver » frissonnent avec une exagération adorable. Marie-Claude Pietragalla, couleur du soleil, incarne un Été aveuglant. Mais personne n'égale, ce soir-là, le Faune, Emmanuel Thibault.

ATTACHEMENT

Jerome Robbins est dans la salle. Extrêmement attentif. Depuis sa venue, en octobre 1995, au Châtelet, avec le New York City Ballet, l'Américain a eu de graves ennemis cardiaques dont il se relève à peine. C'est dire son attachement au Ballet de l'Opéra de Paris que d'avoir respecté son engagement. Un attachement visible dans la manière dont il distribue les danseurs. Il connaît leurs qualités individuelles, ne craint pas l'extrême jeunesse. A Suite of Dances, qu'il créa en 1994 pour Mikhail Baryshnikov sur les Suites pour violoncelle seul de Bach, ne pouvait être repris, selon lui, que par Mamiel Leiris.

Ce dernier, face au violoncelle de Martine Bailly, se mesura sans faillir à la succession de Baryshnikov. Sauts de chat, roulades, pas flamenco, mains en appel, entrechats, déboulés, roue. Il est partout à la fois. Brillant, sans toutefois être assez spectaculaire. Et puis, ce survenement rouge, affreux, empêche de lire la précision d'une chorégraphie. Un art dans lequel celui qui sut si bien faire danser les voyous de West Side Story excelle sans avoir l'air d'y toucher. Robbins a la simplicité des orgueilleux qui savent tout faire. A Suite of Dances entre aussi au répertoire. Au cours de la même soirée, les ballets En Sol et Moves furent également dansés.

En Sol - sur le Concerto en sol

majeur de Ravel - serait mièvre, s'il n'était éclairé d'un magnifique pas de deux central, bâti autour d'une diagonale sur laquelle l'homme (Laurent Hilaire) et la femme (Carole Arbo) s'attirent et se repoussent. Robbins prend son temps. Il installe un climat. Une sensibilité inédite dans le ballet classique où les hanches sont si sévèrement contrôlées. Robbins joue sur le corps féminin en maître de l'érotisme. Moves date de 1959, entièrement dansé en silence, entré au répertoire de l'Opéra de Paris en juin 1993, ce ballet montre combien le chorégraphe, au lendemain de la guerre, se situait au cœur du mouvement des idées et des recherches, pas très éloigné d'un Cunningham. Sauf que les gestes qu'il extrait de la vie quotidienne cotoient, ici, le classique et ses pointes cambrées. Delphine Moussin et Yann Bridart, le couple soliste, sont entourés de huit danseurs du corps de ballet dont l'excellence rend de plus en plus obsolescentes les grades (quadrille, coryphée, sujet, premier danseur, étoile) qui régissent encore aujourd'hui cette maison d'opéra, devenu en quelques années, sous l'impulsion de Brigitte Lefèvre - directrice de la danse - un lieu d'accueil de l'œuvre de Jerome Robbins, après le New York City Ballet, la maison mère. Cette soirée, qui marquait le retour de la danse à l'Opéra-Garnier, souligne un trajet paradoxal : celui d'un homme qui, venu de Broadway, eu pour ambition d'égaler les classiques. Une œuvre - pétée de nostalgie - construite comme une machine à remonter le temps.

Dominique Fréard

**PORTES
OUVERTES
RENAULT**

**Vous n'avez pas fini
d'en profiter
Du 21 au 25 mars**



OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LE DIMANCHE 24
(SUJÉT AUTORIZATION)

**Profitez
D'OFFRES
d'exception**

CRÉDIT 5,97 % SUR 12 MOIS

Avec un apport minimum de 10 % sur toute la gamme Renault VP neufs et un montant financé égal ou supérieur à 15 000 F. Exemple : pour un montant financé de 20 000 F, soit 12 échéances de 1 721,05 F. Coût du crédit : 652,60 F. Coût total du crédit : 20 652,60 F. TEG 5,97 %. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au Capital de F 400 000 000 - RCS Bobigny B 702 002 221. Offre valable du 21 au 25/03/96.

CAPITAL REPRISE JUSQU'À 22 000 F

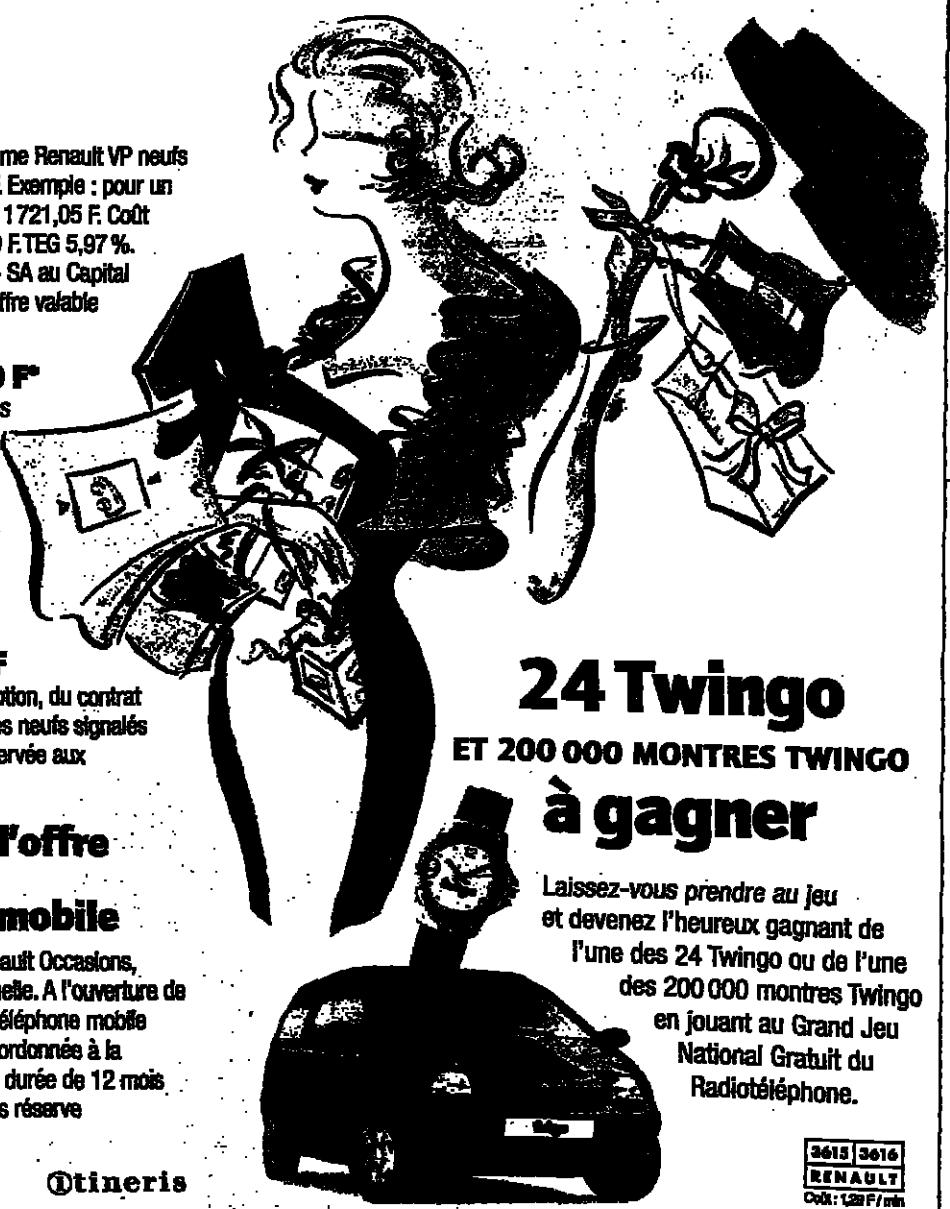
Pour l'achat d'un véhicule neuf nous vous proposons de bénéficier d'un Capital Reprise pouvant aller jusqu'à 15 000 F selon les modèles signalés *cumulable avec la Prime Qualité Automobile de 5 000 F ou 7 000 F si votre véhicule en bénéficie. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 22 000 F. Offre non cumulable réservée aux particuliers et valable du 21 au 25/03/96.

ECONOMISEZ JUSQU'À 15 000 F

Economisez 90 % sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules neufs signalés dans la limite de 15 000 F. Offre non cumulable, réservée aux particuliers et valable du 21 au 25/03/96.

Bénéficiez de l'offre ITINERIS d'un téléphone mobile

Pour l'achat d'une Renault neuve ou Renault Occasions, Itineris vous propose une offre exceptionnelle. A l'ouverture de votre ligne Itineris, vous repartez avec ce téléphone mobile offert. Offre valable jusqu'au 31/03/96, subordonnée à la souscription d'un abonnement Itineris d'une durée de 12 mois minimum. Abonnement mensuel 229,14 F TTC. Sous réserve d'acceptation du dossier par la SCS MDTE.



**24 Twingo
ET 200 000 MONTRES TWINGO
à gagner**

Laissez-vous prendre au jeu et devenez l'heureux gagnant de l'une des 24 Twingo ou de l'une des 200 000 montres Twingo en jouant au Grand Jeu National Gratuit du Radiotéléphone.

Itineris

3612 3616
RENAULT
001 13877/m



DANS LE RÉSEAU RENAULT

Concessionnaires et Agents participant à l'opération

Denis Jeambar deviendrait directeur de la rédaction de « L'Express »

Le successeur de Christine Ockrent et les nouveaux propriétaires de l'hebdomadaire veulent s'inspirer du magazine allemand « Focus » pour atteindre 800 000 exemplaires par semaine

LE COMITÉ d'entreprise de L'Express, convoqué jeudi 21 mars, pourrait aborder la question de la direction de la rédaction de l'hebdomadaire. Le nom de Denis Jeambar, qui vient de quitter la direction de la rédaction d'Europe 1, après avoir occupé les mêmes fonctions au Point, est fréquemment évoqué pour succéder à Christine Ockrent.

L'ancienne vedette du petit écran avait pris la direction de la rédaction de L'Express en septembre 1994, à la demande de Françoise Sampermans. Cette nomination était un pari, au moment où un souffle nouveau était nécessaire. Plusieurs rédacteurs voyaient d'un

bon oeil l'arrivée d'une personnalité connue - et d'une professionnelle reconnue -, qui redonnerait une plus grande présence médiatique à L'Express. Mais le dialogue passait mal avec une autre partie de la rédaction. Le choix de confier la refonte de la maquette à une agence spécialisée dans l'habillage d'émissions de télévision, et le secret qui a entouré la préparation de la nouvelle formule, ont alimenté la tension. Celle-ci a culminé avec le départ de Jean Lesieur, directeur adjoint de la rédaction.

Parallèlement, Pierre Suard, propriétaire du journal, puis Françoise Sampermans furent confrontés à des affaires judi-

ciaires qui conduisirent ultérieurement à leur départ. C'est dans ces conditions que la nouvelle formule a été lancée en septembre 1995, après que Christine Ockrent en eut convaincu Serge Tchuruk. Cette nouvelle formule, si elle ne permettait pas à L'Express de retrouver une identité, a renouvelé son image et amélioré ses ventes. Mais elle n'a pas suffi à conserver sa première place à L'Express, détrônée en France par Le Nouvel Observateur. Entre-temps, l'hebdomadaire a changé de propriétaire : le nouveau directeur de la publication, Christian Brégou, et la nouvelle directrice générale, Anne-Marie Finkelstein, estiment

que cette formule ne correspond pas à leurs ambitions. « Il ne faut pas confondre une nouvelle maquette et une nouvelle formule », a déclaré Anne-Marie Finkelstein. Quant à Christian Brégou, il constate que « la réforme de septembre 1995 a permis d'arrêter l'érosion des dernières années et d'améliorer les ventes au numéro. Nous devons avoir des ambitions plus importantes en termes de renouvellement et de diffusion » (Le Monde du 16 mars). Il veut un journal « plus vivant, plus jeune, plus convivial », plus axé sur les problèmes de société, un hebdomadaire qui invente un ton nouveau, comme l'a fait Focus en Alle-

magne, un magazine grand public, où la photographie, l'infographie et l'édition - travail des titres, des légendes, multiplication des entrées dans un sujet, choix des angles, etc. -, jouent un rôle primordial. Le tout doit se faire rapidement, afin de devancer Axel Gantz, patron du journal Prisma Presse, au cas où celui-ci aurait l'idée de rapprocher VSD du terrain des « news-magazines ».

A Journal nouveau, équipe nouvelle. Christine Ockrent semble avoir été sacrifiée. Même si son départ paraissait « aussi clair-ment inscrit que celui de Françoise Sampermans », comme le confiait un journaliste (Le Monde du 27 octobre 1995). La couverture consacrée, avant la reprise par Havas, à un passage de l'ouvrage de Jacques Attali, Verbatim, reprenant un propos critique attribué à François Mitterrand sur Jacques Chirac, a fortement déplu. Interrogé sur sa réaction à cette « Une », Pierre Danzière avait alors expliqué : « C'est une question trop intime pour que j'y réponde », avant d'ajouter : « Certains ne manqueront pas de voir des objectifs politiques dans la reprise de L'Express et du Point. Il n'y a pas ».

Il semble que Denis Jeambar, artisan de la nouvelle formule du Point, doive donc se charger de la rénovation bis de L'Express. Sa venue pourra-t-elle faire oublier les ambitions d'Anne-Marie Finkelstein qui risque de ne pas vouloir se contenter de gérer l'hebdomadaire ?

■ **RADIO** : la rédaction de Sud-Radio est en grève depuis mardi 19 mars, pour protester contre le non-renouvellement du contrat à durée déterminée d'un journaliste alors que « l'avenir de cette station est plus que flou ». Réuni en assemblée générale mercredi 20 mars, le personnel « a voté à la quasi-unanimité une motion de défiance contre la direction de la station ». Un préavis de grève du personnel a été déposé pour lundi 25 mars. Il demande « l'ouverture immédiate de négociations sur l'emploi et la stratégie d'avenir de la station après l'échec du rachat de Radio Monte Carlo ».

■ **SUD-RADIO**, propriété du groupe pharmaceutique Pierre Fabre, a été candidate, en février, à la reprise de RMC mais son appel d'offres avait été jugé « infructueux ». Pierre Fabre vient d'être mis en examen pour « corruption active » dans l'affaire Bernard Charles (Le Monde du 21 mars).

■ **ITALIE** : Le bénéfice net de Mediaset, la holding du groupe Berlusconi, a été multiplié par quatre en 1995, atteignant 446 milliards de francs (1,4 milliard de dollars). Ces résultats exceptionnels tiennent à la réduction des frais financiers - des augmentations de capital ont permis de réduire la dette structurelle du groupe -, et à une hausse des recettes publicitaires. Mediaset avait annoncé 118 milliards de francs de bénéfices en 1994 (environ 330 millions de dollars environ). Le chiffre d'affaires du groupe a atteint l'an dernier 10 milliards de francs.

■ **TELEVISION** : un nouvel émetteur permettant la diffusion des programmes de la Cinquième et d'Arte auprès de 5 000 foyers supplémentaires a été mis en service à Fougères (Ille-et-Vilaine), jeudi 21 mars, sur la colline de Rillé. La réception de la Cinquième est désormais possible pour 84 % de la population française.

Un homme de l'écrit

IL LUI AURA FALLU huit mois pour prendre conscience que la radio n'était pas son domaine et que vivre sans l'écrit était comme une amputation : « Je n'en peux plus de ne plus faire mon métier », avait-il confié quelques semaines avant l'annonce de son départ. Même si à Europe 1 il a « énormément appris », Denis Jeambar retourne à ses premières amours. Sa carrière dans la presse commence, en 1970, à Paris-Match, qu'il quitte deux ans plus tard pour l'hebdomadaire Le Point, où il occupe, entre autres, les postes de

grand reporter, chef d'enquête, rédacteur en chef dans différentes rubriques, avant de devenir, en 1993, directeur de la rédaction. Son arrivée, en juillet 1995, à Europe 1, marque la fin de vingt-trois ans au Point et constitue un pari. A quarante-sept ans, Denis Jeambar s'offre une seconde carrière dans l'audiovisuel. « Journaliste et bon gestionnaire », crédité de la remise à flot du Point, où il s'est fait une réputation de « grand professionnel, droit et rigoureux », sa venue à la station du groupe Hachette est plutôt bien accueillie.

Une fois installé à son bureau de la rue François-1^{er}, il séduit. « Dès son arrivée, le tutoiement s'est imposé, remarque Edmond Zucchelli, journaliste et président de la société des rédacteurs. C'est un homme brillant et convivial qui entretient un rapport direct et chaleureux avec les gens. Il a énormément de charisme. » Un avis partagé : « homme de culture », « intellectuel chaleureux », dit la rédaction. A Europe 1, le départ de Denis Jeambar, « porteur d'un projet » et journaliste d'« une extrême exigence », laisse la rédaction « sonnée », même si certains lui reprochent de n'avoir « jamais vraiment pris le pouvoir dans la station ». « En fait, il a les défauts de ses qualités. Il est entier, peut-être pas assez diplomate. Ce n'est ni un monarque ni un tueur », précise une de ses collaboratrices d'Europe 1.

L'écrit, il ne l'a pas seulement servi en tant que journaliste, mais aussi en tant qu'écrivain. Il est l'auteur de nombreux livres (Sur la route de Flagstaff, George Gershwin, Dieu s'amuse, Le poisson pourri par la tête, Daisy...). Son dernier ouvrage est un roman sombre, qui correspond, selon certains, à la face cachée de l'homme. « C'est quelqu'un qui a toujours dans la tête quelque chose qui le fait souffrir », confie Edmond Zucchelli. Homme aux amitiés éclectiques, amateur de peinture, de cinéma, de littérature, foy de voyages, très attaché à sa vie familiale, Denis Jeambar passe pour un personnage aux multiples jardins secrets.

Véronique Couhé

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
10.35 ► Patinage artistique. Championnats du monde à Edmonton (Canada). 899812	12.20 et 4.10 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. Loto. 13.45 Dénick. Série. 14.45 Le Renard. Série. 15.55 et 16.25 La Chance aux chansons. 16.30 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.05 Quoi de neuf, docteur ? Le tigre de papier. Série. 17.30 La Fête à la maison. (1/2) Série. 18.05 Les Bons Génies. Jeu. 18.05 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Le bateau de Nicolas. 19.20 et 2.20 Studio Gabriel. 19.59 Journal. 20.15 Invité spécial. René Monory. 20.45 Météo. Point route.	11.45 Flash d'information. 11.50 Télévision régionale. 12.55 Journal. 13.05 Keno. 13.10 Tout en musique. Jeu. 13.40 Beau Fixe. Avec Daniel Gelin. 14.30 La croisière s'amusse. 15.20 Des chiffres et des lettres. Remington Steele. 16.15 Les Craquantes. Série. 16.40 Les Minikéums. 17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Histoires sans héros, d'Ethan Canin. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08, Journal régional. 20.05 Fa si la chanson. Jeu. 20.35 Tout le sport.	13.35 Attention santé. 13.40 Défi. 14.10 A tous vents. L'Endevour, les cadets de Roussillon. 15.00 L'Avènement des sciences. 16.00 Les Remèdes de la nature. 16.30 Portrait-hommage à René Clément. 17.00 La Maison sous les arbres III. Film français de René Clément, avec Faye Dunaway (1977, 90 min.).	12.25 La Petite Maison dans la prairie. (2/2). Série. 13.25 Crash. Téléfilm de Lamont Johnson (88 min.). 13.55 Un DC-10 transportant trois cents passagers... s'écrase dans l'océan. Les secours s'organisent... (92 min.). 15.00 Deux flics à Miami. 16.30 Hifi Machine. 17.35 Filles à papas. Série. 17.35 L'Étalon noir. Série. 18.05 Models Inc. Série. 19.00 Code Quantum. Série. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 Passé simple. Magazine. 1917 : Lawrence d'Arabie.	11.00 Poussières de vie III Film de Rachid Bouchareb (1994, 84 min.). 11.55 En clair jusqu'à 13.45. 12.30 La Grande Famille. (1979, 88 min.). 13.45 Buffet froid III. Film de Bertrand Blier (1979, 88 min.). 15.15 Bernard Blier. Documentaire (52 min.). 16.05 Le Fils préféré III. Film de Nicole Garcia (1994, 97 min.). 18.00 Dessin animé. Les Espéto d'Assane Lugin. ► En clair jusqu'à 20.30. 18.24 Help I série. 18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Panny Andam, Patrick Timsit.	France-Culture 20.30 Lieux de mémoire. Le paysage français (2). 21.32 Fiction. Le monde de Philippe Auger. 22.40 Nuits d'Europe. L'atmosphère du vivant musicien (1). 0.05 Dessin animé. Les jeux du monde. 0.50 Musique : Coda. Le Raï arabique (4). 1.00 France-Culture (redif.). Un voyage en Irlande : 3.56, Deslêtre et Garcia. 4.00, 4.10, 4.20, 4.30, 4.40, 5.57 (et 6.44), Aux sources de musique gaélique : 6.13, Épisode avec Séamus Eilís, prof. de la piste 1971.
20.50	20.55	20.50	20.45	20.45	20.15	
LES CORDIER, JUGE ET FLIC Série. Relate la vie de Bruno Herblot, avec Pierre Mondy (100 min.). Le commissaire Cordier croit reconstruire un truand en l'époux d'une amie d'enfance de sa fille...	► ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Bernard Benayoun. L'ordre du Temple Solaire : Les Intermittents (130 min.). 23.05 Expression directe. UDR.	UN GRAND SEIGNEUR Film français de Gilles Grangier et Georges Lautner (1965, N, 95 min.). Après la fermeture d'une maison close, le sort de quelques pensionnaires. 22.25 Journal. Météo.	SOIRÉE THÉMATIQUE : CRIMES ET JUGEMENTS 20.46 L'État meurtrier. Documentaire de Stephen Trombley (N, 74 min.). Une réflexion sur la peine de mort, depuis les origines jusqu'à sa pratique actuelle aux États-Unis et dans certains pays du tiers-monde. Archives, témoignages, dont celui d'un ancien bourreau. 22.00 Muriel. Documentaire de Raymond Depardon (80 min.). Muriel Lefebvre, c'est cette jeune voleuse de voiture rencontrée dans Défis flagrants, un précédent document de Raymond Depardon réalisé au Palais de Justice. 23.20 Puntis ou repartir. Documentaire de Philippe Sain-Gilles (N, 50 min.). 0.10 Tu ne tiens point. Téléfilm polonois de Krzysztof Kieslowski (1988, N, 57 min.). Ce cinquième épisode du Dégolage est un réquisitoire contre le droit de tuer.	LIBÉREZ MA FILLE ! Téléfilm de Richard Colla, avec Mariel Hemingway, James Russo (91 min.). Une Américaine morte une opération afin de récupérer sa fille enlevée par son père, un Jordanien retourné dans son pays. 22.30	FOOTBALL En direct. Match retour du quart de finale de la Coupe des coupes : PSG-Paris. (135 min.). 22.30 Flash d'information. 22.35 Babyson V. L'ennemi du passé.	France-Musique 20.00 Concert. Donné le 2 février, au Avery Fisher Hall de New York, par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Kurt Masur : Arènes de la Pape, de Sheng Concerto pour violoncelle et orchestre, de Chagny ; Concerto pour alto et orchestre, de Bartók ; 78. Eulenspiegel, de R. Strauss. 22.00 Soliste. Michel Chapuis. 22.30 Musique pluriel. Form I pour voix, saxophone alto, accordéon et percussion de M. 23.07 Ainsi la nuit. Chœurs de Beethoven, Miskowski. 0.00 Tapest nocturne. Audiolopone. Chœurs de Marc Bachelier. Vers l'horizon ; Mirrors invisibles ; Dialogue de sourds, de Henri Chopin ; Chœurs d'Orchestra ; Images ; Les Cocottes ; Orchestre Comtes Home. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
22.30	23.10	22.55	22.00	22.30	23.15	
JY CROIS, JY CROIS PAS Magazine présenté par Tina Kieffer. Les parents ont-ils des démons ? Avec Jocelyne Flot, secrétaire générale de la FCFP ; Michel Duchamps, secrétaire général de la FSU ; Anne Musel, du Centre d'étude de la vie politique française ; Gérard Contre-Moulin, du Syndicat de Médiation populaire (135 min.). 0.45 Journal. Météo. 0.55 et 3.10, 5.05 Histoire naturelle. 1.50 et 3.00, 3.40, 4.15 TFI mag. 2.10 Le Vignoble des maudits. 4.30 Musique.	LE MESSAGER DE LA MORT Film américain de Jack Lee Thompson avec Charles Bronson (1988, 95 min.). 0.40 Journal. Météo. 1.00 Le Cercle de minuit. Magazine. Salman Rushdie. Avec Salman Rushdie, Philippe Soliers, Guy Scarpetta, Edgar Morin, Nazarcho Aldas (80 min.). 2.50 Bas les masques (redif.). 4.00 24 heures d'infos. 5.10 Nuit blanche. 5.35 Dessin animé.	AH ! QUELS TITRES ! Présenté par Philippe Tesson. De la marquette de Sévigné à Internet. Avec Roger Duchêne (Naissance d'un docteur ; madame de Sévigné) (60 min.). Après Madame de La Fayette et Ninon de Lenclos, c'est à cette femme qui prétendait avoir vécu « sans édit et sans distinction » que Roger Duchêne rend hommage. 23.35 Espace francophone. 0.25 Dégolage. 1.30 Musique. Cramif. Quand ? 3 de Tchoukova, par le Quatuor Anton (30 min.).	MANHATTAN BABY Film italien de Lucio Fulci (83 min.). Sur la légende bien connue du sort qui frappe les prophètes de tombes égyptiennes, un film d'épouvante à l'atmosphère morbide par un cinéaste italien spécialiste du genre. 0.10 Hongkong Connection. Le mensonge ne paie pas. Série. 1.00 Best of Trash. Musique. 2.30 2 et 4 M 6. Magazine. 3.00 Broadway magazine. Documentaire. 3.30 Frank Sinatra. Documentaire.	UN PÈRE EN CAVALE Film de Darrin James Roudet avec Patrick Swayze, Halle Berry (1993, 92 min.). Un petit escroc, qui prépare un coup avec un complice, enlève ses enfants, maltraités par une institution où ils ont été placés à la mort de leur mère. Révisé aux fans de Patrick Swayze. 0.50 Graze de star. Film de James Lapine (1993, 88 min.). 2.20 Rafting en Russie. Documentaire de Richard Demmon (47 min.).	Radio-Classique 20.45 Les Solistes de Radio-Classique. Le chef d'orchestre Olo Gempers. Symphonie n°1, de Brahms, par l'Orchestre Philharmonia ; Egmont, extraits de la suite de scène op. 64, de Beethoven, par l'Orchestre Philharmonia ; Sérénade n°10 pour trois instruments à vent K 361 Gran Partita, de Mozart, par le London Wind Quintet et le London Ensemble. 22.35 Les Solistes... (Suite). Eulenspiegel, de R. Strauss ; par l'Orchestre Philharmonia ; Symphonie n°3 Rhénane, de R. Schumann, par le New Philharmonia Orchestra ; Improvisation op. 142 n°1, de Schubert, Annie Fischer, piano ; Kinderstübchen, de Mahler, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.	

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	René MONORY
20.20 Poussières de diamant III. Film de Mahmoud Ben Mahmoud et Radhi Jada (1994, 95 min.). 46803518	23.50 Histoire de l'aviation. (37) L'Atlantique 1916-1927. 0.45 Raison d'Etat (90 min.).	«Invité spécial» Ce soir 20h15
21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal (France 3). 22.20 Correspondances. 22.40 La Marche du siècle. (90 min.). 0.30 Soir 3 (France 3).	20.00 20h Paris Première.	
Planète 3 20.35 Résistance blanche contre l'apartheid. 21.25 Georges Lemaître, le maître du Big Bang. 22.25 Jeulin de Udoque. Les vallées tropicales.		

Ciné Cinémas	France Supervision	Série Club
20.30 La Blonde et moi III. Film de Frank Tashiro (1996, N, 95 min.). 5288518	22.45 Totallement cinéma. 23.15 Concert : Mahler. (90 min.). 7544334	20.45 (et 23.45) Héritage oblige. Érika, mon amour. 21.40 (et 1.10) Jim Bergerac. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Le jeu du hasard. 23.00 Mission impossible. La vérité. 0.30 Janique aimée. 1.00 Le Club (10 min.). 1638131
22.05 Paris s'éveille III. Film d'Archie Anaya (1991, 95 min.). 27579083	22.45 CinéActu. 22.55 Qu'est-ce qui fait courir David ? III. Film d'Alain Chouaqui (1982, 95 min.). 53294782	
23.40 Chambers à part III. Film de Jody Cade (1989, 90 min.). 1900792	20.30 La Part de l'ombre III. Film de Jean Delannoy (1945, N, 110 min.). 3407421	
1.10 Hollywood 26 (90 min.).	22.20 L'événement III. Film de Léonard Keigel (1962, N, 90 min.). 1638131	

Canal Jimmy	Eurosport	Rendez-vous
20.00 Domicile conjugal III. Film de François Truffaut (1970, 100 min.). 22043824	19.00 Patinage artistique. (Canada). Championnats du monde. Danse sur glace. Programme original. 270 min.). 4280818	19.00 O'FM. Alain Lamassoure et Joël Quiniou. 19.20 France-Inter. « Le Téléphone sonne ». Thème : l'université. Avec Jean-Marc Montell, vice-président de la conférence des présidents, Joseph Bécail, président de la conférence des recteurs européens et Annie-Marie Cocula, présidente de l'université de Bordeaux-III.
21.40 Quatre en un. 22.10 Cinéma du front. 22.15 Le Kid de la plage. Film de Gary Marshall (1984, N, 100 min.). 32808112	23.30 Football. 1.30 Patinage artistique. En direct d'Edmonton (Canada). Championnats du monde. Programme live mondial. (90 min.). 12483003	

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-midi. Signification des symboles : ♦ Signalé dans « Le Monde » ♦ Télévision-Radio-Multimédia. ♦ On peut voir. ♦ Ne pas manquer. ♦ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Journal

Nos voisins européens, avec Alex Taylor

Avec sa nouvelle émission, « Euroclit », La Cinquième élargit son ouverture sur l'Europe. Reportages et « cours de civilisation » chaque matin à 11 heures

ON CONNAISSAIT l'« Eurojournal », revue de journaux télévisés de différents pays européens (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Espagne) diffusée quatre fois par semaine (lundi, mardi, jeudi et vendredi) de 11 heures à 11 h 30. Alex Taylor - et son accent anglais - en avait accompagné la naissance sur France 3. Il était toujours aux commandes de ce magazine depuis qu'il l'a transporté, en septembre 1995, sur La Cinquième. Depuis septembre, il était également animateur de la revue de presse européenne de France-Inter. Nommé récemment directeur délégué aux programmes de Radio-France internationale, le pétillant polyglotte des ondes françaises vient de céder la place, cette semaine, à Amette Gerlach. Il se lance désormais dans l'aventure « Euroclit », une nouvelle émission proposée chaque jour, à 11 heures, du lundi au vendredi. Depuis le 18 mars, la diffusion de l'« Eurojournal » est avancée à 8 h 15.

AUTHENTICITÉ
Sobriété, vivacité, authenticité : telle est la devise que l'équipe de « Euroclit » inscrit volontiers au générique de son émission. Les Parisiens - l'éditeur François Desplats, le réalisateur Hervé Masquellier et l'animateur Alex Taylor - sont associés dans ce projet à France 3 Nancy. Le décor ? Un simple fond bien lumineux agrémenté discrètement de quelques rayonnages de biblio-



thèque. Rythme enlevé. Images en version originale sous-titrée. A la différence de « Eurojournal » toutefois, « Euroclit » ne vise pas seulement à familiariser les téléspectateurs à l'écoute d'une langue étrangère à travers le petit écran. D'une certaine façon, le magazine correspond à ce qu'on appelle (un peu pompeusement) dans l'enseignement d'une langue le « cours de civilisation ». L'émission s'articule autour de deux séquences-images, choisies, d'un commun accord entre Paris et Nancy (où se fait le montage), dans les journaux télévisés étrangers. A partir du 25 mars, diffé-

la princesse Anne fournissait à Alex Taylor et à ses invités la transition idéale pour débattre, après la séquence-images, du thème du jour. Charles Hargrove, ancien correspondant du Times à Paris, et Stéphane Bern, journaliste spécialisé à Madame Figaro dans les affaires royales, ont ainsi pu analyser le rôle, en cette fin de XX^e siècle, de la monarchie britannique.

MATÉRIE À DÉBAT
Mardi 19, l'actualité allemande était moins dramatique. Mais les manifestations des Kurdes, dans plusieurs villes du pays, et les prises de position, surprenantes, du Parti social-démocrate (SPD) en faveur d'une limitation de l'immigration d'Allemands de souche, en provenance de Russie, ont fourni matière à débat. On pourra regretter cependant le rythme un peu trop rapide, hélas ! pour aborder un sujet aussi complexe et délicat que le statut des étrangers outre-Rhin et le principe du droit du sang qui y prédomine.

Ainsi, c'est une Europe familière mais diverse, avec ses problèmes, ses humeurs et ses traditions, qu'Alex Taylor et son équipe nous font visiter au jour le jour. Sans clichés. Alors, à vos clics !

Manuel Luchert

★ « Euroclit » : La Cinquième, chaque jour, du lundi au vendredi, à 11 heures.

Le cercle de Delon

par Agathe Logeart

ALAIN DELON-LAURE ADLER, Laure Adler-Alain Delon, l'improbable affiche... La dame des nuits de France 2, avec son ton à jouer dans les films de Godard, son air de farfadet curieux de tout, son intellectualisme de gauche, recevait donc le prince du cinéma en personne. Ombrageux, aussi aisé à saisir qu'un oursin, pas précisément de gauche, lui, il avait accepté cette invitation, en contrepoint de l'hommage que s'apprête à lui rendre la Cinéma-thèque. Est-il déjà, de son vivant, un objet de musée ? La haute considération qu'il a toujours l'air de cultiver à l'égard de sa propre personne n'avait pas l'air de s'en étonner. Il est vrai que c'était la deuxième fois déjà que la Cinéma-thèque lui rendait ainsi les honneurs. Glorifier Delon, c'est dire Delon, rien de plus, rien de moins. Delon, sans le prénom, comme Gabin, Brando ou Bardot. Delon le mythique, celui de Visconti, Antonioni, Losey, Melville, Clément, Louis Malle, Schlöndorff, Godard même et tant d'autres, allait assister à une étrange cérémonie dont on se dit vite qu'elle aurait été peu différente s'il s'était agi d'une nécrologie, tant la louange était sans partage.

Ce fut d'abord un tête-à-tête, contrairement aux habitudes du « Cercle de Minuit » qui se tient d'ordinaire dans un joyeux caillou de tables et chaises jetées à la diable sur le plateau. Isolés du monde par un rideau orange aussi gracieux que ceux des photomaton, assis comme pour appuyer encore la comparaison, sur de

simples tabourets, l'invité et l'invitante se faisaient face, intrigués l'un par l'autre. On nous montra d'emblée un extrait d'un film d'Agnès Varda, *Les Cent Une Nuits*, réalisé à l'occasion du centenaire du cinéma, où Delon joue son propre rôle. « Nous n'avons pas le téléphone, monsieur, ni la radio, ni la télévision. Mais nous avons votre visite. Je me permets de vous déclarer mon admiration éperdue. (...) Parmi les vedettes, les étoiles du cinéma, vous êtes une constellation à vous tout seul, le nec plus ultra », lui dit drôlement, dans le film, le serviteur qui l'accueille dans le château de Monsieur Cinéma. La « constellation » à lui tout seul n'avait pas l'air ravi de cette façon légèrement désinvolte de lui faire jouer cette parodie de lui-même.

D'abord rétif, avare de ses sourires, il avait l'air de se demander un peu ce qu'il faisait là, et si, dans cet antre de l'étrisme noctambule, on lui voudrait du bien ou du mal. On élargit alors le cercle à d'autres invités, tout aussi confits d'admiration que le valet du film d'Agnès Varda. Et peu à peu, sous l'avalanche de superlatifs, de compliments exaltés, le monstre sacré rentra ses griffes, et se laissa couler dans la douce euphorie d'un concert de louanges. Delon écoutait en silence, il aimait ça. Il y eut un gâteau pour ses quarante ans de carrière, et du champagne. « On a sorti le tralala, c'est pas tous les jours ! », fit remarquer Laure Adler. Et l'ours mal léché, conquis, l'embrassa sur les deux joues pour sceller la réconciliation de deux mondes.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
10.35 Pathologie artistique. Championnats du monde à Edmonton (Canada) (65 min). 060804	12.55 et 13.35 Méteo. 12.59 Journal. En direct du Salon du livre. Point route. 13.45 Denis. Série. 14.50 Le Réseaux. Série. 15.30 et 15.45 La Chance. 16.25 Des chiffres et des lettres. 17.00 Quel est le docteur ? La petite Lulu. Série. 17.30 La Fête à la maison. (21) Série. 18.05 et 18.20 Les Bons Gènes. Jeu. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. Capitaine Nounours. 19.20 et 0.30 Studio Gabriel. Invité : Guy Marchand. Yves Simon. 19.59 Journal. Méteo. Point route.	12.55 Journal. 13.05 Keno. 13.10 Tout en musique. Jeu. 13.40 Beau Film. Avec Roger Carel. 14.30 La croisière s'arrête. Copie conforme. Série. 15.20 Les Bonshommes de Remington Steele. 16.15 Les Compagnons. Série. 16.40 Les Minikermes. 17.45 La tête à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Histoire sans héros, de T.C. Boyle. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.05 Journal régional. 20.05 Fa si la chambre. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.45 Consommag.	13.30 La Grammaire impertinente. 13.35 Attention santé. 13.40 D66. 14.10 Quelle école demain ? 15.30 Le Sens de l'Histoire. La Loubanie à Moscou. 16.30 Le Réseaux des médias. 16.35 Rétro. 17.30 Les Enfants de Joie. 18.00 Affaires publiques. L'empereur. 18.15 Les Clichés. 18.45 Nature. Une vie bien rythmée. 18.50 Le Monde des animaux. Voyage en Amérique latine.	13.25 La Fureur des hommes. Téléfilm de Joseph Sargent, avec Walter Matthau (94 min). 0608551 En 1944, le docteur d'un camp de détention pour prisonniers allemands est retrouvé mort. 15.00 Deux flics à Miami. Série. 16.30 Hit Machine. 17.05 Flics à papas. Série. 17.35 L'Étalon noir. Série. 18.05 Médias. Série. 19.00 Code Quantam. Série. Cauchemars. 19.54 Six minutes d'information. 20.05 Notre belle famille. Série. 20.35 et 0.05 Capital 6. Magazine.	10.45 Ainsi soient-elles. Film de Lisa et Patrick Alessandrini (109, 102 min). 1437268 ► En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 La Liste de Schindler. Film de Steven Spielberg (193, 187 min). 5642087 16.55 Le Dossier Oskar Schindler. Documentaire de Jon Blair (53 min). 4188174 18.00 Dessin animé. Les exploits d'Archie Lupin. ► En clair jusqu'à 20.35 18.24 Help ! Série. 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Thomas McGuane, Jean-Marc Barr, Olivia Bonamy. 20.30 Le Journal du cinéma.	20.00 Le Rythme et la Saison. Dans le cadre de la Saison musicale slave (5). 20.30 Radio Archives. Stephan Swiez. 21.30 Black and Blue. Série. 22.40 Nuits magnétiques. La trilogie du vieux monsieur (4). 0.05 Du jour au lendemain. 0.30 Coda (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (retrans. sur la route de Jérémy Jolivet : 3.30, A. Voss, rue, Entrevue d'hier d'aujourd'hui, Paroles de peintres : Salvador Dali).
France 4	France 5	France 6	France 7	France 8	France 9	France 10
20.50	20.55	21.50	22.25	22.45	23.15	23.05
UNE FAMILLE FORMIDABLE Téléfilm (79). Nicolas et son va-et-vient de José Sazouvi, avec Amy Douvry, Bernard La Croix (70 min). 071600 Les joies des retrouvailles font vite place aux tourments familiaux.	LES CINQ DERNIÈRES MINUTES Série. Le dernier cri, avec Pierre Séguy (50 min). 0608003 A Montfort, le commissaire Morsard mène une enquête sur la mort suspecte d'un légionnaire responsable d'un projet expérimental ambitieux.	► THALASSA Présenté par Georges Pernoud. Bouge-toi de là, de Stéphane Poullet et Gilles Ragis (40 min). 747074 Six Rimbaud trouvent grâce à la plongée sous-marine une place au soleil.	IL Y A TOUJOURS UN PERDANT Téléfilm de Jean-François, avec Heinz Hoenig, Dagmar Manzel (100 min). 754087 Un petit entrepreneur raté qui n'a aucun avenir et pas d'adresse s'oppose à une femme divorcée aussi peu fortunée que lui. Mais l'homme préfère l'argent à l'amour et devient l'amant d'une femme riche...	FLASHBACK, LE MEILLEUR DE L'ANNÉE 1986 Magazine présenté par Laurent Boyer et Yves Lecoq. Avec Alexandra Kapan, Bernard Giraudeau, Maurice, Eric Morana, Indochine, etc. (150 min). 4980887	CRACKER Téléfilm. Un jour les lemmings volent, de Simon Cellan Jones, avec Robert Collier, Barbara Flynn (94 min). 190077 22.10 Les Pandas sous les images. Documentaire. 23.00 Flash d'information.	Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER HOLLYWOOD ? Film de Peter Segal (1994, 79 min). 8925445 0.25 Roger la honte. Film de Riccardo Freda (1966, 102 min). 2948867 2.05 Body Heat. Film de Philip Brophy (1994, 90 min). 6519342 3.25 Le Journal du hard. Film de John Leslie (1994, 50 min). 4283464 5.00 Kazia Ismailova. Film de Valeri Todorovski (1994, v. a., 92 min). 3438716
France 11	France 12	France 13	France 14	France 15	France 16	France 17
22.40	22.50	23.10	23.20	23.30	23.40	23.50
ECHOS DE STARS Divertissement présenté par Philippe Lavil, Stéphane Bern, Henry-Jean Servat, Isabelle Heurtault. Miroir. Miroir chez Christian Lacroix : Jean-Marie Lléod et Théophile Andros : Cécile, station de ski en Suisse réservée aux milliardaires : Sharon Stone à Paris : Jean-Claude, perdition, mannequin, Cachou, Henri Lecomte et Marie Sarr, le duo et la duchesse de Bragança, Jacques Weber (80 min). 0628551 0.00 L'Hôtel des passions. Le docteur miracle. Série. 0.55 Journal. Méteo. 1.05 et 1.20, 3.30 Rétrospectives nationales. 2.05 et 3.10, 4.35 Vols du blues. 2.15 Le Voleur des montagnes. 4.30 Musique.	BOUILLON DE CULTURE Magazine présenté par Bernard Pivot. Qu'est-ce que les écoliers et lycéens devraient apprendre et comment ? Avec Georges Clément, François de Closets, Claude Hagège (70 min). 0022930 23.40 Géopols. Magazine présenté par Claude Scallion. Talisman : des œufs contre une pierre (45 min). 3522619 0.25 Journal. Bourse. Méteo. 1.20 Europe spécial (retrans. 3.30, 4.35 heures d'été. 4.45 Vol du blues. 4.55 Les Nuits de France-Musique. 5.05 Dessin animé.	FAUT PAS RÉVER Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Anne-Cécile. Camarades : les ténor-fautistes de Régis Michel et Yves Bodin : France : retour à la Bretagne, de Christian de Chateaufort et Michel Marion : Belgique : le café Plesch, de Patricia Miché et Didier Faveat (60 min). 7470751 23.50 Journal. Méteo. 23.50 Pénitence. Magazine. A ciel ouvert, le transport aérien français (55 min). 3941174 0.25 Dynamite. Le supplice. 1.00 Miroir. Miroir chez Christian Lacroix : Jean-Marie Lléod et Théophile Andros : Cécile, station de ski en Suisse réservée aux milliardaires : Sharon Stone à Paris : Jean-Claude, perdition, mannequin, Cachou, Henri Lecomte et Marie Sarr, le duo et la duchesse de Bragança, Jacques Weber (80 min). 0628551 0.00 L'Hôtel des passions. Le docteur miracle. Série. 0.55 Journal. Méteo. 1.05 et 1.20, 3.30 Rétrospectives nationales. 2.05 et 3.10, 4.35 Vols du blues. 2.15 Le Voleur des montagnes. 4.30 Musique.	GRAND FORMAT : TERRE D'AVELLANEDA Documentaire. A la recherche des disparus d'Argentine, de Daniele Incalcaterra (95 min). 8370636 Ce film est construit autour du travail de recherche et d'archéologie effectué par un groupe d'anthropologues et de médecins légistes sur les corps des personnes disparues pendant la dictature entre 1976 et 1981. 23.50 Klesowski par Klesowski. Documentaire de Dominique Rabourdin (60 min). 6508529 0.30 Miroir. Miroir chez Christian Lacroix : Jean-Marie Lléod et Théophile Andros : Cécile, station de ski en Suisse réservée aux milliardaires : Sharon Stone à Paris : Jean-Claude, perdition, mannequin, Cachou, Henri Lecomte et Marie Sarr, le duo et la duchesse de Bragança, Jacques Weber (80 min). 0628551 0.00 L'Hôtel des passions. Le docteur miracle. Série. 0.55 Journal. Méteo. 1.05 et 1.20, 3.30 Rétrospectives nationales. 2.05 et 3.10, 4.35 Vols du blues. 2.15 Le Voleur des montagnes. 4.30 Musique.	LA SAGA DE LA CHANSON FRANÇAISE Documentaire. Jacques Brel, 3.35 France-Musique. 3.30 Top models, où à la 1. Documentaire (65 min).	LA SAGA DE LA CHANSON FRANÇAISE Documentaire. Jacques Brel, 3.35 France-Musique. 3.30 Top models, où à la 1. Documentaire (65 min).	LA SAGA DE LA CHANSON FRANÇAISE Documentaire. Jacques Brel, 3.35 France-Musique. 3.30 Top models, où à la 1. Documentaire (65 min).

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5	Paris Première	Planète
20.00 Fort Boyard. 21.30 Rétrospective d'un gourmet. Invité : Christian Boudiguet. 21.55 Méteo des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Taratata. Invité : Jane Birkin. 23.50 Alice. 0.30 Soir 3 (France 3).	19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 ► Les Premiers Pas. D'André Houlès. 22.00 Spécial cinémas. Invité : Marcel Landowski. 22.25 Opéra : Mithridate, roi du Pont. En trois actes de Molière. Répétition au Royal Opera House de Covent Garden à Londres, en 1991 (185 min). 13701351	20.35 USA : Meurtres de 5 à 7. 21.25 Histoire d'opéra. (24). 22.25 La Course aux étoiles : Westbury von Braun. 23.10 Les Nouveaux Explorateurs. (10/12) Les films de base.

France Supervision	Ciné Cinéfil	Ciné Cinémas
19.00 Les Cinq Dernières Minutes. Le génial détective anonyme. 20.30 Extracat. 20.40 Taratata. Invité : Ben Jovi. 22.00 CinéActu. 22.10 Basket-ball. 23.40 Concert : Les Pyrras. Répétition à l'Avantgarde Club de Cannes, dans le cadre du festival Blues Scallions (100 min). 84612716	20.30 Les Intrigantes. Film d'Henri Decoin (1954, 95 min). 5584532 22.05 L'impossible monsieur Pipet. Film d'André Houlès (1953, 95 min). 37373006 23.30 L'Événement. Film de Léonard Riefel (1961, 94 min). 3276377	20.05 Le Bazar de Ciné Cinémas. 21.00 Mister Johnson. Film de Bruce Beresford (1990, 120 min). 95748071 22.40 The Blue Iguana. Film de John Lafia (1988, v. a., 90 min). 6084209

Série Club	Canal Jimmy	Eurosport
20.45 (et 23.45) Le Masque. 21.40 Jim Bergerac. Tout ce que l'on voudra. 22.30 Alfred Hitchcock présente. Un verre, ça va. 23.00 Mission impossible. 0.30 Janique aimée. 1.00 Jim Bergerac (45 min).	20.00 The Muppet Show. Invité : Deborah Harry. 20.30 Les Évangélistes. L'ennemi. 21.20 M.A.S.F. Ordonnance.	19.55 Football. En direct. Match de la 33 ^e journée de D1 : Cien-Sochau (125 min). 1443887 22.00 Patinage artistique. En direct d'Édimbourg (Canada). Championnats du monde. Duels sur glace, programme libre (285 min). 76834438

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Chaque mois, pour tous les passionnés de timbres

Les justiciables

par Pierre Georges

AUX ARMES, justiciables politiques ! Pétition nationale en faveur d'Henri Emmanuelli. Manifestation belfortaine pour Christian Proust, le président du conseil général placé en détention provisoire dans la ténébreuse affaire Gigastorage. Tumble à l'Assemblée nationale. Déclarations et écrits au canon.

Quoi que l'on en ait, force est de constater que le Parti socialiste et le Mouvement des citoyens se sont lancés dans une campagne publique d'indignation étrange. Et pour le moins risquée. Mettre la justice ou, selon un autre point de vue, l'injustice dans la rue et à la rue, constitue notamment pour le PS, qui fut parti de gouvernement et espère le redevenir, une curieuse voie de recours. C'est opposer les cris aux textes, les slogans aux juges, l'émotion même sincère à la nécessaire sérénité judiciaire.

La rue n'est ni une cour d'appel, ni une Cour de cassation. Ce la va sans dire, mieux en le disant. Et manifester contre des décisions de justice, au motif qu'elles paraissent iniques, voire politiques, et alors même que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées, c'est manifester contre la justice. C'est, d'une certaine manière, pour ceux qui font les lois s'opposer aux lois qu'ils ont faites, et à la Loi tout court. Un jeu dangereux, s'il s'agissait d'un jeu.

On ne parlera pas davantage ici de l'affaire Gigastorage. L'instruction est en cours, presque sur un volcan. Mieux établi paraît le cas d'Emmanuelli, au sens du cas d'école politique et judiciaire. Voilà un homme dont tous, y compris ses adversaires, s'accordent à dire et à répéter qu'il est un modèle d'honnêteté et de morale. Il croit à ce qu'il fait. Il fait

ce qu'il croit devoir faire. Et précisément pour faire de la politique et permettre à son parti d'en faire, Henri Emmanuelli a accepté de se salir les mains. Comme d'autres, beaucoup d'autres et beaucoup de partis. En ce sens, ce n'est pas l'homme Emmanuelli, mais l'ancien trésorier du PS, qui vient d'être jugé et condamné pour des faits d'une répétition et d'une banalité largement partagées.

C'est injuste humainement. L'est-ce judiciairement ? Toute la question est là qui empêche la vie politique française depuis des années. Tout se passe en effet comme si, en matière de financement politique, les petits et grands arrangements avec la loi bénéficiaient par avance de cette excuse absolue : « Je ne l'ai pas fait pour moi, je l'ai fait pour mon parti. Je l'ai fait presque pour la démocratie ». Il y aurait donc en ce domaine de la recherche de l'argent par des moyens plus ou moins légaux deux catégories de politiques : quelques rares filous agissant à compte d'auteur et les peuples, innocents aux mains sales, se dévouant à la cause commune.

On peut admettre ce constat de bon sens. Juridiquement c'est plus délicat. C'est qu'il n'y a pas deux lois et deux justices, deux manières de lutter contre les fausses factures et la corruption, de faire le tri entre l'argent pour l'argent et l'argent pour la cause. Il y a la loi. Convenons simplement qu'il appartient aux magistrats de l'appliquer avec tout le discernement nécessaire. La loi prévoyait absolument la peine spécifique de privation de droits civiques infligée à Henri Emmanuelli. Était-il vraiment nécessaire de la prononcer ? La réponse n'est pas dans la rue. Elle est d'évidence dans les textes.

Interpellation de 32 membres présumés de l'Ordre du temple solaire

CHARGÉ DE L'INFORMATION JUDICIAIRE ouverte pour « assassinats, association de malfaiteurs » après la découverte des corps de seize membres de l'Ordre du temple solaire (OTS), le 23 décembre 1995 dans le Vercors, le juge d'instruction grenoblois Luc Fontaine a ordonné une série d'interpellations de membres présumés de cette secte. Vingt-deux personnes ont été interpellées, mardi 19 mars, puis dix personnes le lendemain, au cours d'une opération menée conjointement dans les régions de Bordeaux, Lyon, Orléans, Paris et Rennes. La crainte d'un nouveau « suicide collectif » semble avoir motivé cette vague d'interpellations. Programmé jeudi 21 mars sur France 2, un reportage d'« Envoyé spécial » présente, par ailleurs, un document informatif saisi par les enquêteurs canadiens sur un fichier tenu par deux tailleurs ayant travaillé pour la secte, Antonio et Nicky Dutoir, tous deux disparus de mort violente en 1994. Parmi les 576 noms figurant sur cette liste, qui comprend leurs mensurations en vue de la confection d'habits de cérémonie, apparaît celui du chef d'orchestre Michel Tabachnik, qui a toujours nié avoir joué un rôle actif au sein de la secte.

Le pape souhaite le jugement des prêtres « génocides » du Rwanda

JEAN PAUL II A ÉCRIT UNE LETTRE, publiée mercredi 20 mars, à Mgr Thaddée Ntshururwa, président de la conférence des évêques du Rwanda, demandant que les prêtres et religieux impliqués dans les massacres de 1994 soient jugés et répondent de leurs crimes. Pour le moment, un seul d'entre eux a été inquiété par la justice française : le Père Wencelias Munyeshyaka, actuel diacre dans une paroisse de l'Ardeche, mis en examen le 28 juillet 1995 pour « génocide, tortures et mauvais traitements », écroué et remis en liberté le 11 août par la chambre d'accusation de Nîmes. La lettre du pape est inspirée par un souci de détente avec les autorités rwandaises qui reprochent à l'Eglise de n'avoir aucune attitude de regret.

DEMAIN DANS « LE MONDE », TERRES D'ÉTÉ : un cahier de seize pages consacré aux voyages. Quatorze reportages aux quatre coins du monde, de la Guyane aux îles Fidji, via l'Afrique et l'Asie.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LE MONDE
Cours relevés le jeudi 21 mars, à 10 h 15 (Paris)		
FERMETURE	OUVERTURE	
DIX PLACES ASIATIQUES	DIX PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	2003	1993 fin 95
Hong Kong Index	1086,50	-0,40
Tokyo, Nikkei sur 3 mois		
Paris CAC 40	1969,29	+0,13
Londres FT 100	3688	-0,14
Zurich		+12,81
Milan MIB 30		+8,16
Frankfurt Dax 30	2483,84	-0,38
Bruxelles	1681,21	-0,05
Subote S&P		-1,22
Madrid Iboex 35		+3,17
Amsterdam CSE		+9,25

Thème du Monde daté jeudi 21 mars 1996 : 460 178 exemplaires

La maladie de la « vache folle » pourrait se transmettre à l'homme, selon les autorités sanitaires britanniques

Londres prend des mesures d'urgence restreignant la consommation de viande bovine

LE GOUVERNEMENT britannique a admis pour la première fois, mercredi 20 mars, l'hypothèse d'un lien entre la gravissime maladie neurodégénérative de Creutzfeldt-Jakob (MCJ) et celle, voisine, dite « de la vache folle » ou encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Il a dans le même temps annoncé le déblocage immédiat de 4,5 millions de livres (35 millions de francs) pour un programme approfondi de recherche dont les enjeux sanitaires et économiques apparaissent considérables. Propre à l'homme, la MCJ, une maladie du système nerveux pour laquelle il n'existe pas de traitement, peut mettre des années à se développer. Comme l'ESB, ou maladie de la vache folle qui frappe le bétail, elle se caractérise par une dégénérescence du cerveau qui prend l'apparence d'une éponge.

Stephen Dorrell, ministre britannique de la santé, a indiqué qu'un comité d'experts avait conclu que dix personnes victimes de la maladie de Creutzfeldt-Jakob avaient vraisemblablement été contaminées par de la viande infectée avant que le gouvernement ne prenne des mesures de contrôle sur le moutonnement de la viande de bœuf en 1989. M. Dorrell a notamment précisé que de récentes expertises demandées par le gouvernement sur dix cas de sujets âgés de moins de quarante-deux ans atteints de MCJ, parmi lesquels deux employés de ferme, n'avaient pu trouver « d'explication adéquate » et correspondaient à « une forme jusqu'alors non reconnue de la maladie ». Aucun lien avec la maladie animale n'a toutefois pu être « prouvé scientifiquement », a indiqué le ministre en citant le rapport des experts. « Il n'existe pas,

à ce jour, de preuve scientifique que l'ESB peut être transmise à l'homme par le bœuf mais les experts ont conclu que l'explication la plus probable aujourd'hui est que ces cas sont liés au contact de l'ESB avant 1989 (...) », a ajouté le ministre. Le docteur Kenneth Calman, directeur général de la santé publique s'est déclaré « très préoccupé » par les conclusions des experts.

PRESSIONS EUROPÉENNES

Cette information soulève de graves questions puisque l'ensemble des données scientifiques et médicales dont on disposait jusqu'à présent laissent penser que l'agent infectieux (ou prion) responsable de la maladie de la vache folle ne pourrait pas se transmettre à l'homme par voie alimentaire. Le gouvernement britannique avait refusé d'établir un lien entre les deux maladies. Les scientifiques britanniques qui devaient intervenir sur ce thème dans le cadre d'un colloque international organisé à Paris sur ces affections dégénératives ont été rappelés d'urgence en Grande-Bretagne, annulant du même coup leur communication.

L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) souève depuis plusieurs années en Grande-Bretagne un vaste problème de santé vétérinaire attirant l'attention du public et inquiétant les autorités sanitaires et gouvernementales. Identifiée à la fin de l'année 1986, une épidémie d'ESB a contaminé près de 150 000 bovins dans plus de 33 000 troupeaux. Imposant l'abattage de plusieurs centaines de milliers d'animaux. Une série de mesures préventives a progressivement été mise en place, notamment sous la pression des pays européens inquiets d'une

possible diffusion de l'épidémie sur le continent où seuls des cas sporadiques sont observés.

Plusieurs arguments épidémiologiques ont conduit à mettre en cause des farines d'origine animale utilisées en complément de l'alimentation bovine. Les procédés de fabrication de ces farines faites à partir de viandes et d'os avaient été modifiés au début des années 1980 ce qui devait conduire à une inactivation moins importante des agents infectieux potentiellement présents dans la matière première. L'hypothèse officielle des autorités britanniques consistait à faire valoir que le nouveau type de fabrication n'était pas en mesure d'inactiver, dans les carcasses d'ovins utilisées, l'agent infectieux responsable de la tremblante du mouton. En effet, cet agent infectieux serait passé de l'ovin au bovin. Rien ne permet toutefois encore d'affirmer qu'une transmission « verticale » (de la vache au veau) est impossible et qu'une modification des procédés de fabrication des farines permettra d'éradiquer la maladie dans l'espèce bovine.

De nombreuses expérimentations animales sont en cours afin de situer la réalité des transmissions inter-espèces et celle de la contamination par voie digestive. Mais il était généralement jusqu'à présent tenu pour acquis qu'il n'existait de solides barrières entre les espèces. C'est pourquoi la spectaculaire annonce du gouvernement britannique provoque une grande émotion dans la communauté scientifique. En toute hypothèse cette décision impose une rapide communication des nouvelles données dont disposent les scientifiques britanniques sur l'existence d'un nouveau type de prion.

Six années d'incertitudes

● 7 juin 1990 : le comité vétérinaire de la CEE estime que, en « l'état actuel des connaissances », les animaux touchés par l'encéphalopathie spongiforme (ESB) ne sont pas dangereux pour la santé humaine. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal et la Belgique décident néanmoins de ne plus consommer de bœuf anglais, soit de renforcer les mesures sanitaires sur les viandes en provenance du Royaume-Uni.
● 9 juin 1990 : les autorités britanniques ayant accepté de renforcer les mesures de contrôle sanitaire, la France, l'Allemagne et l'Italie reprennent leurs importations de bœuf anglais.
● 7 juillet 1990 : un rapport parlementaire britannique insiste sur les incertitudes concernant la transmission de l'ESB à l'homme.
● 2 mars 1991 : un premier cas de « vache folle » est signalé en France, dans les Côtes-d'Armor.
● 6 juillet 1994 : la France s'associe à l'Allemagne pour demander l'interdiction des importations de viande bovine britannique. Quelques jours plus tard, les Douze décident d'un compromis visant à interdire les veaux britanniques de plus de six mois.
● Février 1995 : plusieurs Länder allemands suspendent les importations de viande bovine en provenance de Grande-Bretagne.
● 8 février 1996 : l'Académie nationale de médecine se prononce pour l'interdiction en France de la consommation des abats prélevés sur de jeunes veaux de moins de six mois d'origine britannique.

Trois cas en Bretagne depuis le mois de janvier

APRÈS les déclarations des ministres britanniques de l'Agriculture et de la Santé, la Fédération nationale bovine (FNB) a demandé, jeudi 21 mars, au ministère français de l'Agriculture la suspension immédiate des importations de viande bovine en provenance du Royaume-Uni. Pierre Chevalier, secrétaire général de la FNB indique que son organisation demande la mise en place immédiate d'une commission de surveillance par l'Union européenne à Bruxelles.

Des mesures draconiennes de protection existaient déjà en France : Paris avait renforcé très rigoureusement ses contrôles sanitaires et avait l'assurance, semble-t-il, que les effectifs bovins importés provenaient d'élevages sains. Sur une consommation nationale annuelle de viande bovine de 1,5 millions de tonnes, la France en importe 30 %. 50 000 à 90 000 tonnes, selon les années, viennent du Royaume-Uni. La

surveillance est aussi stricte pour l'élevage français, en particulier dans l'Ouest, zone à risques compte tenu de l'importance de l'élevage bovin et de la proximité géographique de l'Angleterre. Au moindre signe de suspicion, et même si un seul animal est touché, tout l'effectif de l'élevage concerné est abattu. En Bretagne, trois cas de vache folle - deux dans les Côtes-d'Armor, un dans le Finistère - ont été décelés depuis le début de l'année. Ces trois cas sont les seuls à avoir été enregistrés sur le territoire français depuis janvier.

COMMENTAIRE

CORDON SANITAIRE

Quelles leçons les autorités sanitaires françaises doivent-elles tirer de l'annonce faite par leurs homologues britanniques sur la possible transmission à l'homme des mystérieux agents infectieux responsables de la maladie de la vache folle ? Prenant acte des nouvelles données scientifiques et des incertitudes médicales, le gouvernement britannique a décidé d'interdire la consommation de viandes bovines non désossées des animaux âgés de plus de trente mois. Il a aussi interdit de farines d'origines animales dans l'alimentation des bovins.

On rappelle aujourd'hui à Paris, auprès des directions générales de la santé et de l'alimentation, que la France a, ces dernières années, toujours été en pointe pour faire

pression, dans le cadre communautaire, sur la Grande-Bretagne, afin d'obtenir de ce pays des mesures préventives efficaces. Mais on confie également que des doutes sérieux subsistent sur la qualité des contrôles vétérinaires effectués outre-manche.

Faut-il aujourd'hui aller plus loin et imposer un cordon sanitaire sur la base des nouvelles données scientifiques ? Faut-il avoir eu communication du rapport des experts britanniques, les autorités françaises estiment ne pas être en mesure de répondre. Elles ne pourront toutefois rester longtemps silencieuses. On attend les décisions que prendront les responsables communautaires vendredi 22 mars à Bruxelles, au terme d'une réunion extraordinaire à laquelle participeront les scientifiques britanniques.

Jean-Yves Nau

E I F B

Le Conseil d'Administration de l'EIFB, Société de Bourse du Groupe GAN-CIC, s'est réuni le 15 mars sous la présidence de M. Jean de LA CHAUVINIERE.

L'année boursière 1995 s'est révélée morose quant aux performances du marché français et le tassement des échanges provenant d'investisseurs nationaux et internationaux a pesé sur les comptes d'exploitation des intermédiaires financiers.

S'appuyant sur une large diversification de ses activités, EIFB a néanmoins stabilisé son chiffre d'affaires à 226,9 MF contre 237,7 MF en 1994, le PNB étant de 156,9 MF contre 187,1 MF. La compression des frais généraux à 121,5 MF contre 132,4 MF en 1994, a permis de dégager - après amortissement, provisions et impôt sur les sociétés - un résultat net de 17,7 MF contre 36,4 MF en 1994. Compte tenu du report fiscal déficitaire de l'année 1994, le bénéfice est de 38 %, inférieur à celui de l'exercice précédent.

A la veille de l'application de la DSI, EIFB se félicite des mesures prises pour rendre la bourse française plus attractive : modernisation du marché avec le SUPERCAC, facilités offertes aux échanges de blocs profitant aux grands investisseurs, mesures prises pour l'actonariat privé avec la suppression des quotas du Règlement Merval, enfin lancement du Nouveau Marché profitant aux entreprises à fort potentiel de développement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Lors de sa réunion du 19 mars 1996, le Conseil d'Administration de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

Cet exercice, au cours duquel la Compagnie s'est consacrée exclusivement à l'activité salinère, se caractérise par une progression du chiffre d'affaires de 5% en tonnage et 4% en valeur, grâce en particulier à une demande de sel de déségagement nettement supérieure à celle, médiocre, observée les deux années antérieures, et en dépit d'une baisse des ventes à l'exportation.

Le résultat courant social s'établit à 104,1 Millions de FRF contre 89,8 Millions de FRF, en progression d'environ 16%. Cette augmentation provient de l'amélioration du résultat d'exploitation, en hausse de 4% à 86,5 Millions de FRF, et des produits financiers générés par le placement des disponibilités résultant de la vente de 50,1% des Domaines Lisle intervenus fin 1994.

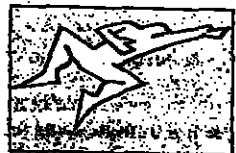
Le résultat net s'élève à 54,3 Millions de FRF. Il n'est pas comparable à celui de 1994 qui avait enregistré les plus-values constatées à l'occasion de la finalisation de l'activité vit-vinicole.

Le résultat net consolidé part du Groupe est en progression de 20%, à 56,3 Millions de FRF, pour un chiffre d'affaires de 1.230 Millions de FRF contre respectivement 46,9 Millions de FRF et 1.195 Millions de FRF au titre de l'exercice précédent.

Dans ce contexte, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires, convoquée le 17 juin 1996, de maintenir le dividende par action à 22,50 Francs, après fiscal compris.

سلا من الاصل

LE FEUILLETON
DE PIERRE LÉPAPÉ
John Edgar Wideman
et David Guterson
page II



LA CHRONIQUE
De Roger-Pol Droit
page IV

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 22 MARS 1996

SPÉCIAL SALON
DU LIVRE
pages V à XII



ROBERT LAFFONT
page XIV

Hawthorne, classique, donc actuel

CONTES ET RÉCITS
de Nathaniel Hawthorne.
Présentation et postface
de Pierre-Yves Pétilion,
traduit de l'anglais (États-Unis)
par Muriel Zagha,
éd. de l'imprimerie nationale,
640 p., 160 F.

On ne peut comprendre
la littérature
américaine
d'aujourd'hui
sans se référer à
l'auteur de « La Lettre
écarlate », qui est à
l'origine de tout

Est-il possible de penser l'Amérique, en sa littérature, sans réfléchir sur la place de Nathaniel Hawthorne (1804-1864) ? Probablement pas. C'est à partir de lui, au milieu du XIX^e siècle, que cette littérature prend son véritable essor, cessant d'être, sur le Nouveau continent, un prolongement de la littérature anglaise. La Lettre écarlate, roman qui rendit Hawthorne célèbre en 1850, et explore le puritanisme de la Nouvelle-Angleterre, marque cette naissance. Mais l'influence du roman, né à Salem, descendant d'un de ceux qui condamneront à mort les supposés sorcières, va bien au-delà. Encore que Salem, ce puritanisme solet deux données fondamentales pour ce genre de littérature : de Nathaniel Hawthorne, devenu Hawthorne (« Modeste



« Approaching Storm » de George Inness (1869). Tempête en Nouvelle-Angleterre

lorsqu'on demande à William Styron, quels écrivains américains il aime, il cite « en premier lieu, Hawthorne ». A Styron, on pourrait ajouter pratiquement tous les grands noms de la seconde moitié du XX^e siècle outre-Atlantique, notamment – ce qui peut paraître paradoxal – les romanciers du Sud, toute l'école dite « gothique ». A commencer par Carson McCullers, avec ses personnages « barricadés » en eux-mêmes, mais aussi Truman Capote, William Goyen et les autres... y compris Flannery O'Connor, Eudora Welty et Cormac McCarthy. Et hors des États-Unis, Julien Green, qui a plusieurs fois préfacé Hawthorne en France, s'accorde avec Borges pour penser que tout – « même le Far West », disait ce dernier en guise de boutade – est né de Hawthorne et de la Nouvelle-Angleterre. « Hawthorne est le classique américain

par excellence », écrit Pierre-Yves Pétilion en introduction aux Contes et récits (certains déjà publiés dans le passé en français, dans une autre traduction) que propose l'imprimerie nationale.

Un livre qui vient utilement compléter les Carnets américains parus il y a tout juste un an chez José Corti (« Le Monde des livres » du 10 mars 1995). « Tout écrivain américain qui a derrière lui une longue ascendance ne peut, d'une certaine manière, qu'écrire dans la mouvance de Hawthorne », précise Pierre-Yves Pétilion. « Hemingway, dans une célèbre déclaration à l'emporte-pièce comme il les aimait, a dit un jour (...) que "toute" la littérature américaine dérivait d'un seul livre, Huckleberry Finn. Sans prétendre renverser cette formule et remplacer Mark Twain par Nathaniel Hawthorne, il faut bien cependant dire, que, s'il y a, depuis 1885, une "tradition" Mark Twain, il y a aussi, et depuis plus longtemps, une tradition Hawthorne... et s'y inscrire est la marque des plus grands, l'acte qui les fait innover et aller de l'avant. »

Ce gros et passionnant volume propose en fait trois livres en un. Un texte de Pierre-Yves Pétilion en forme de présentation, où il analyse minutieusement et savamment l'héritage hawthornien, les filiations, et où il justifie le choix de « présenter ces contes, non dans l'ordre de leur publication, qui ne signifie d'ailleurs pas grand-chose, mais (...) dans l'ordre chronologique de l'histoire de la Nouvelle-Angleterre qu'ils déploient (...). Qui soit si le corpus ainsi rassemblé ne serait pas "l'autre" grand roman de Nathaniel Hawthorne ? »

« Pour imaginer un monde différent, il faut user d'un vocabulaire qui se rapproche du monde que nous connaissons et des choses que nous sommes capables de désigner, ce monde différent est constitué de parcelles de désignations qui nous sont donc habituelles... » Ces mots donnent-ils la clé des intentions d'Yves Ravey ? Faut-il d'ailleurs chercher un sens à la fable ?

Affranchies des significations habituelles, les choses, par la licence que le romancier s'accorde, par le mouvement sacré du récit, en acquièrent d'inédites. Des coïncidences s'établissent. Les folies se superposent, toutes logiques. Au-dessus des têtes planent des anges mauvais, silencieux, menaçants, meurtriers.

Certes, on peut rêver de romans plus ouverts et de sens moins incertains. Mais, si l'on accepte d'entrer dans l'univers confiné et bizarre de Ravey, on constatera que les images déformées qui l'habitent ne sont pas sans rapport avec les figures de notre propre monde. D'où un sentiment d'inquiétante familiarité.

Après ce « roman », Pierre-Yves Pétilion reprend la parole pour une postface qui est un véritable essai, de près de cent pages, sur « La Nouvelle-Angleterre, 1628-1776 ». Son analyse, impeccable là encore, permet de refaire la « traversée de la Nouvelle-Angleterre du XVII^e siècle » à travers les Contes et récits de Hawthorne : « L'établissement d'une tête de pont à Naumkeag (Salem) en 1628 (« L'Arbre de mai de Merrymount »), la "crise"

Josyane Savigneau

de 1634 et la menace d'une reprise en main par la couronne et l'Eglise anglicane (« Endicott et la croix rouge ») jusqu'à « la période troublée de la fin du siècle, quand, en 1692, la Nouvelle-Angleterre envoya à la pendaison les "sorcières" de Salem (« Maître Brown fils ») » et « la Révolution américaine enfin, ultime "délivrance" de la "captivité babylonienne" et consommation finale des temps ».

Il faut évidemment lire ces Contes « comme un roman », dans le flux de l'histoire, puis les éclairer par les commentaires de Pierre-Yves Pétilion, pour entrer dans cette généalogie du roman américain et voir, de l'intérieur, comment Hawthorne hante toute la littérature des États-Unis. Chercher impossible à explorer ici, où l'on se contentera de rendre hommage à quelques pages, dont l'extraordinaire « Histoire de Wakefield » (Bartleby, de Melville, en fait l'écho). Un homme, vivant à Londres avec sa femme, revient de quelques jours de voyage et ne rentre pas chez lui, mais s'installe à deux rues de là, regardant son

épouse devenir « veuve ». Cela dure vingt ans, puis, soudain, il pousse de nouveau la porte de sa maison : « Sous l'apparence de confusion de notre monde mystérieux, conclut Hawthorne, les individus sont si bien ajustés à un système, les systèmes les uns aux autres, et le tout ensemble, qu'à s'écarter un seul instant du chemin qui lui est tracé, un homme court le risque terrible de perdre sa place à jamais. Il se pourrait bien qu'il devienne, pareil à Wakefield, le Banni de l'Univers. »

Dans les deux fables sur la création et l'art, « L'Artiste du Beau » et « La Figure de bois de Drowne », Hawthorne emmène son lecteur au fond de l'incompréhension, de la volonté de destruction des artistes par le conformisme social. « L'artiste idéal a besoin d'une force de caractère qui ne parait guère compatible avec sa délicatesse ; il lui faut tenir ferme sa foi en lui-même, tandis que le monde incrédule l'assaille de son incrédulité ; il lui faut résister contre l'humanité tout entière et être son unique disciple, aussi bien en ce qui concerne son génie que les objets sur lesquels celui-ci s'exerce. »

Baudelaire ne disait pas autre chose, qui s'affirmait vainqueur de son temps. Il a traduit Edgar Poe, lui assurant, en France, une survie que n'a pas eue Hawthorne. Mais il n'est pas trop tard, la littérature n'ayant pas grand-chose à voir avec ce qu'on croit être l'« actualité » – et qui se détruit au fur et à mesure qu'elle s'écrit. Nathaniel Hawthorne a résisté « contre l'humanité entière » et, classique, il est un écrivain d'aujourd'hui.

Le monde différent d'Yves Ravey

Un virus qui ronge les pierres autant que les hommes, qui attaque la mémoire, est au centre de cet étrange roman

ALERTE
d'Yves Ravey.
Ed. de Minuit,
122 p., 69 F.

C'est à un bien étrange voyage qu'Yves Ravey convie le lecteur de son quatrième roman. Avant de s'interroger sur le sens de la fable, il faut monter avec l'auteur sur l'incertaine embarcation de son récit, l'accompagner dans cette navigation à vue. Il faut surtout laisser questions et préventions au vestiaire. Il sera bien temps de les reprendre lorsqu'on sera rendu, déposé sur une terre plus ferme, lorsque le dernier mot de ce livre bref, inquiet, tant et crispé aura été écrit, lu.

Malgré le titre, ce n'est pas la panique qui accueille le lecteur. Elle n'est pas absente pour autant, mais passée, luscrite dans la mémoire du lieu : un camp de la mort, maintenu en l'état pour témoigner de l'horreur dont il fut le cadre ; un de ces monuments de cendres où l'on cultive le souvenir de l'épouvante, et dont les noms ne peuvent être prononcés sans faire surgir la longue litane des morts – Oradour, Auschwitz... Ici, puisque nous sommes dans un roman, le nom est imaginaire ; cela s'appelle Waxhausen. Même s'ils sont identifiables, ni les victimes ni les bourreaux ne sont nommés. Cela augmente encore le sentiment d'étrangeté, auquel se mêle une certaine gêne. Trente-trois années ont passé. Les

membres d'une association des historiens et des chercheurs de la mémoire y visitent le camp, sous la conduite de trois survivants. « Ici, se souvient Azimov, nous rêvions rien, nous que rien, imaginant, comme des poussières, que l'univers aurait promesses d'un endroit à l'autre de ses caprices... » Il y a là, accompagnant le groupe, Mandrake Lennor, « rapporteur de la Chambre des sites », messager d'une autre catastrophe, à venir celle-là : l'écrasement imminent de l'édifice, sous l'effet du virus qui le ronge. Les traces de « salpêtre roux » recueillies par Mandrake ne laissent aucun doute. Un mirador est déjà tombé. Bientôt,

prophétise Mandrake, rien ne subsistera de Waxhausen.

L'expert s'interroge : « Y a-t-il transposition des données de l'être humain à la pierre et au métal ? » « On pose à cette question prend des formes étrangement anthropomorphes : « Nous sommes conduits à supposer que le déplacement s'effectue à partir de pulsions humaines dont le résultat trouverait son équivalent chimique, et non biologique, dans les molécules de la pierre... »

Et dehors de sa mission, Mandrake semble mener une vie familiale difficile. Un téléphone sans fil – « objet transitionnel » comme diraient les psychanalystes – le relie à sa femme et à sa fille, en même temps qu'il le sépare de la scène pré-

ROSE VINCENT



Editions du Seuil

L'INCENDIE DE PHILADELPHIE
(Philadelphia Fire)
de John Edgar Wideman.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-Pierre Richard,
Gallimard, 292 p., 145 F.

LA NEIGE TOMBAIT SUR LES CÈDRES
(Snow Falling on Cedars)
de David Guterson.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Claude et Jean Demanuel,
Seuil, 384 p., 130 F.

Les guerres de l'Amérique



Ecartelé entre deux cultures, celle de Joyce, de Faulkner et celle de la rue, John Edgar Wideman invente une langue qui charrie une tempête

L'Amérique revient, titrait il y a quelques semaines un hebdomadaire français. Bien peu se sont aperçus qu'elle était partie. Partie où, d'abord, et partie d'où ? Pas des cerceaux de nos économistes, pas des rêves de nos industriels, pas des calculs de nos politiques. Et pas davantage de nos écrans de télévision, de nos salles de cinéma ou des vitrines de nos librairies. Sans vouloir entrer dans la discussion, désormais académique, sur le colonialisme culturel dont la vieille Europe serait la victime, il faut bien constater qu'un jeune Français de 1996 risque d'en connaître davantage – séries américaines aidant – sur les arcanes du système judiciaire californien que sur nos dernières réformes du code civil.

La littérature venue d'outre-Atlantique n'exerce pas les mêmes séductions ravageuses. D'abord parce qu'on lit moins désormais qu'on ne regarde des images ou qu'on n'écoute des sons. Écrire et lire sont des arts anciens, un peu vieillots même, et qui résistent mieux que d'autres aux épidémies propagées par la technologie. Inviter le cinéma américain dans un festival du film français, c'est inviter le loup dans la bergerie. Inviter les écrivains américains au Salon du livre, cela vous a encore un petit air de défi raisonnable, de politesse grande époque. On traite avec ses hôtes d'égal à égal : faites comme chez vous, mais ne mettez pas les pieds sur la table, ni de Coca-Cola dans le Château Margaux. C'est un langage que les Américains, quand ils sont écrivains, comprennent.

Il arrive que des écrivains français rêvent d'Amérique, c'est un vieux fantasme depuis Chateaubriand. Il arrive de plus en plus rarement que des écrivains américains le fassent, sauf sous la forme de cauchemars. Il y a longtemps pour eux que le rêve s'est brisé. Depuis la Grande Dépression peut-être, depuis cette « génération perdue » qui retrouvait son pays au fond des bouteilles d'alcool dans les bars américains de Paris. A lire les meilleurs romanciers d'aujourd'hui, on pourrait penser que les États-Unis présentent cette particularité historique d'un empire qui est passé directement de la barbarie à la décadence sans connaître l'étape de la civilisation. Ce pessimisme profond – ou cette lucidité critique sans cesse ravivée – se manifeste notamment par l'omniprésence de la guerre. Cela fait plus d'un siècle que le territoire des États-Unis vit dans la paix, sinon en

paix. Mais vous trouverez difficilement un roman où il ne soit pas question d'anciens combattants, de gueules cassées, de cerveaux détruits sur les plages de Normandie, dans les neiges de Corée, dans les rizières du Vietnam ou dans la jungle d'une incertaine dictature caribbe ou sud-américaine. La paix elle-même est comme empoisonnée par le prix à payer de la puissance.

Pour John Edgar Wideman, la guerre est à l'intérieur des États-Unis, à l'intérieur de chaque Américain, à l'intérieur de lui-même. Wideman a passé son enfance, dans les années 40, à Homewood, dans le ghetto noir de Pittsburgh. Il s'en est échappé grâce au basket-ball. Un rêve encore : ses dons d'athlète exceptionnel lui valent d'être recruté par le très chic New College d'Oxford où il étudie pendant trois ans la littérature anglaise tout en étant capitaine de l'équipe de l'université. Quand il revient en Amérique, en 1966, il renonce pourtant au sport professionnel et écrit son premier livre, *A Glimpse Away*. La poésie de T. S. Eliot et la rhétorique romanesque de Joyce y tiennent plus de place que les slogans du Black Power alors en vogue. Wideman pourrait servir de tête d'affiche à un succès-story comme on les aime : le petit nègre pauvre qui devient un intellectuel américain distingué.

Mais le ghetto a déjà rattrapé Wideman. Il sait que son évasion n'a été qu'un leurre, qu'un alibi. Que, sorti des terrains de basket, il n'est jamais qu'un « sale nègre », tout juste un peu barbouillé de blanc. Il parle la langue de Joyce, mais c'est en déclin de la sienne, de celle de ses pères et de ses frères, l'argot des taudis noirs, l'idiome biblique des gosses, le rap de la misère, les récits d'esclaves de Richard

Wright ou la prose révoltée de Jean Toomer. En 1975, l'un des jeunes frères de Wideman, Robert, encore adolescent, glisse, comme tant d'autres, dans la délinquance. Il est condamné à la prison à vie, suite à un cambriolage qui a tourné au meurtre. Wideman se demande si, en s'éloignant de sa famille, en « trahissant » le ghetto, il n'est pas responsable de la chute de son frère. *Brothers and Keepers* est un de ses plus beaux livres (1).

On retrouve ces mêmes thèmes dans *L'Incendie de Philadelphie*, poussés par une réflexion encore plus aigre, plus tragique. C'est qu'entre-temps les espérances portées par la lutte pour les droits civiques et l'égalité raciale ont révélé leur utopie. Tout juste ont-elles permis à quelques milliers de Noirs d'entrer dans le système des Blancs et de se partager une part du gâteau. A titre d'expérience : « On met une poignée de nègres dans l'éprouvette, on agit et on observe les bulles. Allons-nous sauter, faire sauter les campus ou crever, ou bien une drôle de merde verte commencent-elles à écumer dans l'éprouvette ? Peut-être qu'ils voulaient voir si on allait en sortir blancs. On a servi de cobayes. Le problème, c'est qu'ils ont pas su être clairs. Ce qui était expérience ou vie réelle. Et si eux ont pas su être clairs, comment nous autres on aurait pu l'être ? Je croyais traverser le campus avec cette jolie petite blanche, pensant qu'on s'occupait de nos affaires, on descendait gentiment à la cafétéria pour prendre un jus et vien. Je me prends la parole en pleine poire. Eh, dis donc toi. Arrête tes magouilles, cette nana est réelle. Ça fait pas partie de la foutue expérience. T'es encore dans l'éprouvette, nègre, oublie pas. »

Le 13 mai 1985 à Philadelphie, dirigée par un maire noir, la police de Pennsylvanie lâche une bombe sur une maison du South Side. La maison abritait quelques adeptes d'une petite communauté afro-rousse, des illuminés crasseux et pacifiques qui croyaient se souvenir de l'origine du nom Philadelphie : la cité de l'amour fraternel. On tire sur ceux qui essaient d'échapper aux flammes. Onze morts dont cinq enfants. Une commission d'enquête formée après le massacre conclut que la police n'a commis aucune faute. Les ruines sont déblayées, la modernisation de la ville va pouvoir se poursuivre.

A partir de ce qu'on n'ose appeler ce fait divers, Wideman construit son roman. Un intellectuel noir qui lui ressemble comme un frère – il a joué au basket, il a milité dans les années 70, il rentre d'un long séjour en Europe – cherche à comprendre la tragédie et à retrouver le seul survivant de l'Incendie, un jeune rasta qui a mystérieusement disparu. Longue errance dans une cité qui fut la sienne et qu'il ne reconnaît plus. Pas une trace d'espoir dans ces immenses délabrés, dans ces vies rongées par l'alcool et démolies par la misère et par la drogue. Aucun discours articulé si ce n'est celui, terrifiant, de la haine pure, du monde à l'envers, du contre-lynchage : viol, humilier, tuer, n'importe qui, n'importe quand.

Le thème n'est, hélas, pas nouveau. L'est en revanche l'ampleur que John Edgar Wideman sait lui donner, dans une prose elle-même écartelée entre deux cultures, celle des grandes références savantes anglo-saxonnes – Joyce, Faulkner, Eliot, Dowson, Shakespeare – et celle de la rue, des tags, des comptines, du rap et des rengaines. Wideman invente une langue faite de la friction électrique de tous ces idiomes ; une langue qui charrie dans son flux haumé et brillant un lyrisme sombre, traversé d'éclairs fulgurants : une tempête, pour reprendre le titre de la tragédie shakespearienne que Cudjoe tente de faire jouer à ses frères du ghetto. Un texte terrible et beau, dans une remarquable traduction de Jean-Pierre Richard.

L'Incendie de Philadelphie est un grand livre complexe et abrupt. En comparaison, *La neige tombait sur les cèdres* paraît une aimable bluette ; mais quel roman résisterait à la comparaison ? De facture classique et sage, le récit de David Guterson n'en est pas moins juste, généreux et émouvant. On y parle encore de guerre, bien sûr. De celle du Pacifique et des camps où furent internés les membres de la communauté japonaise des États-Unis après Pearl Harbor. Des milliers de braves gens qui se croyaient américains et qui se retrouvaient enfermés derrière des barbelés, comme des ennemis. A l'occasion d'un procès pour meurtre, dans un village de pêcheurs de l'île de San Pedro, près de Seattle, à la frontière nord-ouest des États-Unis, ce passé, largement occulté, ressurgit. Pendant qu'une tempête de neige ensevelit l'île, la petite communauté – des Suédois, des Allemands, des Danois, des Islandais, des Japonais, tous Américains – règle les comptes de son passé, de ses passions, de ses préjugés raciaux, de ses mesquines querelles d'intérieur.

Microcosme de l'Amérique, San Pedro, évidemment ; laboratoire minuscule où s'expérimente l'échec du rêve communautaire américain. La neige gèle les consciences et invite au repli sur soi, à la solitude, au sommeil égoïste. Mais pendant que David Guterson espère encore le réveil, la compassion, la solidarité, Philadelphie flambe.

(1) Publié en 1984 aux États-Unis, le livre a été traduit en France par les éditions Jacques Bantoin sous le titre *Sub-je le gardien de mon frère* en 1992.

version originale

Orson Welles, avant le déclin

ORSON WELLES :
ROAD TO XANADU
de Simon Callow.
Viking Press,
640 p., 30,95 dollars.

Mort en 1985, Orson Welles continue de hanter lecteurs, écrivains, spectateurs et cinéastes. Dans *Get Shorty* (1995), d'après le roman d'Elmore Leonard, John Travolta cite des fragments entiers de *La Soif du Mal*.

Aut-delà des articles, études et essais, les biographies abondent, parfois contradictoires – celle de Peter Bogdanovich (*This is Orson Welles*, 1992) faisant peut-être figure de « version officielle ». Pesant plus de six cents pages (mais se lisant comme s'il n'en comptait que soixante), *Orson Welles : Road to Xanadu*, de l'anglais Simon Callow, couvre la période la moins connue sans doute de la vie de Welles : celle qui va de sa naissance en 1916 à la première hollywo-

dienne de *Citizen Kane*, en 1941 (un second volume est en préparation).

Dans sa préface, Simon Callow rapproche Orson Welles d'Oscar Wilde : mêmes initiales, même sens de la publicité, même aura de victime. L'un et l'autre ont connu une trajectoire plus extraordinaire, peut-être, que tout ce qu'ils auraient pu inventer ; l'un et l'autre, avance Callow, ont mis leur talent dans leur œuvre mais leur génie dans leur vie. Autant l'ascension du jeune Welles partant à la conquête du théâtre, de la radio puis, à l'âge de vingt-cinq ans, du cinéma américain, est fascinante, autant son déclin sera lent, triste – et public.

Selon Callow, les deux questions le plus souvent posées après la mort de Welles furent : « Pourquoi tout a-t-il fait après *Citizen Kane* ? » et « Comment a-t-il fait pour grossir à ce point-là ? » Dans *Road to Xanadu* (le palais où vit Charles Foster Kane), Callow s'efforce de comprendre « en quoi ça a fait avant *Citizen Kane* ». Tous les repères sont là. Ami de la famille Welles et, plus tard, médecin personnel d'Orson, Maurice « Dad » Bernstein se souvient que celui-ci « était né à Kenosha [Wisconsin] le 6 mai 1916. Le 15, il affirmait son propre génie. Le 15, il séduisait sa première femme » – sa mère, sans doute, qui préférait Shakespeare aux contes de fées. Peu après la mort de sa mère, Welles, qui a neuf ans, découvre le sexe (à Chicago), entre au pensionnat, y prend la tête du cercle littéraire, du groupe théâtre et du magazine scolaire. A seize ans, en vacances en Irlande, il décroche un rôle important au prestigieux Gate Theatre de Dublin, revient à New York, y fonde le Mercury Theatre, où il monte des classiques de manière alors révolutionnaire : un *Macbeth* vandou avec des acteurs noirs ; un *Jules César* transposé sous le fascisme. A la radio, il donne dans les œuvres « nobles » (*Hamlet*, *Les Misérables*) mais aussi dans le feuilleton (*The Shadow*) et, dès 1935, dans le documentaire « mis en forme ». Ces trois pans se

rejoignent le 30 octobre 1938 : adapté de H. G. Wells, *La Guerre des mondes* affole une Amérique qui se croit vraiment envahie par les Martiens.

L'exploit lui vaut un contrat pour six films avec la RKO. Carte blanche et contrôle total. Pourtant, pendant un an, Hollywood refuse tous ses projets, en particulier *Au cœur des ténèbres*, d'après Joseph Conrad, dont, quarante ans plus tard, Francis Coppola tirera *Apocalypse Now*. Au bord du désespoir, Welles reprend l'idée, lancée par le scénariste Herman Mankiewicz, d'un film à clés sur William Randolph Hearst, magnat de la presse. Moins d'un an après, *Citizen Kane* – le film – est terminé ; *Citizen Kane* – la controverse – commence.

Acteur (il est, dans *Quatre mariages*, celui qu'on enterre), dramaturge, metteur en scène de théâtre et de cinéma, Simon Callow est également l'auteur de plusieurs livres sur le métier de comédien ainsi que d'une remarquable biographie de Charles Laughton. Il n'a jamais rencontré Orson Welles, ne l'a jamais vu au théâtre. Obstacule de taille – en fait libération. Il visite tous les lieux fréquentés par le jeune prodige, interviewe les acteurs, producteurs et réalisateurs qui ont travaillé avec lui, se plonge dans les archives de l'époque. Il retrouve la première coupure de presse (avec photo) : « *Caricaturiste, acteur, poète* – et il n'a que dix ans. » (*le Madison Journal*, février 1926).

Enthousiaste mais méticuleux, Callow dénoue l'écheveau des vérités, demi-vérités et mensonges qui jalonnent les diverses biographies d'Orson Welles, souvent d'un personnage lui-même. Welles mentait – mais il racontait si bien les histoires ! De plus, les raisons pour lesquelles on invente, les détails qu'on choisit de mettre en avant, sont toujours révélateurs. D'ailleurs, mentait-il quand il « disait la vérité » ou quand il disait mentir ?

Se souvenant que le cinéaste se disait hostile au gros plan (anti-théâtre, antidémocratique car il

Dans ce premier volet biographique, Simon Callow tente de dénouer les fils d'une vie et d'une carrière controversée

exclut le monde au profit d'un seul), Callow rétablit rôles secondaires et figurants, replante les décors, éclairant ainsi, par les circonstances et les rencontres, certains choix de Welles tant esthétiques que professionnels. Il parle avec autorité de son travail au théâtre, et des éléments de films qu'il tourna avant *Kane*. Si, plus tard, Welles dira de *Hearts of Age*, réalisé en 1934 pour le Festival d'été de Woodstock, que c'était une satire des rapports entre Luis Buñuel et Jean Cocteau, Callow, qui ne déteste pas rétablir certaines vérités, le qualifie « plutôt [de] pastiche du Cabinet du Dr. Caligari ».

Le livre de Simon Callow abonde en anecdotes, rapportées, en rafales, avec vivacité et esprit. Il faut être cultivé, ou inconscient, pour vouloir recréer l'épisode de *La Guerre des mondes* ; Callow y parvient avec une fraîcheur inespérée. Acteur pour le moins extraverti, il sait reconnaître et apprécier le flamboyant chez l'autre. S'en pre-

nant à *Autour du monde en 80 jours* (théâtre), un critique écrit-il que Welles a joué de tout sauf de l'évier ? Le lendemain, Welles entre en scène avec un évier. Lorsque, selon la rumeur (lancée par Welles ?), Percy Hammond descend en flammes son *Macbeth* interprété par des Noirs, un des acteurs, sorcier vandou, aurait, à la demande du metteur en scène, jeté un mauvais sort au critique. Et Callow rapporte, non sans jubilation : « La critique de Hammond parut un mardi ; le jeudi, il tombait malade ; le dimanche, il mourait. »

Road to Xanadu est de toute évidence un livre d'acteur qui dialogue avec un autre acteur ; il en aborde le travail et la personnalité avec autant de scepticisme que d'enthousiasme. Il tient la voix de Welles pour « un phénomène naturel » analogue aux « chutes du Niagara » mais aussi, dans son interprétation de Kane, déceler le « truc ». Il applaudit l'extraordinaire imagination de l'homme mais n'hésite pas à le montrer manipulateur et ambitieux, parfois mesquin. Welles a-t-il cherché à « voler » Kane à Herman Mankiewicz ? Entre Pauline Kael (*The Making of Citizen Kane*) et Peter Bogdanovich, les thèses s'opposent. Callow se situe entre les deux : les premières versions seraient de Mankiewicz, les suivantes porteraient indéniablement l'empreinte de Welles. Callow ne juge pas, il essaie de comprendre de l'intérieur. Et l'on se rend soudain compte que *Road to Xanadu* est moins la biographie d'un comédien par un autre que le résultat des recherches d'un acteur qui s'appuie à jouer un personnage nommé Orson Welles.

Dans la dernière « séquence » du livre, l'Oscar décerné à *Citizen Kane* est lué. Welles est silencieux, pris par d'autres projets. L'image est forte de ce bout de vingt-cinq ans condamné à l'absence par l'establishment ; elle laisse bien augurer du tome II qui, s'inspirant de Zola, pourrait avoir pour sous-titre *La Curée*.

Henri Béhar

le nouvel
Observateur

QUE RESTE-T-IL DE NOTRE RAYONNEMENT A L'ETRANGER ?

Culture

CES FRANÇAIS QUE LE MONDE NOUS ENVIE...

CHARYN et DAENINCKX

Les Etats-Unis

LITTÉRATURES

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996 / III

La revanche du pantin

Brasseur de fables, parodiste d'une insolence jamais lasse, Robert Coover met en scène la célèbre marionnette au nez qui s'allonge, débarquant à Venise sous les traits d'un professeur émérite

PINOCCHIO À VENISE
(Pinocchio in Venice)
de Robert Coover.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sylvie Durastant.
Seuil, coll. « Fiction & Cie »,
392 p., 140 F.

Robert Coover, soixante-quatre ans, est un des plus éminents écrivains américains d'aujourd'hui et l'un des moins connus, chez lui comme chez nous. Il fait partie de ce qu'on a appelé l'école postmoderniste, avec William S. Burroughs, John Barth, où l'accent est mis plus sur l'intelligence que sur l'émotion, mais chez Coover l'intelligence est si grande, la puissance si persévérante, le comique si débridé, la culture si vaste, qu'on regarde souvent ses livres comme des objets impossibles à saisir. Le plus fameux, *Le Bâcher de Times Square* (1), est un monument de 600 pages, totalement carnavalesque, dans le sens que Mikhaïl Bakhtine donne à ce terme, consacré à la dissection loufoque de l'Amérique nixonnienne. Mais que penser de *La Bonne et son maître* (2), roman court qui met infatigablement en scène le rituel de la fessée ? Et de l'énorme benvoie cocasse qui se déchaîne dans *Gérard reçoit* (3) ? Coover est un brasseur de fables, un peintre de fresques, un parodiste d'une insolence jamais lasse, il y a du Rabelais en lui. Mais un Rabelais inquiet, déstabilisateur.



ULF ANDERSEN/GAMMA

Robert Coover, un Rabelais inquiet

Le professeur émérite américain qui débarque, à la première phrase de *Pinocchio à Venise*, sur le quai de la gare de la Sévénisme, avec tout son barda, en plein hiver, n'est pas au bout de ses peines. Il cherche un hôtel, il n'en trouve pas. Il finit par accepter l'aide d'un porteur affublé d'une mesure au nez, comme les docteurs de la peste d'autrefois. Un porteur bossu, qui lui dit

connaître un ancien palazzo aménagé en hôtel et tenu par un manchot, masqué lui aussi. Etrange, se dit le professeur, mais il n'a pas trop le choix. Il est venu pour « boucler la boucle » et craint de tomber dans le rond du cercle. Ce qui apparaît peu à peu, subtilement, c'est que ce professeur est en fait âgé de plusieurs siècles, qu'il n'est pas conformé comme un humain, qu'il s'agit tout bonnement de Pinocchio, retour d'une carrière en Amérique. Et les angles, compagne du récit de Colodji, se repaissent sous divers atours. Le porteur et l'hôtelier

protestations, et il ne doit la vie sauve qu'à l'intervention d'un chien, Alidoro, un dogue qui parle et le reconnaît. Pinocchio va se refaire une toilette chez Alidoro et sa maîtresse, Melampetta, tout en échangeant avec eux des propos théologiques fort savants et parfaitement blasphématoires.

Coover ajoute à sa folie propre beaucoup d'érudition et un goût prononcé pour les références analytiques. Ce petit pantin dont le nez s'allonge et s'enfle à mesure qu'il ment - autant dire qu'il ment pour ne pas dire pourquoi son nez s'allonge et s'enfle, et par quelle pratique - est, bien sûr, le cousin d'une certaine princesse, endormie jusqu'à la venue de son prince charmant et légitime, pour avoir trop aimé le va-et-vient d'une très personnelle quenouille, jusqu'à s'en être piquée. Mais par ailleurs, et c'est sa grande force, il n'acquiesce pas la référence du réel et les amoureux de Venise trouveront ici une description fidèle et émue de la ville bien-aimée. Dans beaucoup de romans de Coover, un des personnages est robotisé, machinisé, transformé en pantin, dont le manipulateur est la télévision ou le pouvoir politique. Ici, à la manière de la marionnette du film de Cavalcanti, *Au cœur de la nuit*, qui détruit son maître, Pinocchio désarçonne de chapitre en chapitre le romancier aussi bien que le lecteur, avec la bravoure et l'indestructibilité des êtres de fiction. Qu'on ne sache pas avec évidence où tout cela nous mène est bien normal et la moindre des choses. Il y a un grand plaisir à divaguer, et que faire de mieux à Venise sinon se perdre ? Le tout est traduit avec beaucoup de finesse et d'élégance par Sylvie Durastant.

Michel Brandaun

- (1) Seuil, 1980.
- (2) Seuil, 1984.
- (3) Seuil, 1988.

Les Etats-Unis dans le miroir du Vietnam

DANS L'ARMÉE DU PHARAON
Souvenirs d'une guerre perdue
de Tobias Wolff.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Remy Lambrechts.
Plon, 188 p., 125 F.

EN TRAVERSANT LE FLEUVE
Récits traduits du vietnamien
par Phan Huy Duong.
Ed. Philippe Picquier, 188 p., 120 F.

Dans un mauvais sujet (devenu un film avec Robert De Niro, *Blessures secrètes*), Tobias Wolff (né en 1945) avait conté avec tendresse et drôlerie les souvenirs d'une enfance turbulente dans les années 50 ballottée à travers les Etats-Unis. On retrouve dans son dernier livre, *Dans l'armée du Pharaon*, sous-titré *Souvenirs d'une guerre perdue*, l'attention qu'il porte aux jeunes années volées, le dégoût d'un absurde qui n'est pas seulement militaire, la conscience de l'absence de ceux qui sont morts. Ce sont, toutes simples en apparence, les mémoires d'un «vétéran», devenu officier un peu par hasard, qui avait voulu participer à l'événement majeur de sa génération. Treize nouvelles qui, sans forcément suivre l'ordre chronologique, rendent compte, avec une candeur et une distanciation étudiées, de son traumatisme vietnamien.

« J'avais toujours su que je porterais

un jour l'uniforme. C'était essentiel à ma conception de l'authenticité. Les hommes pour lesquels j'avais eu du respect quand j'étais jeune avaient tous servi leur pays ainsi que la plupart des écrivains que j'admirais : Norman Mailer, Irwin Shaw, James Jones, Erich-Maria Remarque et, bien sûr, Hemingway qui était mon phare en toutes matières. » Le jeune homme, qui a toujours voulu être écrivain, s'est engagé dans l'armée en 1967, après une formation au camp militaire de Fort Bragg, qu'il évoque dans *Engrenages* (1). Il a vingt-deux ans. Il s'est engagé pour être digne de respect, « pour avoir sa place parmi les hommes respectables », pour faire oublier la déchéance de son père, ingénieur aéronautique, devenu escroc, puis bagnard quelque part en Californie.

Quand il rentre, un an plus tard, il rompt définitivement avec l'explosive Vera, héritière d'une famille de Russes blancs du Maryland, et part pour l'Angleterre. Admis à Oxford, dans le collège où avaient étudié Jonathan Swift et Evelyn Waugh, il y restera quatre ans, étudiant le latin, le vieux anglais et les Evangiles saxons, dans un pays distant du sien, loin du Vietnam, conscient que sa destinée a bifurqué. Qu'il sera un écrivain. Pas forcément « respectable ».

Cantonné loin des combats du Nord, à My Tho, dans le delta du Mékong, comme conseiller des armées sud-vietnamiennes, il s'est retrouvé aux prises avec ses subordonnés avec la mauvaise humeur, l'orgueil d'hommes hargneux et démotivés, leur « capacité au désespoir collectif » si contraire au mythe national. Et aussi la certitude que rien de ce qu'il faisait n'avait de sens. Il a découvert les misérables combats et les trafics, la désinvolture avec laquelle on écrase des cyclistes ou un village tout entier, le racisme antioir à l'égard du sergent Benet et le racisme antiblanche des autres, la cruauté et le mépris. Tel le sort qui attend le chiot qu'on a baptisé Canh Cho, ragot de chien.

« Il est une malédiction à laquelle personne n'échappe, l'impossibilité d'oublier »

« On ne cherche pas secours dans la raison. On fraie avec les mystères. (...) Tout autour de vous des gens sont tués : des soldats des deux camps, des agriculteurs, des instituteurs, des mères, des pères, des écoliers, des infirmières, vos amis - mais pas vous. Ils ont été tués plutôt que vous. » Constat inévitable qui conduit à s'interroger sur son droit à sa propre vie : « Quand on a peur, on est prêt à tuer tout ce qui risque de vous tuer. »

Pendant l'offensive du Têt, en janvier 1968, la ville de My Tho sera occupée par le Vietcong, qui laissera encore plus de cadavres vietnamiens qu'américains ; puis reprise par les

Américains avec une rare sauvagerie. La ville bombardée « était une ruine, qui fumait encore deux semaines après, qui puait encore doucement le cadavre ». Un échec militaire pour les Vietnamiens, mais aussi une terrible leçon : « Ils ont appris aux gens que nous ne les aimions pas et que nous ne les protégerions pas. » Une confession pour-t-elle jamais « purger l'esprit » ? Les Vietnamiens sont les derniers à qui on pourrait poser cette question. « Il est une malédiction à laquelle personne n'échappe, l'impossibilité d'oublier », prévient Phan Huy Duong, traducteur et maître d'œuvre d'un passionnant recueil de nouvelles d'écrivains vietnamiens vivant au Vietnam, aux Etats-Unis, en Australie, en France (2). Une tout autre façon d'appréhender le souvenir de la guerre et la réalité incompréhensible

qui a suivi pour traduire les mémoires d'un être et la difficulté de retrouver un langage qui ne soit pas une langue de bois.

Trente ans après la fin de la guerre américaine, on découvre la vigueur narrative d'une nouvelle de Hanoi, Lê Minh Khôi, qui montre le retour des GI dans le Vietnam d'après l'ouverture (« Tony D., le GI »). Un monde nouveau où le capitalisme sauvage fait alliance avec l'ancienne administration et où les habitants font le trafic d'os qu'ils vendent aux Américains à la recherche des squelettes de leurs héros. Originaire de Huế, Tran Thuy Mai nous montre tout un village prêt à assommer le nouveau-né d'une veuve qui a « fauté », puis qu'une femme qui a perdu son mari ne peut se remarier (« Une vieille histoire »).

Ils sont nourris d'une culture et de traditions millénaires, et d'une même langue, mais on sent qu'une fracture va s'agrandir entre les Vietnamiens de Hanoi ou de Ho Chi Minh-Ville et ceux de la diaspora. Qui pourtant, chacun à leur manière, de loin, ne parlent que du pays perdu. Mais dont les enfants ne savent plus la langue. Ou qui meurent à trente-trois ans, comme Ngoc Khôi, réfugié en France depuis 1979, mort en 1994, qui raconte la vie d'une famille sur laquelle veille un bon génie qui est peut-être un simple d'esprit (« Derrière la bananeraie »). On la décision du départ contée par Tran Vu, un bon peuple qui vit en France et appartient à la génération d'après-guerre, mais reste marqué par la désintégration de la société (« Un matin entre les tombes »).

Ces récits, c'est comme un monde occulté qui s'entrevoit.

- (1) Vient de paraître en poche. Coll. 10/18, n° 2703.
- (2) Phan Huy Duong est également le traducteur du roman de Bao Ninh : *Le Chagrin de la guerre* chez Plon (voir l'article de J.-C. Pontoni dans Le Monde, du 31 janvier 1994).

Livraison

SUR LES EAUX DU VOLCAN, de Bob Shacochis.
Bob Shacochis publie en France son premier roman, paru en 1993 aux Etats-Unis. *Sur les eaux du volcan* témoigne de la grande maîtrise du romancier, tout au long d'un récit d'aventures qui mêle les événements politiques aux événements privés, dans un rapport de contrastes qui en fait un remarquable roman initiatique. Mitchell Wilson, jeune agronome américain, est impliqué dans les menaces qui troubleront Sainte-Catherine, petite île imaginaire volcanique : les intrigues politiques et sanglantes d'une République indépendante fraîchement délivrée de l'esclavage mais encore assujettie au culte vaudou. A la quête d'une épreuve de la liberté s'ajoute l'expérience de la passion, l'amour de Johanna qui ramène Mitchell aux obsessions d'une civilisation qu'il a cru abandonner. Journaliste, Bob Shacochis a obtenu le National Book Award pour un recueil de nouvelles : *Easy Islands* (traduit de l'anglais (Etat-Unis) par Sylvère Monod, Gallimard, 598 p., 175 F.).

BRÉSIL, de John Updike.
Dans ce dernier roman, John Updike ressuscite la légende de Tristan et Iseult. Le récit peut d'abord être lu comme une histoire d'amour, mais le mythe de la passion éternelle n'est pourtant qu'une des références de ce texte foisonnant dont la structure s'inspire de la nature vierge d'avant la conquête du territoire brésilien. L'histoire du Brésil, évoquée dans un onirisme luxuriant, est le décor omniprésent où se joue le drame des amours contrariées entre Tristan, jeune Noir des favelas de Rio, et Isabel, jeune Blanche de la bourgeoisie (traduit par Michèle Hechter, Seuil, 330 p., 130 F.).

PAR LA PETITE PORTE, d'Ernest J. Gaines.
Cette nouvelle tirée du recueil *Bloodline* (1976) est sans doute le meilleur point d'accès à l'œuvre du romancier noir américain Ernest J. Gaines. Elle restitue le climat d'une plantation de Louisiane à l'époque, proche, où les Blancs étaient des maîtres absolus, et où les Noirs n'étaient pas encore sortis de l'esclavage. La phrase courte, précise, presque sèche, les dialogues, essentiels, soutiennent une dramaturgie qui paraît appeler la scène. Le face-à-face entre le vieillard usé, détenteur d'un pouvoir et de codes qui lui échappent, et son fringant neveu métis venu réclamer son héritage est un beau morceau d'anthologie (traduit par Michelle Herpe-Vosinsky, Liana Levi, 110 p., 79 F.).

LE VOLEUR DU PALAIS, d'Ethan Canin.
Deux livres de cet écrivain né en 1960 ont déjà été traduits en français chez Albin Michel - un recueil de nouvelles, *L'Empereur de l'air*, en 1990, et un roman, *Blue River*, en 1993. Les quatre récits qui composent *Le Voleur du Palais* mettent en scène des personnages tourmentés par les mirages de l'ambition sociale, obsédés par la réussite d'un proche... L'observation attentive des comportements et des attitudes donne aux nouvelles de Canin une réelle qualité d'émotion (traduit par Marianne Véron, Calmann-Lévy, 230 p., 120 F.).

LE LIVRE DES DIEUX ET DES DÉMONS, de Charles Simic.
Né en 1938 à Belgrade, le poète Charles Simic a émigré aux Etats-Unis en 1954, d'abord à Chicago, puis à New York. Depuis 1973, il est professeur à l'université du New Hampshire. Auteur d'une quinzaine de recueils, il a obtenu le prix Pulitzer de poésie en 1990, année où il publiait ce *Livre des dieux et des démons*. Les poèmes de Simic se tiennent en équilibre « entre le mot véridique et le mot fabuleux ». Métaphysique et surréaliste, puisant dans un imaginaire riche - celui notamment des origines européennes de l'auteur -, cette poésie est aussi spéculative et exploratoire, « toujours au bord / Pour ainsi dire / D'une parole plus profonde ». (Traduit par Claire Malroux, bilingue, éd. Cécile, 136 p., 105 F.).

Jacques DARMAUN
Agrégé de l'Université

THOMAS MANN
et LES JUIFS

Peter Lang AG
Jupiter Strasse 15
CH - 3000 BERN 15

Vincent Ravalec écrit au zoom et en noir et blanc ces bouts de vies piochées à la barbe des gens honnêtes, des nantis, des frireux qui feignent l'ignorance, se préservent à distance des hordes sauvages de paumés. Il n'a pas peur des mots, mixe sexe et délicatesse, drôlerie de potache et sensibilité d'écorché vif.

Martine Laval - Télérama.

Remarquable ce livre l'est à coup sûr par une qualité disparue de la plupart des romans contemporains : le souffle et la force qui le meu.

Christian Charrière
Le Figaro littéraire.

Vincent Ravalec

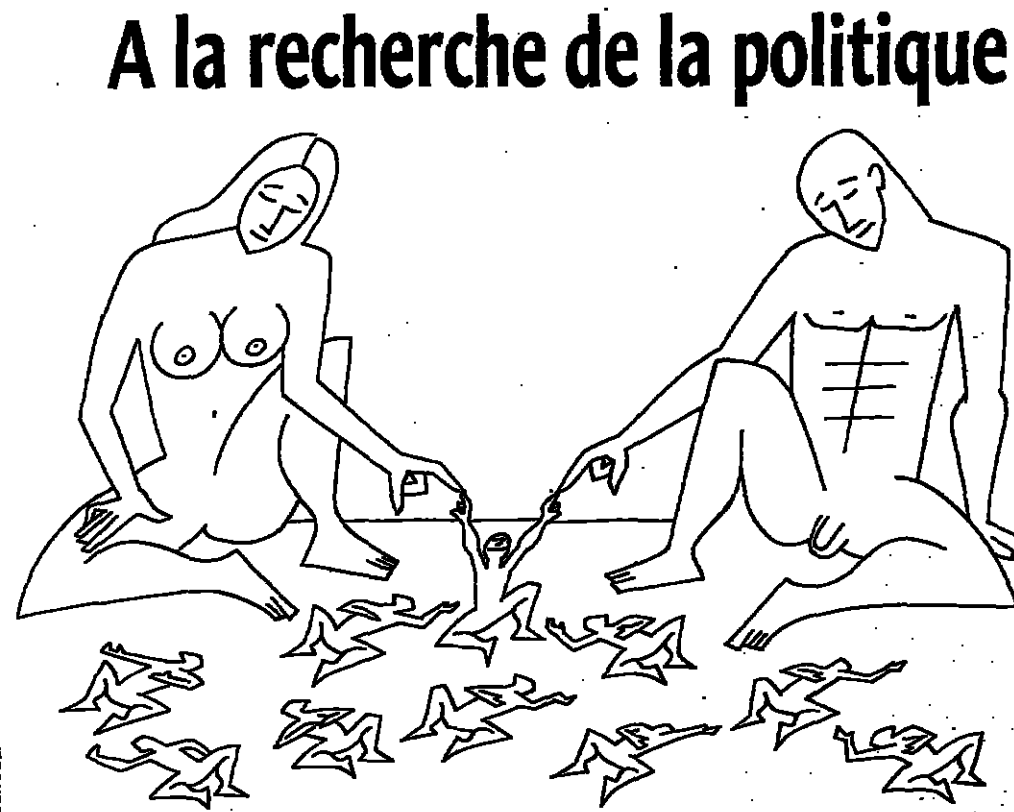
Flammarion

Photo : Frédéric Huet

CORRESPONDANCE (1926-1969)
de Hannah Arendt et Karl Jaspers.
Rassemblement et annoté
par Lotte Köhler et Hans Saner,
traduit de l'allemand
par Eliane Kaufholz-Messmer.
Payot, 1044 p., 395 F.

La vie est fouillis. Les livres exigent une mise en ordre, une répartition plus ou moins équilibrée. Dans un volume, surtout quand il s'agit d'idées, le tri a été fait. Des regroupements ont été opérés, des suppressions effectuées. Pourtant, ce n'est pas ainsi que naissent les pensées ni qu'elles se développent. Elles surgissent n'importe où, s'empêchent dans les gestes quotidiens. Souvent, elles doivent partir à la recherche d'elles-mêmes en tâtonnant, car elles ne se connaissent pas d'avance. Au terme du parcours, sans doute auront-elles l'air propre et net. Leur croissance est malgré tout ponctuée de maladies infantiles, de moments d'affaiblissement inutile ou de langueurs idiotes. Des soucis les affaiblissent, des émotions les affolent, des amours les nourrissent. La réflexion, dès qu'on peut l'observer de près, n'est pas du tout une grande affaire abstraite.

C'est au contraire une suite indéfinie de presque rien, une application obstinée à se débattre dans le tissu des jours. Activité presque souterraine, continuellement relayée par d'autres tâches à accomplir, d'autres choses à dire, l'invention intellectuelle n'est pas détachée de la vie des amis, des minuscules événements privés ou des crises internationales. Il est rare qu'on puisse s'en rendre compte de manière aussi évidente, presque palpable, qu'en lisant les quatre cents lettres échangées, principalement entre 1945 et 1969, par Hannah Arendt et Karl Jaspers. Bien des traits les distinguent l'un de l'autre. Elle est née en 1906 à Hanovre dans une famille juive, fut l'étudiante de Heidegger et son amante, soutint sa thèse sur saint Augustin en 1928 sous la direction de Jaspers, se réfugia en France de 1934 à 1941, s'exila aux États-Unis, devint citoyenne américaine en



1951. Subsistance incertaine, chambres meublées, travaux divers : « Depuis douze ans, écrit-elle en 1945, je ne connais que par ouï-dire le mot de tranquillité appliqué à l'activité intellectuelle. » Ensuite, succès et polémiques.

Lui, né à Oldenbourg en 1883, enseignait déjà la psychologie à Heidelberg en 1913, devint professeur de philosophie dans la même université en 1921, y enseignait encore en 1937, date où ses cours furent suspendus par les nazis parce que sa femme était juive, y vivait toujours en 1945, s'installa à Bâle en 1948, entama à soixante-cinq ans une nouvelle carrière. De cet esprit rigoureux, profondément sérieux, auteur d'une œuvre abondante et de grande envergure, il est possible de soutenir qu'il fut centré sur lui-même et sur son travail comme d'affirmer qu'il fut ouvert aux autres et au monde.

New York, 1946.
Hannah Arendt écrit à Karl Jaspers.
Comment faire un monde après que l'humain est détruit ?

Ce qui rapprocha ce grand universitaire classique et l'inquiette jeune femme, ce fut peut-être d'abord une certaine expérience de la précarité. Atteint d'une affection inopérable des bronches, Jaspers était sujet à d'innombrables hémorragies, et les médecins, dans sa jeunesse, pensaient qu'il ne dépasserait pas la trentaine. « Je peux vous promettre une année », avait-il dit

en 1908 à Gertrud Mayer, qui allait devenir sa compagne. Il y en eut soixante et une.

Cette correspondance est une leçon d'amitié. D'année en année, on la voit croître entre Hannah et Karl. Elle se développe aussi entre Hannah et Gertrud, et par la suite entre Karl et Heinrich, le compagnon d'Hannah Arendt. Dans l'immediat après-guerre, Hannah envoyait des colis, plusieurs fois par mois, de New York à Heidelberg, pour que les Jaspers puissent survivre. Plus tard, Karl Jaspers fit don à Hannah Arendt des droits de son œuvre en langue anglaise. Ils ne cessèrent de s'échanger conseils éditoriaux et remarques critiques sur leurs publications respectives. Leurs commentaires de l'actualité mondiale ne cessaient pas non plus. Et ce ne sont pas les occasions qui manquent, de la bombe atomique aux premiers sa-

tellites, de la guerre de Corée à celle du Vietnam, de la « chasse aux rouges » dans l'Amérique maccarthyste à la révolution culturelle dans la Chine de Mao. Indissociablement mêlées aux affaires privées, aux fatigues, aux déprimées et aux jublations de l'instant, il faut entendre là une leçon de politique, en un sens qu'il convient de préciser.

La conquête du pouvoir, son maniement, sa conservation, toutes choses classiquement entendues sous le terme de « politique », sont ici déplacées. Il s'agit plutôt d'entrevoir à quelles conditions, et sur quels fondements, un monde commun pourrait exister après que tout a été détruit. Tout détruit... qu'est-ce que cela veut dire ? Que des villes furent rasées et des nations défaits ? Qu'on vit des familles anéanties et des œuvres plétiées ? Que les cadavres ne se comptaient plus ? Pas seulement. Avant, l'histoire avait charité bien des massacres. Mais les crimes nazis ne vinrent pas s'inscrire dans la liste des tueries guerrières poursuivies de siècle en siècle. Ils furent d'un autre type, jusqu'alors inconnus. Dès 1946, Hannah Arendt tenta de comprendre « ce qui s'est réellement passé ». Elle écrivit à Karl Jaspers, qui avait dirigé sa thèse sur saint Augustin vingt ans auparavant : « Des individus ne sont pas assassinés par d'autres individus pour des raisons humaines, mais (...) on tente de façon organisée d'exterminer la notion d'être humain. »

Vingt ans durant, dans leurs livres comme dans leurs lettres, ils se sont donc interrogés, de cent façons, sur les causes et les répercussions d'un tel cataclysme. Ils se demandèrent de quelle manière aborder le chaos, par quelles voies l'éclaircir. Qu'est-ce donc qu'être juif ? Et être allemand ? Ensemble, ils cherchèrent comment, « après », construire encore un monde, une pensée, une action. Avec qui ? Et à partir de quoi ? De telles questions étaient vitales, toutes les ressources de l'esprit devaient s'y appliquer - telle fut la conviction que partageaient Arendt et Jaspers. Ils savaient impossible

d'oublier que toute philosophie a des conséquences politiques. C'est pourquoi, quand ils en parlaient ça et là, ils ne furent jamais tendres envers Heidegger, qu'ils jugèrent successivement d'une « malhonnêteté tarabiscotée et infantile », dépourvu de caractère, et « capable de vilenies ».

Peu importe l'anecdote. Il s'agit de bien autre chose. La question est de savoir si la philosophie doit être abandonnée au profit d'une pensée politique en rupture avec la tradition métaphysique. Pour les quatre-vingts ans de Heidegger, Arendt écrivit notamment : « (...) Nous ne pouvons nous empêcher de trouver frappant et peut-être scandaleux que Platon comme Heidegger, alors qu'ils s'engageaient dans les affaires humaines, aient eu recours aux tyrans et aux dictateurs. Peut-être la cause ne s'en trouve-t-elle pas seulement à chaque fois dans les circonstances de l'époque, et moins encore dans une préformation du caractère, mais plutôt dans ce que les Français nomment une déformation professionnelle. » A cette condamnation de l'autorité philosophique, voire de la civilisation ancienne entre despotisme et métaphysique, répond à sa manière le geste de Jaspers, tentant d'ouvrir la philosophie européenne, de concevoir une perspective réellement universelle, incluant l'Inde et la Chine à côté de l'héritage des Grecs, s'efforçant également d'appliquer sa réflexion au présent, qu'il s'agisse de la culpabilité allemande ou de la bombe atomique. « La philosophie doit devenir concrète et pratique, sans oublier un instant ses origines », écrit-il à Hannah.

Pas de méprise. Ce qu'ils appellent politique demeure encore à réinventer. Rien à voir avec l'engagement, les prises de position publiques, les pétitions et agitations militantes. Pas incompatible, mais d'une autre nature.

Il s'agit tout au plus d'une Cité redevienne effectivement possible, qui ne soit pas seulement façade ou fiction, mais réellement pensée. Pour qu'existe un après au totalitarisme, et de nouveaux des citoyens. Il y a encore du chemin à faire.

L'amitié comme un roman

En 1944, Hannah Arendt et la romancière Mary McCarthy se rencontrent à New York. Cinq ans plus tard débute entre les deux femmes une longue correspondance où chacune incarnera tour à tour pour son amie une source d'explication, de soutien, d'aide dans les tempêtes qu'elles auront à affronter

Correspondance (1949-1975)
de Hannah Arendt
et Mary McCarthy.
Réunie par Carol Brightman,
traduit de l'anglais (États-Unis)
par Françoise Adelman.
Stock, 568 p., 150 F.

Carol Brightman, qui a réuni, présenté et annoté ces lettres, n'avait, au départ, que l'intention de les feuilleter pour nourrir sa biographie de Mary McCarthy. « Immédiatement, écrit-elle dans son introduction, j'ai compris qu'elles formaient un livre en soi, et que lire cette correspondance, c'était comme lire un bon roman. » Un roman épistolaire d'un genre nouveau, racontant une histoire d'amitié entre deux femmes qui ne cessèrent, les années passant, de se mieux comprendre, et de s'ai-

mer davantage. Ce qui n'arrive presque jamais, comme chacun sait, en amitié pas plus qu'en amour.

Quand elles se rencontrent, en 1944, à New York, Hannah Arendt a trente-huit ans et elle commence à se faire connaître des cercles de la gauche américaine auxquels appartient Mary McCarthy qui, à trente-deux ans, entame sa carrière de romancière. Elles ne s'apprécient pas immédiatement, et il faudra presque vingt ans pour faire d'elles d'absolues complices qui échangeront des lettres comme des bouteilles lancées à travers le vaste Atlantique, pour surmonter les tempêtes, ce que Heinrich Blücher, le mari de Hannah Arendt, appelle joliment « les crises d'histoire du monde ». Alors, on sentira que chacune incarne pour son amie un havre, une source d'explication, de soutien, d'aide dans les tempêtes qu'elles auront à affronter

lations, une petite halte sur le long chemin solitaire « entre le passé et le futur », comme disait Arendt.

Dès le début de leur amitié, Mary demande souvent à Hannah de l'aider à y voir clair. Elle est une épistolaire généreuse, avec une passion contagieuse pour la discussion, ce qu'Arendt appelle le « thinking business ». Elle aime aussi faire le portrait des gens qu'elle rencontre, raconter ses voyages... Ce que Hannah lui demande, de son côté, mais progressivement, prudemment, c'est de l'aider à s'arracher à cette sorte de paresse particulière lui faisant aimer « le confort de penser plus que l'inconfort d'écrire », de la protéger de « ses difficultés avec les gens, une forme d'hypochondrie ou quelque chose du même genre ». Très souvent, au moins durant les premières années de leur correspondance, on lit dix lettres de Mary pour une de Hannah. Et puis, insensiblement cela change. Le vrai début de leur correspondance date de 1952. Mary a entendu Hannah parler, lors d'une conférence. Elle la trouve très belle, avec ses yeux brillants et étincelants comme des étoiles quand elle est heureuse ou passionnée, mais qui sont aussi des étangs ténébreux et lointains (1). Quant à Hannah, moins portée sur les descriptions physiques, elle s'émerville volontiers du talent pour la satire de son amie.

En 1952, ce qu'elle a découvert, c'est la Nouvelle Amérique incarnée par Richard Nixon. « Le succès de Nixon, écrit-elle, signifierait que la société de masse est une réalité, ce que personne ici, même ceux qui en ont dénoncé les symptômes, n'a jamais vraiment cru, sauf en paroles. L'idée que les gens sont influencés non par leurs passions ou par leurs intérêts mais par des techniques de publicité utilisant toutes mes conceptions de la vie américaine. » Au mois de mai 1963, Hannah Arendt publie Eichmann à Jérusalem. C'est pour elle un défi



MARY MCCARTHY

Mary McCarthy (1912-1989) est née à Seattle. Romancière, nouvelliste, elle s'est engagée dans la plupart des grands combats politiques de l'après-guerre - elle assura la critique dramatique de la *Paris Review*, organe de la gauche intellectuelle américaine antistalinienne. Amoureuse de l'Europe, elle s'installa à Paris. Son œuvre, aigüe et pleine d'humour, décrit des vies de jeune fille sage (*Mémoires d'une jeune catholique*), des existences d'intellectuels et d'étudiants (*Le Groupe*).

mais un simple reportage, où elle s'applique à « juger les événements, saisir leurs conséquences, penser sans garde-fou ». Pourtant le livre déclenche un tollé, on lui reproche de laver Eichmann, de le protéger de « ses difficultés avec les gens, une forme d'hypochondrie ou quelque chose du même genre ».

Très souvent, au moins durant les premières années de leur correspondance, on lit dix lettres de Mary pour une de Hannah. Et puis, insensiblement cela change. Le vrai début de leur correspondance date de 1952. Mary a entendu Hannah parler, lors d'une conférence. Elle la trouve très belle, avec ses yeux brillants et étincelants comme des étoiles quand elle est heureuse ou passionnée, mais qui sont aussi des étangs ténébreux et lointains (1). Quant à Hannah, moins portée sur les descriptions physiques, elle s'émerville volontiers du talent pour la satire de son amie.

En 1952, ce qu'elle a découvert, c'est la Nouvelle Amérique incarnée par Richard Nixon. « Le succès de Nixon, écrit-elle, signifierait que la société de masse est une réalité, ce que personne ici, même ceux qui en ont dénoncé les symptômes, n'a jamais vraiment cru, sauf en paroles. L'idée que les gens sont influencés non par leurs passions ou par leurs intérêts mais par des techniques de publicité utilisant toutes mes conceptions de la vie américaine. » Au mois de mai 1963, Hannah Arendt publie Eichmann à Jérusalem. C'est pour elle un défi

discutent de la vérité, elle écrit : « A mon avis, la principale illusion consiste à penser que la Vérité est le résultat ultime d'un processus de pensée. La Vérité, au contraire, est toujours le début de la Pensée. L'acte de penser commence après qu'une expérience de vérité a fait mouche. »

La guerre du Vietnam bat son plein. Mary McCarthy, qui est désormais installée à Paris avec son nouveau mari, envoie des lettres pleines d'inquiétude. Elle va bientôt plonger dans la bagarre, comme d'habitude, parce qu'elle ne saurait faire autrement. Elle applique à la lettre la devise de son amie Hannah : « Si les dieux ont aimé le camp vainqueur, Cato préfère le vaincu. » Il ne faudrait cependant pas croire que les contributions intellectuelles viennent exclusivement d'Hannah. Chacune à son artisanat. Celui de Mary s'appelle étymologiquement philologie. Elle fascine Hannah à cause de son aptitude à raconter des histoires. « On ne peut dire ce qu'est la vie, comment le destin ou la chance traitent les gens qu'en racontant », note Hannah.

Mai 1968. Mary raconte la Sorbonne et l'Odéon. Hannah lui demande si elle a l'adresse du fils d'une de ses amies, un certain Daniel Cohn-Bendit. « Un gosse merveilleusement gentil. » Quand elle a l'adresse, elle lui écrit : « Si vos parents vivaient encore, ils seraient très contents de vous ! » A l'autonne, Hannah publie *Vies poli-*

tiques. La lettre de remerciements et d'analyse du livre qu'envoie Mary est si belle et si intéressante que Hannah y revient, s'y attarde, un long dialogue se noue autour de Rosa Luxemburg, Isak Dinesen, Randall Jarrell et Bertolt Brecht. C'est aussi un livre sur l'amitié, et c'est pourquoi il résonne si fort. « Une amitié, dit Mary McCarthy, entre artistes, celle des apprentis qui partent avec leur baluchon et font un bout de chemin ensemble. » C'est tout à fait elles. Deux femmes, avec leur baluchon et leur courage.

Geneviève Brisac

(1) « Pour dire au revoir à Hannah », de Mary McCarthy (*New York Review of Books*, 22 janvier 1976). Ce texte introduit *Considérations morales* d'Hannah Arendt (« Rivages poche », traduit par Marc Ducassou et Didier Maes, 90 p., 45 F.).

★ Signons la réédition de la thèse de Hannah Arendt, *Le Concept d'amour chez Augustin*, traduit de l'allemand par Anne-Sophie Astrup (« Bibliothèque Rivages », 130 p., 100 F.); *Hannah Arendt, politique et pensée*, actes du Colloque de 1988 au Collège international de philosophie (Payot, « Petite Bibliothèque », 320 p., 72 F.), et *Hannah Arendt, l'oubli du monde*, un essai de Jean-Claude Estlin (Michelet, « Le bien commun », 126 p., 59 F.).

A l'occasion de la parution de
"L'AVOCAT INDIEN"
(éditions Albin Michel-Terre Indienne)
mercredi 27 mars
de 18 h 30 à 20 h
Librairie
MILLEPAGES
133 rue de Fontenay, Vincennes
43.28.04.15

Courrier
Où va la littérature française
50 écrivains au crible des critiques étrangers

Bober • Bourdieu • Carrère • Chamorisseau • Constant • Daeninckx • Duras • Gracq • Makino • Pennac • Perec • Quignard • Reda • Redonnet • Reza • Rouaud • Sarraute • Semprun • Simon • Soliers • etc.

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français

هنا من الامم

RENCONTRE

Bill Buford,
du « New Yorker »
page VII



« LA NOUVELLE VAGUE »

Sapphire,
Paul Beatty,
Bret Easton Ellis
et Thom Jones
pages VIII et IX

Le Monde
des
LIVRES
Salon du livre



Portrait
Madison Smartt Bell
page X

LES PASSEURS
DU NOUVEAU MONDE
Ceux qui ont révélé
la littérature américaine
en France et...
outre-Atlantique
page XI

Il n'y a pas si longtemps, dans les grandes pampas du Montana, le romancier Thomas McGuane et moi étions ensemble à la chasse (où nous sommes censés passer une bonne partie de notre temps, nous autres les romanciers américains du sexe masculin, quand nous ne sommes pas en train de nous bagarrer ou d'embourner nos Hadley). « As-tu jamais écrit une histoire de chasse ? », me demanda McGuane. Je répondis que non. Une fois, lui dis-je, j'avais écrit un texte dans lequel un homme se souvenait brièvement de son grand-père, lorsqu'il partait chasser, des années auparavant. Chasser, le canard, en l'occurrence, dans un Arkansas imaginaire. Mais le sujet de ce fragment de roman potentiel était la mémoire et la manière dont le passé affecte le présent et peut le retener captif ou le libérer. Ce n'était pas la chasse qui m'intéressait. En fait, avouai-je, je n'avais même jamais été grand lecteur d'histoires de chasse.

Bon, dit McGuane, mais tu pourrais peut-être tenter d'en écrire une. Il connaissait un type qui allait bientôt publier un recueil d'histoires de chasse. Si j'en écrivais une dont j'étais content, je pourrais la lui proposer. Il envisageait lui-même de le faire.

En rentrant à la maison le lendemain, je me suis assis à cette tâche. J'avais alors trente-neuf ans, j'avais chassé toute ma vie, en toutes sortes de compagnies, de lieux, de paysages, de conditions climatiques et de lumières. Je possédais tout un stock de souvenirs de chasse qui pourraient fournir la matière d'une nouvelle de ce genre. En outre, la chasse avait toujours eu pour moi un sens proche de ce qu'a dit Ortega : « Seul le chasseur, en imitant la vigilance permanente des animaux sauvages, est capable de tout percevoir. » Percevoir tout ce qui se pouvait, c'est ce que j'avais toujours désiré. Peut-être même était-ce cette aspiration qui m'avait propulsé vers l'écriture, où la perception du détail est (selon moi) une vertu.

Mon aversion pour les histoires de chasse tenait au fait qu'elles se ressemblaient toutes - du moins en apparence - et à leur propension à trop simplifier une atmosphère complexe ; bref, je leur reprochais un manque de vigilance.



Scènes de chasse
en Amérique

Le romancier américain
Richard Ford,
dans un texte écrit
pour « Le Monde »,
réfléchit, à partir
de sa propre
expérience,
sur la rencontre
entre écrivain et lecteur

D'habitude, on traque un animal avec un degré de compétence on n'a pas ; on l'attrape ou on le rate. Il peut aussi se passer autre chose. Mais en général la formule trouve sa confirmation, même s'il arrive que l'écriture soit jolie. (Naturellement, mon préjugé n'englobait pas *Réclis d'un chasseur*, de Tourgeniev, ni *L'Ours*, de Faulkner ; il ne s'agit pas là d'histoires de chasse, mais de littérature.)

La nouvelle que je décidai d'écrire, pour ma part, se basait sur un vécu surgi tout droit de ma mémoire : un jour de fin novembre, froid et sans vent, dans l'ouest du Montana ; une lumière nacrée par la première neige à peine perceptible ; des nuages bas, gris et violacés, qui défilent et s'enroulent sur eux-mêmes ; un grand lac couleur d'acier sur lequel flotte d'abord paisiblement comme un grand radeau d'îles des neiges qui, percevant des hommes à proximité, prennent alors leur vol en un vacarme soudain de cris d'oiseaux et un immense battement d'ailes blanches. Les chasseurs, présents mais cachés dans les chaumes

d'un champ de blé, se dressent pour tirer dès que les oiseaux s'élèvent au-dessus d'eux. Quelques volatiles, trois peut-être, sont touchés et s'abattent, à l'agonie. Mais la plupart s'éloignent indemnes dans la lumière argentée, pour ne plus revenir.

En rédigeant cette histoire, où je comptais assurément faire du tableau verbal de ce vol d'îles sauvages l'un des moments les plus spectaculaires, j'ai pourtant été amené à me concentrer davantage sur le narrateur, celui qui se remémore une journée semblable à la mienne, lorsqu'il avait

seize ans, une journée qui s'était gravée dans sa mémoire et avait orienté sa vie dans la mesure où il avait pour la première fois, ce jour-là, fait connaissance avec les tristesses de l'âge adulte, découvert la fragilité et la peur chez un homme qu'il avait admiré, vu l'honnêteté, la grande force et l'amour chez une femme, sa mère, qu'à partir de là il allait connaître beaucoup mieux.

En d'autres termes, c'est un texte proche de Tchekhov par son thème (sinon par sa maîtrise). Dans cette nouvelle, dont le titre est « Communiste », la chasse a servi de point de départ. Il se peut même qu'elle ait servi au récit des événements, puisque c'est par son entremise que la vie et la mort sont introduites dans le

climat psychologique. Mais au bout du compte les oiseaux ne « représentent » que des oiseaux, et la chasse en soi n'est guère qu'un arrière-plan, un support un peu creux qui amène à ce que l'histoire veut essentiellement découvrir ou plus exactement inventer, en trouvant et assemblant les mots qu'il faut, afin d'exprimer de quelle manière nous apprenons, au travers des autres, les leçons qui permettront, pour ainsi dire, de survivre à la vie. Tous les « faits » de cette nouvelle, son ancrage apparent dans une réalité historique ou géographique, de même que son apparente utilité en tant que témoignage fiable sur, disons, la vie dans le Montana au début des années 60, constituent essentiellement une toile de fond, choisie par l'auteur pour des raisons et des desseins parfaitement non historiques, peut-être même de caractère purement décoratif. En fait, l'histoire se déroule dans des sites du grand Ouest -, la bourgade de Floweree dans le Montana, la ville de Great Falls -, les terres rudes des rives du Missouri, près des contreforts des montagnes Rocheuses, où je n'avais jamais mis les pieds quand j'ai écrit la nouvelle ; tout ce que je savais, n'importe qui aurait pu le savoir en étudiant comme moi un atlas. Si cela se passe en 1961, c'est simplement parce que j'avais alors seize ans, comme mon narrateur, et qu'ainsi je « sentais » comme lui la situation. Les noms des villes, je les ai choisis (ou inventés) surtout pour leur sonorité, leur rythme, et leur aspect sur la page au moment où j'écrivais leur poésie intrinsèque. L'endroit où moi, j'étais réellement allé à la chasse, où mon souvenir avait pris forme : Ovando, dans le Montana, je l'ai écarté d'emblée, parce que le mot « Ovando » ne collait pas dans la phrase, ni à l'œil ni à l'oreille.

De temps à autre, quand j'ai reconnu en public ces libertés que je m'autorise, on m'a demandé si l'histoire serait la même si je l'avais située dans le Nebraska, le Maine ou, pourquoi pas, la Camargue. Je suppose que oui, bien qu'il soit impossible (Dieu merci) de cerner avec exactitude le processus de la création littéraire.

Pour moi, ce sont toujours les données latentes, non factuelles, indistinctes (on pourrait même dire existentielles) de l'être humain qui sont à l'origine d'une histoire, et dont la véracité m'importe. Si les histoires que j'écris présentent un quelconque intérêt, ce n'est pas en raison des informations qu'elles fournissent au lecteur sur un lieu, sur la chasse, sur le tracé d'une voie ferrée ou sur les motos, mais parce qu'elles offrent l'occasion de mettre en lumière, par l'entremise du langage, des rapports inédits entre le bonheur et le malheur.

Lire la suite page XI

Hollywood scénario

Entre fantasmagorie et réalité, Philippe Garnier a écrit un roman-documentaire sur les écrivains de cinéma

Dans les années 30, Hollywood recrutait large : un succès à Broadway, un roman publié, même vendu à un tirage confidentiel, un beau-frère déjà en place, une réputation de journaliste, suffisaient à décrocher un précieux contrat de scénariste à la Warner ou à la MGM. Pour toute cette génération d'écrivains américains des années 30 et 40, Hollywood a fait figure de mirage dans le désert.

Philippe Garnier raconte l'expérience hollywoodienne de ces aventuriers qui ont pour noms : Nathanael West, John Sanford, Wilson Mizner, James M. Cain, Daniel Mainwaring, Horace McCoy, George Milburn, A. I. Bezzeides, W. R. Burnett, Edward Anderson, William Saroyan, Martin Goldsmith, John Fante. Ils sont tous passés par Hollywood comme s'il s'agissait d'une épreuve initiatrice, moins par ambition artistique, que pour manger, parfois pour en tirer un livre, et pour voir. Voir si Hollywood était bien cette vache à lait dont on vantait les mérites, et finalement s'apercevoir qu'ils

n'étaient que des travailleurs de l'ombre, sur le dos desquels les producteurs bâtaient une partie de leur fortune. Comme en témoignent la lettre posthume d'Edward Anderson à Howard Hughes, le patron de la RKO. Anderson avait écrit les droits d'adaptation de *Tous des voleurs* - « une des meilleures histoires sur la pègre », selon Raymond Chandler - pour la somme dérisoire de 500 dollars. Alors que *Les Amants de la nuit*, de Nicholas Ray, adapté de son livre, s'appropriait à sortir, Anderson en appelait naïvement à la largesse de Hughes pour obtenir une rallonge qui lui permettrait de réparer les fondations de sa maison au bord de la voie ferrée.

L'enjeu, évident, de *Honni soit qui Malibu*, est de proposer une alternative à une histoire littéraire officielle, l'ébauche d'un autre paysage hollywoodien, souterrain, en creux, presque écrit en contrebande, dont Philippe Garnier, archéologue, trait débutsquer les traces. C'est pourtant l'absence de littérature, l'insistance sur ce qui

aurait pu être, en lieu et place de ce qui a parfois été, qui frappe dans *Honni soit Malibu* : les romans et les synopsis qu'A. I. Bezzeides écrits depuis vingt ans avant de les envoyer régulièrement à la casse, l'ébauche de *Hard Rock Man*, un roman inachevé retrouvé dans les archives d'Horace McCoy, les alibis et retours d'Edward Anderson, George Milburn, ou John Sanford dans les studios hollywoodiens, incapables de décrocher le moindre crédit de scénariste à l'écran.

Samuel Blumenfeld

Garnier s'intéresse certes à la face cachée de la lune hollywoodienne, mais celle-ci est-elle aussi visible qu'il le prétend ? Lorsqu'il était critique de musique, Philippe Garnier pouvait écrire des articles sur les Real Kids qui étaient bien meilleurs que les disques des Real Kids, les pages écrites sur Moritz Thomsen dans *Maquis* (Payot, 1993) sont sans doute bien plus passionnantes que n'importe lequel de ses romans. A force de rechercher dans *Honni soit qui Malibu* l'exactitude, de confronter les témoignages, de fouiller inlassablement les archives, Philippe Garnier finit paradoxalement par attirer sur un terrain qui n'est autre que celui de la fiction. Les portraits d'Achmed Abdullah, le fils du grand-duc Nicolas, lui-même cousin germain du tsar Nicolas II, et de la princesse Nurmahal, fille d'émir afghan, échouant à Hollywood après avoir été chercheur d'or, ou de Wilson Mizner, lui aussi ancien chercheur d'or, tenancier de bordel, joueur de cartes professionnel, revendeur de faux tableaux, débarquant à Hollywood pour fuir une veuve dont il a trop abusé, sont bien plus palpitants que n'importe lequel de leurs scénarios, à supposer qu'ils en aient seulement écrit un. En s'efforçant à ne pas séparer le vrai du faux, l'imaginaire du réel, le fantasme de la réalité, Philippe Garnier livre un des plus fascinants romans-documentaires jamais écrits sur Hollywood.

★ *Honni soit qui Malibu*. Quelques écrivains à Hollywood, de Philippe Garnier. Grasset, 380 p., 139 F.

Portes Ouvertes le samedi 30 mars

MASTÈRES SPÉCIALISÉS ESCP

MS
ESCP

Management
de l'Édition

Permettre à des étudiants de concevoir et mettre en œuvre des projets éditoriaux sous tous leurs aspects : commercial, économique, juridique, culturel, graphique et technique.

Profils : DEA, DESS, Ecoles d'ingénieurs, Ecoles de commerce, Normale Sup...

Informations et inscriptions :
Nathalie Esnault au (1) 49 23 21 46

En collaboration avec l'ASFORD

ESCP
Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris
Mastères Spécialisés
79, avenue de la République - 75643 Paris Cedex 11

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La marquise fait salon chez les Américains

Fitzgerald, qui fit plusieurs séjours en France au cours des années 20, déclarait : « Le meilleur de l'Amérique se retrouve à Paris. L'Américain de Paris, c'est ce que l'Amérique fait de mieux ». En recevant leur invité d'honneur, les États-Unis, les organisateurs du Salon du livre 1996 nous rappellent ces années fastes, quand les artistes américains se mêlaient au Tout-Paris international et se retrouvaient chez de riches Américains qui ouvraient leur salon parisien à ce cosmopolitisme radieux et créatif.

Trente-deux écrivains américains sont à Paris, dont le grand et - avec Burroughs - dernier témoin de la *beat generation*, Allen Ginsberg en personne et en poèmes. Un jeu-concours, « A la découverte de l'Amérique », est ouvert à tous les lecteurs qui doivent choisir parmi 39 titres d'auteurs américains.

DIVERSITÉ
Débarassons-nous d'une interrogation gênante et alarmiste : pourquoi une telle promotion de grande envergure n'a-t-elle jamais été organisée autour de jeunes écrivains français ? Mais trêve de chauvinisme. La littérature étrangère se porte bien et les éditeurs français traduisent les romanciers américains qui sont talentueux. Certains, comme Coleman Dowell, révélé récemment (il est mort en 1985), ont du génie. Une grande diversité de poètes, de romanciers et de nouvelles, dans des tendances, des genres, des styles différents se retrouvent au Salon du livre. Ils viennent de toutes les régions des États-Unis, mais aussi de toutes les couches sociales. On assiste à la renaissance de la littérature noire influencée par le rap, comme elle l'avait été précédemment par le jazz. Tous ces écrivains ont en commun une parfaite maîtrise du projet littéraire. Ils ont pour la plupart participé aux cours de *creative writing* si répandus aux États-Unis.

Dans le prolongement de la production littéraire américaine, des colloques, débats, lectures et rencontres associent ceux qui la font connaître et, au premier chef, les traducteurs qui, dans l'ombre, « écrivent » ces textes dans notre langue. Des écrivains français, Tony Cartano, Isabelle Jarry, Yves Berger, évoquent leur vision de l'Amérique telle qu'ils l'ont racontée dans leurs romans. Des critiques français, associés aux auteurs, analysent pourquoi, depuis vingt ans, un grand nombre d'écrivains américains exhumant une mémoire ancestrale, occultée par l'histoire officielle.

La vie du livre, c'est aussi la presse. Les magazines littéraires aux États-Unis sont prospères. *The New Yorker*, qui publie les meilleurs auteurs actuels sous la direction de Bill Buford, est en pleine renaissance. Alors que les revues culturelles françaises s'étiolaient, comment analyser le succès des journaux américains qui publient des *short stories* ? La presse littéraire abordera sans doute ce problème. Des critiques, dont Jérôme Garcin de *L'Express* et Maurice Nadeau de *La Quinzaine littéraire*, dialogueront avec Lee Smith du *Village Voice Literary Supplement*, Caitlin Romano du *National Book Critics Circle* et George Plimpton de *The Paris Review* - qui a quitté Paris en 1965 pour s'installer à New York. La littérature irlandaise est deux fois à l'honneur : Gil Jouanard, délégué général

du livre de la région Languedoc-Roussillon, reçoit avec « Le Monde des livres » Seamus Heaney, Prix Nobel de littérature 1995 ; un débat est également organisé sur le thème suggestif de « L'imaginaire, c'est l'Irlande » (1).

La littérature française n'est pas totalement oubliée. Dans le cadre du centenaire de Paul Verlaine, le Club des poètes donne une lecture-spectacle de poèmes de Verlaine et de Rimbaud. Lors d'une table ronde, Dominique Rolin, Hector Bianciotti, Vassilis Alexakis, Tahar Ben Jelloun, Michel del Castillo disent leur amour ou leur choix de la langue française.

La deuxième invitée du Salon du livre est Mme de Sévigné (1626-1696), dont on célèbre le tricentenaire de la mort. Aux yeux des responsables du Salon du livre, elle semble n'être pas à la postérité que comme utilisatrice outrancière des postes et communications. « De Mme de Sévigné à Internet » est le raccourci qui permettrait de nous intéresser à cet écrivain unique ! En hommage à la célèbre épistolière, *Madame Figaro* et *MontBlanc* lancent un concours. « Lettres d'amour, lettres de femme », qui fleurit bon son courrier du cœur. Certes on pourrait se contenter de créditer la chère marquise des qualités que Scott Fitzgerald accordait à la France : « La France possède les deux seules choses à quoi l'on aspire quand on prend de l'âge, l'intelligence et les bonnes manières. »

MAGICIENNE

Mais pour ceux qui s'intéressent à la littérature et ne se contentent pas de « surfer sur le Net au cybercafé », des rescapés entêtés ont réussi à insérer quelques éloges qui permettent de retrouver cette fort impertinente magicienne de la langue française, reporteur avant la lettre, chroniqueuse inlassable, un bon siècle avant que le général homonyme de sa plus chère et régulière amie, Mme de La Fayette, partit reconquérir les Amériques. Le mariage et l'exil de sa fille aimée fit de Mme de Sévigné non seulement une mère amoureuse, mais un écrivain. Son Amérique à elle, si lointaine et si sauvage, était Grignan. Dans l'attente du courrier qui, deux fois par semaine - trois fois à la belle saison - lui redonnait la voix et les protestations de tendresse de sa belle comtesse de fille, l'écriture des lettres l'aidait à traverser le désert.

Elle façonnait une œuvre, pleine littérature donc, pas seulement parce que sa correspondance était lue - comme les gazettes - par le cercle des proches, mais aussi parce que l'écrivain, dans son désir de persuasion et de séduction, invente sa victoire quotidienne contre le temps qui passe, l'effacement de l'amour et le vide laissé par la fugitive. Mme de Sévigné élevait sa muraille de mots : « L'âme à vous écrire ! C'est donc signe que j'aime votre absence, ma fille : voilà qui est épouvantable. » D'une situation privée portée à son paroxysme est né le chef-d'œuvre épistolaire de tous les temps.

H. M.

(1) « L'imaginaire, c'est l'Irlande » : portraits et paysages photographiés par François Lagarde ; bibliographie et textes bilingues de 33 écrivains irlandais ; textes inédits en français de Paul Fournel, Sylvie Germain, Pierre Michon, Jacques Réda, Max Rouquette ; 200 p., Centre régional des lettres Languedoc-Roussillon.

Où trouver un livre épuisé ?
service de recherches gratuites
LE MONDE DU LIVRE
50, rue Bourré, 75019 Paris
Formulez votre demande :
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 06
PAR MINITEL : 36 15 MDL
Merci de joindre cette annonce à votre demande

Les nouveaux cahiers du Sud
Intégrismes, Algérie
jusqu'où peut-on
comprendre ?
39 F / 156 pages
l'aube
l'éditeur qui aime ses livres

Auteurs d'outre-Atlantique

● **JOHN ASHBERRY** : Né à Rochester (New York) le 28 juillet 1927. A publié une vingtaine de livres dont 17 recueils de poésie. Prix Pulitzer de poésie et National Book Critics Circle Award pour *Self Portrait in a Convex Mirror* (1976).
Lecture : samedi 23 mars à 17 h 15 (salle Ernest-Hemingway).
Débat : dimanche 24 mars à 13 h 30 (Café littéraire).

● **BENJAMIN BARBER** : Professeur de sciences politiques à l'Université Rutgers, il est l'auteur de *Strong Democracy*.
Rencontre : vendredi 22 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).
● **HOWARD S. BECKER** : Né en 1928. Pianiste de jazz et photographe, il renouvelle la sociologie de l'art dans son dernier livre *Art World* (1982).
Débat : vendredi 22 mars à 15 h 30 (espace New York).

● **LAWRENCE BLOCK** : Né à Buffalo (New York) le 24 juin 1930. A commencé à écrire des nouvelles policières à dix-huit ans et s'est très vite mis au roman policier. Il compte parmi les géants du policier américain (*Tous les hommes morts*).
● **BILL BUFORD** : Né en 1954 à Baton Rouge, en Louisiane, il arrive en Angleterre en 1977 et dirige la revue littéraire *Granta*. Depuis 1995, il choisit la littérature que publie le *New Yorker* (voir entretien page VII).
Lecture : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

● **ETHAN CANIN** : Né en 1960 à Ann Arbor, dans le Michigan. Son premier recueil de nouvelles, *L'Empereur de l'air*, a reçu aux États-Unis le prix Houghton Mifflin avant d'être traduit dans une dizaine de pays.
Débat : samedi 23 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).
Lecture : samedi 23 mars à 18 h 45 (salle Ernest-Hemingway).
● **JEROME CHARYN** : Né en 1937 d'une famille d'émigrés juifs et polonais, il a grandi dans le Bronx. Son premier roman, *Il était une fois un Drashky*, publié en 1964, remporte un vif succès.
Lecture : samedi 23 mars à 18 heures (salle Ernest-Hemingway).
Débat : samedi 23 mars à 14 h 30 (Café littéraire).

● **SANDRA CISNEROS** : de père mexicain et de mère mexico-américaine, son premier roman *La Petite Fille de la rue Mango* a eu un succès immédiat à sa sortie, en 1984, tout comme ses recueils de poèmes publiés ultérieurement.
Débat : samedi 23 mars à 18 heures (salle Francis-Scott-Fitzgerald).
Lecture : dimanche 24 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).
Lecture : dimanche 24 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

● **LOUISE ERDRICH** : elle est d'origine germano-américaine mais appartient par sa mère à la tribu indienne Chippewa. Son deuxième roman, *L'Amour sorcier*, a remporté le Prix du roman du Book Critics

Circle et le Prix du meilleur roman (1985).

Débat : samedi 23 mars à 15 h 30 (espace Sylvia-Beach).

Lecture : samedi 23 mars à 12 h 45 (salle Ernest-Hemingway).

Débat : dimanche 24 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 11 h 30 (Café littéraire).

● **RICHARD FORD** : Né en 1944 à Jackson (Mississippi). Depuis la parution de son premier roman *Une mort secrète*, en 1976, jusqu'à sa consécration avec *Indépendance*, son œuvre se dévoue comme l'une des plus résolument modernes des lettres américaines.

Lecture : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : dimanche 24 mars à 16 h 30 (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 20 heures (Café littéraire).

● **GRACE PALEY** : Née en 1922 dans une famille de juifs russes émigrés. Après des débuts de poète, elle publie *Les Petits Riens de la vie*, en 1959, et un autre recueil de nouvelles, en 1974, *Enorme changement de dernière minute*.

Lecture : samedi 23 mars à 12 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : dimanche 24 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 14 h 30 (Café littéraire).

● **JAYNE ANNE PHILLIPS** : Née en 1953, elle explore l'âme de l'Amérique dans une langue rare et subtile. *Camp d'été* est son premier roman après onze ans de silence.

Lecture : vendredi 22 mars à 15 heures (salle Francis-Scott-Fitzgerald).

Débat : samedi 23 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

1939 dans le Michigan, ses romans prolongent nombre de traditions américaines : nature tragique à la Hemingway, humour et dyspepsie à la Mark Twain.

Débat : samedi 23 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Lecture : dimanche 24 mars à 17 h 15 (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 17 heures (Café littéraire).

● **WALTER MOSLEY** : Né en 1952 à Los Angeles, d'un père noir et d'une mère blanche, juive. Dans ses romans, les années 50-60 sont son époque de prédilection et ses personnages, des sudistes noirs qui ont émigré à l'Ouest.

Débat : samedi 23 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).

Lecture : dimanche 24 mars à 16 h 30 (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 20 heures (Café littéraire).

● **DAN SIMMONS** : Né en 1948. Son œuvre se partage entre la science-fiction, les romans de suspense et d'horreur et un recueil de nouvelles.

Lecture : samedi 23 mars à 16 h 30 (salle Ernest-Hemingway).

Débat : dimanche 24 mars à 17 h 30 (salle William-Faulkner).

Débat : lundi 25 mars à 15 heures (Café littéraire).

● **MADISON SMARTT BELL** : Né en 1957. A grandi dans une ferme du comté de Williamson, au Tennessee. Il a une jeunesse nomade et mouvementée, il vit désormais de sa plume (voir portrait page XI).

Lecture : vendredi 22 mars à 16 h 30 (salle Francis-Scott-Fitzgerald).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Débat : samedi 23 mars à 15 heures (salle Ernest-Hemingway).

Médias et manifestations de soutien

● **Nouvelles d'Afrique**, présentées par les inédits de RFI, mardi 26 mars à 20 heures.

● **Remise du prix Colindreau** : récompense le meilleur livre américain en traduction française, mercredi 27 mars à 15 h 30.

● **Arte** : le magazine culturel « Métropolis » présente la littérature américaine les 16 et 30 mars à 21 h 45.

● **France 2 et France 3** : journaux télévisés en direct ; « Bouillon de culture » enregistré au Salon le 22 mars à 22 h 25.

● **« Un livre, un jour »** en direct, le 26 mars, et cinq autres émissions tournées à New York ; « Le Cercle de minuit », le 26 mars, avec Allen Ginsberg et Richard Ford ;

● **« Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? »**, le 9 avril à 23 h 30 : quatre explorateurs choisis sur le plan du Salon des stands insolites et les décrochent au gré des rencontres.

● **France-Culture** : « Panorama », le 22 mars à 12 h 02 ;

Débat : samedi 23 mars à 11 heures (salle William-Faulkner).

Lecture : dimanche 24 mars à 12 h 45 (salle Ernest-Hemingway).

Bill Buford, la littérature et le « New Yorker »

● L'ancien et talentueux rédacteur en chef de « Granta » qui a rejoint, il y a un an, le célèbre magazine américain, estime avoir « les atouts en main pour assurer la prépondérance de la culture de l'écrit »

En allant chercher il y a un an Bill Buford au magazine littéraire anglais *Granta*, pour le poste très en vue de fiction editor, le *New Yorker* a mis la main sur un élément d'exception. En quinze ans, Bill Buford a transformé *Granta*, une auguste publication collégiale, alors exsangue, en un magazine littéraire dense et innovateur vendu à plus de 130 000 exemplaires. Pour en arriver là, Bill Buford a su forcer son destin et ne pas hésiter à mettre à mal certaines règles. On ne compte plus les témoignages d'agents littéraires new-yorkais déconcertés par ses sautes d'humeur et ses changements de stratégie incessants.

« Méthode » s'appuie sur deux grandes qualités : une obsession de la perfection frisant l'excentricité - Martin Amis se souvient encore d'une lettre de neuf pages signée Buford détaillant les modifications qu'il souhaitait voir apportées à une nouvelle de neuf pages - et un instinct hors du commun lui permettant de repérer, et même d'anticiper, certains des courants de la littérature des années 80. C'est le fameux numéro consacré au *Dirty Realism* avec des textes signés Raymond Carver, Richard Ford, Tobias Wolff, ou ceux consacrés à la littérature de voyage.

Les journaux sont remplis de gens qui sont partis trop tard

L'arrivée de Buford au *New Yorker*, le 1^{er} avril 1995, apporte la touche finale à une politique qui avait amené, il y a deux ans, l'hebdomadaire new-yorkais à avoir toute sa stratégie commerciale et éditoriale sous l'impulsion de Tina Brown, l'ancienne rédactrice en chef de *Vanity Fair*. La mission assignée à Bill Buford est simple : raviver les pages du magazine consacrées à la fiction, sur lesquelles repose une partie de la réputation de l'hebdomadaire. Les résultats ne se sont pas fait attendre et, pour la première fois, des textes de Paul Auster ou Tim O'Brien sont apparus dans le *New Yorker*. Plus que la capacité de Buford à tenir les pages fiction du magazine, c'est sa personnalité duelle qui suscite le plus d'interrogations. Ce personnage complexe est sans doute à rapprocher de deux écrivains dont il avait contribué, à asséoir la réputation : Hanif Kureishi et Salman Rushdie, eux aussi en marge d'une société anglaise qui ne sait pas où les ranger. Bill Buford est un paradoxe vivant. Américain, il supporte pourtant de plus en plus mal son pays et regarde sans cesse vers l'Europe, il reconnaît avoir du mal à toujours prendre au sérieux son travail au *New Yorker* et, reste persuadé que la meilleure chose à faire serait de se consacrer, après son enquête sur les hooligans anglais (publiée chez Christian Bourgois), à l'écriture d'un deuxième livre.

« Êtes-vous devenu rédacteur en chef d'un magazine littéraire par hasard ou par vocation ? »

Je suis parti en Angleterre parce que j'avais obtenu une bourse pour aller étudier à Cambridge. Je suis d'abord devenu un spécialiste des pubs anglais et, ne sachant plus quoi faire d'autre, j'ai repris un magazine littéraire avec un ami. Il s'agissait au départ de seize pages ronéotypées.

JULIEN DAMON

DES HOMMES EN TROP

89 F / 136 pages

l'aube

l'éditeur qui aime ses livres



« Les écrivains les plus intéressants sont toujours ceux que vous ne connaissez pas. »

Comme j'étais amoureux d'une Anglaise et que je ne voulais pas retourner chez moi, je me suis lancé à corps perdu dans la rédaction d'un deuxième numéro. Le premier numéro de *Granta* était consacré à la littérature américaine des années 70 ; nous étions alors en 1978. La plupart de ces auteurs, William Gass, Susan Sontag, Robert Coover, Donald Barthelme, Stanley Elkin, n'avaient jamais été publiés en Angleterre. Ils étaient des écrivains expérimentaux racontant des histoires d'écrivains à la recherche d'une histoire sur une autre histoire qui aurait pu être écrite par Joyce. Je ne mets pas en cause leur talent, mais leur écriture me frustrait, ils détestaient tous des postes à l'université, refusaient tout engagement politique, effrayaient soigneusement la distinction entre l'esthétique et le politique.

Je n'oublierai jamais le jour où j'ai reçu le manuscrit des *Enfants de minuit* de Salman Rushdie. J'ai eu le sentiment de respirer pour la première fois, il y avait là tout ce que je recherchais : une littérature politique, guidée par un souci narratif évident, c'était grand, ambitieux, excitant. Mon engagement vis-à-vis de *Granta* n'a plus jamais été le même, et ce qui n'était auparavant qu'un travail s'est transformé en mission : il s'agissait de mettre dans l'orbite de la culture quelque chose qui ne s'y trouvait pas auparavant.

« Quand vous étiez à « Granta », vous étiez réputé pour réviser les textes aussi longtemps que nécessaire, qu'il s'agisse de la sortie d'un numéro. Vous travaillez désormais sur un rythme hebdomadaire, comment vous êtes-vous habitué à un tel changement ? »

Je ne pense pas encore m'y être habitué. Le *New Yorker* est sans doute le magazine au monde qui accorde le plus de place au secteur éditorial, l'héritage donc d'une infrastructure me permettant de faire face à ce rythme. J'étais loin de bénéficier d'un tel soutien à *Granta*, où nous étions trois à assurer le travail éditorial. Si je veux envoyer V. S. Naipaul en Indonésie, j'ai à ma disposition une équipe qui va se charger des détails pratiques.

« D'où vient ce goût pour l'édition ? Forcé qui a forgé une partie de votre réputation ? »

J'ai étudié Shakespeare à Berkeley. J'aime bien croire que j'ai plus appris sur l'édition en travaillant sur les sonnets de Shakespeare que durant toutes ces années passées à *Granta*. J'avais un professeur qui a attiré mon attention sur les passages de Shakespeare où la grammaire s'effondre, où il est presque impossible de comprendre ce qui est écrit. Encore aujourd'hui, lorsque je lis un manuscrit, je ne prends aucune note, je fais seulement très attention aux passages où s'installe la confusion, suscitant du coup un certain ennui.

« Y a-t-il des frustrations dans votre travail au « New Yorker » ? »

« Granta » était une entreprise journalistique, mais il y avait à l'intérieur des éléments lui don-

nant la permanence d'un livre. Placée sur des rayonnages, la revue a beaucoup d'allure, on ne peut pas la jeter à la poubelle. Je savais aussi qu'il y avait toujours dans chaque numéro deux ou trois textes très forts dont les lecteurs et mes amis me parleraient plusieurs mois après leur publication. Je suis très content du niveau moyen de la fiction que nous avons publiée depuis le mois de décembre dans le *New Yorker*, encore qu'il n'y ait pas eu un seul texte dans le lot que je qualifierais de sensationnel. Il peut m'arriver de travailler six mois, voire un an, avec un écrivain sur une de ses nouvelles, jusqu'au jour où le texte partira un vendredi soir pour apparaître dans le prochain numéro. Une semaine plus tard, le texte est déjà mort car le numéro suivant doit sortir.

« Vous avez déclaré, lorsque vous étiez à « Granta », que votre ambition était de faire un magazine parfait. Après plusieurs mois passés au « New Yorker », vous êtes-vous rapproché de cette perfection ? »

Je ne m'occupe que de la partie littéraire du *New Yorker*. Il n'y a que quelques numéros par an sur lesquels j'exerce un contrôle total. La perfection n'est donc plus l'objectif. L'objectif est de créer, dans un pays comme l'Amérique, dominé par la culture de masse et où la littérature compte peu, une culture de l'écrit. Le *New Yorker* vend chaque semaine plus d'un million d'exemplaires, c'est énorme, et je suis parfaitement conscient d'avoir un outil très performant entre les mains. Le défi consiste à en tirer le meilleur parti. S'il doit, par exemple, y avoir un renouveau de la fiction américaine, j'aimerais qu'il trouve racine dans les pages du *New Yorker*. J'ai entendu dire si souvent que la littérature était en passe de devenir une culture minoritaire que c'est devenu une idée complètement dénuée d'intérêt. Combien de fois m'a-t-on ressorti le couplet sur le déclin de l'influence des écrivains dans la société occidentale ? Nous avons tous les atouts possibles en main pour assurer la prépondérance de la culture de l'écrit.

« Quel regard portez-vous sur le « New Yorker » du temps où vous étiez à « Granta » ? »

J'ai toujours eu une relation des plus ambivalentes avec ce journal. D'un côté, le *New Yorker* restait la référence absolue inspirant mes méthodes de travail. De l'autre, je haïssais ce journal qui se trouvait toujours en travers de ma route. Je ne pouvais jamais prendre contact avec un écrivain sans m'entendre dire qu'il devait d'abord rendre une nouvelle pour le *New Yorker*. Le fait que j'aie à un moment commencé à recevoir de plus en plus de manuscrits à *Granta* était uniquement dû au déclin relatif du *New Yorker*. Ce journal a été mon ombre tutélaire, le spectre dont je n'arrivais pas à me débarrasser.

« Au cours des dernières années le « New Yorker » a subi de profondes remaniements. Ces changements étaient-ils nécessaires ? »

Le *New Yorker* a dû faire face à

partie, résister à la télévision, et infiltrer d'autres médias. On entend souvent des écrivains parler à la radio ou à la télévision ; la venue de Rushdie fait, sans problème, la « une » des quotidiens. La donne est différente aux États-Unis. Avant mon départ, des mensuels comme *Esquire*, *The New Republic*, *Atlantic* tenaient le haut du pavé en matière de fiction. Il ne reste plus que le *New Yorker* aujourd'hui. L'édition américaine est victime de son propre succès. Elle est capable d'assurer des ventes énormes à un livre, elle n'a jamais autant dominé l'édition mondiale.

« Les écrivains se sont concentrés presque exclusivement à la promotion de leurs livres. Mon but est de les extraire de cette sphère éditoriale et commerciale pour les amener sur un terrain plus ludique, plus intellectuel. J'ai pris contact avec la centaine d'écrivains contemporains que je lis, et le leur ai proposé d'écrire pour le journal. Ils peuvent y faire ce qu'ils veulent : de la fiction, du reportage, de la critique littéraire, l'essentiel est qu'ils utilisent cet outil formidable permettant d'atteindre un million de lecteurs. Je tiens absolument à publier des articles sur les tribunaux de guerre en Serbie, sur l'IRA, ou sur l'Algérie, et pour cela j'ai ma disposition les meilleurs écrivains possibles : William Boyd, Salman Rushdie, V. S. Naipaul... »

« Quels écrivains aimeriez-vous amener au « New Yorker » ? »

Les écrivains les plus intéressants sont toujours ceux que vous ne connaissez pas. J'ai récemment publié les textes de deux jeunes écrivains : Juno Diaz et George Saunders. Don DeLillo, un américain à l'heure actuelle.

Il n'a rien publié dans le *New Yorker* depuis 1971. J'aimerais aussi que le *New Yorker* soit plus ouvert sur ce qui s'écrit à l'étranger. J'ai été effrayé en arrivant au *New Yorker* de constater que rien n'avait été mis en place pour traduire des textes de l'étranger. C'est très symptomatique d'une culture qui croit qu'il n'y a rien au-delà de l'océan Atlantique. Certains jours, l'Amérique m'apparaît comme un pays maudit. Je ne crois pas que nous soyons ici dans une période exceptionnelle en matière de littérature.

« Quels courants voyez-vous se dessiner à l'heure actuelle aux États-Unis ? »

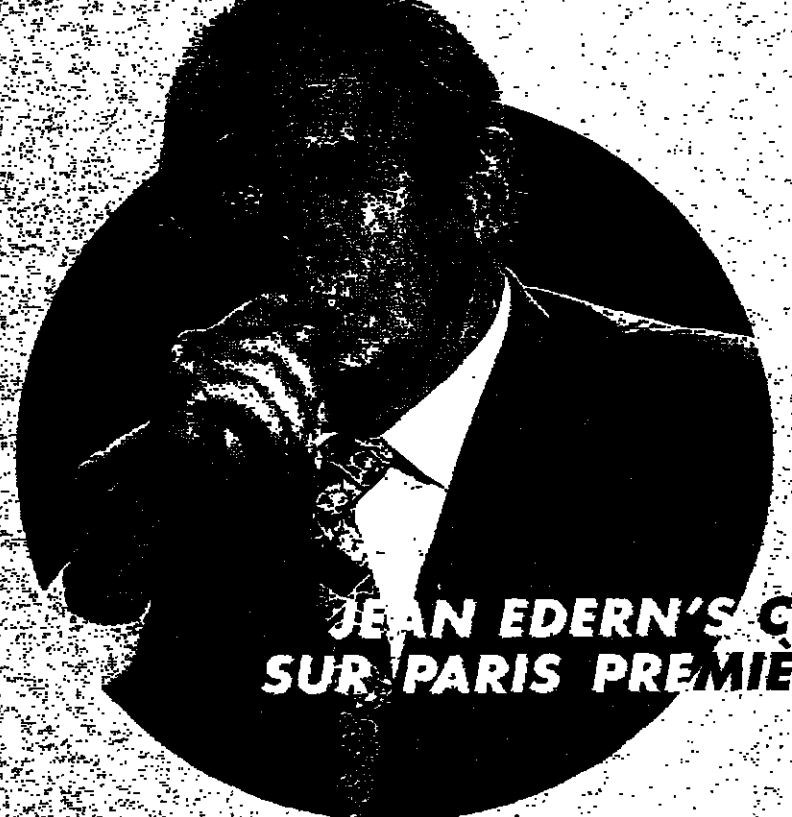
Les jeunes écrivains américains écrivent plus sur le sexe que sur n'importe quel autre sujet, mais ils parlent d'une sexualité dysfonctionnelle. La génération de Philip Roth se faisait l'écho d'une sexualité libérée, la génération actuelle part vers une autre direction : les hommes n'arrivent pas à avoir d'érection, la jouissance est presque impossible à atteindre, on est mal à l'aise dans son corps. Ce n'est pas un hasard si le dernier roman de T. C. Boyle raconte l'histoire d'un milliardaire devenant fou parce qu'il est sexuellement impuissant.

« Vous avez toujours été d'« ailleurs » : Américain exilé à Londres, Européen aux États-Unis. Cette position en porte-t-elle un avantage ? »

Il m'était très agréable d'être un étranger à Londres, même si les Anglais ont, dans un premier temps, du mal à accepter les étrangers. C'est en Angleterre que j'ai compris qui j'étais, j'ai défini mon identité par rapport à un magazine. Je reviens dans un pays où je n'ai jamais été à l'aise. Revue à New York, j'ai encore le sentiment d'être un étranger. Ma position au *New Yorker* comporte beaucoup d'avantages, on me prend au téléphone, il est facile de réserver une table dans un bon restaurant, mais franchement j'ai du mal à prendre tout cela au sérieux.

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

JEAN EDERN'S CLUB: LES LIVRES ONT LEUR ÉMISSION CULTE.



JEAN EDERN'S CLUB SUR PARIS PREMIÈRE*



C'EST LA QUE ÇA SE PASSE.

05.25.80.00

APPEL GRATUIT

* EN DIRECT LE DIMANCHE À 19 H - REDIFFUSION LE MARDI À 21 H ET LE MERCREDI À 14 H 30.



Sapphire: « Il y a toute une partie du peuple noir qui est en train de s'éteindre »

Bret Easton Ellis, Sapphire et Paul Beatty habitent tous les trois New York, presque dans le même périmètre. Mais tout porte à croire que le premier ne rencontrera sans doute jamais les deux autres. Ils sortent d'un de ces départements de *creative writing* qui se sont multipliés ces dernières années dans les universités américaines, et dont l'existence, que de France, prête si souvent à sourire. Les responsables des programmes d'écriture n'ont pourtant jamais eu la naïveté de croire que la maîtrise de l'écriture relevait du seul savoir, ils se contentent simplement d'apporter, grâce à une équipe de professeurs eux-mêmes écrivains et poètes (Paul Beatty a eu Allen Ginsberg comme professeur), un soutien et un regard critique sur le travail de jeunes auteurs qui auront peut-être du mal à en trouver plus tard auprès de leurs agents et éditeurs. A voir la diversité des écrivains issus de ces programmes, et leur qualité, on ne peut prendre

leur démarche qu'avec sérieux. Les parcours de Bret Easton Ellis, de Paul Beatty et de Sapphire s'opposent plus qu'ils ne se recoupent. Il y a peu de points communs entre la jeunesse californienne bronzée et dorée, « riche depuis si longtemps que ça leur fait comme s'ils étaient pauvres », dont Ellis s'est fait le porte-parole et le critique depuis *Moins que zéro*, et celle que décrit Sapphire et Paul Beatty. Dans *Push*, le premier roman de Sapphire, Grace Precious Jones est une jeune Noire de seize ans, séropositive, vivant à Harlem. Dans *The White Boy Shuffle*, Gunnar Kaufman, le personnage principal du premier roman de Paul Beatty, se rend compte que la noirceur de sa peau n'est pas seulement un effet du soleil californien mais bien le reflet d'une différence, d'une culture et d'une histoire avec lesquelles il faudra bien composer.

L'ICONOCLASTE

« Ce livre est une bombe atomique, je ne sais pas comment vont réagir les milieux conservateurs et progressistes devant un tel portrait du ghetto », commentait avec inquiétude un éditeur new-yorkais à propos de la sortie aux Etats-Unis

d'un livre sur lequel il avait surchiffré en vain: *Push or the Life of Grace Precious Jones*, le premier roman de Sapphire, une Noire de quarante-cinq ans, enseignante à Long Island University. On pourra longtemps s'interroger sur les raisons qui ont poussé Knopf, une des plus prestigieuses maisons d'édition new-yorkaises, à prendre le risque de déboursier 500 000 dollars pour ce premier roman explosif (déjà

Samuel R. Delany

vendu en France aux Editions de l'Olivier), dont le propos, tout sauf consensuel, semble renvoyer tout le monde dos à dos: progressistes, confrontés à une description froide et terminale du ghetto de Harlem en pleine ère du crack, aussi bien que conservateurs auxquels est assené ce portrait d'une jeune fille noire de seize ans, obèse, mère d'un enfant mongolien, déjà enceinte d'un second après avoir été violée par son père, séropositive, mu par une farouche volonté de vivre et s'accrochant désespérément à ses cours d'école comme pour contredire un destin écrit d'avance. « I gotta find me an an-

gel » (je dois me trouver un ange), répète sans cesse Precious, parodiant ainsi la célèbre chanson d'Aretha Franklin, mais il y a déjà bien longtemps qu'aux Etats-Unis, ni progressistes ni conservateurs ne veillent sur les individus comme Precious. « J'ai grandi sur une base militaire, mon père a été officier de réserve durant la deuxième guerre mondiale. Il a été traumatisé par Hiroshima. J'ai grandi dans l'espoir qu'un jour nous pourrions nous passer de la bombe atomique. Je suis relativement âgée, et ma vision de Harlem s'appuie sur une mémoire. Celle d'une époque où Martin Luther King et Malcolm X avaient su faire naître des espoirs immenses à une époque où les Noirs ne s'en étaient pas encore. Je regarde aujourd'hui l'épidémie du crack, mais je me souviens aussi de l'épidémie de l'héroïne. Durant les années 60, les mouvements étudiants étaient en train de s'arrêter jusqu'à ce que les acides et le LSD soient arrivés. Il n'était dès lors plus question de paix et de désarmement. Je vis dans un pays qui peut envoyer des hommes sur la Lune et qui se montre incapable d'envoyer la prolifération des drogues. C'est aberrant. J'ai donc du mal à croire que l'apparition du crack ne soit qu'une autre coïncidence malheureuse. »

Sapphire a donné pendant plusieurs années des cours d'alphabétisation à de jeunes enfants noirs de Harlem, et, en près de dix ans, elle a vu le ghetto déperir, passer d'une relative prospérité à un déclin inéluctable marqué par l'apparition du crack. Le sort de Grace Precious Jones n'a rien d'exceptionnel, il est symptomatique du cauchemar traversé par plusieurs des « élèves » rencontrés par Sapphire, eux aussi violés et battus par leurs parents, morts avant même d'avoir pu réfléchir à un avenir. « Je ne voulais pas raconter l'histoire de quelqu'un qui arrive à échapper au ghetto. Ce n'est pas vrai, on n'en sort jamais. Le cœur de Precious vaut mieux que son analphabétisme ou sa séropositive. Seulement on dit que cette personne ne vaut rien, qu'elle devrait disparaître. Il y a toute une partie du peuple noir qui est en train de s'éteindre sans que personne ne s'en préoccupe. Ils sont comme invisibles. J'ai rencontré des

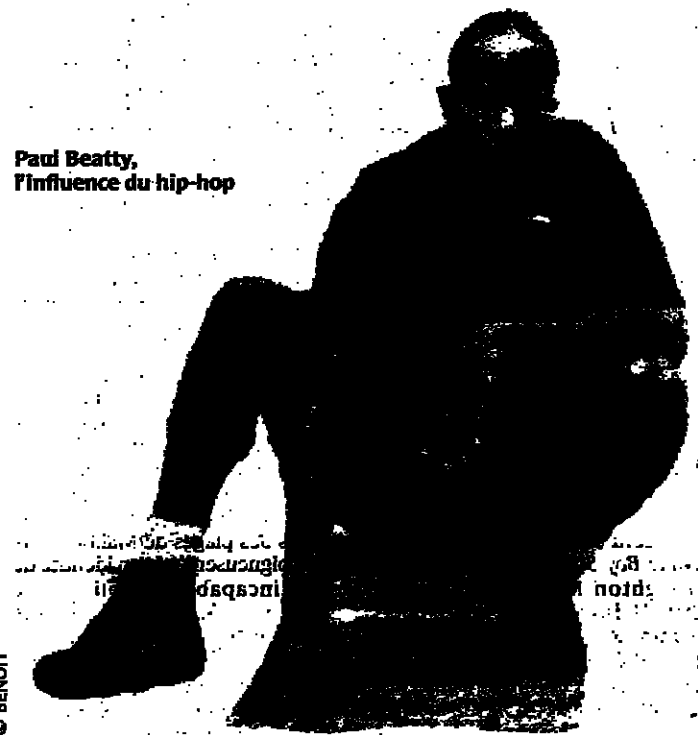
gamins qui ne pensent pas vivre jusqu'à dix-huit ans. Trente ans leur paraissent un exploit. Parallèlement à cette hécatombe des jeunes, la moyenne d'âge des Américains n'a jamais été aussi élevée, et moi je voyais des gamines séropositives ne réalisant même pas qu'elles allaient mourir. »

Le titre de *Push* (en français: forcer, mais aussi vendre de la drogue) souligne la volonté pathétique de Precious, qui tente de forcer le destin: à moitié analphabète, en retard de plusieurs années dans sa scolarité, sa ténacité semble faire fi de toutes les tragédies. Mais quel est le sens de cette ténacité dans un pays qui a érigé la force de caractère en dogme et le courage en préalable à toute réus-

sité individuelle, si justement cette ténacité ne sert strictement à rien? Au discours des républicains américains stigmatisant l'incapacité de la communauté noire à prendre son destin en main, préconisant pour elle les valeurs du travail et de l'entreprise, Sapphire répond par un des livres les plus violents jamais écrits sur le ghetto. L'invisibilité du peuple noir aux Etats-Unis, l'indifférence générale devant le sort d'une adolescente noire prolongent les mêmes questions soulevées par Ralph Ellison en 1952 dans *Invisible Man*.

L'arrivée de Sapphire chez l'éditeur de Toni Morrison, après qu'elle a refusé des offres encore plus importantes d'autres éditeurs, fait penser à l'irruption du loup

Paul Beatty, l'influence du hip-hop



Thom Jones : écrire

Autodidacte et marginal, Thom Jones publie

C'est le soir, après avoir terminé son travail de concierge et d'homme à-tout-faire dans le lycée d'une petite ville de l'Etat de Washington, que Thom Jones a écrit *The Pugilist At Rest*: un recueil de nouvelles sur des personnages paumés ou excentriques dont un boxeur tellement traumatisé par son K.O. qu'il en sombre dans une dépression durable, un officier de l'armée américaine perdant son nez après s'être fait mordre par un soldat fou, un sergent des marines oubliant le combat au Vietnam pour mieux se concentrer sur Edith Piaf, Charlie Mingus, Jack Kerouac et l'art moderne, ou une femme condamnée à mourir du cancer trouvant le réconfort dans la lecture du *Monde comme volonté et comme représentation* de Schopenhauer.

Le jour où Thom Jones s'est enfin décidé à envoyer l'une d'elles, *The Pugilist At Rest* (la nouvelle-titre de ce qui deviendra son premier recueil publié aux Etats-Unis par Little Brown, et dont la traduction française devrait sortir prochainement aux Editions de l'Olivier), *The New Yorker* s'est empressé de la publier. Sa réputation de nouvelliste surdoué s'est répandue comme une traînée de poudre. Peu de temps après, *Harper's*, *Esquire* et *Playboy* lui ont offert leurs colonnes et en faisaient l'un de leurs auteurs vedettes. Cependant le mystère Thom Jones demeure. Un mystère que l'auteur s'est plu lui-même à entretenir, faxant aux rédactions désireuses de savoir à qui ressemblait ce nouveau prodige une photo de Sonny Liston, l'un des meilleurs poids lourds de l'histoire de la boxe auquel Mohamed Ali avait ravi son titre de champion du monde en 1964. Thom

Jones ne possède pourtant ni la couleur de peau ni le talent pugilistique de Liston. Il se souvient en revanche de l'avoir vu s'entraîner dans une salle la veille de sa fameuse défaite: « Je n'ai jamais vu un boxeur dans une forme pareille, comment a-t-il fait pour perdre ce combat? »

Les nouvelles de Thom Jones sont autant de fragments autobiographiques retraçant de manière étiolée et sous le couvert de noms d'emprunt son enfance dans une petite ville de l'Illinois, près de Chicago. Il raconte la lente descente aux enfers de son père boxeur, qui finira dans un asile de fous, celui où Miles Forman tournera plus tard *Vol au-dessus d'un nid de coucou*. Quant aux différentes maladies du cerveau dont semblent atteintes une bonne partie des personnages de *The Pugilist At Rest*, elles éclairent rétrospectivement toute la jeunesse du jeune Thom Jones. Sujet à de fréquentes crises d'épilepsie, il s'était entendu conseiller par un médecin à court d'explications la lecture de *L'Idiot* de Dostolevski qui lui permettrait peut-être de mieux comprendre sa douleur.

Le parcours de Thom Jones ressemble à une longue série de malentendus. Boxeur amateur, avec plus d'une centaine de combats à son palmarès, ses espoirs d'une carrière professionnelle s'arrêtent brutalement après un K.O. dramatique dont il aura toutes les peines à se relever. « Ce type m'a littéralement pulvérisé, je suis tombé plusieurs fois à terre, je n'avais jamais reçu des coups pareils. J'en suis devenu malade, je voyais tout en double, mon tympan était presque crevé, ma pommelle fracassée, je pissais le sang. Le pire était mon cou, dès que je le bougeais, j'avais un malaise. Impossible de savoir où j'étais, on a d'ail-

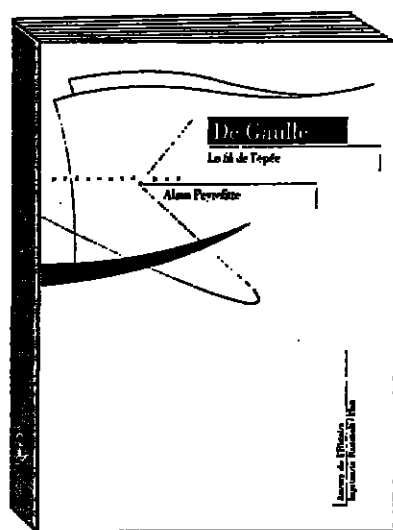
ANDRÉ SIEGFRIED PAR PIERRE MILZA
JULIUS FERRY PAR ODILE RUDELLE
LYAUTEY PAR JEAN-LOUIS MIÈGE
AGRICOL, PERDIGUER PAR MAURICE AGULON
JULIUS CÉSAR PAR CHRISTIAN GOUDEAU
LOUIS XIV PAR PIERRE GOUBERT
FOURCHÉ PAR MICHEL VOVELLE
NAPOLEON PAR JEAN TULARD

Alain Peyrefitte

présente

Charles de Gaulle

Le fil de l'épée



Ouvrage composé avec les caractères historiques de l'Imprimerie nationale.
Édition de tête 30 exemplaires sur Vélin: 2000 F.
Édition reliée numérotée de 1 à 450: 270 F.
Édition brochée: 170 F.

IMPRIMERIE NATIONALE
Éditions

Collection Acteurs de l'Histoire

dirigée par Georges Duby

survie

trois écrivains new-yorkais,
et désespérée

dans la bergerie, comme s'il s'agissait pour elle de s'inscrire dans son sillage et, en même temps, de délimiter son territoire : le ghetto urbain par rapport au Sud, la culture rap à la différence du jazz. Le style de Sapphire, volontairement agrammatical, colle au flux désordonné des pensées de son héroïne par l'emploi principalement de la parataxe. Il est inspiré par le rythme des chansons de rap. « Alice Walker a vécu en Géorgie, Toni Morrison dans l'Ohio, elle a écrit sur Harlem dans Jazz, mais il s'agissait d'une autre époque. Il y a toute une culture urbaine à laquelle elles se sont assez peu intéressées. Il s'agissait de donner la parole à des voix qu'on ne s'est jamais donné la peine d'entendre. James Baldwin disait combien le blues avait influencé son style. Mon rythme et ma syntaxe n'ont presque rien à voir avec celui du blues et du jazz, ils doivent tout au rap. La musique américaine a complètement changé avec le hip-hop. Les gamins dont j'étais l'enseignante écoutaient des choses complètement différentes de ce que je pouvais entendre dans ma jeunesse. Ce n'était plus les paroles éhémères des chansons des Supremes. Les rappers parlent de choses plus crues, tellement plus violentes. On pourra me reprocher la difficulté de mon style, mais je réclame une attention soutenue de la part de mon lecteur. »

LA TRANSGRESSION

On retrouve cette même influence de la musique hip-hop dans l'écriture de Paul Beatty, un jeune écrivain noir de trente-deux ans, dont le premier roman, *The White Boy Shuffle*, sera publié par Houghton Mifflin en juillet aux États-Unis. On peut se demander si la traduction en langue étrangère d'un tel livre est seulement envisageable, tant l'écriture de Beatty est remplie de citations masquées, empruntées à des chansons des

Supremes et des Temptations ou à des dialogues de films de Blaxploitation. « Je n'avais pratiquement rien écrit avant d'aller à Brooklyn College. Je n'arrivais presque jamais au bout des livres que je lisais, tout me semblait étroit. Pourtant je savais que je voulais écrire, et lorsque j'ai vu qu'il existait des cours de poésie, j'ai été comme soulagé. L'école valait plus qu'un travail où j'aurais dû me lever à 7 heures du matin. Les gens à l'université avaient du mal à comprendre ce que j'écrivais, ils n'arrivaient pas à saisir mon langage. C'était au point où certains de mes professeurs m'ont conseillé de laisser tomber. Je savais pourtant que j'étais en train de développer mon propre style. Le déclic s'est produit le jour où j'ai vu *Colors*, le film de Dennis Hopper sur les gangs de Los Angeles. Le film était très artificiel et, surtout, la manière dont s'exprimaient les personnages était très éloignée de la réalité. J'ai alors écrit un long monologue sur le monde comme un gang, sur ce que signifie appartenir à un gang. Allen Ginsberg m'a demandé d'apporter mon travail et, dans l'assistance, la même personne qui démolissait mon travail quelques mois plus tôt m'a couvert de compliments. Il avait, depuis, passé l'été à Brooklyn, entouré d'enfants noirs, et il était devenu familier de la dynamique de leur langage. »

Sur bien des points, la voix de Paul Beatty se confond avec celle de Gunnar Kaufman, le héros de son roman : débarquant comme lui dans un lycée fréquenté essentiellement par des Noirs, alors qu'il surfait tranquillement auparavant avec ses amis californiens sur les vagues des plages de Malibu, mettant soigneusement son identité de côté, incapable d'expliquer ce qu'être noir signifie, mais persuadé en revanche qu'à choisir il ne veut pas l'être. La lecture de l'autobiographie de Malcolm X a complètement bouleversé le destin de Paul Beatty et lui a ouvert les

yeux sur tout un pan de sa propre histoire. « J'ai réalisé que j'étais noir et que cela avait une signification, encore que je ne saurais pas dire laquelle », explique Gunnar Kaufman.

Joueur vedette de l'équipe de basket-ball de son lycée, puis de son collège, à Boston, alors qu'il ne possédait pas de penchant particulier pour ce jeu, écrivant des vers comme pour mettre la main sur les pièces d'un puzzle introuvable, Gunnar Kaufman cherche désespérément à reconstituer une histoire qui est elle-même invisible. Son invisibilité se reflète jusque dans la matière de son prénom improbable, Gunnar, d'origine suédoise, et de son nom juif, hommage direct à Bob Kaufman, le poète américain membre de la beat generation, né d'un père juif et d'une mère noire. Il a beau remonter jusqu'à son arrière-grand-père, le premier esclave à avoir été affranchi, Gunnar Kaufman se heurte sans cesse à un vide incommensurable, d'où émergent meurtres, massacres et disparitions. Une absence totale de traces, une mémoire à tout jamais effacée. « La plupart des Noirs peuvent remonter au mieux à deux générations. Ils essaient de conquérir une mémoire qui n'est plus là. Mon livre est une réponse aux romans de Toni Morrison et d'Alice Walker. Ceux-ci sont

remarquablement écrits, mais il y manque quelque chose à chaque fois, comme s'il était facile de remonter à nos origines et de retrouver notre identité. L'héritage de mon personnage est obscur, et j'ai essayé de créer une certaine forme de vulnérabilité. Je réfléchis souvent à mon nom, Paul Beatty, et je n'arrive pas à en décoder l'origine. Un de mes professeurs m'avait dit qu'il s'agissait d'un nom irlandais, mais quel rapport y a-t-il entre l'Irlande et moi ? D'où le nom de Kaufman symbolisant l'effondrement de la culture à la fois dans le corps et dans la tête. »

LE SCANDALE

A trente et un ans, dix ans après ses fulgurants débuts, Bret Easton Ellis semble être passé par tous les hauts et bas possibles. Déjà brillé plusieurs fois, il semble renaitre à chaque fois avec encore plus d'ardeur. Son dernier livre, un recueil de nouvelles – *The Informers* –, sortira en septembre en France chez Laffont. L'appellation de jeune écrivain appliquée à sa propre personne n'a guère de sens. Ellis a vécu plusieurs vies, surmonté deux dépressions nerveuses, digéré le succès critique et commercial phénoménal de *Moins que zéro*, fait face au rejet d'un éditeur, Simon & Schuster, qui avait préféré faire l'impasse sur les 300 000 dollars d'avance versés

pour *American Psycho* plutôt que de publier ce roman décrivant avec minutie les agissements d'un golden boy new-yorkais se métamorphosant en serial-killer la nuit.

Il a affronté les feux croisés de la critique new-yorkaise, des lignes féministes et de moralité, tous scandalisés par un livre d'où rien ne méritait d'être sauvé. « Le succès de *Moins que zéro* m'a beaucoup aidé, j'ai gagné en confiance, je me suis affirmé comme écrivain. Le seul inconvénient a été la célébrité qui en a découlé. Mon nom et ma photo étaient dans les journaux, on me reconnaissait dans la rue. J'ai commencé à être attaqué, et cela a provoqué chez moi une angoisse croissante. J'avais l'impression d'avoir soixante ans quand j'en avais vingt et un. J'ai pris vingt ans de plus après *American Psycho*. J'ai donc quatre-vingts ans aujourd'hui, mon but serait désormais de rajeunir d'au moins un ou deux ans. » Il est facile de confondre Bret Easton Ellis avec ses personnages et de prendre son écriture, froide, chirurgicale, très distanciée, presque économe, pour une absence totale de style. Un malentendu qui a culminé avec la publication d'*American Psycho*, ramené par bien des critiques américains au niveau du plus vulgaire roman pornographique, alors qu'Ellis décrivait un monde où les vêtements,

l'argent et les griffes de haute couture sont élevés au rang de valeurs suprêmes, et montrait comment un yuppie piégé dans ce système artificiel, complètement déconnecté du réel, ne trouvait comme seule et unique échappatoire que le meurtre en série.

« *American Psycho* est mon livre le plus autobiographique. Il rend compte de l'état catastrophique dans lequel je me trouvais depuis deux ans. Je ne dis pas que je décapais des prostituées, mais la noirceur du livre reflétait la mienne. Patrick Bateman, le personnage du livre, était un double maléfique, je me demandais si ma vie n'allait pas ressembler à la sienne. J'étais jeune, j'étais riche, j'étais en train de devenir un yuppie, et cette perspective effrayante traverse tout le livre et lui donne son sens. » Bret Easton Ellis travaille depuis deux ans à un roman sur la mode. Il a fréquenté durant des mois les défilés, réalisant le paradoxe propre à cette industrie : la vitesse à laquelle les tendances évoluent et la permanence de certains comportements, abritant derrière un habit de façade la vacuité la plus totale. Ce n'est sans doute pas avec ce roman qu'Ellis arrivera à dissiper le malentendu régnant autour de lui, tentant sans cesse de résoudre le même paradoxe : s'approcher du vide tout en évitant d'y tomber.



Bret Easton Ellis : « *American Psycho* est mon livre le plus autobiographique. Il rend compte de l'état catastrophique dans lequel je me trouvais depuis deux ans »

comme on boxe

des nouvelles insolites et stupéfiantes

leurs failli m'enfermer. On ne peut pas se relever d'une pareille raclée, une fois vos limites atteintes, vous verrez les choses différemment. »

Engagé volontaire dans les marines – parce qu'un ami boxeur avait rejoint ses rangs afin d'échapper à la prison et en était revenu en pleine forme –, Thom Jones laissera pourtant ses amis partir au Vietnam et rejoindra l'hôpital militaire pour soigner ses crises d'épilepsie. « J'ai perdu tous mes proches au Vietnam, y compris mon meilleur ami. Il a été pris dans une embuscade, tous ceux qui étaient avec lui y ont laissé leur peau. Il n'aurait pourtant jamais dû se trouver là. Il devait partir en permission, mais aucun avion n'était disponible. Sa copine était à l'époque en France et m'a écrit pour m'annoncer son décès. Nous avons continué à nous écrire, nous nous sommes vus et nous nous sommes mariés. » Concierger d'un lycée, il déléguera les travaux ménagers pour lire plus de dix mille livres durant les dix ans où il tiendra ce poste.

La personnalité et le destin de Thom Jones semblent tout entiers contenus dans cette fameuse statue grecque qui l'obsède tant, ce pugiliste au repos, assis sur son siège, les mains bandées, le regard tourné vers le haut comme si la signification intime du combat qu'il allait livrer importait plus que son issue. La voix de Thom Jones résonne d'entre les morts. Il donne la parole à des soldats inconnus, disparus prématurément dans la jungle vietnamienne, ou à une série de boxeurs tous acculés au fameux combat de trop, souvent incapables de trouver les mots pour retracer ce moment précis où leur tête heurte le plancher du ring. Le style de Thom Jones est chirurgical. Il détaille avec minutie les diverses étapes par lesquelles passe

un boxeur sonné, du déséquilibre préalable au trou noir. Il passe aux rayons X les multiples strates de la douleur humaine comme s'il était enfin possible de transformer une sensation en un objet de connaissance.

Même éloigné du ring, Thom Jones considère son travail d'écriture comme un combat permanent et ses collègues comme autant d'adversaires devant lesquels il est capital de se mesurer. « Joe Louis affrontait toujours les meilleurs boxeurs, je me dois de me mesurer aux meilleurs écrivains. Je me suis longtemps demandé comment j'allais battre les nouvelles de Tim O'Brien. J'ai toujours été persuadé que dans la vie le talent était secondaire, il faut persévérer. Combien de fois ai-je remporté des combats après avoir été dominé, mais je m'accrochais et l'adversaire, n'arrivant pas à me faire des bras. »

Après avoir accepté un poste de professeur dans le département de creative writing de l'université de l'Iowa, Thom Jones se prépare à relever le défi le plus important de sa carrière : l'écriture de son premier roman, le seul moyen de décrocher le gros chèque auquel il aspire tant et de prouver, après avoir fait ses preuves contre des adversaires de bon niveau, qu'il mérite bien de combattre pour le titre de champion du monde. « J'ai déjà écrit quatre romans. Ils ont tous atterri à la poubelle. Le rythme de la nouvelle me convient mieux. Que se passera-t-il si mon roman se révèle un échec ? C'est comme lorsque Tyson a perdu son titre de champion du monde des lourds et s'est fait étendre pour de bon. Il n'a plus jamais vu ensuite le monde de la même manière. »

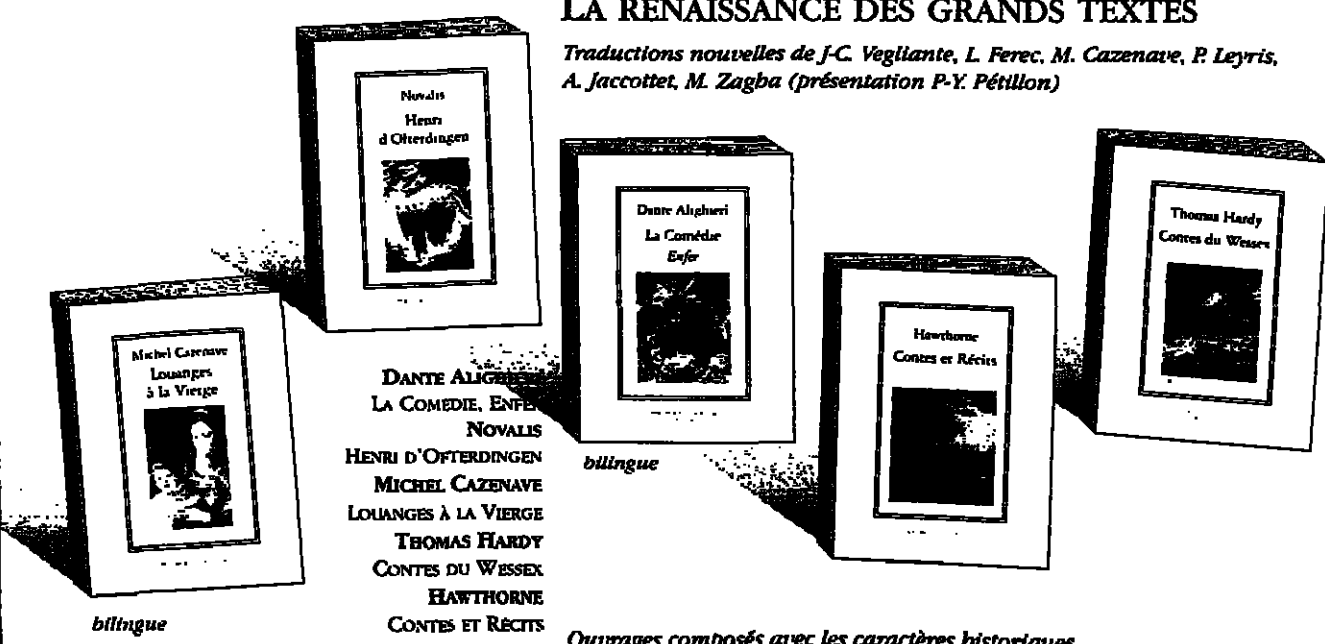
S. B.

Collection La Salamandre

dirigée par Pierre Brunel

LA RENAISSANCE DES GRANDS TEXTES

Traductions nouvelles de J.-C. Vegliante, L. Ferec, M. Cazenave, P. Leyris, A. Jaccottet, M. Zagha (présentation P.-Y. Pétillon)



Ouvrages composés avec les caractères historiques de l'imprimerie nationale. Édition de tête 30 exemplaires sur Vellin : 2000 F. Édition reliée numérotée de 1 à 450 : 250 F. Édition brochée : 160 F.

IMPRIMERIE NATIONALE Éditions

Madison Smartt Bell, conteur du noir

Baltimore (Maryland). La gare, petite, bancs de bois, verrière. Madison Smartt Bell n'est pas encore vraiment en retard. Il avait prévu : sa fille est malade, elle a cinq ans, il s'est inquiété. Le regard s'accroche sans s'appuyer sur les silhouettes qui entrent, sortent. Ce n'est pas lui. Cela ne peut pas être lui. Il arrive, bonnet sur la tête bien enfoncé à cause du temps - lendemain de neige -, avec des lunettes noires. Alors, à défaut du visage, dissimulé, modifié, ce qui frappe, c'est la démarche, une façon de se déplacer dans l'espace, qui n'a rien de linéaire, en ellipse plutôt, comme sur une orbite. Il a l'aisance de certains musiciens qui se laissent porter jusque dans les coulisses par l'air qu'ils n'ont jamais fini de jouer, des grands sportifs aussi qui laissent leur corps se promener presque tout seul, créant dans le vide autour d'eux une accumulation d'énergie.

« Enfant souffrante, voiture en panne... », une matinée agaçante. Il a choisi un bar en bordure d'une rue qui descend. Sous le ciel bas, la neige commence à fondre, laissant sur les trottoirs une gaudou gluante et jaunie où les pieds dérapent. Bières et sandwiches au crabe frit. Spécialité de Baltimore. Et des frites épaisses et suintantes, lourdes et plates. Le fait de parler français protège des oreilles indiscrettes mais pas des regards en biais.

Car il a décidé de parler français et il s'y tiendra presque tout le temps, sauf quand la pensée ira plus vite que le vocabulaire et qu'il laissera l'anglais bouler, rouler. L'accent américain, au sens large, sans trace précise d'origine, sans moiteur sudiste, sans grincement new-yorkais, prend parfois, sur les phrases françaises, des inflexions de titi grandi à Vaulx-en-Velin. Cela l'amuse de se découvrir banlieusard sans le savoir quand il comprend qu'en France les banlieues sont populaires et souvent difficiles à vivre et n'ont rien à voir avec la *suburbia* des classes moyennes américaines. C'est ce qu'il aime bien dans les grandes villes, ce qu'il y a connu et ce qu'il aime mettre en décor, ces quartiers glauques et durs aux autres où l'on traîne sa vie apparemment à l'aise et constamment sur la défensive, dans la rue plutôt qu'entre quatre murs.

Mais il est né et il a grandi au sud, dans le Tennessee. Autre contexte, qui, dans ses livres, fait presque toujours figure de refuge, en dépit d'autres duretés comme la confrontation des hommes et de la nature, le racisme évidemment, et le passé,

L'œuvre plonge dans les paradoxes de l'homme : il aime la vie, les gens, le monde ; il a le talent du crime, de la drogue, de l'insomnie et de l'errance...

dont les traces et la mémoire font encore vibrer quelques émotions : « *Même si, remarque-t-il, les morts de la guerre civile ont été probablement aussi nombreux d'un côté que de l'autre, le fait d'avoir servi de champ de bataille n'est pas, justement, innocent.* »

Son père était avocat, sa mère donnait des leçons d'équitation, et ils avaient acheté une ferme dans Williamson County, près de Nashville, au moment où la terre était encore abordable, au milieu des années 50. « *Nashville, Music City, l'Athènes du Sud* », dit-il en avant-propos de *Straight Cut* (1).

C'est là qu'il est né le 1^{er} août 1957 et a grandi. Il a fait ses dents sur des morceaux de sabot de cheval, cadeau du chien de la maison, un doberman soucieux de lui faire partager sa gourmandise préférée. Il se souvient aussi d'avoir léché les blocs de set mis à la disposition des chevaux.

Chaque été, la ferme accueillait soixante enfants en colonie de vacances sous la houlette énergique de sa mère et d'un homme de confiance noir, surnommé Mutt, mais qui finit par disparaître les laissant, son père et lui, reprendre le travail à sa suite.

Situation curieuse, celle de cet enfant de parents à la fois intellectuels, cultivés, de profession libérale dirait-on ici, et en même temps fermiers. De quoi se sentir différent des autres et fier de l'être. Se savoir différent ? Quelque chose à cultiver, mais pas toujours à révéler. Sa mère lui a enseigné à lire avant qu'il n'ait à l'école lui faisant ainsi le don de la plus grande liberté qu'il ait jamais connue. Et surtout le plaisir de plonger dans d'autres mondes, le plaisir des histoires qu'il ne va plus se contenter de lire mais qu'il va commencer à inventer et à se raconter à lui-même, à voix basse, pas assez basse parfois, juste de quoi dérouter inconsciemment ceux de ses camarades assis à côté de lui, en classe, et qui l'entendent perpétuellement marmotner ou ajouter à leurs réflexions « *dit-il* »... « *ajoute-t-elle* », transformant leurs

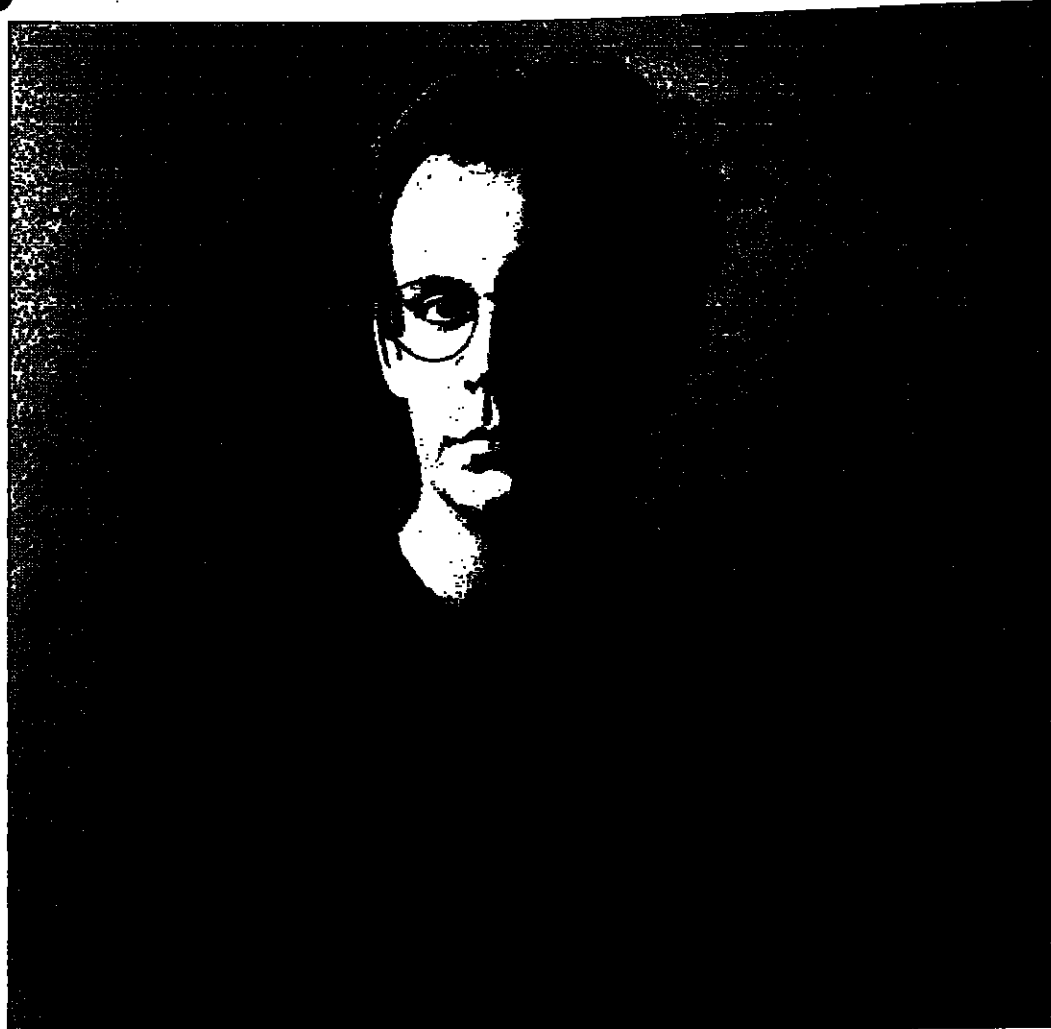
propos en dialogues écrits. Dès la petite enfance, il souffre d'asthme chronique et de sévères crises d'allergie, en particulier aux chevaux. Souvenirs de piqûres d'adrénaline, du soulagement et de la sensation légèrement euphorique du paradis au bout de la seringue, souvenir aussi des nuits passées à lire jusqu'à l'insomnie, assis dans le lit. Souvenir enfin que cela n'entraînait nulle faiblesse mais au contraire la sensation de puissance et de pouvoir que l'on éprouve à se battre contre quelque chose que l'on veut vaincre. Il écrit une première nouvelle lorsque, devant subir un pneumothorax, il sera obligé de passer de longues semaines incroquées à désespérer devant la télévision.

En 1975, il commence ses études à l'université de Princeton, ne s'y plait pas, retourne à Nashville et commence à travailler - ce qui lui donne envie de retourner à Princeton. Il suit alors un cours de *creative writing* et reprend *Triptych* (2), « la » nouvelle de l'époque de sa maladie. Il suit aussi parallèlement les cours d'anglais, rédige son mémoire de fin d'études et s'en va à New York.

Martin Striber

comme preneur de son pour le tournage d'un documentaire sur les drogués réhabilités.

Une fois diplômé (*summa cum laude*), il passera plusieurs années à New York. D'abord, à Hoboken (une ville du New Jersey, de l'autre côté de l'Hudson, en face de Manhattan) dans les taudis hispaniques, à regarder et à attendre qu'il se passe quelque chose : à Washington Square - « *où il n'y a pas de droit d'entrée* » -, et plus tard dans les bas quartiers toujours hispaniques de Brooklyn, parmi les petits truands. Dans un de ces éclats de rire qui font vibrer les cassettes du magnétophone et ponctuent presque toutes ses phrases, il déclare qu'il a probablement un certain talent pour le crime et la drogue qu'il ne met pas à profit dans la réalité. C'est ce qui a donné à tous ses livres ces teintes de roman noir qui bous-



culent la lecture. C'est un conteur, Madison : il aime toujours les histoires, celles qu'il lit et celles qu'il raconte. Et, s'il a mis en exergue du premier chapitre d'un de ses romans (3) quelques vers d'un poème de sa femme, Elisabeth Spire : « *I shall live in this world but not love it* », lui n'est pas aussi désespéré ; trop plein de fougue pour ça, il aime la vie, les gens, le monde, et les prend tels qu'ils sont, avec tolérance, en laissant paraître beaucoup de tristesse et de révolte lorsqu'il est obligé de constater qu'ils ne sont pas meilleurs.

Parce que c'est ce qu'il a toujours eu envie de faire, et pour voir si c'est comme ça qu'il peut gagner sa vie, il commence à écrire « pour de bon » dans cette période new-yorkaise. N'ayant rien d'autre à faire, il rédige très vite. En cinq ans, cinq romans. Il a appris à vivre comme un vrai pauvre, « *avant d'être marié, j'étais très heureux* ». A présent, il est beaucoup plus raisonnable, il enseigne à son tour le *creative writing* au Goucher College (Baltimore), où sa femme est professeur également. Il lui arrive aussi de collaborer à des journaux, écrivant sur les autres écrivains, et puis il pratique, ou plutôt « étudie », depuis plus de vingt ans les arts martiaux à raison de quatre ou cinq séances par semaine. Surtout, et c'est assez drôle et troublant, il prend son rôle

de père très au sérieux, ravi de pouvoir passer suffisamment de temps à la maison pour voir grandir sa fille.

Actuellement, la conception qu'il se fait de son travail est en train de changer. Ses premiers romans frappent par leur diversité d'inspiration, comme s'il se jouait de la sempiternelle phrase sur les écrivains qui écrivent toujours la même histoire, comme s'il cherchait toujours à prouver le contraire, à sortir de ce moule, quitte à laisser le lecteur déconcentré de ne pas retrouver au roman suivant le même romanier.

Avec pourtant des constantes : la violence, la drogue, l'insomnie, l'errance, les nuits dans les bois ou dans les rues, l'amour sous toutes ses formes, voire la résurgence de certains personnages d'un livre à l'autre, parce que ça lui fait plaisir de savoir qu'ils continuent à vivre en dehors du roman où ils ont pris corps la première fois. Mais aussi parce qu'un écrivain a toujours un peu envie d'avoir son propre univers imaginaire. Un jeu privé : « *Je n'ai pas beaucoup de patience pour revisiter les vieilles idées* ». Mais pas seulement un jeu. Il a toujours mêlé, « *comme Dostoïevski* », les histoires policières et les idées qui lui tiennent à cœur - l'idée de Dieu souvent.

Sur des trames « *sensationnelles* », il s'est intéressé successivement au catholicisme, à l'islam, au

vaudou, à la *santería* cubaine, à l'orthodoxie, à la philosophie du christianisme : il cite volontiers Kierkegaard et Giordano Bruno et le lecteur est pris dans cette confrontation, sans ménagement. Polar et mysticisme, drôles de drames. Après *Doctor Sleep* (4) - dont le héros, hypnotiseur insomniacque traîne à Londres et jusque dans le métro sa quête de l'amour, de Dieu, et du sommeil réparateur sur fond de *A Love Supreme* de John Coltrane, il s'est rendu compte qu'il en avait fini avec un certain « *pèlerinage de l'esprit* » qui l'avait intéressé pendant longtemps, ce qu'il appelle encore « *la quête d'une religion supportable* ».

Il sentait qu'il devait passer à autre chose, quelque chose qui exercerait sur lui une fascination depuis une dizaine d'années et qu'il avait découvert en travaillant à *Waiting for the End of the World* : la révolte des esclaves à Haïti et le personnage de Toussaint Louverture, au centre de son nouveau roman *All Souls Rising* (5) (voir ci-dessous). Et ce n'est pas le moindre paradoxe de voir cet écrivain tellement ancré dans son époque se lancer dans un énorme roman historique, genre peu estimé par l'intelligentsia (éditeur compris, qu'il a fallu convaincre). Il a les deux autres tomes de cette aventure en chantier, mais comme il ne veut pas devenir « *citoyen du XVIII^e siècle* » ; il publiera un petit roman « *très court* » et très contemporain, en novembre, et rééditera à un autre, il sait, s'il « *reste en vie* », ce qu'il a à faire pour les dix prochaines années.

Une violence pleine d'humanité

On n'échappe pas à la violence de *All Souls Rising*. Mais elle n'est jamais gratuite, pas dans la lignée des *serial killers* morbides à la mode, pour satisfaire on ne sait qui, on ne sait quoi. Les tortures, les meurtres, le déchainement de l'horreur décrits par Madison Smartt Bell participent du mouvement et de la force des événements tels qu'ils sont racontés - documentés par tout ce qu'il a pu assimiler et lire depuis une dizaine d'années sur la révolte des esclaves à Haïti, entre 1790 et 1803.

Et peu importe de savoir ce qu'il a imaginé ou ce qui a vraiment existé. Ce qui compte, c'est que le ton qu'il utilise, simple, forcément simple, et qui n'est pas sans rappeler parfois à un lecteur français Alexandre Dumas - quelque chose d'épique et d'aventureux -, mais qui sombre dans cette folie qui appartient à tous, Noirs ou Blancs, hommes ou femmes, maîtres ou esclaves, alternativement victimes et bourreaux, et qui ne relève, c'est si simple, que de l'humain, de notre essence même à tous.

Drôle de miroir, drôle de reflet à un moment où l'Amérique est une fois encore, à la suite du procès d'O. J. Simpson, confrontée à son histoire, même si le racisme peut toujours prendre des tournures bien différentes. Les colons français à Haïti n'ont jamais eu l'intention de s'installer, tout ce qu'ils voulaient, c'était faire fortune le plus vite possible et rentrer au pays, ils n'avaient

donc aucune raison de ménager leurs esclaves, au contraire des Américains, qui traitaient les leurs avec la même considération... que le bétail. Si bien qu'il fallait tous les vingt ans ramener de nouveaux esclaves d'Afrique à Haïti, car ceux qui n'étaient pas morts d'épuisement finissaient par se suicider et les infanticides étaient nombreux, d'autant que les croyances vaudoues font de la mort le passage obligé du retour à la Guinée, à l'Afrique (les morts restant présents et prêts à communiquer et à se mêler aux vivants).

Entre grands Blancs, maîtres de tous les droits, petits Blancs pauvres, souvent favorables à la révolution et ayant des droits politiques, mulâtres (Moreau de Saint-Méry avait recensé soixante-quatre colorations de peau différentes), affranchis et souvent enrichis mais sans droits politiques, et esclaves noirs, la confrontation, la guerre raciale est totale et atroce.

La grande erreur de Toussaint sera de croire que la belle devise : « *Liberté, Égalité, Fraternité* » et tous les discours qu'elle entraîne pouvaient s'appliquer aussi aux Noirs. Son lieutenant Jean-Jacques Dessalines considérera que le seul moyen d'éviter toute nouvelle trahison sera de tuer tous les Blancs. Ce qu'il fera. Et Bell raconte cette expérience terrible à travers les destins mêlés de ses personnages, recréés ou inventés : Riaux le Noir, Claudine, la femme alcoolique et étonnante de l'affreux propriétaire Arnaud, Toussaint, le bon docteur Hébert, Na-

non, la douce et légère (le couple sur qui repose sans doute un avenir possible) et bien d'autres ; tant peut-être qu'on s'y perd un peu, mais pourquoi pas ?

M. SL

* A paraître en français, en septembre, chez Actes Sud. Suivront deux autres tomes : *The War of Knives*, puis *The Stone that the Builders Rejected*.

(1) Ticknor and Fields (1986), en français, *Coups sombres*, traduit par Pierre Girard (Actes Sud, 1994), 270 p., 128 F qui a aussi été traduit *Save Me*, Joe Louis, Actes Sud, 1994, 427 p., 148 F.
(2) Elle figure dans le recueil de nouvelles *Zero db* (Ticknor and Fields 1987).
(3) *Waiting for the End of the World* (Ticknor and Fields, 1985).
(4) Harcourt Brace Jovanovich, 1991.
(5) Pantheon/Knopf, 1995.

Un libéralisme planétaire se radicalisant sans cesse en Europe du fait de concurrences dénatées. Regroupements hors communautés, robotisation et délocalisations corollaires, amenant une montée irrésistible du chômage. Un Capital qui va à la spéculation et non plus au Travail.

Une Europe assiégée qui se contracte (entreprises, emplois).

Maâstricht et les critères de convergence : l'austérité explosive.

• L'invasion planétaire de la sous-culture de bazar américaine.

• Les dangers de dégénérescence animale (homme compris) et végétale par l'air, l'eau et l'alimentation (Oestrogènes).

Un livre de vérité contre la conjuration d'intérêts qui veulent en étouffer la voix

Distribution en librairie : Distique, 25600 Lussan-Fax (16) 37.30.57.12

Jacques Darcanges

L'entropie galopante des libéralismes

« Ils nous vendront la corde pour les pendre »

avec OULIAROV (Lemaitre)

Les Éditions de l'Œuvre SS F

ÉCRIVAIN
N°4

TOPOR

**RICHARD FORD
MAVIS GALLANT
ANNE WIAZEMSKY**

**YVES MARTIN
TONINO BENACQUISTA
ELMORE LEONARD
BOB KAUFMAN**

45 F. CHEF VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سلا من الاصل

Passeurs du Nouveau Monde

● Maurice-Edgar Coindreau, Marcel Duhamel, Maurice Nadeau, Christian Bourgois, Olivier Cohen... Traducteurs, éditeurs ou directeurs de collection, ces infatigables découvreurs perpétuent une légende : la littérature américaine a besoin parfois d'être reconnue en France avant d'être chez elle

Depuis le siècle dernier, un vent vient du large de l'Atlantique. Edgar Poe traduit par Baudelaire, Herman Melville par Jean Giono ou Pierre Leiris, mais aussi Fitzgerald, Hemingway, Miller, Anaïs Nin ou Gertrud Stein à Paris, le débarquement en Normandie, le jazz, les légendes de Hollywood... autant de curiosités venues d'Amérique, autant de voyageurs, de découvreurs, d'éclaireurs, de passeurs, d'impulsions, d'insatiables. Les plus influents, pour la littérature, ne sont pas toujours les patrons des maisons d'édition, mais souvent des gens de l'ombre. Traducteurs, éditeurs, directeurs de collection, écrivains, universitaires, critiques, agents littéraires, ils sont plusieurs à faire connaître ou à construire un même catalogue, avec leurs goûts contradictoires et leurs visions hétéroclites, à obéir à cette logique poétique : le hasard des rencontres.

Il y a une histoire, une mythologie entre la France et l'Amérique : l'idée que, pour être reconnue chez elle, la littérature américaine devrait parfois l'être d'abord en France. Ce sont deux éclaireurs, dans les années 30, et surtout après la guerre, qui placent les éditions Gallimard au cœur de la légende. L'un, Maurice-Edgar Coindreau, traducteur et/ou introducteur des « classiques » - John Dos Passos, Ernest Hemingway, Erskine Caldwell, John Steinbeck, Truman Capote, William Goyen, Flannery O'Connor et, surtout, William Faulkner, dont il a contribué, par rebond, à étendre la notoriété mondiale ; l'autre, Marcel Duhamel, l'intervenant de la Série noire en 1945, traducteur lui aussi de classiques, mais surtout amateur de réalisme noir, découvreur en France de Jim Thompson ou de Jerome Charyn, éditeur de David Goodis ou d'Horrace Mc Coy, et qui a révélé Chester

Himes d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Et, autour de Duhamel et Coindreau, des écrivains français, parmi les plus grands, mettent la main à la pâte : André Malraux, Valéry Larbaud ou Raymond Queneau préfacant Faulkner, Malraux incitant Gide à lire Dashiell Hammett et Raymond Chandler, Sartre célébrant Dos Passos, Boris Vian traduisant Chandler.

L'élan est donné. Un découvreur exceptionnel et discret prend le relais. Il s'appelle Maurice Nadeau. Il sait à peine l'anglais, mais semble comprendre les textes au-delà de la langue. « L'aventure américaine », pour lui, commence avec le comité de défense qu'il fonde en faveur de Henry Miller, condamné pour obscénité (il était alors publié en anglais chez Obelisk Press par Maurice Girodias - autre grand « passeur »). « Avec Miller, j'ai compris quelque chose de mon métier, raconte Maurice Nadeau, qui, en 1952, devient son éditeur chez Corréa. Quand, plus tard, il m'a confié Sexus, je lui ai écrit pour lui avouer que j'étais choqué par tant de sexe. Il m'a répondu une lettre avec cette phrase que je n'ai jamais oubliée : « Quand on aime un auteur, on aime tout de lui. » Il se l'est tenu pour dit. C'est grâce à Nadeau que l'on découvre chez le même éditeur, en 1950, un « faux Américain » devenu mythique, un Anglais longtemps installé au Canada et publié en Amérique : Malcolm Lowry.

C'est encore Nadeau qui - dans la prestigieuse collection « Les Lettres nouvelles » qu'il dirige chez Julliard puis Denoël - publie, de 1963 à 1981, et sans succès, les premiers romans de John Hawkes (maintenant édités au Seuil, ainsi que ceux de Thomas Pynchon, par Denis Roche). Même si quelques éditeurs avaient pu imposer des auteurs américains dès les années

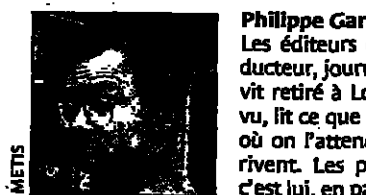
d'après-guerre, dont Robert Lafont (qui commence à publier J.D. Salinger, dans sa collection « Pavillons », au début des années 50) ou André Bay, chez Stock (qui révèle Carson McCullers, Thomas Wolfe, Robert Penn Warren), c'est au début des années 60 que Gallimard perd son monopole. Une occasion, pour beaucoup de maisons d'édition, de gagner du terrain en matière de littérature étrangère. Et c'est le temps des Black Panthers, du LSD, de la guerre du Vietnam,

nées 70, des éditeurs/traducteurs plus marginaux, dans des maisons aujourd'hui disparues (Olivier Cohen, Raphaël Sorin et Gérard Guéhen aux Éditions du Sagittaire, Philippe Manœuvre, Jean-Paul Dionnet et Philippe Garnier chez Speed 17), s'adressant à l'Amérique et publiant notamment, avec succès, les premiers livres de Charles Bukowski. Mais ce sont les éditions Bourgois qui, depuis les années 60, ont le plus contribué à la littérature américaine en France.

ci n'est pas le moindre de ces « coucous » invisibles, passant d'une maison à l'autre.

Editeur chez Albin Michel, puis chez Christian Bourgois et maintenant chez Plon, où il a repris la remarquable collection « Feux croisés » créée en 1927, on lui doit d'avoir contribué à imposer des auteurs comme Toni Morrison, Saul Bellow, Edmund White, Tobias Wolff et surtout William Gaddis. Le propre du passeur est d'être têtue, rappelle Christian Bourgois, qui, en trente ans, a publié quatre éditions des *Mémoires du comte d'Éclaire*, d'Edmund Wilson, avec, chaque fois, le même insuccès total.

A l'inverse, l'exemple de John Fante, très populaire en France alors que les libraires de New York savent à peine qu'il existe, n'est pas isolé. La France, plus qu'aucun autre pays, a gardé cette position stratégique, ce rôle d'accueil et de reconnaissance des écrivains américains dont on se demande à-bas, parfois, ce que nous pouvons bien leur trouver. Jim Harrison fait partie des quelques auteurs qui connaissent des ventes plus importantes en France que dans leur pays, et il arrive que l'engouement français retranspire l'Atlantique, comme ce fut plus ou moins le cas avec Faulkner. Aujourd'hui, le phénomène, c'est Paul Auster : ignoré aux États-Unis, il ne s'y est fait connaître qu'en retour d'une cédée acquise d'abord en France, chez Actes Sud.



Philippe Garnier. Les éditeurs ont l'œil sur Philippe Garnier. Traducteur, journaliste, écrivain, ce drôle de type qui vit retiré à Los Angeles voit ce que personne n'a vu, lit ce que personne n'a encore lu, n'est jamais où on l'attend et c'est par lui que les choses arrivent. Les premiers Bukowski, chez Speed 17, c'est lui, en partie. Une poire pour la soif, de James Ross, best-seller de la Série noire, c'est lui. Le livre sur David Goodis (Seuil, 1984), c'est encore lui. John Fante, c'est toujours lui, et la liste est longue. Son secret : le travail en amont, l'impulsion prosélyte, l'horreur, le goût pour la « sous-culture », les arrière-cuisines, la littérature dans les coins. Plutôt qu'un passeur, un « allumeur » : « J'ai une curiosité peu profonde, une culture lacunaire, raconte cet ancien de Rock & Folk. Ce qui me connaît ne m'intéresse pas. Quand j'aime quelque chose, je m'y mets à fond, j'allume des feux de brousse, et je m'en vais. »

Outre la beat generation - jamais démodée et qui connaît, depuis quelques années, un renouveau -, outre E.E. Cummings ou Bret Easton Ellis, c'est chez cet éditeur que s'imposent John Fante (ignoré dans son pays et découvert par Philippe Garnier), Jim Harrison, Thomas McGuane ou Annie Dillard (grâce au traducteur Brice Mathieu), qui les accueille dans sa collection « Fictives », mais aussi le prix Nobel Toni Morrison, introduite chez Bourgois par Ivan Nabokov. Celui

ci n'est pas le moindre de ces « coucous » invisibles, passant d'une maison à l'autre.

Editeur chez Albin Michel, puis chez Christian Bourgois et maintenant chez Plon, où il a repris la remarquable collection « Feux croisés » créée en 1927, on lui doit d'avoir contribué à imposer des auteurs comme Toni Morrison, Saul Bellow, Edmund White, Tobias Wolff et surtout William Gaddis. Le propre du passeur est d'être têtue, rappelle Christian Bourgois, qui, en trente ans, a publié quatre éditions des *Mémoires du comte d'Éclaire*, d'Edmund Wilson, avec, chaque fois, le même insuccès total.

A l'inverse, l'exemple de John Fante, très populaire en France alors que les libraires de New York savent à peine qu'il existe, n'est pas isolé. La France, plus qu'aucun autre pays, a gardé cette position stratégique, ce rôle d'accueil et de reconnaissance des écrivains américains dont on se demande à-bas, parfois, ce que nous pouvons bien leur trouver. Jim Harrison fait partie des quelques auteurs qui connaissent des ventes plus importantes en France que dans leur pays, et il arrive que l'engouement français retranspire l'Atlantique, comme ce fut plus ou moins le cas avec Faulkner. Aujourd'hui, le phénomène, c'est Paul Auster : ignoré aux États-Unis, il ne s'y est fait connaître qu'en retour d'une cédée acquise d'abord en France, chez Actes Sud.

Actes Sud fait partie de ces quelques maisons qui, dans les vingt dernières années, ont contribué à fabriquer une génération de lecteurs de romans américains. L'éditeur Hubert Nyssen et, plus récemment, sa directrice de collection Isabelle Reinhard, y ont construit un catalogue d'auteurs remarquables, découverts ou « ranimés » (Russell Banks, Don DeLillo, Cor-

mac McCarthy, Madison Smartt Bell...). Les Éditions Rivages ont, de leur côté, lancé une mode populaire et raffinée de la littérature américaine (William Gass, Grace Paley, Alison Lurie...), grâce au feu sacré de Gilles Barbedette (aujourd'hui disparu) et, pour le roman noir, à celui de François Guérif. Dans cette nébuleuse d'éclaireurs passionnés, dont beaucoup d'autres mériteraient qu'on leur rende hommage, une nouvelle vague apparaît autour d'Olivier Cohen.

des protest songs de Bob Dylan. La beat generation explose en Amérique.

En France, Christian Bourgois, qui fonde sa maison en 1966, en devient l'éditeur-symbole. Avec l'aide de Dominique de Roux, de Claude Pélieu, puis de Gérard-Georges Lemaire, il ne cesse de publier Burroughs, Ginsberg, Kerouac, Corso ou Ferlinghetti, et aussi, dès 1974, l'écrivain qui accompagne et prolonge les beatniks, sans en être : Richard Brautigan. A la fin des an-

nées 70, des éditeurs/traducteurs plus marginaux, dans des maisons aujourd'hui disparues (Olivier Cohen, Raphaël Sorin et Gérard Guéhen aux Éditions du Sagittaire, Philippe Manœuvre, Jean-Paul Dionnet et Philippe Garnier chez Speed 17), s'adressant à l'Amérique et publiant notamment, avec succès, les premiers livres de Charles Bukowski. Mais ce sont les éditions Bourgois qui, depuis les années 60, ont le plus contribué à la littérature américaine en France.

ci n'est pas le moindre de ces « coucous » invisibles, passant d'une maison à l'autre.

Editeur chez Albin Michel, puis chez Christian Bourgois et maintenant chez Plon, où il a repris la remarquable collection « Feux croisés » créée en 1927, on lui doit d'avoir contribué à imposer des auteurs comme Toni Morrison, Saul Bellow, Edmund White, Tobias Wolff et surtout William Gaddis. Le propre du passeur est d'être têtue, rappelle Christian Bourgois, qui, en trente ans, a publié quatre éditions des *Mémoires du comte d'Éclaire*, d'Edmund Wilson, avec, chaque fois, le même insuccès total.

A l'inverse, l'exemple de John Fante, très populaire en France alors que les libraires de New York savent à peine qu'il existe, n'est pas isolé. La France, plus qu'aucun autre pays, a gardé cette position stratégique, ce rôle d'accueil et de reconnaissance des écrivains américains dont on se demande à-bas, parfois, ce que nous pouvons bien leur trouver. Jim Harrison fait partie des quelques auteurs qui connaissent des ventes plus importantes en France que dans leur pays, et il arrive que l'engouement français retranspire l'Atlantique, comme ce fut plus ou moins le cas avec Faulkner. Aujourd'hui, le phénomène, c'est Paul Auster : ignoré aux États-Unis, il ne s'y est fait connaître qu'en retour d'une cédée acquise d'abord en France, chez Actes Sud.

Actes Sud fait partie de ces quelques maisons qui, dans les vingt dernières années, ont contribué à fabriquer une génération de lecteurs de romans américains. L'éditeur Hubert Nyssen et, plus récemment, sa directrice de collection Isabelle Reinhard, y ont construit un catalogue d'auteurs remarquables, découverts ou « ranimés » (Russell Banks, Don DeLillo, Cor-

mac McCarthy, Madison Smartt Bell...). Les Éditions Rivages ont, de leur côté, lancé une mode populaire et raffinée de la littérature américaine (William Gass, Grace Paley, Alison Lurie...), grâce au feu sacré de Gilles Barbedette (aujourd'hui disparu) et, pour le roman noir, à celui de François Guérif. Dans cette nébuleuse d'éclaireurs passionnés, dont beaucoup d'autres mériteraient qu'on leur rende hommage, une nouvelle vague apparaît autour d'Olivier Cohen.

Scènes de chasse en Amérique

Suite de la page V

Où, pour m'exprimer moins élégamment, de déceler comment nous trouvons ou ne trouvons pas le moyen d'exprimer l'amour ; comment nos instincts, entrant en conflit avec nos réactions conventionnelles, engendrent des crises qui peuvent détruire notre vie, ou celle des autres, ou même nous préserver de façon imprévue. C'est dans ces zones denses et hasardeuses de la fiction que personnellement, en tant qu'écrivain et que lecteur, je puise les plaisirs immédiats et la réflexion indispensable que, selon Walter Benjamin, devrait nous procurer une œuvre de valeur. Quant aux matières plus tangibles : le paysage, la ville, la technique de la chasse à l'écureuil, les motos, j'estime que le lecteur fera mieux de poser son livre et de plonger dans le monde « réel », inexploré, et de le regarder de tous ses yeux. Pour moi, la littérature est un apport important à la réalité telle qu'elle se présente à nous, mais elle n'a pas à s'y substituer.

En conséquence, cela me gêne toujours un peu lorsqu'on commente l'importance de l'« américanité » dans mes romans ou dans mes nouvelles, à cause de leurs « paysages » hyper-figuratifs et parfaitement forgés, d'une certaine manière ; ou qu'on procède à une projection selon laquelle une certaine économie de style, dans un texte, « reflète » le caractère d'un site du Grand-Ouest ; ou qu'on voit dans un livre le « portrait » d'un coin de l'Amérique, qu'il « restituerait » ou dont il rendrait compte, le New Jersey par exemple ; ou qu'on juge que moi, l'auteur, j'ai réussi à « évoquer un lieu avec justesse », à donner une image ressemblante d'une ville, ou simplement que je m'efforce de décrire quoi que ce soit tel que c'est là-bas dans la Grande Prairie.

Un jour, un vérificateur (1) du New Yorker m'appela pour me signaler qu'en mentionnant dans une nouvelle le siège de la Young Women Christian Association, à Great Falls, dans le Montana, j'avais commis une erreur sur l'adresse. Est-ce que cela m'ennuierait qu'il la corrige ? Je dus avouer que j'ignorais que la YWCA existait réellement à Great Falls (je croyais l'avoir inventée), mais je m'opposai à cette modification qui, sous prétexte d'exactitude, faussait le texte : en effet, l'adresse « exacte » avait deux syllabes de trop pour ma phrase et elle aurait contrarié une formulation, un peu plus loin, à laquelle je tenais expressément ; par ailleurs, le numéro que j'avais choisi me plaisait pour la consonance de son attaque, la répétition du son « a » prolongée, et sa scansion trochaïque. A mes yeux, c'est là qu'est la justesse.

Donc, si je fais ce que je crois faire - mettre des personnages dans une situation de proximité telle qu'il se passe quelque chose et voir quels propos intéressants ils m'inspirent - et si, à travers ce processus, un lecteur tombe sur un détail qu'il trouve spécifiquement « américain », ou estime qu'un lieu a été bien décrit, c'est qu'une connexion s'est produite ; mais étant largement le fait du lecteur

L'ANNÉE SÉVIGNÉ 1696-1996

Parallèle à la biographie de Mme de Sévigné, revue et complétée à l'occasion du tricentenaire de sa mort, celle de son œuvre montre quand, comment et pourquoi les lettres privées d'une femme qui avait vécu, disait-elle, « sans état et sans distinction », sont devenues au fil du temps le chef-d'œuvre de la littérature épistolaire.

NOUVELLE ÉDITION

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Suzanne V. Mayoux

(1) Le New Yorker emploie des « vérificateurs », chargés de s'assurer de l'exactitude des informations contenues dans tous les textes publiés par le magazine, y compris les œuvres de fiction (NDLT).

★ Ce texte de Richard Ford est aussi accessible, à partir du 22 mars, sur Internet, grâce à Virgin Megastore : Virgin megaweb, <http://www.virgin.fr>

RICHARD FORD
en Signature*

VIRGIN MEGASTORE
Champs-Élysées
Mardi 26 mars à 18 h.

*Indépendance (Ed. de l'Olivier)

Ouvrez 7 jours sur 7 jusqu'à minuit

52, 60, Avenue des Champs-Élysées

Si vous possédez un niveau BAC + 1, nous vous proposons deux formations spécifiques du commerce de la librairie :

CFCL option Généraliste ou CFCL option Universitaire et technique (SLU).

Possibilités de rémunération

CENTRE DE FORMATION DE COMMERCE EN LIBRAIRIE

10, avenue Paul-Bert - 51200 Epervier

Tél. : 26-51-62-00

Le livre dans tous ses états

● **Grandes surfaces contre petites boutiques : paradoxalement, la multiplication des « superstores » pourrait bien faire revenir le lecteur chez le détaillant qui sait encore l'écouter et le conseiller**

Avec l'ouverture de son cinquième superstore, la chaîne de librairie Barnes & Noble vient de mettre la touche finale à sa politique d'implantation à Manhattan. Pas par manque de fonds, mais tout simplement parce qu'elle est arrivée à saturer le marché en ouvrant des librairies dans tous les secteurs-clés de la ville, de l'Upper West Side à Chelsea, en passant par Union Square. La visite d'un superstore Barnes & Noble est des plus stupéfiantes : palais des mille et une nuits, kitsch, parfois vulgaire, terriblement tape-à-l'œil, plusieurs niveaux reliés par des escaliers mécaniques, des murs en contreplaqué couleur acajou, des plantes vertes disséminées, avec en supplément une petite cascade d'eau, des kilomètres de rayonnages contenant plusieurs dizaines de milliers de titres dans tous les domaines possibles, et un étage transformé en gigantesque café, dont la gestion est confiée à la chaîne Starbucks Coffee, spécialisée dans la vente d'expresso.

LIEUX DE RENCONTRES

Le lecteur peut ainsi passer toute la journée au chaud, confortablement installé dans un fauteuil en cuir, à boire son cappuccino, et lire son livre ou son magazine. « Pour des raisons curieuses, explique le manager du magasin Barnes & Noble situé sur Broadway, les gens finissent toujours par acheter un livre. J'en vois des dizaines passer la journée dans le magasin et lire plusieurs livres. Ils finissent fatalement par passer à la caisse. Mais le plus surprenant reste la manière dont nos magasins se sont transformés. Ils sont devenus un lieu de drague nocturne. Je crois que c'est le magazine New York qui classait nos librairies en tête des lieux de rencontres, devant un bon nombre de bars. Il n'est pas rare de retrouver les mêmes personnes tous les jours, à la même table, c'est sûr, ce type de récurrence est idéal pour les rencontres. On retrouve dans nos boutiques le même type de comportement que dans les bibliothèques universitaires où les gens ont tendance à se croiser tous les jours aux mêmes heures. De plus, nos magasins sont ouverts 7 jours sur 7 et parfois tard le soir, jusqu'à 22 heures. Au lieu de rentrer chez eux seuls le soir, les célibataires y traînent pour lire des magazines. » Les superstores Barnes & Noble ont recréé, grâce à leur convivialité, des réflexes communautaires dans une ville où le sens de la communauté a tendance à se perdre. Le succès des superstores est énorme, le cours de l'action Barnes & Noble ne cesse de grimper, et leurs parts de marché, à l'instar des autres grandes chaînes de librairies américaines comme Borders et B. Dalton, ne cessent d'augmenter. Depuis 1994, la part de marché des grosses chaînes est supérieure à celle des librairies indépendantes, 25 % contre 21 %, le

reste étant partagé entre les clubs et les ventes par correspondance. Pourtant, les assises de Barnes & Noble ne sont pas aussi solides qu'elles le paraissent. La compagnie a toujours eu pour politique de réinvestir immédiatement ses bénéfices dans la construction d'autres superstores. L'hégémonie de Barnes & Noble à Manhattan fait désormais peur à tout le monde, éditeurs comme libraires indépendants. Un article du *New York Times* du 15 janvier faisait pour la première fois état de la volonté de Barnes & Noble de demander de l'argent aux éditeurs si ceux-ci voulaient trouver leurs livres en vitrine. Une pratique courante dans d'autres chaînes, chez Borders par exemple, principalement implantées dans le Midwest. Selon *USA Today*, il en coûte 15 000 dollars à un éditeur pour avoir son livre en vitrine, durant un mois, dans toutes les librairies Borders. Mais une telle pratique ne s'est jamais vue à New York. Selon le manager du superstore Barnes & Noble, « il n'a jamais été question de faire payer quoi que ce soit aux éditeurs ». Une affirmation contredite par Jennifer Dworkin, une des attachées de presse de la maison d'édition Nor-

ton : « Barnes & Noble a essayé de sonder le terrain, et de voir si les éditeurs seraient prêts à monnayer la place de leurs livres en vitrine. Norton, comme beaucoup d'autres maisons d'édition, refuse pour l'instant de jouer le jeu. Mais le bras de fer ne fait que commencer. L'hégémonie de Barnes & Noble pose un gros problème aux éditeurs. Beaucoup essaient de soutenir les petits libraires. Quand nous envoyons un de nos auteurs en tournée, nous faisons tout pour organiser sa signature dans des petites librairies. »

L'ouverture des superstores Barnes & Noble a causé des dommages considérables aux petites librairies qui commencent à fermer les unes après les autres. Beaucoup de libraires pensaient tenir le choc grâce à la relation privilégiée qu'ils entretenaient avec leur clientèle. Mais la réduction de 20 % sur toutes les nouveautés que propose Barnes & Noble a eu raison de cette fidélité. Seules des petites librairies comme Shakespeare & Co, qui pratiquent une politique commerciale à long terme, ont su endiguer les assauts de Barnes & Noble.

Lorsque le directeur de Shakespeare & Co a appris, il y a quatre

ans, qu'un superstore allait s'ouvrir juste à côté de son magasin sur Broadway, il a licencié la moitié de ses employés, réduit le salaire de ceux qui restaient, de manière à investir le plus d'argent possible en banque. Il s'agissait pour lui de tenir bon durant la période où ses lecteurs délaisseraient sa librairie, misant sur un effet de lassitude de leur part. Un pari qu'il est en train de remporter : les lecteurs, effrayés par le gigantisme de ces superstores, retournent chez Shakespeare & Co. Un changement de tendance que les dirigeants de Barnes & Noble semblent avoir du mal à anticiper. Jennifer Dworkin, qui avait travaillé auparavant dans l'un de ces superstores, était déjà frappée par l'arrogance affichée par ses supérieurs, une arrogance qui pourrait se retourner contre eux : « C'est le vendeur qui fait les ventes, les clients vont vers lui pour lui demander conseil. Peu importe que les livres soient en vitrine ou pas, c'est l'avis du vendeur qui les intéresse. C'est ce que je m'efforçais de dire à mes patrons : si nous perdons cela de vue et oublions la relation privilégiée du vendeur avec ses clients, nous perdrons la partie. »

S. B.

At home in Paris

● **La librairie Village Voice, née en 1982, perpétue la tradition littéraire des Américains de Paris, celle des années 30 et celle des années 50**

Une étroite devanture bleu azur, bistrée entre un restaurant italien et un magasin : la librairie américaine Village Voice, à Saint-Germain-des-Près, au 6, rue Princesse. Vingt-cinq mille ouvrages sur 120 mètres carrés. Souriante, la propriétaire, Odile Hellier, règne sur ce bookstore de langue anglaise. Anciennement traductrice, elle a vécu plusieurs années à Washington. A son retour en France, au début des années 80, elle n'a qu'un désir : fonder une librairie. Odile a ouvert son entre en 1982. Elle le baptise Village Voice, en référence au journal new-yorkais. L'activité littéraire commence modestement, un café est ajouté à la librairie pour plus de convivialité. Odile Hellier ne se contente pas de vendre des livres, elle anime sa librairie autour d'une œuvre qui l'a touchée, dans le plaisir de communiquer sa passion. Et c'est ce qui fera sa réussite.

On pense alors à Sylvia Beach, la courageuse libraire de la Shakespeare and Co., qui, au lendemain de la première guerre mondiale, entreprenait de faire connaître les écrivains américains. A l'époque, les jeunes auteurs de langue anglaise traversaient l'Atlantique, quelques dollars en poche, la rage d'écrire au ventre. Gertrude Stein

ne s'y trompait pas en déclarant : « Le XX^e siècle se trouve là où était Paris. » Elle a fait partie de celles, avec Natalie Barney, qui ont ouvert leur salon aux plus grands auteurs américains : Ernest Hemingway, Francis Scott Fitzgerald, 1939 : survient la guerre, les Américains désertent Paris. Ce n'est qu'en 1950 que la tradition américaine reprend ses droits. Le temps de la *beat generation* est venu. Mais la caractéristique principale de ces années-là, selon Odile Hellier, est « dans le foisonnement des revues littéraires américaines ». C'est un peu de cette ambiance que la librairie aime à reproduire. Odile Hellier a vu arriver la troisième vague d'immigration. En 1981, les socialistes sont au pouvoir et le dollar grimpe en flèche. Débarquent le nouvelliste Raymond Carver, le poète John Ashbery, le romancier Richard Ford. Parfois, ils ne sont que de passage ; Odile sait les retenir, les accueillir, les respecter. A partir de 1983, elle invite jusqu'à trois écrivains par mois. On se serre au premier étage de sa librairie où se mêlent les sciences humaines et la littérature gay, on écoute les textes avec attention. Grâce à Odile Hellier, les non-initiés apprennent à flâner les futurs écrivains reconnus. Richard Ford est le plus fidèle. Il avoue : « Chaque fois que je descends de l'avion, je n'ai qu'un souhait : me rendre au Village Voice. Parce que, ici, je me sens à home. »

Mais, même en transit, rares sont les auteurs qui n'ont pas quel-

ques heures à consacrer à une lecture au Village Voice. Paul Auster est sans doute l'un des seuls à ne pas s'être prêté au jeu. Les autres s'y plient avec simplicité et la personnalité d'Odile les y aide. Elle a compris très tôt que la littérature américaine tendait à devenir un espace de plus en plus diversifié, que les années 80 étaient celles de l'émergence de nombre de « littératures » : une littérature indienne, avec par exemple James Welch, ou une littérature latino-américaine telle que la revendique l'écrivain d'origine mexicaine Sandra Cisneros. A l'occasion du Salon du livre, Odile Hellier compte bien faire entendre sa voix américaine. Sans prétendre concurrencer cette manifestation, elle a décidé d'organiser toute une série de lectures. Par exemple, elle recevra David Guterson pour son roman *La neige tombait sur les cèdres* et a prévu une table ronde avec Richard Ford et Tobias Wolff (1). Autant dire que le Village Voice, par son activité débordante, ne cesse d'être à l'étroit dans ses murs. La clientèle, en majorité française anglophile, ne s'en plaint pas trop. Elle a surtout l'oreille aux aguets, elle est en quête de cette jeunesse prometteuse dont elle pourrait être la première à entendre les vibrations tremblantes de la voix lors d'une lecture publique.

E. N.

(1) Village Voice, 6, rue Princesse, 75006 Paris ; tél. : 46-33-36-48.

Amères recettes

● **Un écrivain en promenade dans les librairies new-yorkaises**

Les voies du best-seller dans l'édition américaine sont étranges. Ce sont désormais des livres de recettes qui arrivent en tête des ventes : comment vivre avec son temps ; comment éviter la maladie ; comment trouver la voie de la spiritualité suprême, etc. Le livre qui s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires ces derniers mois porte un titre qui résume ces tendances : *The Seven Spiritual Laws of Success*. Le sous-titre est clair : « guide pratique pour la réalisation de vos rêves » (Amber-Allen Publishing). Le fait que l'auteur soit indien – il s'appelle Deepak Chopra – apporte un supplément de crédibilité à ce genre d'entreprise. Le *New York Times* l'a comparé au prophète de Khalil Gibran. Le livre se trouve en audio-cassette et l'auteur a fait une tournée de télévisions à travers les Etats-Unis pour dialoguer en direct avec le public.

Dans le même esprit, Mario Cuomo publie chez Simon and Schuster *Reason to believe*. La publicité précise que ce n'est pas la voie de l'utopie, mais juste des vérités simples à des questions essentielles. L'écolo-gie continue d'être un bon filon. Viking vient d'éditionner « le livre qui bouleverse tout à propos du débat sur l'environnement ». *A moment on the earth* de Gregg Easterbrook. *The New York Times Book Review* le défend. Cela vaut toutes les publicités.

Les éditions Knopf ont récemment publié un livre dont elles souhaitent faire un best-seller. Il s'agit d'un essai de George Johnson, *Fire in the mind*, un livre sur la foi, la science et la recherche d'un ordre. L'édition est devenue, comme le cinéma, une industrie qui ne s'encombre pas de scrupules et qui cherche à répondre à l'attente d'un public dont elle ne cesse d'analyser les goûts et les tendances. Les Américains ont besoin d'être rassurés. Ils

ont besoin de recettes pour conduire leur vie. Ils veulent des témoignages vivants, des exemples où ils se reconnaissent. Ils veulent du concret et de l'utile. Un des livres bien classés sur la liste des meilleures ventes est un essai pour développer l'intelligence et rendre plus heureux. Il s'appelle *Emotional Intelligence* ; son auteur est Daniel Goleman. C'est un peuple angoissé qui se détache de la psychanalyse pour chercher sa voie dans une spiritualité toute faite, venue de l'Orient ou du dragueur d'à-côté. La littérature est laissée aux *happy few*. Les librairies lui consacrent un petit rayon au fond du magasin. On y trouve aussi bien Marguerite Duras que Claude Simon ou Italo Calvino.

Le livre se trouve en audio-cas-

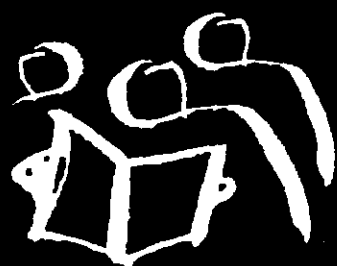
Au mois de décembre 1995, voici quelques-uns des titres mis en avant : *The Horse Whisperer* de Nicholas Evans ; *Casino* de Nicholas Pileggi ; *Five days in Paris* de Danielle Steel ; *The Road ahead* de Bill Gates (Companion interactive CD-ROM inside) ; *The Last World* de Michael Crichton ; *My American Journey* de Colin Powell ; l'autobiographie de David Brinkley, le journaliste qui a couvert onze présidents, quatre guerres et vingt-deux conventions politiques... A côté de ces titres on trouve comme par accident le posthume d'Albert Camus *The First Man* et... Les Jésuites de Jean Lacouture.

Dans cette forêt sauvage, un grand éditeur a fait une révolution. Il a créé en 1990 une maison sans profit ! Il s'agit d'André Schiffrin, qui défendait la littérature chez Panthéon. Sa maison s'appelle New Press. Il ne fait pas de best-sellers mais c'est peut-être l'un des derniers éditeurs de littérature dans ce pays où les lois du marché se moquent de la création et de l'écriture.

16^e Salon du Livre

22-27 Mars 1996 - Porte de Versailles

Tous les jours 10h - 19h, nocturnes Samedi 23 et Mardi 26 jusqu'à 22h
Métro : ligne 10, station Porte de Versailles



INVITE D'HONNEUR : LES ETATS-UNIS

Le Salon du Livre est organisé sous l'égide du

MINISTRE DE LA CULTURE

LE MONDE

2^e Salon de l'Edition Multimédia

4^e Salon des Métiers du Livre

6^e Salon de la Revue

Prix d'entrée journalier avec Musicora : 30F

Animations, programme des dédicaces

Minitel 3616 SALONS/LIVRE (7,29F min)

NAGUIB MAHFOUZ

LE VOYAGEUR À LA MALLETTE

69 F / 72 pages

l'aube

l'éditeur qui aime ses livres

Deux monstres sacrés du polar

MADE IN USA

RENCONTRE AVEC LAWRENCE BLOCH et HERBERT HERRMANN

mardi 26 mars de 18h30 à 20h

Librairie MILEPAGES 133 rue de Fontenay, Vincennes 43.26.04.15

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

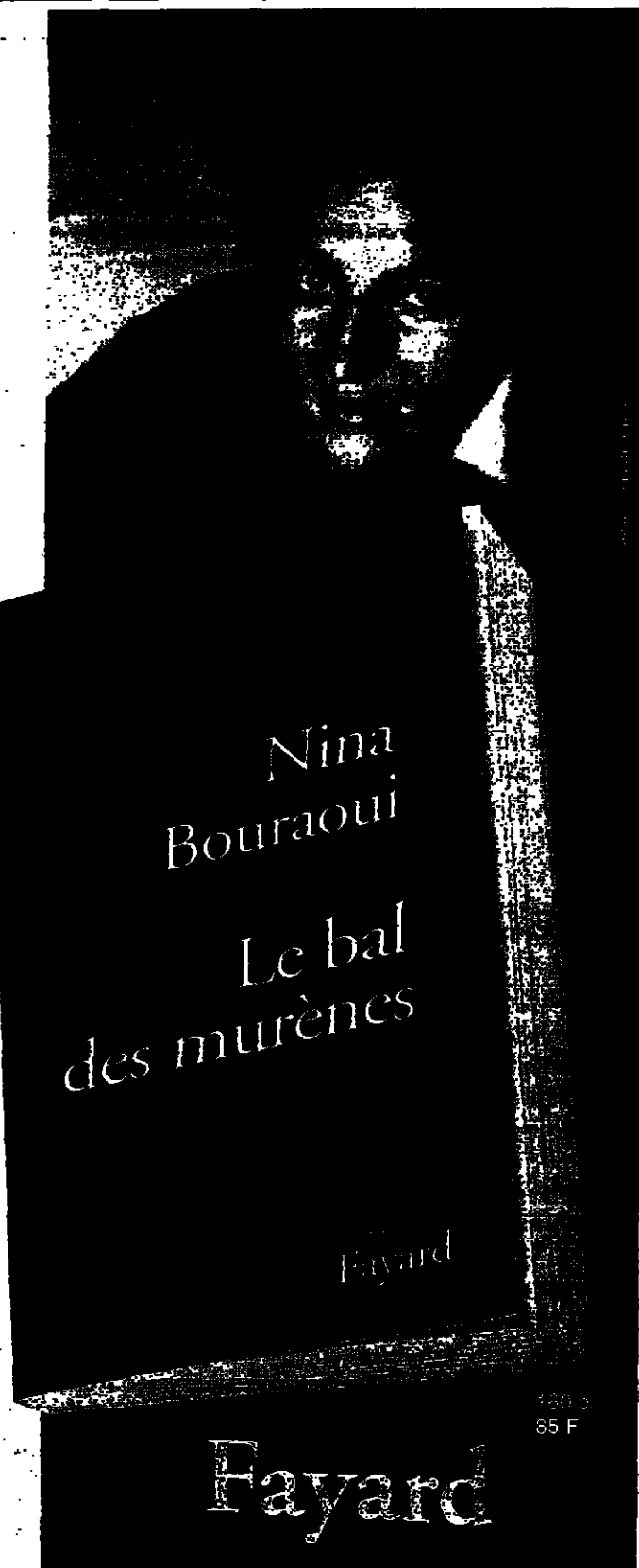
300 000 livres : romans, biographies, essais...

Le Monde Editions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

Recherchez et commandez vos livres sur Minitel 3616 LEMONDE

36 15 LEMONDE



Les jeunes au Salon

Animalerie

Chauve-souris, crapaud, crocodile, hippopotames... d'insolites héros
pour des fables colorées où se mêlent fantaisies et malice

A l'occasion du Salon du livre, Bayard Presse propose deux publications hors série pour promouvoir la lecture des jeunes. *Phosphore* présente une « Bibliothèque des années lycée », qui recense 500 livres de poche à découvrir, couvrant les grands thèmes et genres littéraires comme les littératures nationales. Trois choix prioritaires mis en avant à chaque entrée pour la pédagogie, une préface d'André Makine, prix Goncourt 1995, et une postface prévisible de Philippe Douste-Blazy (avec le concours de France-Inter et du ministère de la culture, en kiosque, 25 F). *J'aime lire*, destiné aux 7-10 ans, sort de ce créneau spécifique pour donner avec son « Guide 1996 » l'envie de lire de 1 (1) à 15 ans, proposant pour les quatre âges de la lecture (« tendresse », « découverte », « aventure », « émotion ») reportages, enquêtes, interviews — ici, la locomotive médiatique est Daniel Pennac — dix « commandements » et pléthore de coups de cœur (en kiosque, 39 F).

★ Plusieurs rendez-vous à la Porte de Versailles

● Remise du prix Miniplumes 1996, vendredi 22 mars à 15 heures.

● *Voulez-vous vraiment vivre ensemble ?* Débat animé par Michel Field, vendredi 22 mars à 17 h 30.

● Sport et littérature, débat, samedi 23 mars à 16 heures.

● Poesie contemporaine, débat, samedi 23 mars à 17 heures.

● Remise du prix Chronos, dimanche 24 mars à 15 h 30.

● Paul Verlaine, lecture-spectacle, dimanche 24 mars à 16 h 30.

● Ils ont choisi d'écrire en français, débat, mardi 26 mars à 18 h 30.

● Le métier d'éditeur scolaire, débat, mercredi 27 mars à 11 heures.

● Pourquoi écrivait-il ? Pourquoi les lit-on ? rencontre, mercredi 27 mars à 15 h 30.

STELLALUNA
de Janell Cannon.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marie Tenaille.
Bayard, 48 p., 85 F
(à partir de 6-7 ans).

PEUT-ON FAIRE CONFIANCE À UN CROCODILE AFFAMÉ ?
de Didier Lévy.
Illustrations de Coralie Galibour.
Albin Michel, coll. « Zéphyr », 52 p., 69 F
(à partir de 5-6 ans).

BEAUX DIMANCHES
de Pierre Pratt.
Seuil Jeunesse, 44 p., 65 F
(à partir de 4-5 ans).

POULOUE L'HIPPOPOTAME
d'Andrée Prigent.
Didier, coll. « Hurluberlu », 24 p., 60 F
(à partir de 2-3 ans).

Les animaux ont toujours occupé une place privilégiée dans l'imaginaire des enfants. Contes et fables, naïfs ou exemplaires, ont depuis longtemps banalisé leurs apparitions humanisées — vêtements et langage à l'appui — ou simplement naturalistes.

Aujourd'hui on peut compter sur les approches poétiques du réalisme avec les titres pionniers du Père Castor : *Bourru l'ours brun* et *Panache l'écureuil* connaissent depuis l'automne une nouvelle jeunesse (1), tandis que l'Ecole des loisirs poursuit son option didactique astucieusement mise en fiction qui « fait passer » le message scientifique avec une vraie légèreté. *Le Lutin des mers*, l'un des derniers titres de la série « Archimède » propose ainsi une ode lyrique à la loutre de mer (2). Les livres « Wapiti » offrent un regard sur sa sœur des rivières ou sur l'ours, encore, géant de nos montagnes, parmi la dernière livraison de la série « Patte à patte », qui préfère au dessin de ses



Jeff, l'hippopotame

concurrents une somptueuse photographie pour témoigner du milieu et des mœurs animales sans sacrifier le plaisir de la lecture (3).

Il est d'autres choix, moins soucieux de proposer de l'information que d'établir une sympathie vraie pour l'animal, tout en défendant des valeurs de fraternité, de solidarité ou... de fantaisie. Et l'option se pimente encore lorsque les héros sont une chauve-souris, le duo improbable d'un crapaud et d'un crocodile, ou un hippopotame rêveur.

Stellaluna est une petite chauve-souris séparée de sa mère avant même de savoir voler. Adoptée par une famille d'oiseaux, elle apprend à vivre contre son instinct pour s'intégrer à sa nouvelle famille. Mais bientôt elle rejoindra les siens, sans renoncer à l'amitié, riche de ses épreuves mêmes qui la lient à ses frères de rencontre. L'élégance de la mise en page, la délicatesse du trait et la profondeur des coloris contribuent à faire de

cet album un rendez-vous d'une réelle poésie.

Les couleurs sont plus franches et le dessin plus mûr chez Coralie Galibour, qui illustre la grave question de Didier Lévy : *Peut-on faire confiance à un crocodile affamé ?* Momo le crocodile et Arthur le crapaud partagent une rime pauvre, la couleur verte et un incroyable voyage en ballon quand le premier, fuyant le zoo, veut regagner son Afrique originelle. Violence de l'instinct et générosité de la raison font de cette odyssée une fable légère d'une facétie savante.

Cependant le message n'est pas obligatoire : le si plaisant petit livre de Pierre Pratt, *Beaux dimanches*, réconciliera grands et tout-petits (ici, pas besoin de savoir lire). La fantaisie des réveries dominicales de Jeff l'hippopotame métamorphose une gueule béante en un sandwich appétissant, ou encore en une godasse qui disparaît, devenue voiture de course dans un ciel pur où la fumée se révèle nuage mouvant. Malice des transformations simples et pittoresques, chaleur des coloris vifs et subtilité du nuancier, le temps s'étire paresseusement comme ces formes mutantes d'un cadre onirique. Sur son île déserte, son congénère, Pouloue, invente les poissons et les étoiles de mer par la grâce de son pinceau et la complicité de l'eau du ciel et des rayons de lune. Une fable gracieuse et douce qui rappelle encore qu'entre l'homme et l'animal la complicité tient du partage affectif qui seul peut faire de la bête sauvage une peluche sécurisante.

Philippe-Jean Catinchi

(1) Textes de Lida, ill. de Marcelle Geneste (« Le nouveau roman des bêtes », Flammarion, chacun 64 p., 49 F).

(2) Textes de Joanne Ryder, ill. de Michael Rothman (36 p., 72 F).

(3) *La Loutre*, de Christian Bouchard, et *L'ours brun*, de Valérie Tracqui (Milan, chacun 28 p., 52 F).

● **QUAND JE SERAI GRANDE, JE SERAI...** de Muriel Otelli
Des figurines en papier mâché, des jeux de collage, cordelettes, fils et papier alu, transparent, peint, froissé ou tressé, pour un espace de théâtre de poche, où de malicieuses cartouches (« plouf ! », « bonjour ! », « la la la la », « whouah ! whouah ! ») sonorisent les innombrables canchères de Phénoïe : exploratrice à Tombouctou, danseuse étoile, strip-teaseuse (amateur), fiancée de James Dean, VIP ou sautant à la corde avec l'application inépuisable d'une petite fille sortie du *Drawing by Numbers* de Peter Greenaway. Les centres d'information et d'orientation scolaires ne peuvent rien pour Muriel Otelli, dont la place est déjà réservée au musée. Celui des imaginations festives et des malices heureuses (Seuil Jeunesse, 44 p., 65 F).

● **MILLE ANS DE CONTE : Mythologie**
Chez Milan, nouveau titre dans une collection qui propose des histoires « à raconter aux enfants avant d'aller dormir » : les mythologies, sans exclusive culturelle ou géographique. Le temps de la lecture est indiqué, comme l'origine du conte, les lieux et les personnages mis en scène. De passionnantes confrontations des origines, des interdits, des ruses et des exploits, des au-delà aussi. Un recueil où l'Inde, la Grèce, mais aussi la Mésopotamie, la Scandinavie et la Polynésie se taillent la part du lion (Milan, 392 p., 110 F). Signaux chez le même éditeur quatre titres de « Contes traditionnels » consacrés à l'Alsace, la Catalogne, aux Flandres et au Pays basque (176 p., 68 F).

● **SAKDOS LE SQUELETTE** de Steven Guarnaccia
Les enfants ont un goût réjouissant pour le macabre. Le succès répété des différents épisodes des Bizardos, squelettes facétieux imaginés par Allan Ahlberg et dessinés par André Amstutz, devrait se confirmer avec le dernier paru, *Les Bizardos et les mystères de la nuit*, équipée nocturne débridée traduite de l'anglais *Funny Bones, Mystery Tour* par Pascale Jusforgues (Gallimard, « Folio Benjamin » n° 287, 27 F). C'est encore d'outre-Atlantique que nous vient ce désoyant *Sakdos le squelette* (*Skeleton closet* paru l'an dernier aux Etats-Unis), livre animé « pour les plus courageux », qui emplit les crânes, soulève les pierres tombales et offre l'improbable clin d'œil d'une tête de mort (Mango, 59 F).

● **POUR LES TOUT-PETITS**
Découvert à Montreuil en décembre 95, Caillou revient avec une nouvelle collection, « Rose des vents », parce qu'il faut « aider le bébé à s'orienter ». Deux épisodes pour apprendre la propriété (et l'usage du Pot) et le partage (lorsque naît *La Petite sœur*, Mouseline). Ces deux titres, écrits par Joceline Sanschagrin et illustrés par Hélène Despuets, ont reçu au Canada le prix du meilleur livre pour enfants de sept ans et moins (Chouette, distr. Inter-Forum, 24 p., 36 F).

Pour concurrencer le bambin québécois dans le cœur des petits, un adorable renardeau, inventé par Jacqui Hawkins, Foxy, qui découvre les difficultés ordinaires que seule l'entraide et l'amitié peuvent corriger, même si le dévouement ne garantit pas l'efficacité. Une morale précieuse et sage, joliment soutenue par le graphisme et le coloris de Colin Hawkins. Titres parus : *Foxy va se coucher*, *Foxy fait des gâteaux*, *Foxy a perdu sa queue*, *Foxy est malade* (Albin Michel, 24 p., 49 F chacun).

Moins formateurs mais récréatifs, trois livres à monter, de Jean Malys, permettent aux enfants des 2-3 ans de construire une école, une maison et une ferme, qui, posées sur une lampe allumée, s'illuminent de l'intérieur dans le noir grâce à une impression à encre phosphorescente (Manitoba Jeunesse, 43 F chacun). Pour les moins habiles, curieux néanmoins, les « Animagiers » font parler, bouger, compter en menageant des surprises — mention spéciale pour *Et hop... bouger !* (Hatier, « Magibus », 29,90 F).

ALBIN MICHEL SPIRITUALITÉS



Spiritualités vivantes / poche.

La collection fondée par Jean Herbert couvre aujourd'hui presque tout le champ du patrimoine spirituel de l'humanité. Les grandes traditions y sont présentées du point de vue de ceux qui les pratiquent.



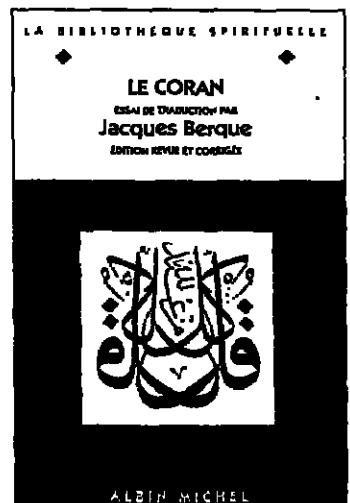
Sagesses du monde.

Une nouvelle collection de guides abondamment illustrés sur les croyances et pratiques sacrées de l'humanité, qui replace les traditions spirituelles dans leur contexte culturel.



L'Être et le corps.

Au-delà des amalgames rapides entre la « psycho-somatique » et la spiritualité, des études toujours fondées sur l'expérience, qui mettent en évidence les divers modes d'implication du corps dans toute quête du sens.

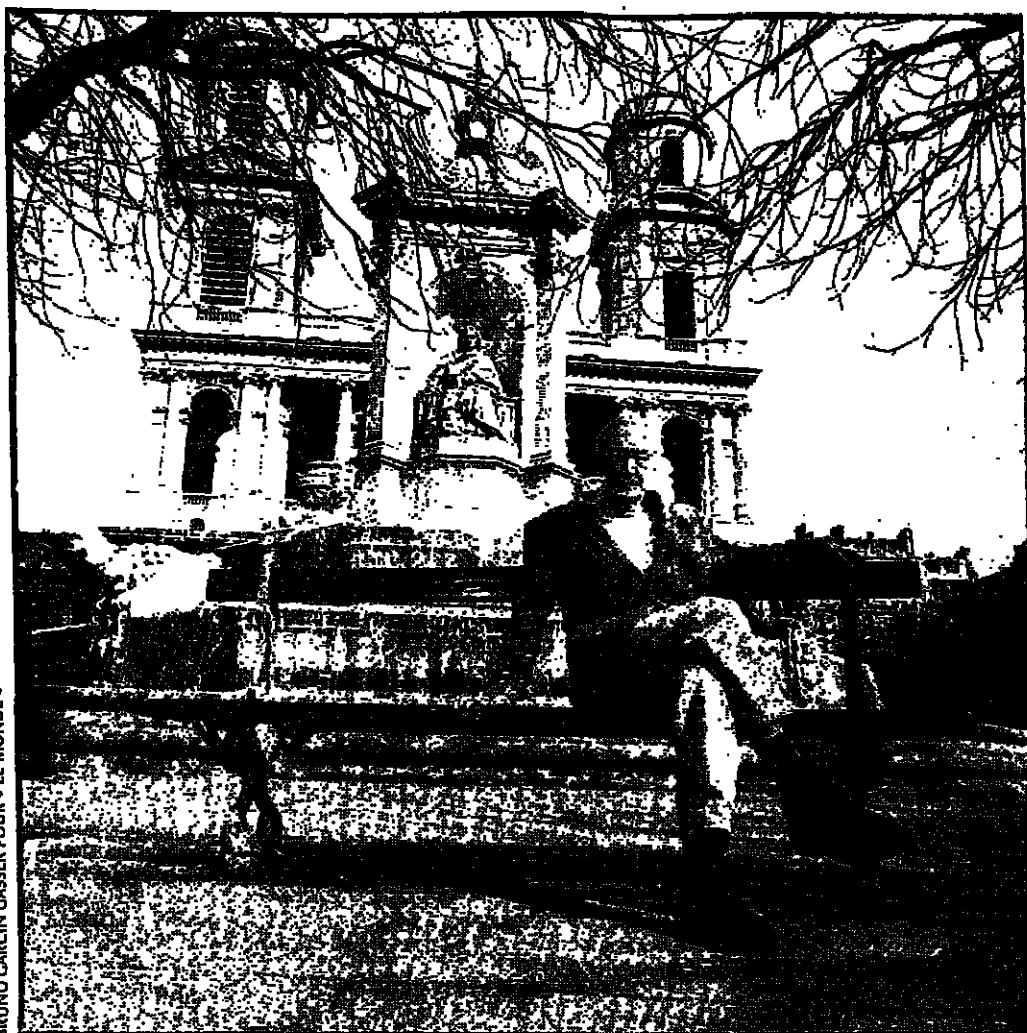


La Bibliothèque spirituelle.

Au format « semi-poche », des livres-repères, à la fois volumineux et très maniables, qui mettent à la portée de tous de grands textes de fonds, d'hier ou d'aujourd'hui, d'Occident ou d'ailleurs.

Les autres collections Albin Michel Spiritualités :
Espaces libres, L'Expérience intérieure, Paroles vives, La Pensée et le sacré, Question de.

ALBIN MICHEL
SPIRITUALITÉS
50 ANS
DE LIVRES
ESSENTIELS



BRUNO CAZEN GASSER POUR « LE MONDE »

plus sûrement à la ruine : le cinéma et l'édition. Le premier est le plus rapide, le second le plus raffiné. » C'est à Marseille, en avril 1941, Robert Laffont a vingt-quatre ans et il choisit le second. « J'ai décidé ça comme ça, tout d'un coup », tranche-t-il simplement.

Quand il raconte ses premières années d'éditeur à Marseille, pendant la guerre, cela ressemble à ces contes de fées auquel on croit sans être dupe, simplement parce que l'histoire est belle. Comment imaginer, aujourd'hui, qu'un éditeur doive restreindre volontairement les tirages d'un livre pour ne pas trop en vendre ? « Toutes les librairies de la zone libre étaient dépourvues et aussi avides de livres que les lecteurs. Le problème, alors, n'était pas de vendre, ce qui allait de soi, mais de trouver du papier. Sans freiner les tirages, on risquait de se retrouver l'éditeur d'un seul livre ! »

S'il n'y en avait eu qu'un, en l'occurrence, c'eût été l'*Odyssée* de Sophocle, le premier auteur de la maison, précédant aussitôt quelques romanciers et de nombreux poètes réunis autour d'une collection (Georges-Emmanuel Clancier, Luc Estang, Jean Tortel...). Éditeur, mais aussi passeur, presque sans le

de tous les pays soient accessibles. La fameuse collection est créée, mais trois ans plus tard, en 1946 : c'est « Pavillons ». Les premiers auteurs ne sont pas allemands mais anglais, et non des moindres : Graham Greene et Evelyn Waugh, qu'accompagnent vite Budd Schulberg, E.M. Forster ou Henry James (traduit par Marguerite Yourcenar), puis, au cours des années, Dino Buzzati, J.D. Salinger, Mikhail Boulgakov ou John Kennedy Toole.

Entre-temps, juste après la Libération, Robert Laffont a rejoint Paris et déniché, pour s'installer, un drôle d'immeuble à l'abandon dont l'escalier grouille de poules en liberté. C'est au 30, rue de l'Université - futur siège des éditions Julliard, avec lesquelles il s'associe, de 1948 à la mort de René Julliard, en 1962. Le catalogue s'enrichit. Déjà, on commence à y trouver de tout, d'André Pieyre de Mandiargues à Gilbert Cesbron, de la littérature exigeante aux romans et documents populaires en passant par les livres pratiques, les dictionnaires... Avec René Julliard, « doué pour les relations publiques » dont Robert Laffont, lui, a horreur, la cohabitation est d'abord houleuse.

qué. C'est pour ça que j'ai fondé la maison sur des collections : on ne prend personne par surprise. »

On a tendance à oublier que même lui, l'éditeur de tous les succès, a passé sa vie à lutter avec les actionnaires et les banquiers. De cela aussi, aujourd'hui, il est fatigué. Dans son dernier livre (publié chez Laffont), il ne se gêne pas pour donner un coup de griffe à Christian Bregou - le PDG du Groupe de la Cité qui s'est porté acquéreur de sa maison, via Havas, en 1990, et qui devient, par là même, son éditeur : celui-ci avait déclaré, dans un communiqué, le nommer conseiller éditorial auprès de lui. « Non seulement il ne m'a jamais consulté, mais il a pris toutes les décisions concernant ma maison sans m'avertir », raconte Robert Laffont, dont l'entreprise, contre toute apparence, a toujours appartenu à d'autres : dès 1946, il en perd le contrôle et réussit, à force de batailles, à en rester le PDG jusqu'en 1986. Depuis, il y dirige la collection « Alder la vie », y est « éditeur-fondateur » et prétendu « conseil ».

Encore un tour d'horizon avant de s'en aller : Léger étonnement avant le saut. Sous la sérénité de

Robert Laffont, éditeur des « trente glorieuses »

Avant, on aurait dit un héros pour séries B américaines. Maintenant, il ne lui manque que le stétoscope, le cheval et la ceinture de coïts pour ressembler à James Stewart dans *La Conquête de l'ouest*. A soixante-dix-neuf ans, après avoir tenu sa maison d'édition contre vents et marées pendant près de cinquante ans et subi deux opérations du cœur, Robert Laffont a pris plus que jamais, avec sa haute taille, son visage lisse, ses cheveux blancs et ses yeux clairs, une allure de star d'Hollywood. Mais ce n'est pas cela qui le préoccupe. Ce grand éditeur, qui n'arrive décidément pas à avoir l'air d'un vieux monsieur, vient d'écrire un deuxième livre autobiographique au titre significatif, *Léger étonnement avant le saut*. Comme pour dire que le moment est venu de faire le point, ou plutôt de s'étonner une dernière fois devant sa vie passée, ses curiosités du moment et le métier qu'il exerce encore, même si, depuis 1986, il n'est plus à la tête de sa maison.

Ce n'est peut-être pas un hasard si, sur la terrasse de son appartement parisien, il s'est aménagé une véranda d'où il peut avoir l'œil, au loin, sur les clochers de l'église

Saint-Sulpice. A leurs pieds, on peut deviner la place du même nom et, sans doute, se livrer à « l'étonnement ». C'est là, en plein cœur du « quartier des éditeurs », que les éditions Robert Laffont s'étaient installées pendant trente ans, c'est là qu'elles avaient joyeusement célébré leur cinquantenaire en 1991, en couvrant la place, fontaine comprise, d'un chapiteau immense. Lorsque Bernard Fixot, nommé PDG de la maison en 1993, a décidé de vendre les locaux de la place Saint-Sulpice pour déménager dans le huitième arrondissement, c'est une partie de l'histoire de Laffont, mais aussi de l'édition française, qui s'est achevée.

Marion Van Renterghem :

Car Robert Laffont est le dernier. Le dernier survivant d'une génération d'éditeurs ayant fondé leur maison avant la fin de la deuxième guerre mondiale, et selon une certaine conception, « belle époque », de l'édition. Le dernier à avoir fait de son entreprise, à partir de rien, un empire. Le dernier à avoir tenté avec succès, et dans de telles proportions, cette aventure folle : créer et imposer une maison d'édition qui, plus d'un demi-siècle après, subsiste sous son nom - et, encore récemment, sous sa présidence. A côté des héritiers de « dynasties » - Antoine Gallimard, Charles-Henri Flammarion -, à côté de Pascal Flamand ou de Francis

Esménard (descendants, respectivement, des fondateurs du Seuil et d'Albin Michel), Robert Laffont est le dernier, parmi ces patrons d'entreprises vieilles de plus de cinquante ans, à être à la fois éditeur et fondateur d'une maison qui, créée en 1941, s'est imposée parmi les cinq plus grandes du marché éditorial français.

Et pourtant il n'était, a priori, « pas fait pour ça ». L'édition, il y est venu tout à fait par hasard. Avec sa curiosité naturelle et cette manie de toucher à tout - qu'il transposera plus tard en marquant sa production de son goût pour l'éclectisme - ce fils de bonne famille commence par tâter plusieurs métiers et en particulier celui d'avocat. « Ça n'a pas duré longtemps », raconte-t-il de sa voix grave et sur ce ton bien à lui, sérieux sans se prendre au sérieux. *J'étais trop sensible aux arguments des autres et je finissais toujours par me dire que l'adversaire n'avait pas tort. Avoir eu vingt ans pendant la guerre, cela donne un sens du relatif.*

C'est décidé : il serait producteur de films ou éditeur. Un personnage haut en couleur qui dirige alors l'agence Hachette de Marseille, Guy Schoeller (le directeur de la collection « Bouquins », créée quarante ans plus tard chez Laffont), l'encourage à sa façon : « Mon pauvre ami, lui dit-il, vous êtes tenté par les deux chemins qui mènent le

A soixante-dix-neuf ans, il est le dernier survivant d'une génération d'éditeurs. Réputé pour son sens des best-sellers, il a dirigé sa maison avec succès pendant près de cinquante ans avec, pour ligne directrice, la diversité et l'éclectisme

savoir, pendant ces années noires, Robert Laffont devient une sorte de Monsieur Jourdain de la Résistance en servant de boîte aux lettres à son ami Guillaumin de Bérouville. Et c'est avec cette même sorte d'inconscience qu'il tient tête au consul d'Allemagne lorsque celui-ci le somme de publier quelques traductions de l'allemand. La chose n'est envisageable que dans le cadre d'une collection de littérature étrangère, lui rétorque plus ou moins naïvement l'éditeur, c'est-à-dire à condition que les ouvrages

ils s'agissent l'un l'autre. Avant de faire « les années heureuses » de Laffont, le contrat d'association, au début, est implacable pour lui. Julliard lui refuse des manuscrits, parfois à tort (comme le fameux *Don Camillo* qui, peu après, a fait la fortune du Seuil), puis se rend à l'évidence : au concours de chiffres d'affaires, Laffont a passé devant. La « machine à best-sellers », pour lesquels il fait preuve d'une intuition incroyable, est en route : *Le jour le plus long* de Cornélius Ryan, puis *Paris brûle-t-il ?* de Pierre et Collette, et surtout *Papillon* d'Henri Charrière, en 1969, phénomène historique avec 1,2 million d'exemplaires vendus en six mois, mais aussi le *Quid*, dès 1975.

Dès lors, on l'a classé éditeur populaire, baptisé « le plus américain des éditeurs », « homme de coups » aux succès faciles, et cela le rend amer. Le milieu littéraire a tendance à le prendre de haut, ne retenant que les best-sellers, oubliant le prix payé pour imposer des collections exigeantes comme « Pavillons » et « Bouquins » ou pour accueillir Seghers, dès 1969. Car telle est sa conception, à lui, de l'édition : la diversité et l'éclectisme, du petit au grand public. « Le livre est une chose, la littérature une autre, et c'est pour le livre que je me bats, explique-t-il. La critique méprise certains genres - en dehors du polar, accepté parce que publié chez Gallimard : mais aucun n'est mauvais, du moment que c'est indi-

son visage de star, le regard n'est plus le même. L'éditeur, fragile du cœur, a fôlé deux fois la mort. De son premier livre autobiographique, *Éditeur* (1), qui s'achève en pleine gloire, en 1975, à celui qui vient de paraître, quelque chose s'est cassé.

Cet homme d'une grande humanité, qui avait fait régner dans sa maison, au dire de tous, une « culture Laffont », un « esprit de famille » - au-delà du fait que ses enfants y travaillaient -, parle toujours avec passion, en véritable artisan, de son métier. Mais aujourd'hui les choses lui échappent. « Les combats ne sont plus les mêmes. On est entré dans l'ère des médias. Les choix de l'éditeur portent moins sur des manuscrits que sur des projets suscités en fonction de leur capacité médiatique. C'est le temps, surtout, qui n'est plus le même. Le métier tel que je le pratiquais consistait à donner du temps à l'œuvre, à l'auteur. Plus il raccourcit, plus on fait de l'édition quelque chose qui ressemble à la presse, qui a l'air d'être le même métier et qui n'a plus le même visage. » Pourrait-il créer Robert Laffont aujourd'hui ? « Je ne crois pas. Je suis content d'avoir fait mon temps de ce temps. »

(1) Éditeur, de Robert Laffont, éd. Robert Laffont, 1974.
* Léger étonnement avant le saut, de Robert Laffont, éd. Robert Laffont, 234 p., 99 F.

Suivez La ligne verte, le suspense ne fait que commencer...



« Ces cris avaient glacé la sueur qui leur coulait sous les bras et le long des reins... »

Librio
100 titres à 10€



Service

LE MONDE / VENDREDI 22 MARS 1996 / XV

La machine Fixot

Réduction de la production, résultat à court terme, « jeu » publicitaire. Telle est la recette du patron des éditions Laffont, reflet d'une tendance où le manager a succédé à l'éditeur

En février 1993, l'arrivée à la tête des éditions Robert Laffont d'un patron « commercial », réputé pour son sens du marketing et ses « coups » spectaculaires – Bernard Fixot, PDG des éditions du même nom –, manifestait clairement les intentions du Groupe de la Cité, qui avait pris le contrôle de l'entreprise en 1990. Pour le groupe, l'enjeu de cette acquisition était considérable : elle n'allait pas tarder à lui permettre de devenir enfin le premier éditeur français, devant Hachette. L'empire créé par Robert Laffont, alors, c'était à la fois la maison d'édition, ses filiales (les sociétés de diffusion – Interforum –, de vente par courrier et par correspondance) et Le Grand Livre du mois, où Laffont avait une participation minoritaire : un chiffre d'affaires consolidé proche du milliard de francs et une production éditoriale d'environ 300 titres par an, du *Quid* à la marque Seghers en passant par les best-sellers (romans, documents), les beaux livres et les collections de prestige (« Bouquins », « Pavillons »). Encore fallait-il, dans la logique du groupe, en exploiter au maximum le potentiel économique. La maison d'édition ayant été délaissée de ses filiales par une opération de restructuration interne au groupe, elle ne pouvait plus, désormais, compter sur leur appoint pour compenser ses pertes éventuelles. Plus que jamais, elle devait « faire du bénéfice ». Succédant à Bertrand Favreuil (qui lui-même avait remplacé Robert Laffont en 1986), Bernard Fixot, le vendeur sans état d'âme, serait l'homme de la situation.

VENTES INSOLENTES

« Je ne suis pas partie du sérail, je suis venue à l'édition par le commercial », explique Bernard Fixot qui a commencé comme magasinier dans les entreprises Gallimard, a été directeur commercial de Gallimard puis de Hachette Livre et responsable de la promotion à Europe 1 avant de créer les éditions Fixot qui s'illustraient, entre autres, par des témoignages choc (transsexuels, victimes d'inceste, viols...) et des ventes insolentes pour un secteur en crise (3 400 000 exemplaires pour le livre de Betty Mahmoody, *Jamais sans ma fille*). Ne cachant pas son hostilité vis-à-vis du milieu littéraire, à peine avait-il été placé à la tête de Laffont qu'il organisait son démantèlement de la place Saint-Sulpice, traditionnel quartier de l'édition parisienne, pour s'installer avenue Marceau, plus près du siège des télévisions et des radios : un acte symbolique, témoignant de l'entrée de la maison d'édition dans une ère nouvelle.

Le nouveau PDG n'a pas tardé à se montrer efficace. C'est du moins ce que laissent paraître les résultats exceptionnels de Laffont en 1994, l'année suivant son arrivée : plus de 32 millions de francs de bénéfices, soit environ 7 % d'un chiffre d'affaires lui-même en hausse de 10,6 % et dépassant (édition seule) 450 millions. A en croire Bernard Fixot, on reviendrait de loin : à son arrivée, la maison d'édition se trouvait, dit-il, « en très mauvais état » – ce qui n'est pas l'avis de son prédécesseur, Bertrand Favreuil, lequel avait déclaré, dans *La Tribune* du 17 février 1993, laisser une maison à l'équilibre.

Toujours est-il que cet homme de métier, rapide, bon technicien et qui connaît les chiffres, a commencé par assainir la production en la réduisant. « Le système de décision s'était détérioré. Les best-sellers, pour lesquels Robert Laffont avait un talent naturel, se faisaient moins nombreux, et mes prédécesseurs y ont remédié en publiant plus, de façon anarchique, par lâcheté généralisée. » Si le mouvement était, en

fait, déjà amorcé avant lui, Bernard Fixot a continué à mettre de l'ordre. Résultat : en trois ans, les éditions sont passées d'une production annuelle d'environ 260 titres à 165 titres en 1995. « Ce n'est pas qu'on a supprimé 100 titres en trois ans, commente l'éditeur : on n'a pas pris ces 100 titres-là. La difficulté du métier de "publisher", c'est de dire non. » Tour de force : la diminution de la production s'est accompagnée d'une augmentation du chiffre d'affaires. Parmi les recettes du redressement figurent, selon Bernard Fixot, quelques mesures techniques : meilleure gestion des tirages et des inventaires, refus (officiel) de céder à la course aux à-valoir, accent mis sur ce qui fait son génie à lui : le jeu publicitaire, porté sur des livres aux ventes a priori prometteuses et en prêtant la radio à la presse écrite. « L'argent destiné aux à-valoir, qui coûte très cher en trésorerie, je préfère l'investir dans des dépenses publicitaires qui garantissent des ventes plus importantes à l'auteur. En choi-

Wall Street Journal – ont dénoncé le montage et la supercherie. L'éditeur assure que les cessions de droits dans le monde peuvent représenter des bénéfices dix fois plus importants que l'exploitation des livres en librairie. Même si ce type d'auteurs reste marginal dans la production, son développement symboliserait une curieuse dérive du métier d'éditeur vers celui de courtier, où les livres seraient d'abord des marchandises abstraites et où la machine économique de l'édition, pour fonctionner, n'aurait plus besoin qu'ils existent.

Cette tendance n'empêche pas Bernard Fixot de se montrer soucieux des marques littéraires de la maison, pourtant constituées d'ouvrages apparemment contraires à ses goûts. A son groupe (rebaptisé Robert Laffont-Fixot-Seghers), il a annexé Julliard en 1995 pour en confier la direction à Bernard Barraud, et vient de nommer Jean-Claude Zyberstein à la tête de la collection « Pavillons ». « Mon am-

bi- duit snobs ». « Nous ne diminuons pas le nombre de parutions », avait-il déclaré à *Livres Hebdo* (le 4 juin 1993). Mais voilà : trois ans après, le pragmatisme a pris le dessus et le nombre de parutions a baissé de moitié. D'une trentaine de titres publiés dans la collection en 1991, on est passé à une quinzaine.

Cela fait partie de la politique générale d'assainissement, dit-on pour justifier la réduction, en cours, de l'équipe éditoriale et technique. Mais comment s'y prendre mieux, pour étrangler une telle collection, qu'en y faisant des coupes si radicales ? Et, dans le cadre d'une production aussi réduite, que penser de la rumeur annonçant la publication prochaine, en « Bouquins », de l'œuvre de Gérard de Villiers, l'auteur des SAS ? Non démentie par Guy Schoeller, franchement confirmée par Gérard de Villiers lui-même qui nous a déclaré être en cours de négociation, cette rumeur surgit alors que Bernard Fixot affiche pourtant son souci de préserver l'esprit de cette collection originale et exigeante : « A ses débuts, dit-il, "Bouquins" était originale par le fond et par la forme. Depuis, l'apparition de concurrents ("Omnibus" aux Presses de la Cité, "Quarto" chez Gallimard, "In extenso" chez Larousse) qui ont imité la forme, nous devons insister plus que jamais sur l'originalité du contenu. »

Contrairement à Robert Laffont, dont la production éclectique s'accompagnait d'investissements risqués – il lui a bien fallu dix ans, dont cinq à perte, pour imposer une collection comme « Bouquins » –, Bernard Fixot semble, lui, davantage épouser l'héritage de ses prédécesseurs et miser sur les « coups » éphémères (comme le *Journal de Zola*), qu'investir sur le long terme. La plupart des auteurs qui font les meilleures ventes d'aujourd'hui (Michael Crichton, John Grisham, Marie de Hennezel, François Pons, le dalaï-lama, l'histoire universelle des chiffres de Georges Ibrahim...) ont été amenés par l'ancienne équipe ; de même, la richesse du fonds de « Bouquins » (qui représente plus de 50 % des ventes de la collection) permet d'augmenter les bénéfices à bon compte si l'on réduit de moitié, comme c'est le cas, les investissements sur les nouveautés (chacune coûtant, en moyenne, 300 000 francs). Un mode de rentabilisation, habile et rapide mais qui, entre-temps, assèche le fonds.

Comme le constate Robert Laffont, « le métier d'éditeur a changé. Les qualités qui faisaient de moi un bon éditeur seraient peut-être des défauts aujourd'hui. Bernard Fixot n'a pas mon goût ni mes méthodes, mais qui dit qu'il n'a pas raison dans l'état actuel ? Avoir raison, c'est continuer à vivre. » Au-delà de Bernard Fixot lui-même, ces premières tendances ne font-elles pas que répondre, en effet, à la logique des grands groupes, où les gestionnaires et les commerciaux sont préférés aux écrivains, les produits médiatiques aux écrivains, le jeu du court terme à celui du temps ?

M. V. R.



« La difficulté du métier de "publisher" est de dire non. »

sisant les bons supports médiatiques, on peut vendre à 80 000 exemplaires un livre qui devrait s'en tenir à 40 000. »

Réduction de la production, augmentation du chiffre d'affaires et des résultats à court terme, réussite commerciale... Mais à quel prix ? Au sacrifice de quoi ? Zéro sympathie pour les uns, marchand sans foi ni loi pour les autres, Bernard Fixot déclare assurer le redressement de la maison tout en restant « fidèle à l'esprit de Robert Laffont ». Au nom de la modernisation, pourtant, une trentaine de personnes de l'ancienne équipe (sur près de 130) – dont la quasi-totalité des éditeurs – ont disparu en trois ans, le plus souvent par licenciement. Le « renouvellement » semble également frapper les auteurs vedettes de la maison. Certains départs sont significatifs, comme ceux de John Le Carré et de Norman Mailer, traditionnellement traduits chez Laffont, mais aussi d'Alexandra Lapierre (auteur du best-seller *Fanny Stevenson*) et de Christian Signol, l'un des écrivains régionalistes et populaires de l'école de Brive – une manne assurée depuis des années pour Robert Laffont.

En revanche, Fixot a créé, et c'est l'une de ses astuces commerciales, un autre type d'auteur : le « produit » international. Cela consiste à acheter, par exemple, les droits mondiaux de l'ouvrage potentiel de Noa Rabin, la petite-fille du premier ministre israélien assassiné, et à les revendre dans plusieurs pays, avant même qu'il ne soit écrit ; ou encore du *Journal de Zola*, la jeune Bosnie (dont des journaux anglo-saxons – *The Guardian* et *The*

romans policiers

La danse de mort

MIAMI PURITY de Vicki Hendricks. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Mainard, Rivages « Thriller », 199 p., 99 F.

Elle a toujours aimé le sexe, Sherri. Rien à faire contre ça. Depuis l'âge de douze ans, elle a « laissé ses fesses décider de sa place ». Résultat : la voilà échouée à Miami, son âge multiplié par trois, à servir des cocktails et à danser à poil sous la lumière sale d'un bar de troisième zone. Accrochée à sa bouteille comme à une bouée de sauvetage, quand la souffrance déborde. Jusqu'au jour où elle décide brusquement de mener une nouvelle vie. Toute propre. Toute nette. Et, clin d'œil du destin, tombe presque aussitôt sur une pancarte « On recherche une employée » accrochée à la porte... d'une teinturerie baptisée, qui plus est, « Miami Purity » ! Mais un pressing, c'est torride, c'est moite, c'est brillant. Surtout s'il est dirigé par un appétissant jeune homme aux « lèvres à la Mick Jagger ». Ce que Sherri ne sait pas encore, en poussant la porte du Miami Purity, c'est que les vapeurs de ce pressing-là sont particulièrement étouffantes, que le jeune homme, Payne, pour lequel elle va concevoir une passion dévastatrice, est étrangement lié à la propriétaire du magasin, la redoutable Brenda, sa mère, et que c'est à un nettoyage d'un genre très particulier qu'elle va devoir participer.

Ecrit à la première personne d'un singulier très singulier, *Miami Purity* frappe d'abord par le style et le ton. Sherri, la narratrice, raconte la violence de ses fantasmes et de ses pulsions, l'engrenage de meurtres dans lequel elle se trouve entraînée, avec une telle brutalité, avec un tel mélange de distance et de fragilité, de naïveté et de roublardise, que le lecteur se trouve très vite troublé par le sentiment qu'il éprouve, entre fascination et dérision.

Roman sur la puissance du désir qui conduit les amants à éliminer ceux qui lui font obstacle, *Miami Purity* rappelle évidemment *Le Facteur* sonné toujours deux fois. Mais le thème de la culpabilité et de l'innocence reçoit ici un éclairage particulièrement pernicieux dans la mesure où l'obstacle n'est pas un mari mais une mère incestueuse et que, jusqu'au dernier mot de l'histoire, le lecteur ignorera la vraie nature des relations de Payne et de Brenda. Qui domine qui ? Qui manipule qui, de la mère ou du fils ? Vicki Hendricks, dont c'est le premier roman, réussit, avec le portrait tout en nuances de Payne, un personnage superbe de perversité et d'ambiguïté.

Au bout de sa trajectoire inéluctable de tragédie classique, ce roman sauvage et cru s'achève sur le constat d'une impossible rédemption. Sous la lumière noire d'un bar minable de Baltimore, Sherri reprend sans fin sa danse de mort.

Michel Abesant

● TOUS LES HOMMES MORTS de Lawrence Sanders

A l'origine, ils sont toujours trente et un. Trente et un hommes qui jurent de se retrouver une fois par an pour dîner et entendre, comme un rituel, la liste chaque fois un peu plus longue, de leurs défunts. A charge pour le dernier vivant de recruter trente nouveaux adeptes pour que commence un nouveau cycle et que se perpétue la grande lignée d'hommes morts que rien ne paraît avoir perturbée depuis l'ancienne Babylone. Jusqu'à présent. Car il semble bien qu'aujourd'hui, à New York, quelque un s'empare à accélération le rythme des choses en éliminant les membres de ce cercle très secret les uns après les autres. Ténace et fascinant, l'histoire qui ne pouvait qu'intéresser Matt Scudder, homme fragile et privé d'illusions, démissionné de la police à la suite d'une bavure qui coûta, jadis, la vie à une petite fille, ressuscité d'entre les morts après une longue dérive alcoolique et solitaire.

Une fois encore, Lawrence Sanders s'attache au moins autant à son héros et à son environnement qu'à la trame de son intrigue. Brossant avec compassion le portrait d'hommes en survis, vivant comme des funambules au-dessus d'une ville qui s'effondre, il raconte son histoire comme Matt mène ses enquêtes, traquant à travers mille chemins de traverse ces moments entre chien et loup, ces espaces incertains où apparaissent, fugitivement, la vérité d'un homme, la justesse d'une émotion, l'épaisseur de la vie. Pour faire des aventures de son privé new-yorkais une des réussites les plus attachantes du roman noir contemporain. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Robert Pépin, Seuil-Policiers, 340 p., 99 F.)

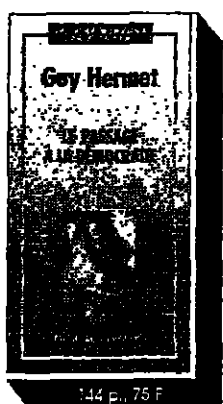
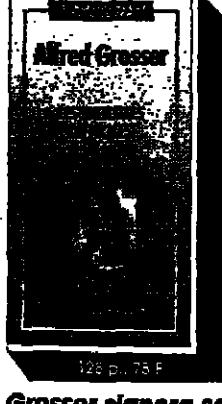
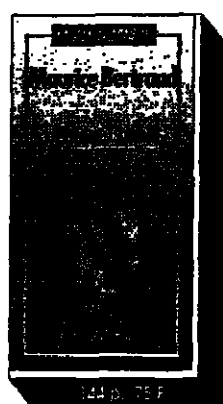
● UNE MORT OBSÉDANTE de Ruth Rendell

Il y a d'abord la mer. Comme une menace. La côte grise et monotone du Suffolk où habite Tim, le héros du livre, le grondement sourd du ressac qui ne cesse de lui rappeler une île perdue de l'Alaska d'où son amant n'est jamais revenu. Il y a le choix du journal intime. Quel est le secret de ce jeune homme fébrile et solitaire ? Que s'est-il passé sur l'île de Checkin ? Quel est le rôle joué par cette jeune femme rencontrée en Alaska et dont Tim s'est pris de passion ? Il y a cette construction diabolique, cette histoire qui progresse comme la mer, roulant les questions comme les palets la grève, dans un exaspérant va-et-vient d'excitation et de frustration. Il y a enfin ces coups de théâtre et ce dénouement un peu trop clair. Les questions les plus intéressantes ne sont-elles pas celles qui restent en suspens ? (Traduit de l'anglais par Pierre Ménard, Calmann-Lévy, 377 p., 130 F.)

Une nouvelle collection

Des livres courts et accessibles

La recherche au service du citoyen



Alfred Grosser signera son livre au Salon du Livre le mardi 26 mars à 20 h. Stand L 92

DEDICACE

St Brooks Richards dédicace son ouvrage « Secret Flotillas » édité par EMSO (prix spécial 495F) le mardi 26 mars 1996 à 12h30 à la Librairie anglaise W H SMITH 248 rue de Rivoli 75001 PARIS Tél: 44 77 88 99 Fax: 42 96 83 71 Minitel: 3615 SMITH (2F23 nm)

« Secret Flotillas » raconte les liaisons maritimes clandestines qui ont rendues possibles les opérations du SIS (Secret Intelligence Service) et des SOE (Special Operation Executive) en France pendant la Seconde Guerre Mondiale.

L'EDITION
FRANÇAISE

● Les archives Chéreau et Koltès à l'IMEC. Le metteur en scène Patrice Chéreau a confié à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) l'ensemble de ses archives (dossiers sur les spectacles, correspondances, manuscrits d'auteurs, notes de mises en scène...) où elles rejoindront celles d'Antoine Vitez et de Roger Blin. Un fonds d'archives Bernard-Marie Koltès, dont la plupart des pièces ont été montées par Patrice Chéreau, a aussi été créé à l'IMEC, grâce à François Koltès, frère et légataire de l'écrivain.

● Du nouveau au Prix Femina. L'historienne Mona Ozouf, spécialiste de la Révolution française, a été élue au jury du Prix Femina à la succession de Suzanne Prou, récemment décédée. Par ailleurs, deux élections interviendront en 1996 pour remplacer Zoé Oldenbourg et Renée Massip, démissionnaires.

● Hachette Livre a créé le poste de directeur général adjoint, chargé de la branche Industrie et Services, auquel vient d'être nommé Louis de Bourgoing, auparavant directeur général adjoint de Hachette Distribution Services. Il prendra ses fonctions en avril.

● Prix littéraires. Le 42^e Prix des libraires a été décerné à Gilbert Sinoué pour *Le Livre de Saphir* (Denoël); le prix littéraire du Rotary à Yves Pouliquen pour *Les Yeux de l'autre* (Odile Jacob); le prix Cazes à Gilles Lapouge pour *L'Incendie de Copenhague* (Albin Michel); le prix Jean Freustié à Gilles Martin-Chauffier pour *Une affaire embarrassante* (Grasset); le prix de la Corne d'Or limousine à Michel Ragon pour *Les Coquelicots sont revenus* (Albin Michel); le prix Louis Guillaume à Francis Tessa, pour *Lieux et autres miroirs* (éd. L'Arbre à paroles); le prix Séverine à Jane Jensen et Mariette Sineau pour *Mitterrand et les Français, un rendez-vous manqué* (Presses de Sciences-Po).

Rectificatif
Le portrait de Sylvie Germain qui illustrait l'article de Jean-Noël Pancrazi (« Le Monde des livres » du 15 mars) a malencontreusement été remplacé, dans les premiers numéros imprimés du journal, par la photographie accompagnant le compte-rendu du dernier roman d'André Brink, paru dans « Le Monde des livres » du 8 mars. Cette erreur technique a été rectifiée en cours de tirage.

Précisions
C'est Amina Said qui a traduit de l'anglais (Philippines) le recueil de nouvelles de Francisco Sionil José, *Le Dieu volé* (Criterion/UNESCO), dont Philippe Pons a rendu compte dans « Le Monde des livres » du 15 mars.

Les Editions Dufour-Tandrup (48, rue Borda, 33000 Bordeaux) nous signalent qu'elles ont publié, en 1992, sous le titre *Exploration*, deux nouvelles de David Gascoyne, dont Christine Jodis a publié le portrait dans « Le Monde des livres » du 8 mars (traduit de l'anglais et préface par Michèle Duclos, 70 p., 45 F).

Six lustres pour « La Quinzaine »

En 1966, Maurice Nadeau et François Erval fondent un magazine littéraire pour « faire autre chose » : rendre compte d'une manière approfondie de la production littéraire et intellectuelle. Trente ans plus tard, l'esprit n'a pas changé

La Quinzaine littéraire a trente ans. Et son fondateur, Maurice Nadeau, quatre-vingt-cinq dans deux mois. Les anniversaires, il en a vu d'autres et il ne tient pas, cette fois, à « marquer le coup ». « On ne va pas recommencer tout le temps la même histoire », grogne-t-il de son ton bourru, la malice toujours au coin de l'œil. Pour les vingt ans du journal, un numéro spécial avait mobilisé ses principaux collaborateurs, de Blanchot à Zinoviev en passant par Bianciotti, Kundera, Derrida, Balandier, Dumézil ou Sarraute. Dix ans après, la fête est discrète : à la « une », un bandeau indiquant mystérieusement « Anniversaire », au-dessus d'un dessin d'Aleksinsky. Et, en guise d'éditorial, une « conversation imaginaire » avec Maurice Nadeau, pleine de bonne et de mauvaise humeur.

Il y rappelle ce jour de 1966 où « deux hurluberlus, journalistes, à la rigueur critiques littéraires, en tout cas parlant de livres, écrivant sur eux, ont eu envie de faire davantage » et surtout, de « faire autre chose ». Ce sont François Erval – alors directeur de la collection « Idées » chez Gallimard –, et Maurice Nadeau – journaliste, essayiste et éditeur, découvreur de Gombrowicz, Sciascia, Lowry ou Perec (voir l'article sur les « passeurs du Nouveau Monde », p. XI).

« Faire autre chose », alors que *Les Nouvelles littéraires* cherchaient un repère, que *Les Lettres françaises* s'épuisèrent, que *Le Monde littéraire* et *Le Monde des livres* n'existaient pas et que Nadeau lui-même dirigeait toujours, chez Denoël, *Les Lettres nouvelles* (la revue et la collection du même nom qu'il avait créée chez Julliard), cela consistait à faire un journal hybride, à mi-chemin entre la revue et le supplément littéraire, à l'image du *Times Literary Supplement* et surtout de la *New York Review of Books*, qui venait de se créer.

UN TON

« Nous voulions seulement faire partager nos goûts, raconte-t-il, en suivant l'actualité de la librairie, mais sans s'intéresser au commercial, sans chercher les livres dont tout le monde allait parler. Le ton de *La Quinzaine* était donné. Une bibliographie et des critiques approfondies rendraient compte de la production littéraire et intellectuelle. Les articles, sérieux, austères, seraient confiés à des spécialistes, des universitaires pour la plupart. Et en trente ans, *La Quinzaine* est toujours égale à elle-même. « Dans mon éditorial, j'ai dit que ça n'avait pas changé. Et pourtant Foucault, Châtelet, Barthes ne sont plus là, il reste très peu des anciens de la première mouture. Alors, pourquoi ai-je eu

cette illusion ? Même si les collaborateurs vont et viennent, l'esprit du journal ne bronche pas. C'est toujours l'esprit Quinzainien. »

Les collaborateurs, tous bénévoles – ce qui, depuis le temps, continue à étonner l'éditeur –, se mettent en quatre pour être au diapason : « Ils n'écrivent pas comme ils écriraient ailleurs », explique Anne Sarraute, à ses côtés depuis trente ans. Souvent, je les entends me dire : « Je destinai un article à tel ou tel journal, mais pour vous, il faut que je le refasse ». Quant au public (surtout constitué de professeurs et d'étudiants), il n'a pas changé non plus. Les tirages stagnent, dit Nadeau, autour de trente mille exemplaires, avec environ huit mille abonnés dont plus du tiers à l'étranger. « Du temps du stalinisme, raconte-t-il, nous avions beaucoup d'abonnés dans les pays de l'Est, dont Ilya Ehrenbourg. *La Quinzaine* faisait partie de ces publications dont on disait qu'elles avaient « trois écrous » – il fallait trois autorisations pour les lire », ajoute-t-il non sans fierté.

Lui, l'ancien militant trotskiste, s'est pourtant interdit de faire une revue politique, même si *La Quinzaine*, par ses choix littéraires, a favorisé les sciences humaines, le structuralisme, l'anthropologie et les mouvements de gauche des années 70, sous l'égide de Barthes, Althusser, Foucault ou

Lévi-Strauss. « Ce serait plus facile de faire un journal si on s'intéressait à la politique, à la gauche, à la droite, aux catholiques, aux bouddhistes... commente Nadeau, toujours pince-sans-rire. Or on fait tout le contraire. Les opinions les plus différentes règnent dans le comité de rédaction (une trentaine de personnes), où il y a des réactionnaires, des crypto-gaullistes, des crypto-trotskistes. Moi, je ne suis plus crypto du tout. J'affiche ma Quinzaine. »

UN PARADOXE

Tout irait bien s'il ne fallait pas – et c'est le cas depuis le début de l'aventure – tirer le diable par la queue. Comme l'avait écrit Maurice Blanchot dans le numéro du vingtième anniversaire, « *La Quinzaine, paradoxalement, a duré plus qu'il ne lui était promis* ». Et plus les années passent, plus le paradoxe tient bon. Presque tous les éditeurs ont cessé d'acheter des espaces publicitaires au journal, qui doit se contenter des ventes au numéro et d'une petite subvention du Centre national du livre. « Les coûts ont augmenté, les recettes n'augmentent pas, et on se débrouille. Ça fait trente ans qu'on se débrouille, grommelle Nadeau qui a renoncé à savoir ce qui se vendait. « Allez savoir pourquoi il y a des « unes » qui attirent, d'autres qui sont rébarbatives. C'est bizarre. Un des numéros qui se sont

le mieux vendus, à mon grand étonnement, a été le dossier sur la philosophie anglo-saxonne. Je me suis dit : ça va les faire fuir jusqu'au fond des campagnes. Eh bien, pas du tout. »

Et pourtant, sans avoir jamais dépassé le stade artisanal, *La Quinzaine* en impose depuis trente ans. La preuve, c'est que Maurice Nadeau s'est fait solliciter par le très chic Louis Vuitton, pour aboutir, à ce jour, à la publication de cinq livres sous le double label « *La Quinzaine littéraire*/Louis Vuitton ». Ce qui n'empêche pas l'éditeur de soupçonner bruyamment en contemplant l'état de ses bureaux (qui abritent à la fois *La Quinzaine* et les éditions Maurice Nadeau) d'être est chassé par son propriétaire et qui, en attendant, subissent des inondations. « C'est le Niagara, on surcharge avec les pompes, on peut récolter des champignons sur les murs, la voisine ne veut pas ouvrir de peur qu'on l'empoisonne, mais on ne va pas se plaindre : il peut encore y avoir le plafond qui tombe ou un incendie. On est dans un monde bizarre. C'est la fin. De quoi, je ne sais pas, mais c'est la fin de quelque chose. » *La Quinzaine* survivra-t-elle à son créateur ? « Impossible », répond Anne Sarraute. « Anne prendra la suite, rétorque Nadeau. Quant à moi, je mourrai à la tâche, c'est bien entendu. »

M. V. R.

Nouvelle « Critique »

Fondée en 1946 par Georges Bataille et publiée par les éditions de Minuit depuis 1950, *Critique*, « revue générale des publications françaises et étrangères », occupe dans le paysage intellectuel français une place essentielle, accomplissant, à mi-chemin entre la presse littéraire et les revues spécialisées, un indispensable travail de divulgation et d'analyse critique des livres. Jean Piel, propriétaire du titre, qui, après avoir travaillé au côté de Bataille, devint directeur de la revue en 1962, est mort le 1^{er} janvier (Le Monde du 5 janvier). Un conseil de rédaction le secondait, mais ne se réunissait plus guère, Jean Piel préférant entretenir, avec chacun de ses membres, des rapports individuels.

Cette direction très personnalisée rendait aiguë la question de la succession et celle de la survie même de la publication. Piel avait confié à Jérôme Lindon, PDG de Minuit, donc gérant de *Critique*, le soin de décider du destin de la revue. A l'initiative de Michel Deguy, le conseil de rédaction s'est réuni au début de février, s'est auto-dissous et, « à la quasi-unanimité », a nommé à la tête de la revue un proche de Jean Piel (mais ne faisant pas partie de l'équipe), Philippe Roger, directeur de recherches au CNRS, dix-huitième. A la mi-février, Philippe Roger, Michel Deguy, Antoine

Compagnon et Yves Hersant ont rencontré Jérôme Lindon pour lui présenter les projets éditoriaux et la composition du nouveau conseil : Marc Augé, François Balibar, Pierre Birbaud, Antoine Compagnon, Danièle Cohn, Yves Hersant, François Jullien et Alain de Libera. Compagnon et Hersant, seuls à avoir été de l'ancien conseil, assurent la transition. Deux numéros doubles sont prévus : sur l'image (juin) ; un numéro du cinquantenaire (septembre).

Mais cette belle unanimité présente quelques failles. Du côté de Jérôme Lindon d'abord, qui, sans contester la composition de la nouvelle équipe et les projets, juge prématurée l'annonce de ces nominations. Pour le PDG de Minuit, pessimiste de principe, la question de la continuation de la revue continue à se poser. Autre voix divergente, celle de Robert Maggiori : pour le chroniqueur de philosophie de *Libération*, qui dirigea plusieurs numéros spéciaux, la procédure de désignation du successeur de Jean Piel a été « hâtive ». « Je faisais partie du conseil et j'aurais aimé qu'on me demande si je voulais continuer », précise Maggiori. Il serait toutefois dommage que ces questions et réticences, même si elles sont légitimes, remettent en cause l'existence de cette indispensable entreprise intellectuelle.

P. K.

A L'ETRANGER

● LA TRILATÉRALE DE NANTES

Après Fribourg-en-Brisgau en 1994, et avant Cracovie en 1996, Nantes recevait, les 15 et 16 mars, sur le thème du « roman lieu de mémoire », des écrivains de France, d'Allemagne et de Pologne. Organisée sous l'égide de la Ville et du Centre culturel franco-allemand de Nantes, cette rencontre entre trois cultures contiguës – baptisée « Trilogue » – se voulait l'occasion d'élargir la réflexion sur la recherche d'une identité culturelle européenne. Une confrontation d'une grande richesse qui ne pouvait éviter les malentendus et fit apparaître crûment le fossé du tout à la fois aux séquelles du passé, aux blessures encore ouvertes et à la méconnaissance de la mémoire des deux autres.

● LA CORRESPONDANCE POSTHUME DE SIR KINGSLEY

L'écrivain britannique Kingsley Amis, mort le 22 octobre 1995, avait donné l'autorisation d'écrire sa biographie officielle au journaliste Eric Jacobs. Tout s'était si bien passé entre eux que non seulement Sir Kingsley avait accepté de répondre à des interviews pour faire la promotion du livre, mais que les deux hommes étaient devenus compagnons de sortie au Garrick Club de Londres où ils dînaient et buvaient de conserve. L'écrivain avait également confié au journaliste le soin d'établir le texte des quelques mille lettres qu'il avait écrites et conservées, pour publication. Or Eric Jacobs avait tenu un journal de la maladie qui devait emporter Kingsley Amis, et avait cherché à en publier des extraits au moment où la famille organisait les funérailles. Martin Amis a pu arrêter la publication à temps et a annoncé la semaine dernière qu'il avait confié l'édition de la correspondance de son père à un de ses partenaires de tennis, un universitaire américain qui vit à Londres, Zachary Leader.

● ÉTATS-UNIS : PROCÈS EN LIVRE

Le premier à signer un livre (*Reasonable Doubts*, Simon and Schuster) sur le procès d'O.J. Simpson, est évidemment Alan M. Dershowitz, l'un des avocats les plus médiatiques des États-Unis – même s'il n'a pas grand-chose à apporter de nouveau sur un procès qui n'a rien eu de confidentiel. A. M. Dershowitz avait su se rendre célèbre en se mettant lui-même en scène dans sa relation de l'affaire von Bulow (*Reversal of Fortune*, 1986). Il faisait partie de l'équipe de la défense d'O. J. Simpson et devait préparer le dossier d'appel en cas de verdict de culpabilité.

AGENDA

● LE 24 MARS, à Paris, conférence d'Eric Marty sur le thème « Phénoménologie de la génétique », dans le cadre du séminaire de l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM/CNRS) (à 10 heures, ENS, 46, rue d'Ulm, 75005 Paris).

● LE 25 MARS, à Paris, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, rencontre avec Régis Debray sur le thème : « Mé-

diologie, spectacle, théâtre » (à 20 h 30, Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 75006 Paris, tél : 44-41-36-44).

● LES 26 ET 27 MARS, à Paris, table ronde sur « La guerre d'Algérie et les Algériens » organisée par l'Institut d'Histoire du temps présent (Association Reille, 34, avenue Reille, 75014 Paris, tél : 45-89-15-51).

● LES 28 ET 29 MARS, à Paris, colloque autour du thème « Transpa-

rence et secret : La communication des archives contemporaines » (CNAM, amphi T, 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris, Rens. tél : 46-06-39-44).

● LES 29 ET 30 MARS, à Paris, colloque organisé par le Collège international de philosophie sur « les catégories de l'universel », Simone Weil, Hannah Arendt (ENS, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris, tél : 44-32-30-00).

Salon du livre 96

La littérature fait salon sur France Télévision.

De nombreuses émissions en direct du Salon du Livre : "Ah ! Quels titres, Bouillon de Culture, Un livre un jour, Le Cercle de Minuit, Qu'est-ce qu'elle dit Zazie ?, Matin Banheur, le 12/13, le journal de 13 heures, Invité Spécial..."

2
3
France Télévision

مكتبة العصر